

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1159  
24 janvier 1975

Original : ANGLAIS/  
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente et unième session

GROUPE SPECIAL D'EXPERTS CREE CONFORMEMENT  
A LA RESOLUTION 2 (XXIII) DE LA COMMISSION  
DES DROITS DE L'HOMME

RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS ETABLI  
CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 19 (XXIX) DE LA  
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ET A LA RESOLUTION 1868 (LVI)  
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	1 - 33	1
A. Mandat et composition du Groupe spécial d'experts .....	1 - 6	1
B. Organisation des travaux et procédures adoptées par le Groupe spécial d'experts .....	7 - 30	3
C. Normes internationales concernant les questions mentionnées dans la résolution 19 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme .....	31 - 33	10
I. AFRIQUE DU SUD .....	34 - 193	12
A. Peine capitale .....	35 - 49	12
B. Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés .....	50 - 86	16
C. La condition des Africains dans les "homelands bantous" .....	87 - 143	28
D. Condition des Africains dans les "camps de transit" ....	144 - 162	47
E. Renseignements supplémentaires concernant des manifes- tations graves d'Apartheid dans la situation qui prévaut en République sud-africaine .....	163 - 193	54

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
II. NAMIBIE	194 - 279	61
INTRODUCTION .....	194 - 199	61
A. Peine capitale .....	200 - 203	63
B. Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés .....	204 - 236	65
C. Conditions des Africains dans les " <u>homelands</u> " bantous .....	237 - 254	77
D. Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale .....	255 - 279	82
III. RHODESIE DU SUD .....	280 - 371	91
INTRODUCTION .....	280 - 284	91
A. Peine capitale .....	285 - 294	93
B. Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés .....	295 - 327	98
C. Condition des Africains dans les "réserves indigènes" et les "camps de transit" .....	328 - 353	108
D. Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale .....	354 - 371	117
IV. ANGOLA, MOZAMBIQUE, GUINEE-BISSAU ET ILES DU CAP-VERT	372 - 445	125
A. Angola .....	375 - 408	126
1. Faits nouveaux d'ordre politique et constitutionnel intervenus depuis le 25 avril 1974 .....	375 - 381	126
2. Analyse des témoignages .....	382 - 408	127
a) Peine capitale; violations du droit à la vie .....	382 - 384	127
b) Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés .....	385 - 399	127
c) Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale .....	400 - 408	129

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
B. Mozambique .....	409 - 424	132
1. Faits nouveaux d'ordre politique et constitutionnel intervenus depuis le 25 avril 1974 .....	409 - 412	132
2. Analyse des témoignages .....	413 - 424	133
a) Peine capitale; violation du droit à la vie .	413 - 415	133
b) Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés .....	416 - 419	133
c) Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale .....	420 - 424	134
C. Violations des droits de l'homme par les autorités portugaises en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert	425 - 445	136
1. Faits nouveaux d'ordre politique et constitutionnel intervenus depuis le 25 avril 1954 .....	425 - 427	136
2. Analyse des témoignages .....	428 - 445	137
a) Peine capitale; violations du droit à la vie	428 - 431	137
b) Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés .....	432 - 435	137
c) Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale .....	436 - 445	138
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....		140
VI. ADOPTION DU RAPPORT .....		148

Annexes

1. Lettre datée du 6 janvier 1975, adressée au Ministre des affaires étrangères du Portugal par le Groupe spécial d'experts.
2. Les lois sur les laissez-passer et les prisons - comment les Blancs maintiennent la suprématie raciale en Afrique du Sud - de Joël Carlson.
3. Liste des sources.

## INTRODUCTION

### A. MANDAT ET COMPOSITION DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS

#### 1. Historique et mandat actuel du Groupe spécial d'experts

1. Le Groupe spécial d'experts, constitué conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1967, avait pour mandat, à l'origine, d'enquêter sur les tortures et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus et aux personnes arrêtées par la police dans la République sud-africaine. Ce mandat a été successivement prorogé et élargi par diverses résolutions de la Commission des droits de l'homme (résolution 2 (XXIV), 21 (XXV), 8 (XXVI), 7 (XXVII) et 19 (XXIX)). Conformément à ces résolutions, le Groupe a présenté à la Commission sept rapports traitant de différents problèmes relatifs aux droits de l'homme en Afrique australe et dans les territoires africains administrés par le Portugal (E/CN.4/950, E/CN.4/984 et Add.1 à 19, E/CN.4/1020 et Add.1 à 3, E/CN.4/1050 et Corr.1, E/CN.4/1076, E/CN.4/1111 et E/CN.4/1135).

2. A sa vingt-neuvième session, la Commission des droits de l'homme a décidé, par sa résolution 19 (XXIX) du 3 avril 1973, que le Groupe spécial d'experts devrait continuer à suivre de près l'évolution future des politiques d'apartheid et de discrimination raciale qui caractérisent la situation actuelle en Namibie, en Rhodésie du Sud, en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau, du fait des actes accomplis par le régime illégal sud-africain en Namibie, le régime minoritaire illégal en Rhodésie du Sud et le régime portugais en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau (par. 13). La Commission a, en outre, prié le Groupe spécial d'experts d'accorder une attention particulière aux situations qui entravent la jouissance des droits de l'homme en Guinée-Bissau (par. 14) <sup>1/</sup> et de rester actif et vigilant dans l'observation des pratiques coloniales et de discrimination raciale, en particulier celles qui résultent de la politique des "homelands" bantous et dans la dénonciation des cas où les travailleurs noirs d'Afrique du Sud reçoivent des salaires de misère (par. 15). La Commission a prié le Groupe spécial de lui soumettre, pour sa trente et unième session au plus tard, un rapport sur ses consultations et de lui présenter un rapport d'activité à sa trentième session (par. 16). La Commission a en outre prié le Groupe spécial d'experts de dresser une liste de tous les actes inhumains résultant des châtiments infligés aux combattants de la liberté des mouvements de libération en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau et d'établir un rapport complet aux fins d'examen par la Commission à sa trente et unième session (par. 17).

3. A cet égard, le Groupe spécial d'experts n'a pas été en mesure, faute de temps, de dresser une liste des actes inhumains, conformément au paragraphe 17 de la résolution.

4. Conformément à ces dernières dispositions, le Groupe spécial d'experts a présenté à la Commission à sa trentième session un rapport d'activité (E/CN.4/1135). Sur la

---

<sup>1/</sup> Voir par. 30.



proposition de la Commission, le Conseil économique et social a adopté les résolutions 1868 (LVI) et 1869 (LVI). Par sa résolution 1868 (LVI), le Conseil a invité le Groupe à rester actif et vigilant à tout moment et à faire rapport à la Commission, lors de sa trente et unième session, sur les événements constituant des violations graves des droits de l'homme, qui nécessiteraient des investigations urgentes dans les pays et territoires précités. Conformément à ces résolutions, le présent rapport a été rédigé en tenant compte de nouvelles sources et de nouveaux renseignements sur l'évolution de la situation en Afrique australe et dans les territoires administrés par le Portugal. Par ailleurs, le Groupe spécial a établi le rapport eu égard aux normes internationales (voir section C) énoncées dans diverses conventions ainsi que dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

5. Il convient de rappeler que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1216 (XLII) du 1er juin 1967, avait également demandé au Groupe spécial d'experts de procéder à une enquête sur les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Afrique du Sud. Ce mandat a été étendu par les résolutions 1302 (XLIV), 1412 (XLVI), 1509 (XLVIII), 1599 (L) et 1796 (LIV) du Conseil économique et social. Le Conseil a autorisé le Groupe spécial d'experts à examiner également les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Namibie et en Rhodésie du Sud; à enquêter, dans les colonies portugaises d'Afrique, sur les conditions de travail des producteurs africains de produits primaires, dans le secteur de la main-d'oeuvre non organisée, telle que la main-d'oeuvre agricole, et des travailleurs du Mozambique et de l'Angola qui sont ou ont été employés en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie du Sud; à continuer à surveiller le système de recrutement des travailleurs africains, ainsi que les inégalités de salaire entre les travailleurs noirs et les travailleurs blancs en Afrique du Sud, en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise. Comme le Conseil l'avait demandé dans sa résolution 1796 (LIV), le Groupe spécial a mené une enquête en 1974 sur les systèmes de recrutement des travailleurs africains ainsi que sur les inégalités de salaire entre les travailleurs noirs et les travailleurs blancs dans ces pays et territoires et présentera au Conseil, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur la question.

## 2. Composition du Groupe spécial d'experts

6. La Commission des droits de l'homme, rappelant sa résolution 2 (XXIII), par laquelle elle a créé le Groupe spécial d'experts, et sa résolution 19 (XXIX), par laquelle elle a renouvelé le mandat du Groupe, a décidé au cours de sa 1237ème séance, le 3 avril 1973, que le Groupe serait composé des experts suivants, siégeant à titre personnel :

- M. Kéba M'Baye (Sénégal), premier président de la Cour suprême (Président-rapporteur du Groupe);
- M. Branimir Janković (Yougoslavie), professeur de droit international, Belgrade (Vice-Président du Groupe);
- M. Humberto Diaz Casanueva (Chili), professeur à Rutgers University (organisations internationales) et à Columbia University (littérature hispano-américaine, Etats-Unis d'Amérique);
- M. Felix Ermacora (Autriche), professeur de droit public, Vienne;
- M. A. S. Mani (Inde), conseiller auprès de la Mission permanente du Bhoutan auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- M. Mahmud N. Rattansey (République-Unie de Tanzanie), ambassadeur à La Haye.

B. ORGANISATION DES TRAVAUX ET PROCEDURES ADOPTEES PAR  
LE GROUPE SPECIAL D'EXPERTS

1. Réunions, bureau et secrétariat du Groupe spécial d'experts

7. Au cours d'une série de réunions tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 25 au 29 juin 1973, et à l'Office des Nations Unies à Genève du 14 au 22 janvier 1974, le Groupe spécial a organisé ses travaux et décidé d'entreprendre une mission en Europe et en Afrique en 1974 afin de recevoir des éléments de preuve et d'entendre des dépositions concernant les faits nouveaux intervenus dans les domaines qu'il est chargé d'examiner aux termes de son mandat.

8. Du 15 juillet au 22 août 1974, le Groupe spécial a effectué cette mission, au cours de laquelle il a pu entendre des témoins à Londres (du 15 au 19 juillet 1974), Nairobi (du 22 au 23 juillet 1974), Lusaka (du 26 au 27 juillet 1974), Gaborone (du 29 au 30 juillet 1974), Dar-es-Salaam (du 1er au 7 août 1974), Kinshasa (9 août 1974), Brazzaville (10 août 1974), Dakar (14 au 16 août 1974) et Genève (du 19 au 22 août 1974). Le Groupe a ensuite tenu une session du 6 au 17 janvier 1975 à Genève pour examiner et adopter ses rapports à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social. Les comptes rendus des témoignages entendus en séance publique ont été publiés sous les cotes E/CN.4/AC.22/RT.149 à 188 \*/.

9. M. Kéba M'Baye (Sénégal) a continué d'exercer les fonctions de Président-Rapporteur et M. Branimir Janković (Yougoslavie) celles de Vice-Président. Lorsque M. M'Baye s'est absenté, au cours de certaines réunions, M. Janković ou M. Ermacora ont assuré la présidence.

10. Lors de la mission du Groupe spécial, M. Maxime Tardu, de la Division des droits de l'homme, a exercé les fonctions de secrétaire principal et M. Hamid Gaham, de la Division des droits de l'homme, les fonctions de secrétaire principal adjoint. Au cours des séances qui se sont tenues à Genève du 6 au 17 janvier 1975, M. A.H. Gaham a exercé les fonctions de secrétaire. M. Marc Schreiber, Directeur de la Division des droits de l'homme et, en son absence, M. Henri Mazaud ont exercé les fonctions de représentant du Secrétaire général.

2. Organisation de l'enquête

11. Suivant la même procédure que les années précédentes, le Groupe spécial a sollicité la coopération des Etats membres et des organisations et particuliers qu'il a estimé compétents en vue de procéder à l'audition du plus grand nombre possible de témoins et de recueillir des renseignements pertinents sur des questions relevant de son mandat. A cet égard, le Groupe spécial a décidé de prendre les mesures décrites aux paragraphes 12 à 30 ci-après.

a) Correspondance avec des gouvernements d'Etats membres

12. Le 21 février 1974, le Président du Groupe spécial d'experts a envoyé une lettre aux ministres des affaires étrangères du Sénégal, du Portugal, de la République sud-africaine, du Botswana, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Malawi,

---

\*/ Dans le présent rapport, ces documents seront désignés sous une forme abrégée, par exemple : RT.149 (I), RT.149 (II), RT.150.

de la République-Unie de Tanzanie, du Zaïre et de la Zambie, appelant leur attention sur l'activité et le mandat du Groupe spécial et demandant la coopération de leur gouvernement dans l'accomplissement de son mandat. Il les a plus particulièrement invités à communiquer tous renseignements pertinents ayant trait aux questions relevant du Groupe en vertu de son mandat, y compris les noms et adresses des personnes ou des organisations qui seraient prêtes à fournir de tels renseignements, oralement ou par écrit, au Groupe spécial.

13. Le 5 juillet 1974, le Président du Groupe spécial d'experts a transmis au Ministre des affaires étrangères du Gouvernement portugais une lettre dans laquelle, après avoir rappelé le mandat du Groupe, il demandait la coopération du Gouvernement portugais dans l'accomplissement de la mission du Groupe. Un télégramme de rappel a été envoyé par le Président, de Nairobi, le 22 juillet 1974. Aucune réponse n'a été reçue par le Groupe. A sa 381ème séance, le 6 janvier 1975, le Groupe spécial d'experts, réuni au Palais des Nations à Genève pour mettre au point et adopter les rapports préparés à la suite de la mission d'enquête qu'il a effectuée en Afrique au mois d'août 1974, a transmis au Ministre des affaires étrangères du Gouvernement portugais une lettre dans laquelle il exprimait son désir de savoir si le Gouvernement portugais aurait des observations à formuler ou des renseignements à communiquer au sujet des questions dont le Groupe doit traiter dans les rapports qu'il est appelé à établir à l'intention de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social.

14. En ce qui concerne la visite que le Groupe avait envisagé d'effectuer au Malawi, le Gouvernement du Malawi a envoyé la réponse suivante :

"Le Gouvernement de la République du Malawi a pris note de ce qu'un groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme devrait visiter le Malawi du 20 au 24 juillet 1974 en vue de recueillir des témoignages concernant les violations de droits de l'homme dans les pays de l'Afrique australe gouvernés par des Blancs. Malheureusement, à ce moment-là, les autorités compétentes qui auraient pu assister dans sa tâche le Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme seront occupées par d'autres tâches urgentes. De ce fait, la Mission permanente de la République du Malawi a reçu pour instruction d'aviser, avec regret, le Secrétaire général des Nations Unies que le Groupe d'experts de la Commission des droits de l'homme ne devrait pas visiter le Malawi comme proposé."

15. Dans leur réponse, les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, du Kenya, de la Zambie, du Botswana, de la République-Unie de Tanzanie, du Zaïre et de la République du Congo ont accepté de coopérer avec le Groupe spécial.

b) Relations avec l'Organisation de l'unité africaine

16. Le 11 mars 1974, le Président du Groupe spécial d'experts a adressé une lettre au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, par laquelle il l'informait du mandat du Groupe spécial d'experts et proposait que le Groupe prenne un contact direct avec les autorités de l'OUA afin d'obtenir de cette organisation une étroite collaboration dont la valeur serait la plus grande pour l'accomplissement de la mission. Le 11 juillet 1974, deux membres du Groupe, M. Janković et M. Mani, accompagnés de M. Tardu, secrétaire principal, ont eu des consultations à Addis-Abéba avec M. Chimuka, directeur du Département politique, M. Samuel Alemayehu, chef de la Division de la décolonisation, M. Mfuni-Tshiamanyanu, directeur du Bureau pour le placement et l'éducation des réfugiés africains, et M. Mlambo, chef de la section

des sanctions. Après avoir rappelé le mandat du Groupe et ses activités, qui avaient déjà été décrits à l'OUA dans la lettre du Président du Groupe en date du 11 mars 1974, la délégation du Groupe a exprimé l'espoir que l'OUA pourrait être en mesure d'aider le Groupe dans ses activités, notamment en ce qui concerne la diffusion de ses travaux, les contacts avec les mouvements de libération et la transmission de noms de témoins qui seraient disposés à communiquer des renseignements pertinents sur des faits nouveaux. L'OUA a offert de coopérer sans réserve avec le Groupe spécial et allait immédiatement attirer l'attention de ses bureaux spécialisés chargés de la liaison avec les mouvements de libération sur les dates probables du séjour du Groupe dans les différentes villes. En ce qui concerne l'hypothèse où le Gouvernement actuel du Portugal, modifiant la position de ses prédécesseurs, autoriserait le Groupe spécial à visiter, sinon les territoires africains, du moins Lisbonne, les autorités de l'OUA, après avoir rappelé la position de leur organisation, réaffirmée notamment à Mogadiscio et selon laquelle toutes les activités de lutte contre le colonialisme portugais devaient continuer tant que les territoires en question n'étaient pas devenus totalement indépendants, n'ont pas exprimé d'objection à ce que le Groupe se rende au Portugal, sur l'invitation du Gouvernement de ce pays, à la condition que le Gouvernement l'autorise à interroger, sans ingérence ni pression extérieure et en secret, les combattants de la liberté encore détenus. En réponse à une question relative à l'effet réel sur l'opinion publique de la politique des bantoustans, les fonctionnaires de l'OUA ont estimé que les efforts du Gouvernement sud-africain visant à faire croire à un simulacre d'indépendance dans ces territoires n'avaient eu que peu de succès auprès de l'opinion publique internationale. Ils ont indiqué que l'OUA ne reconnaissait en aucune manière les bantoustans. Les fonctionnaires de l'OUA ont suggéré que les Nations Unies fassent une campagne de publicité accrue pour faire connaître les travaux du Groupe aux Etats-Unis, au Canada, en Europe occidentale et au Japon. Ils ont exprimé le souhait de recevoir un plus grand nombre d'exemplaires des rapports du Groupe. Réciproquement, l'OUA s'efforcerait de donner au Groupe et aux autres organes concernés de l'ONU le plus d'informations possibles sur ses travaux relatifs à l'aide aux mouvements de libération et aux activités de ces mouvements, dans la mesure où les considérations de sécurité le permettraient. Les fonctionnaires de l'OUA ont déclaré qu'ils appuyaient la réunion syndicale internationale qui se tenait à Genève pour enquêter sur la question du déni des droits syndicaux aux Noirs en Afrique du Sud et en Namibie et sur les violations des droits syndicaux commises par des sociétés locales et étrangères dans ces deux pays. Ils ont également recommandé que le Groupe se rende à Brazzaville afin d'y rencontrer des militants du MPLA et de s'entretenir avec eux. Au cours du voyage du Groupe en Afrique, les dirigeants du Comité de libération africain de l'OUA à Lusaka et à Dar-es-Salaam ont communiqué au Groupe des renseignements très utiles.

c) Relations avec des mouvements de libération, des particuliers et des organisations non gouvernementales

17. Le 11 mars 1974, le Président du Groupe spécial d'experts avait envoyé une lettre portant le mandat du Groupe spécial à l'attention de différentes organisations non gouvernementales s'intéressant aux questions relatives aux droits de l'homme en Afrique australe et dans les territoires africains administrés par le Portugal, et en particulier à de nombreux mouvements de libération africains qui avaient déjà coopéré avec le Groupe spécial lors de ses missions d'enquêtes précédentes. Des lettres de rappel ont été envoyées le 26 juin. Ces organisations ont été invitées à communiquer tous renseignements pertinents, y compris les noms et adresses de témoins. Les noms de la plupart des témoins entendus par le Groupe spécial ont été communiqués par ces organisations et mouvements de libération. A chaque étape, le Groupe et, sur ses instructions, le secrétariat ont maintenu les contacts les plus étroits et les plus cordiaux avec ces organisations et mouvements.

d) Témoignages recueillis

18. Au cours de la mission effectuée en Europe et en Afrique en 1974, le Groupe spécial d'experts a entendu 105 témoins. Certains de ces témoins ont fourni des renseignements concernant plus d'un pays ou territoire. Six parmi ces témoins ont été, à leur demande, entendus en séance privée. On trouvera, ci-dessous, la liste des témoins qui ont fait des dépositions en séance publique, répartis selon les pays et territoires sur lesquels ont porté leurs dépositions.

i) Afrique du Sud

19. Trente-trois témoins ont été entendus dont deux ont témoigné en séance privée. Les 31 témoins qui ont déposé lors de séances publiques sont les suivants :  
 M. Neville Rubin (RT.151, Londres); Mlle Shanthavothi Naidoo (RT.152, Londres); le Révérend Michael Scott (RT.152, Londres); M. Baruch Hirson (RT.150, Londres); Mme Phyllis Altman (RT.154, Londres); M. Alan Brooks (RT.154, Londres); M. John Gaetsewe (RT.154, Londres); M. David Sibeko (RT.154, Londres); M. Albie Sachs (RT.156, Londres); M. David Davis (RT.156, Londres); M. Malcolm Smart (RT.156, Londres); M. John Ennals (RT.157, Londres); Mme Ray Simons (RT.162, Lusaka); M. Duma Nokwe (RT.163, Lusaka); M. Francisco Chikole (RT.166, Gaborone); M. Solomon Ndhlovu (RT.166, Gaborone); M. Christopher Nozwane (RT.167, Gaborone); M. Amin Mohammed (RT.167, Gaborone); M. Henderson Selele (RT.168, Gaborone); M. Jeremiah Mbuli (RT.168, Gaborone); M. Maxen Msehego (RT.168, Gaborone); M. Leballo (RT.169, Dar-es-Salaam); M. Nkula (RT.169, Dar-es-Salaam); M. Peter Nkosi (RT.172, Dar-es-Salaam); M. Joël Carlson (RT.174 (II), RT.175, Dar-es-Salaam); M. Moses Mabhida (RT.175, Dar-es-Salaam); M. James Adebe (RT.175, Dar-es-Salaam); M. Taboko Sebina (RT.187 (I), Dakar); M. Carl Anton von Knörring, représentant de l'OIT (RT.183, Genève); M. Niall MacDermot (RT.187, Genève); M. Hugh F. Lewin (RT.154, Londres).

ii) Namibie

20. Les 23 témoins qui ont déposé lors de séances publiques sont les suivants :  
 M. Randolph Vigne (RT.151, Londres); M. David de Beer (RT.151, Londres); M. Peter Katjavivi (RT.151, Londres); le révérend Michael Scott (RT.152, Londres); Mme Joanna Herbertson (RT.155, Londres); M. Malcom Smart (RT.156, Londres); M. Aaron Shindjoba (RT.160 (I), Nairobi); M. Matthew Haikali (RT.160 (I), Nairobi); M. Moses Garoeb (RT.165, Lusaka); Mlle Othilie Nangolo (RT.165, Lusaka); M. Andreas Muukwawo (RT.165, Lusaka); Mlle Ndakundana Shiluwa (RT.165, Lusaka); M. John Ya Otto (RT.165, Lusaka); M. Jackson Kaudjue (RT.166, Gaborone); M. Uapingena Ngava (RT.167, Gaborone); M. Ernest Jiriange (RT.171, Dar-es-Salaam); M. Daniel Sodidos (RT.177, Kinshasa); M. Timothy Hishongwa (RT.180, Dakar); M. Per Sanden (RT.185-186, Genève); M. Rudi Spee (RT.186, Genève); M. Ewald Katjivena (RT.187, Genève); M. Niall MacDermot (RT.187, Genève); M. Jon Alexander (RT.188, Genève).

iii) Rhodésie du Sud

21. Vingt témoins ont été entendus, dont trois ont témoigné en séance privée. Les 17 témoins qui ont déposé lors de séances publiques sont les suivants :  
 M. Garikayi E. Mandizha (RT.152, Londres); M. Herbert Tafara Musikavanhu (RT.152, Londres); le révérend Michael Scott (RT.152, Londres); M. Peter Molife (RT.150, Londres); M. Jacob Moyo (RT.150, Londres); M. Nelson Mukanganga-Nyashanu (RT.153, Londres); M. Innocent Nkomo (RT.153, Londres); M. Didymus Mutasa (RT.156, Londres); M. P. Mangwende (RT.157, Londres); Mme Phyllis Altman (RT.154, Londres); M. Malcolm Smart (RT.156, Londres); M. Philemon Makonese (RT.162, Lusaka); M. Noel Mukono (RT.165, Lusaka); M. Emerson Mhangagwa (RT.165, Lusaka); M. Dile Kote (RT.168, Gaborone); M. Big Tamai et M. Zebedieh Silongoma (RT.189, Lusaka).

iv) Angola

22. Vingt et un témoins ont été entendus, dont un a témoigné en séance privée. Les 20 témoins qui ont déposé lors de séances publiques sont les suivants : M. Manuel Cordeiro (RT.176, Kinshasa); M. Eugenio Manuel da Mata (RT.176, Kinshasa); M. José Francisco Neto (RT.176, Kinshasa); M. Alvaro Antonio dos Santos (RT.176, Kinshasa); M. Daniel Sodidos (RT.177, Kinshasa); M. João Pinto (RT.177, Kinshasa); M. Augusto Sampaio (RT.177, Kinshasa); M. João Antonio Damião (RT.177, Kinshasa); M. Miguel João Domingo (RT.177, Kinshasa); M. Flavio Henriques Macedo Jr. (RT.177, Kinshasa); Mlle Isobel Joso Miguel Sebastião (RT.178, Brazzaville); M. Paive Domingos da Silva (RT.178, Brazzaville); M. Baltazar Diogo Cristóvão (RT.178, Brazzaville); M. Egas Moniz Carlos Julio (RT.178, Brazzaville); M. Carlos Manuel de Mesquita Octavio (RT.178, Brazzaville); M. Domingos Berganha Assis Neto (RT.178, Brazzaville); M. Tukayana (RT.178, Brazzaville); M. José Joaquim Alberto (RT.182, Dakar); M. Tabita Nkwenda et M. Andres Jose (RT.190, Brazzaville).

v) Mozambique

23. Sept témoins ont été entendus dont un a témoigné en séance privée. Les six témoins qui ont déposé lors de séances publiques sont les suivants : le père Alfonso Valberde (RT.149, Londres); M. Benjamin Nkwalembo (RT.158, Nairobi); M. E. Gunguhane (RT.158, Nairobi); M. Obrigado Buque (RT.166, Gaborone); le pasteur Morier-Genoud (RT.184, Genève); le pasteur Georges Andrié (RT.184, Genève).

vi) Guinée-Bissau

24. Les cinq témoins qui ont déposé lors de séances publiques sont les suivants : M. Inacio Soares de Carvalho (RT.179, Dakar); M. Albino Sampa (RT.179, Dakar); M. Aliou Djogui Djallo Barry (RT.179, Dakar); M. Bernardo Mago (RT.179, Dakar); M. Manuel Delgado (RT.180, Dakar).

25. Après avoir décliné ses nom, prénoms, âge, profession et domicile, chaque témoin a été invité à prêter serment ou à faire une déclaration solennelle. Les deux formules proposées étaient les suivantes :

"Je jure de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité"

ou

"Je déclare solennellement en tout honneur et en toute conscience que je dirai la vérité, toute la vérité et rien que la vérité."

Le Président a expliqué à chaque témoin les objectifs de l'enquête entreprise par le Groupe spécial et lui a demandé s'il désirait faire une déclaration. Après avoir entendu la déposition du témoin, les membres du Groupe lui ont posé des questions. Lorsque le témoin ne parlait ni ne comprenait aucune des langues de travail de l'Organisation, le Groupe a eu recours aux services d'interprètes recrutés localement. Dans ces cas, les interprètes ont prêté serment ou déclaré solennellement qu'ils feraient tous leurs efforts pour interpréter fidèlement les déclarations faites.

26. Outre les dépositions orales, le Groupe a reçu un certain nombre de communications écrites portant sur diverses questions relevant de son mandat.

27. Au cours de sa mission, le Groupe a également assisté à la projection, à Londres et à Lusaka, de deux films traitant de la situation dans des territoires relevant de son mandat.

28. A Lusaka, le Groupe spécial d'experts avait délégué un de ses membres, M. Ermacora, accompagné d'un fonctionnaire du secrétariat, pour entendre à l'hôpital de Lusaka le témoignage de deux réfugiés blessés, venant de Rhodésie du Sud (RT.189). Le 11 août 1974, les membres du Groupe ont également recueilli les témoignages de quelques combattants de la liberté blessés qui recevaient des soins à l'hôpital de campagne du FNLA à Kisangako, près de Kinshasa (RT.190).

29. Le Groupe spécial d'experts a entendu une déclaration d'un représentant du Gouvernement de la Zambie (RT.162). Le 30 juillet 1974, le représentant du Gouvernement du Botswana a fait une déclaration devant le Groupe (RT.168). Le 1er août 1974, lors de la première réunion à Dar-es-Salaam, un représentant du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a fait une déclaration devant le Groupe spécial (RT.169).

30. Le Groupe spécial avait l'intention de visiter la Guinée-Bissau, en raison de la politique qui y était appliquée, pour exercer ses fonctions dans le cadre de son mandat tel qu'il est défini par les diverses résolutions de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social, y compris la résolution 1868 (LVI) du Conseil. Le 13 août 1974, le Président du Groupe spécial a adressé le télégramme suivant au Secrétaire général du PAIGC, M. Aristides Pereira :

"Groupe spécial d'experts Commission des droits de l'homme comprenant quatre membres et secrétariat souhaiterait vivement visiter Guinée-Bissau. Groupe actuellement à Dakar quittera cette ville pour Genève samedi 17 août au matin mais en cas possibilité visite Guinée-Bissau pourrait retarder de un ou deux jours son départ de Dakar. En cas accord prière suggérer programme du déplacement. Très haute considération. Kéba M'Baye, Président Groupe spécial d'experts Commission des droits de l'homme."

Le 16 août 1974, le Président du Groupe spécial a reçu en réponse le télégramme suivant :

"Réf. votre câble 13 courant, regrettons beaucoup circonstances actuelles ne permettent pas dans immédiat visite demandée. Envisagerons favorablement visite dans proche avenir. Serez toujours bienvenus notre pays libre et souverain. Très haute considération. A. Pereira, Secrétaire général, PAIGC."

Compte tenu de ce télégramme, le Président du Groupe spécial a adressé, le 20 août 1974, la lettre suivante au Secrétaire général du PAIGC :

"Au nom du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre télégramme du 16 août 1974, en réponse à mon câble du 13 août 1974.

Le Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme a pris note, en vous remerciant, de l'intention du PAIGC de nous inviter en Guinée-Bissau dans un proche avenir.

Nous serions heureux de recevoir vos suggestions concrètes à cet égard, que vous pourriez adresser à M. A.H. Gaham, Secrétaire adjoint du Groupe, salle 301-9, Division des droits de l'homme, Palais des Nations, Genève. Au reçu de vos suggestions, le Groupe a l'intention de déléguer son Président et un autre membre pour visiter la Guinée-Bissau, pour exercer ses fonctions dans le cadre du mandat tel qu'il est défini par les diverses résolutions de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social que vous connaissez, y compris la résolution 1868 (LVI) du Conseil économique et social.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération."



C. NORMES INTERNATIONALES CONCERNANT LES QUESTIONS MENTIONNEES  
DANS LA RESOLUTION 19 (XXIX) DE LA COMMISSION DES DROITS DE  
L'HOMME

31. Les principales normes internationales pertinentes (conventions, déclarations et quelques résolutions de l'Assemblée générale) ont déjà été citées ou résumées dans les rapports précédents du Groupe spécial d'experts, en particulier dans son rapport de 1970 (E/CN.4/1020, par. 51 à 70) et dans celui de 1972 (E/CN.4/1111, par. 30 à 39). Les renseignements fournis dans ces rapports étant très détaillés, les normes internationales ne seront indiquées que brièvement en tenant compte de certains faits nouveaux intervenus dans ce domaine. Les normes de base qui régissent toutes les activités du Groupe spécial d'experts sont les dispositions de la Charte des Nations Unies (en particulier : Article premier, paragraphe 3; Article 2, paragraphe 2; Articles 55 et 56) et les dispositions générales de la Déclaration universelle des droits de l'homme (articles 2 et 7), de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (articles 2 et 3) et des pactes internationaux (article 2, paragraphe 2, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; article 2, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques). Toutes ces dispositions interdisent la discrimination, en particulier la discrimination raciale.

32. Les normes internationales dont le Groupe spécial d'experts a tenu compte sont contenues, en particulier, dans les instruments suivants :

- la Charte des Nations Unies;
- la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- le Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- les dispositions pertinentes des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 (voir document E/CN.4/1020, par. 40, 41, 45, 46);
- les principes consacrés dans l'article 6 du Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg, réaffirmés dans la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale;
- la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide (en particulier les articles I, II, III et IV);
- la Convention de 1968 sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (articles I et II);
- la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid \*/;

---

\*/ Le Groupe spécial d'experts a analysé les dispositions pertinentes de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid dans le rapport d'activité (E/CN.4/1135, par. 188 à 194) qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa trentième session.

- l'ensemble des règles minima pour le traitement des détenus, approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957;
- la résolution 2674 (XXV) et les résolutions ultérieures de l'Assemblée générale relatives au respect des droits de l'homme en période de conflit armé;
- la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale relative à la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles;
- la Convention No 105 de l'OIT sur l'abolition du travail forcé;
- la Convention No 111 de l'OIT concernant les mesures discriminatoires dans le domaine de l'emploi et de la profession;
- la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

33. Le Groupe a également pris en considération les recommandations de la Conférence internationale des droits de l'homme, tenue à Téhéran en 1968, et plus particulièrement la résolution VIII, intitulée "Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux". Sans préjudice d'autres dispositions, le Groupe a pris notamment en considération les résolutions suivantes adoptées par l'Assemblée générale à ses vingt-huitième et vingt-neuvième sessions : 3103 (XXVIII), "Principes de base concernant le statut juridique des combattants qui luttent contre la domination coloniale et étrangère et les régimes racistes"; 3163 (XXVIII), "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux"; 3111 (XXVIII), "Question de Namibie"; 3113 (XXVIII), "Question des territoires administrés par le Portugal"; 3114 (XXVIII), "Création d'une Commission d'enquête sur les massacres signalés au Mozambique"; 3115 (XXVIII), "Question de la Rhodésie du Sud"; 3116 (XXVIII), "Question de la Rhodésie du Sud"; 3205 (XXIX), "Admission de la République de Guinée-Bissau à l'Organisation des Nations Unies"; 3324 (XXIX), "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain"; 3218 (XXIX), "Tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en relation avec la détention et l'emprisonnement"; 3294 (XXIX), "Question des territoires sous domination portugaise"; 3295 (XXIX), "Question de Namibie"; 3297 (XXIX), "Question de la Rhodésie du Sud"; 3298 (XXIX), "Question de la Rhodésie du Sud".

## I. AFRIQUE DU SUD

34. Le Groupe spécial d'experts a pris note de la déclaration faite par le représentant de l'Afrique du Sud le 24 octobre 1974 devant le Conseil de sécurité, lorsque le Conseil a examiné la question des relations entre l'Afrique du Sud et l'Organisation des Nations Unies. Dans sa déclaration, le représentant de l'Afrique du Sud a informé le Conseil que son gouvernement ne modifiait pas sa position concernant le paragraphe 7 de l'article 2 de la Charte, mais qu'il était disposé à étudier toutes les possibilités susceptibles de déboucher sur un accord entre les intéressés. Il a ensuite poursuivi en s'efforçant de façon très détaillée de défendre et de justifier la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Le Groupe a été informé qu'un grand nombre d'Etats Membres n'avaient pas été le moins du monde impressionnés par la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud. Le Groupe a également pris note de la décision prise par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session, qui vient de se terminer, de ne pas reconnaître à l'Afrique du Sud le droit de participer à ses débats ou à ceux de ses commissions pendant toute la durée de la session en question.

### A. PEINE CAPITALE

#### 1. Aperçu de la législation en la matière

35. Les lois sud-africaines en vigueur qui prévoient la peine de mort ont été reproduites ou analysées dans les documents antérieurs du Groupe de travail (en particulier dans les documents E/CN.4/1020, par. 73 à 81, et E/CN.4/1111, par. 40 à 43).

36. Ces rapports appelaient notamment l'attention sur la loi de 1962 sur le sabotage<sup>2/</sup> et sur la loi de 1967 sur le terrorisme<sup>3/</sup> qui toutes les deux étendaient considérablement la gamme des délits passibles de la peine de mort, la loi sur le terrorisme mettant quant à elle le fardeau de la preuve à la charge du prévenu, en contravention de la Déclaration universelle des droits de l'homme (voir documents E/CN.4/1135, par. 18, et E/CN.4/1111, par. 42 et 43).

37. On se rappellera aussi que le nombre des condamnés à mort exécutés est beaucoup plus élevé en Afrique du Sud que dans tout autre pays du monde, et que c'est la population africaine qui est le plus lourdement frappée par la peine capitale, que l'on considère le nombre des condamnations ou celui des exécutions (E/CN.4/1135, par. 19, et E/CN.4/1111, par. 46 à 47).

#### 2. Analyse des renseignements et des témoignages recueillis par le Groupe spécial d'experts

##### a) Renseignements et témoignages relatifs aux condamnations et exécutions ordonnées par décision judiciaire

38. Les témoins, M. Albie Sachs, M. Hugh F. Lewin et M. Potlako Leballo ont tous les trois attiré l'attention du Groupe de travail sur le nombre élevé de condamnations à la peine capitale et d'exécutions en Afrique du Sud. M. Sachs, dans sa déposition écrite

---

<sup>2/</sup> General Law Amendment Act, No 76 de 1962

<sup>3/</sup> No 83 de 1967.

(Justice in South Africa, page 192)<sup>4/</sup>, a démontré qu'entre 1958 et 1968 six nouveaux crimes capitaux avaient été ajoutés aux trois délits (meurtre, viol et trahison) qui étaient passibles de la peine de mort depuis l'époque de l'Union en 1910, et qu'au cours des cinq années écoulées jusqu'au 30 juin 1966, 508 exécutions, soit près de la moitié du nombre total d'exécutions portées à l'attention de l'Organisation des Nations Unies, avaient eu lieu en Afrique du Sud. <sup>5/</sup> Il convient également de se reporter au paragraphe 22 du rapport d'activité du Groupe spécial (E/CN.4/1135).

39. Selon les informations fournies au Groupe, 42 personnes ont été condamnées à la pendaison par décision judiciaire au cours de l'année civile 1973, <sup>6/</sup> ce qui représente un fléchissement léger mais continu du nombre annuel d'exécutions. <sup>7/</sup> Sur ces 42 personnes, il y avait 29 Africains, 12 Métis et 1 Blanc. Il y a eu 22 commutations de peine. <sup>8/</sup> Au cours du premier trimestre de 1974, 20 personnes ont été pendues - 16 Africains, 2 Métis et 2 Blancs - et 5 condamnations ont été commuées. <sup>9/</sup>

40. M. Lewin, qui a décrit la période de 8 mois qu'il avait passés dans la prison de Pretoria à l'époque où celle-ci était la "prison des pendaisons" [pour un exposé des conditions qui régnaient dans cette prison, voir le rapport antérieur publié sous la cote E/CN.4/1111 (paragraphe 47), ainsi que le livre de M. Lewin, Bandiet, <sup>10/</sup> présentés au Groupe comme éléments de preuve] en disant qu'il avait connu là "peut-être les moments les plus terrifiants que j'aie jamais connus en prison" (RT. 154), pensait que le fléchissement du nombre d'exécutions depuis 1970 était attribuable "dans une très large mesure" à des pressions extérieures, et il a rendu hommage au rôle joué par la Commission des droits de l'homme à cet égard.

41. M. Leballo, dans son témoignage (RT. 169), a attiré l'attention sur le fait que quitter le pays sans passeport pouvait en soi constituer une preuve que l'intéressé avait agi ainsi dans le but de recevoir un entraînement militaire, acte passible de la peine de mort aux termes de la loi sur le terrorisme (fait mentionné également par M. Sibeko, RT. 154); M. Leballo a dit que depuis 1962, 98 membres du Pan Africanist Congress avaient été pendus "pour des raisons politiques". <sup>11/</sup>

42. M. Sibeko (RT. 154) a rappelé au Groupe le cas de Wellington Tyobeka qui a été pendu en vertu de la loi de 1967 sur le terrorisme, sur la base de faits pour lesquels il avait déjà purgé une peine de prison de trois ans.

43. M. Sachs a attiré l'attention du Groupe de travail sur les facteurs raciaux qui inspirent les condamnations prononcées dans les tribunaux sud-africains. Pour un même crime, un Noir courra un plus grand risque d'être exécuté qu'un Blanc : "Le choc provoqué par une exécution est présumé être beaucoup plus grand quand il s'agit d'un membre de la communauté blanche que lorsqu'il s'agit d'un membre de la communauté noire." (Justice in South Africa, pages 154 à 155).

---

<sup>4/</sup> Albie Sachs, Justice in South Africa (Londres, Chatto-Heinemann, 1973).

<sup>5/</sup> Ibid., page 193.

<sup>6/</sup> Star, 5 janvier 1974.

<sup>7/</sup> Voir document E/CN.4/1135, paragraphes 20 à 22.

<sup>8/</sup> Star, 5 janvier 1974.

<sup>9/</sup> Rand Daily Mail, 29 mars 1974; Moto, 6 avril 1974.

<sup>10/</sup> Hugh Lewin, Bandiet (Londres, Barrie et Jenkins, 1974), pages 134 à 148.

<sup>11/</sup> M. Hirson a fait observer qu'un Blanc seulement avait été pendu en vertu de la loi sur le sabotage en 9 ans (RT. 150).

44. M. Niall MacDermot (RT. 187), dans son témoignage, s'est référé à un procès en diffamation intenté par l'ancien Ministre de la justice, M. Pelser, contre le Professeur Barend van Nierkerk, partisan militant de l'abolition de la peine capitale en Afrique du Sud, qui avait critiqué publiquement le caractère raciste d'une décision gouvernementale accordant une commutation de peine à l'un seulement (un Blanc) de deux hommes reconnus coupables d'un meurtre. L'autre homme (un Noir) a été pendu, décision qui, ainsi que l'avait écrit le Professeur Barend van Niekerk, "en dit long sur le peu de cas que les pouvoirs publics font de la justice et de la réputation de nos lois" (cette question est examinée plus avant au paragraphe 186 plus loin).

b) Allégations concernant des violations du droit à la vie

45. Dans des rapports antérieurs, le Groupe spécial a fait état de renseignement sur le décès de 19 prisonniers politiques survenu dans des circonstances suspectes (E/CN.4/1050, paragraphe 59; E/CN.4/1111, paragraphes 48 et 61 - 63). M. Carlson, dans son témoignage (RT. 174 (II)), a déclaré qu'il avait connaissance à ce jour du décès de 22 prisonniers politiques incarcérés. Selon d'autres informations portées à la connaissance du Groupe de travail, le Commissaire de police Crous a déclaré à la presse en décembre qu'au cours de 1973, deux personnes avaient trouvé la mort au commissariat de police du John Vorster Square. 12/ Au cours de 1974, la presse sud-africaine a publié des nouvelles annonçant que M. Z.J. Maseka était mort à l'hôpital où il avait été transporté après avoir sauté ou être tombé du quatrième étage du commissariat de police, où il venait de subir un interrogatoire au sujet d'un vol dont on le soupçonnait. 13/

46. M. Potlako Leballo (RT. 169) estimait qu'il y avait eu plus de deux cents membres du Pan Africanist Congress qui étaient morts en prison depuis 1960.

47. Le Groupe était également saisi de chiffres concernant le nombre total de prisonniers qui sont morts en prison au cours de l'année 1972-1973. M. Duma Nokwe, dans son témoignage (RT. 163), a déclaré que 321 personnes étaient mortes en prison : 275 étaient mortes de "mort naturelle", 21 de suites "d'accidents", 17 de "blessures infligées par des codétenus" et 4 par "suicide"; 4 personnes avaient été "tuées au cours d'une tentative de fuite". La ventilation de ces chiffres selon les groupes ethniques n'a pas été donnée. 14/ Le chiffre des décès accuse une augmentation par rapport au chiffre correspondant de 265 en 1971-1972 (E/CN.4/1135, par. 23).

48. Des détails concernant le décès d'un prisonnier africain à la suite d'une tentative de voies de faits de la part de gardiens de prison se sont faits jour à l'occasion d'un procès à l'issue duquel trois gardiens ont été reconnus coupables de voies de faits en octobre 1974. 15/ Il a été établi que les gardiens ont battu la victime à mort et ont essayé ensuite de masquer leur crime en pendant le cadavre et en présentant le décès comme étant un suicide. Ce cas est examiné plus avant au paragraphe 86 plus loin.

---

12/ Rand Daily Mail, 12 décembre 1973.

13/ Rand Daily Mail, 17 avril 1974, 18 avril 1974, 29 juin 1974.

14/ Rand Daily Mail, 14 mai 1974.

15/ Guardian, 10 octobre 1974.

49. Les chiffres cités par le Ministre de la police à la Chambre d'assemblée au sujet du nombre de personnes tuées par la police "dans l'exercice de ses fonctions" font également apparaître pour 1973 une augmentation par rapport à 1972 (94 en 1972 - voir document E/CN.4/1135, paragraphe 24); 117 personnes ont été tuées dont 4 mineurs. Parmi les victimes il y avait 2 Blancs, 16 Métis, un Asiatique et 98 Africains. 16/

---

16/ House of Assembly Debates, 26 février 1974, col. 169, 170.

B. TRAITEMENT DES PRISONNIERS POLITIQUES  
ET DES COMBATTANTS DE LA LIBERTE CAPTURES

1. Aperçu de la législation en la matière

50. On trouvera dans les rapports antérieurs du Groupe (notamment dans le document E/CN.4/1111, paragraphes 49-52) et dans d'autres documents qui ont été portés à sa connaissance (en particulier le rapport de 1972 du Comité spécial sur l'Apartheid, A/8770) une énumération et une analyse des diverses lois en vertu desquelles des personnes peuvent être détenues sans jugement en Afrique du Sud : le General Law Amendment Act No 37 de 1963 ("loi des 90 jours"), le Criminal Procedure Act No 96 de 1965 ("loi des 180 jours"), le General Law Amendment Act No 62 de 1966, le Terrorism Act No 83 de 1967, la Proclamation 400 de 1960, qui est en vigueur dans le Transkei, et l'Abuse of Dependence-producing Substances and Rehabilitation Centres Act No 41 de 1971. En 1973, les pouvoirs conférés par ces lois ont été encore étendus en vertu du règlement R1003, publié par le Département de l'administration et du développement bantous (E/CN.4/1135, paragraphe 26), et de la proclamation R103, applicable au District de Msinga (Natal), promulguée en vertu du Bantu Administration Act No 38 de 1927 (E/CN.4/1135, paragraphe 27).

51. Les droits de l'accusé au cours du procès ont été sans cesse restreints, ainsi qu'il a été signalé dans des rapports antérieurs, comme suite à la promulgation des lois mentionnées ci-dessus et des amendements de 1972 au General Law Amendment Act de 1969 (la "BOSS Law", qui a été analysée dans les rapports publiés sous les cotes E/CN.4/1020 et E/CN.4/1050). Un projet de loi relatif à la procédure criminelle, le Criminal Procedure Bill, qui doit restreindre plus avant les droits de l'accusé (voir document E/CN.4/1135, paragraphe 29), doit être présenté de nouveau au Parlement.

52. En décembre 1973, le journal officiel 17/ a publié de nouveaux amendements au Règlement des prisons qui élargissaient encore le nombre des cas dans lesquels l'isolement pouvait être infligé comme peine aux détenus, et faisaient de l'autorisation d'étudier en prison, ou même d'utiliser la bibliothèque de la prison pour lire, un privilège dont l'octroi était laissé à la discrétion des autorités pénitentiaires. Une disposition des nouveaux amendements prévoit que tout prisonnier qui "abuse" de cette autorisation ou qui utilise le matériel éducatif mis à sa disposition à des fins autres que l'étude peut se voir retirer l'autorisation de poursuivre des études. Une autre disposition prévoit que l'internement cellulaire peut être infligé à tout détenu qui, entre autre, "a un effet néfaste sur un autre détenu ou est responsable de la détérioration des rapports entre un membre du personnel et un détenu et de leur comportement l'un vis-à-vis de l'autre, ou a provoqué de l'agitation ou du mécontentement parmi les autres détenus ..."

---

17/ Government Gazette No 4103, 14 décembre 1973.

## 2. Analyse des renseignements et des témoignages recueillis

### a) Traitement des détenus politiques

53. Le Groupe de travail n'a reçu aucun renseignement de source officielle quant au nombre total de détenus politiques qu'il y avait en 1973 car, comme les années précédentes (voir documents E/CN.4/1111, par.74 et E/CN.4/1135, par.35), le Ministre de la police a refusé de divulguer le nombre de personnes détenues en vertu de la loi sur le terrorisme, encore qu'il ait indiqué que sept personnes avaient été arrêtées et inculpées en vertu de cette loi 18/. Entre le 1er mars 1973 et le 31 décembre 1973, 49 Blancs, 16 Asiatiques, 34 Métis et 117 Africains ont été arrêtés en vertu de l'Abuse of Dependence-Producing Substances and Rehabilitation Centres Act, dont 2 ont été détenus pendant 113 jours, 2 pendant 69 jours, 2 pendant 65 jours et 2 pendant 62 jours 19/. En outre, le Ministre de la police a révélé que trois personnes (dont il a refusé de divulguer le nom) avaient été tenues au secret pendant 14 jours en vertu de l'article 22 du General Law Amendment Act No 62 de 1966, à la suite d'une manifestation qui a eu lieu le jour de la fête nationale et à laquelle ont pris part des élèves de l'école secondaire de Coronationville (Johannesburg), en mai 1974 20/; que 29 personnes avaient été détenues depuis le 18 mai 1973 en vertu de la Proclamation R103 de 1973 [applicable au District de Msinga (Natal)] 21/; que 26 avaient été détenues pour avoir caché des faits dans leur déposition concernant des actes de violence; 3 pour avoir caché des faits dans leur déposition concernant le vol d'armes à feu et de stocks. Tous ont été relâchés depuis, mais 18 ont été par la suite accusés de délits, dont 15 du délit de meurtre. Le Ministre a refusé de divulguer le nom des détenus.

54. Une fois de plus, un certain nombre de témoins ont apporté leurs témoignages concernant les traitements inhumains infligés aux détenus politiques. Mlle Shanthavothi Naidoo (RT.152) a déclaré devant le Groupe qu'elle avait été arrêtée en juin 1969 et mise dans une cellule munie de nattes, de couvertures et de deux seaux, où elle n'avait pas de quoi lire ou écrire et où elle restait enfermée pendant 23 heures et demie par jour. La nourriture était immangeable. Au bout d'une semaine elle avait été interrogée à Pretoria, pendant cinq jours, sans pouvoir prendre de sommeil, par le Commissaire Swanepoel et une équipe d'agents de police qui se relayaient. On l'avait obligée à se tenir debout sur une brique : "j'ai perdu contact avec la réalité. Je me souvenais seulement par intermittences de la police de la sécurité, mais je parlais en fait comme en un rêve de voler dans un avion et de sauter d'un avion à un autre, mais chaque fois je me réveillais et voyais devant moi le visage de Swanepoel". Après cela, elle avait été tenue en réclusion, ne voyant personne d'autre que les gardiens qui lui apportaient ses repas et le juge qui venait la voir, et cela pendant cinq mois, au bout desquels elle avait été emmenée sans préavis devant un tribunal pour témoigner dans un procès politique. Ayant refusé, elle avait été autorisée par le tribunal à prendre un avocat. Elle avait été condamnée pour refus de témoigner 22/, à deux mois au cours desquels elle s'était trouvée exactement dans les mêmes conditions que lorsqu'elle était détenue; et elle avait purgé quatre

---

18/ House of Assembly Debates, 12 février 1974, col. 74, 75.

19/ House of Assembly Debates, 8 février 1974, col. 38.

20/ House of Assembly Debates, 13 août 1974, col. 71.

21/ House of Assembly Debates, 16 août 1974, col. 104.

22/ En vertu du General Law Amendment Act de 1964.



autres mois de prison avant d'être relâchée, sans qu'aucune autre charge eut été portée contre elle. Mlle Naidoo et M. Carlson (RT.174(II)) ont souligné que les mauvais traitements n'étaient pas épargnés aux femmes en prison.

55. M. Jeremiah Mbuli (RT.168) a décrit les cinq mois et demi qu'il a passés en prison avant 1965 en disant "j'ai vécu là une des pires expériences que j'aie jamais eues". M. Mbuli a été tenu en réclusion, il a été forcé de rester debout pendant des heures, parfois sur une seule jambe, au cours de l'interrogatoire et a été battu avec un sjambok (fouet en cuir). Il avait l'impression qu'il allait devenir fou. "Je crois qu'il n'y a rien de pire que la torture que l'on cherche à infliger à l'esprit d'un homme".

56. M. Peter Nkosi, qui avait été associé à l'Organisation des étudiants noirs d'Afrique du Sud, a fait une déposition (RT.172) au sujet de deux séjours qu'il avait faits en prison, une fois à partir du 24 janvier 1973 et une deuxième fois à partir du 22 mars 1973. Il a indiqué qu'il avait été interrogé pendant 2 jours au commissariat de John Vorster Square, au sujet des chansons politiques qu'il avait composées - il est musicien - alors qu'il était membre du groupe Black Magic Endeavour, au sujet de plans qu'il aurait de quitter le pays et au sujet d'amis qui auraient déjà quitté. On lui a offert une rémunération pour espionner ses camarades, et lorsqu'il a refusé, on l'a battu et menacé de 15 ans de prison. La deuxième fois qu'il a été détenu, il a été battu depuis "environ deux heures jusque tard dans la soirée" par des agents de police qui se relayaient. On lui avait ôté tous ses vêtements, on lui avait attaché bras et pieds, on lui avait écrasé les organes génitaux jusqu'à ce qu'il hurle et on les avait brûlés avec des cigarettes. Après cela, il a admis qu'il projetait de quitter le pays. Il a été traité pour ses blessures à l'hôpital, mais là personne ne lui a demandé comment il les avait reçues. Il n'en est d'ailleurs pas encore remis. M. Nkosi a parlé également de son ami M. Kerwin qui avait subi des tortures semblables. "Il était affreusement malade, nous l'avons emmené à l'hôpital, son corps était entièrement blême".

57. Selon encore d'autres informations dont a eu connaissance le Groupe de travail, un étudiant de 18 ans à l'école de Coronatioville, un des deux étudiants incarcérés en mai en vertu du General Law Amendment Act (voir paragraphe 53 ci-dessus), a affirmé en août qu'il avait été battu et menacé de mort pendant son interrogatoire par la police, laquelle voulait qu'il témoigne contre Clarence Hamilton, accusé en vertu de la loi sur la répression du communisme d'avoir publié un tract indiquant la formule pour fabriquer une grenade et une bombe 23/.

#### b) Traitement des prisonniers politiques

58. Plusieurs témoins (dont M. Carlson, M. Sachs, M. Gaetsewe) ont attiré l'attention du Groupe de travail sur le fait qu'en Afrique du Sud, l'effectif moyen journalier de prisonniers, soit 90 000 personnes (RT.174(II)), est l'un des plus élevés au monde, et sur le caractère politique des arrestations en vertu de la loi relative aux laissez-passer, qui font la majorité des prisonniers étant donné que les lois relatives au contrôle sur les mouvements ne s'appliquent qu'aux Africains. Sur les 95 015 personnes qu'il y avait en moyenne par jour dans les prisons sud-africaines en 1972-1973, 73 313 prisonniers étaient des Africains arrêtés principalement pour infraction à la réglementation relative au "contrôle sur les mouvements" et autres infractions d'ordre technique 24/.

---

23/ Rand Daily Mail, 21 août 1974.

24/ Rand Daily Mail, 28 février 1974.

59. Les témoins ont plusieurs fois évoqué le fait que le Gouvernement sud-africain nie avoir des prisonniers politiques, mais réserve cependant un traitement spécial à ceux décrits comme étant "coupables de crimes contre l'Etat" (témoignage de M. Hirson, RT.150). Ceux-ci sont, par exemple, tenus à l'écart des prisonniers ordinaires, ils ne bénéficient pas de remise de peine comme le peuvent tous les autres prisonniers, ils sont artificiellement coupés du reste du monde car il leur est interdit de lire des journaux, leur courrier est soumis à la censure la plus stricte et les visites des membres de leur famille sont strictement contrôlées (voir témoignages de MM. Lewin et Hirson, ainsi que la déposition écrite de M. Nokwe sur les conditions pénitenciaires à Robben Island).

60. Le Groupe de travail a reçu d'autres informations encore qui corroboraient les faits signalés au sujet des conditions de vie généralement mauvaises qui existaient dans les prisons sud-africaines et au sujet de l'attitude impitoyable du personnel des prisons. John Bradbury, ressortissant britannique incarcéré pour participation à un meurtre en 1966, a dit que la sodomie, les coups de couteau et les suicides étaient répandus dans la prison de Zonderwater. Un porte-parole du Département des prisons a déclaré que l'incidence de la sodomie n'était pas plus élevée là que dans d'autres prisons pour hommes, et que les coups de couteau s'expliquaient par le fait qu'il y avait "un grand nombre de psychopathes" parmi les prisonniers, fait qui expliquait également les suicides, étant donné que les psychopathes étaient enclins à attenter à leur propre vie et qu'il était impossible de les empêcher de le faire 25/.

61. Les chiffres indiqués par M. Duma Nokwe comme étant les plus récents concernant le nombre de prisonniers politiques qui purgeaient des peines en Afrique du Sud en vertu des lois relatives à la sécurité (RT.163) sont les suivants : 389 à Robben Island (des Africains, des Asiatiques et des Méis), 12 (des Blancs) à Pretoria et 3 (des Noires) à Barberton, soit un total de 404. Il a fait observer que bon nombre de ces prisonniers entraient dans leur deuxième décennie de détention à l'heure où s'ouvrait la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et que même dans les prisons, le régime sud-africain "essaye de séparer des camarades ... sur la base de la couleur". M. Potlako Leballo (RT.169) a, pour sa part, calculé que le Pan Africanist Congress avait à lui seul plus de 11 000 "prisonniers politiques" dans diverses prisons sud-africaines. Parmi ceux qui étaient à Robben Island il y en avait qui n'avaient pas plus de 16 à 18 ans le jour où ils ont été mis en prison pour la première fois.

62. Plusieurs témoignages, dont ceux de Baruch Hirson et Hugh Lewin, ont fait état d'une détérioration générale des conditions de vie des prisonniers politiques au cours des deux à quatre dernières années, et ont souligné en particulier la détresse des prisonniers auxquels était infligé l'isolement ou à qui l'on retirait les moyens de faire des études, surtout lorsqu'il s'agissait de prisonniers condamnés à des peines de prison de longue durée. M. Lewin a qualifié ces agissements de "politique de mépris imposée par la police de sécurité au détenu" (RT.154). M. Hirson a fait observer que les conditions de vie se faisaient de plus en plus dures. On les "rendait de plus en plus rigoureuses, alors qu'on aurait pu s'attendre à l'inverse, et les détenus étaient

coupés du monde extérieur par une multitude de brimades mineures" (RT.150). A son avis, cet isolement continu "affectait la stabilité de certains des prisonniers politiques qui étaient encore là quand lui est parti". Il a cité comme exemple de "l'absurde trivialité" de ces brimades l'interdiction aux prisonniers de jeter des miettes de pain aux oiseaux dans la cour sur laquelle donnaient les cellules. Il a également souligné l'arbitraire du refus des livres nécessaires pour faire des études - "quand un livre après l'autre est rejeté, vous avez le sentiment à la fin que les études ne sont plus qu'une farce, et comme les études sont ce à quoi vous vous accrochez pour conserver un certain équilibre, ce rejet a un effet passablement désastreux sur la stabilité des individus". Il a indiqué comment au cours des 15 à 18 derniers mois de nouvelles restrictions avaient été imposées en ce qui concerne les visites, celles par exemple des avocats ou des journalistes auxquels il était interdit de rendre visite au prisonnier même s'ils étaient des membres de sa famille. Ce fait, ainsi que la censure toujours plus stricte de la correspondance, contribuaient à provoquer un sentiment dangereux d'isolement, en particulier dans le cas des prisonniers condamnés à des peines de prison de longue durée.

63. M. Nokwe a présenté au Groupe le texte transcrit de l'enregistrement d'une interview anonyme d'un ancien prisonnier de Robben Island, qui déclarait que les conditions de vie dans cette prison s'étaient sérieusement détériorées depuis le 4 décembre 1970 26/, date à laquelle une nouvelle équipe a été envoyée dans l'île "pour s'occuper des prisonniers politiques". Après l'arrivée de cette équipe, chaque fois qu'un prisonnier émettait une plainte, on lui infligeait une punition : on le faisait descendre dans une catégorie "inférieure" (c'est-à-dire qu'il avait moins de privilèges), on le privait de repas et on lui imposait l'internement cellulaire. Les prisonniers que l'on avait fait descendre dans la "catégorie D" se voyaient également retirer la permission de faire des études (Sechaba, page 15). Le témoin a déclaré également que l'on se livrait à des voies de faits sur les prisonniers; qu'un gardien du nom de Piet Fourie battait en cachette les prisonniers pour "insolence" et que le médecin de la prison refusait de donner les soins médicaux nécessaires. Il a cité le cas de M. Raymond Mhlaba, dont l'état de santé exigeait qu'il voie le médecin tous les quinze jours, et qui s'est entendu dire, lorsqu'un nouveau médecin, Poleski, a été nommé, "je perds mon temps avec toi"; après quoi le prisonnier a été condamné à six mois d'internement cellulaire (ibid., page 16).

64. Des prisonniers ont fait sortir en cachette à la fin de 1973 27/ un compte rendu des conditions de vie dans la prison qui exposait en détail les insuffisances du régime alimentaire, qui restait défectueux malgré l'introduction en juillet 1973 de nouvelles normes alimentaires; les insuffisances des soins médicaux dans l'hôpital de la prison ainsi que les difficultés que rencontraient les prisonniers lorsqu'ils voulaient acheter des livres ou des jeux; il y était dit également qu'en vertu du nouveau règlement pénitencier (mentionné au paragraphe 52 ci-dessus), les prisonniers n'ont pas le droit de conserver plus de deux lettres à la fois, et jamais pour plus de deux mois. "Les lettres que reçoivent les prisonniers" est-il dit dans le compte rendu, "sont le seul lien qu'ils ont avec leur famille, et en tiennent lieu en fait ... il y a des prisonniers qui n'ont reçu la visite ni de leur famille ni de leurs amis depuis 10 ans". A la fin de 1973, 11 prisonniers s'étaient vu retirer les moyens de faire des études. On interdisait également aux prisonniers de tenir leur propre classe et de se dispenser un enseignement les uns aux autres 28/.

---

26/ Sechaba, octobre 1972, pages 11-16.

27/ Guardian, 22 mars 1974.

28/ Ibid.

65. Le Ministre des prisons a nié au mois d'août qu'il y ait eu la moindre modification apportée récemment quant aux moyens mis à la disposition des prisonniers pour faire des études 29/.

66. M. Leballo (RT.169), parlant de son propre séjour à Robben Island, a dit qu'il devait "construire d'énormes barrages et ponts" pour ensuite les détruire; qu'il devait transporter des pierres en montée et qu'on le fouettait avec des sjamboks lorsqu'il montrait des signes de fatigue, qu'on lui avait mis des chaînes aux deux jambes et qu'on le nourrissait de "porridge mou et sale". Dans la prison de Pretoria, il a passé 42 jours ayant très peu à manger et enfermé seul dans une cellule exiguë, où de l'eau glaciale tombait goutte à goutte du plafond. Depuis, sa vue s'est affaiblie de façon permanente.

67. M. Keke Mkula a décrit une technique dont se servent les autorités pénitentiaires pour inciter les prisonniers à la "bagarre" et les battre. La fois où la chose lui est arrivée à la prison de Stoffberg (Etat libre d'Orange), les prisonniers avaient été déshabillés pour être fouillés (on cherchait sur eux du tabac et d'autres articles entrés clandestinement) lorsqu'ils ont été attaqués par des gardiens armés de pics etc. En pareil cas, a fait observer le témoin, quiconque résistait risquait d'être gravement blessé ou abattu, et l'on avait dit ensuite de ceux qui étaient morts qu'ils avaient été tués alors qu'ils "essayaient de s'échapper de prison" (RT.169). Il y a eu 6 victimes. Le témoin lui-même avait eu les reins cassés et en avait gardé une infirmité permanente.

68. Plusieurs témoins estimaient que le nouveau Règlement des prisons (voir paragraphe 52 plus haut) traduisait une volonté de la part des autorités pénitentiaires d'étouffer toute plainte de la part des prisonniers, et en particulier d'empêcher qu'il y ait un ou plusieurs prisonniers qui se fassent les porte-parole des autres. M. Hirson a cité comme exemple le fait que Dennis Goldberg avait été condamné à la réclusion à la Noël 1972 pour avoir formulé des plaintes au nom du groupe de Pretoria (RT. 150). Le témoin de Robben Island a évoqué un cas semblable de représailles à l'encontre de 4 prisonniers, en 1970 (Alexander, Daniels, Pokhela et Sisulu) qui avaient été choisis comme porte-parole auprès du commandant de la prison (Sechaba, page 15). On se rappellera (voir rapport précédent publié sous la cote E/CN.4/1135, paragraphes 38-42) qu'en 1973 les épouses de deux prisonniers de Robben Island avaient déclaré devant un tribunal du Cap que leur époux avait fait l'objet de condamnations pour avoir présenté au commandant de la prison, le Colonel Willemse, une pétition au nom de 50 prisonniers. Cette affaire, au cours de laquelle le sort de prisonniers politiques était pour la première fois porté ouvertement à l'attention des tribunaux, a précédé immédiatement l'adoption du nouveau Règlement.

69. M. Henderson Selele (RT.168), qui avait passé parmi les prisonniers "de droit commun", et non parmi les prisonniers politiques, de la prison de Vooruitsig la plus grande partie des deux années auxquelles il avait été condamné pour avoir appartenu à une organisation interdite, a dit que l'apartheid entre les races était appliqué même en prison. Les prisonniers blancs pouvaient recevoir une formation dans un certain nombre de domaines tandis que les Noirs n'avaient accès qu'à un très petit nombre de domaines de formation. Les Blancs étaient mieux nourris, mieux vêtus et mieux logés que les Noirs.

---

29/ House of Assembly Debates, 15 août 1974, col. 81-83.

70. M. Lewin (RT.154) a attiré l'attention du Groupe de travail sur la pratique consistant à interdire de séjour, à frapper d'interdiction ou à assigner à domicile les prisonniers politiques une fois qu'ils avaient purgé leur peine de prison (voir plus loin le paragraphe 191 au sujet des interdictions et les paragraphes 144 à 162 sur les camps de transit et les zones de réinstallation), toutes sanctions qui s'exerçaient en particulier à l'encontre des Noirs et équivalaient à une "deuxième condamnation contre laquelle il n'existait aucun recours légal". Mlle Naidoo (RT.152) a indiqué comment, une fois sortie de prison, elle a été assignée au District de Johannesburg, en vertu d'une mesure d'interdiction, jusqu'au moment où elle a été autorisée à quitter le pays. Et M. Malcom Smart, d'Amnesty International (RT.156), a dit de la pratique consistant à envoyer les anciens prisonniers politiques africains dans des zones de réinstallation, qu'elle revenait à "continuer de les punir pour leurs opinions politiques". Les conditions de vie dans les zones de réinstallation étaient pour tous ceux qui y vivaient "indigentes sur le plan culturel et économique", mais pour les anciens prisonniers politiques, les difficultés normales étaient encore plus grandes : la famille du prisonnier était dans certains cas envoyée là à l'avance et se trouvait déjà dans une situation proche du dénuement; les difficultés que soulève la recherche d'un emploi sont pour les anciens prisonniers plus grandes encore que pour les autres. M. Smart a cité d'une lettre d'un travailleur social le passage suivant : "Malheureusement, son laissez-passer porte le cachet de Robben Island, et ce fait compromettra à jamais ses chances de trouver du travail"; il a également cité une lettre d'un ancien prisonnier qui travaillait comme ouvrier agricole "pour un patron qui reçoit constamment la visite de la police de sécurité, si bien que ma situation est assez précaire". D'autres anciens prisonniers disent dans leurs lettres qu'ils crèvent de faim, que leurs enfants traînent dans la rue parce qu'ils n'ont pas les moyens de les envoyer à l'école, que leur état de santé est mauvais, qu'ils sont logés de la manière la plus rudimentaire, qu'ils n'ont pas de vêtements et qu'ils n'ont "pas les moyens nécessaires pour se refaire une existence".

71. M. Leballo (RT.169) a rappelé au Groupe de travail que M. Robert Sobukwe était encore assigné à la zone municipale de Kimberley, assigné à domicile entre 6 heures du soir et 6 heures du matin, et qu'il lui est interdit d'enseigner (sa profession), de prendre la parole ou d'écrire à des fins de publication, et de communiquer avec d'autres personnes frappées d'interdiction ou fichées. Il a également décrit le sort d'autres anciens prisonniers politiques, dont M. Zeph Motupeng, exilé dans une région éloignée de l'Etat libre d'Orange, M. S.T. Ngendane, exilé à Herschel dans la région du Cap, et M. Stanley Mogoba, exilé à Sekhukhuniland. M. Leballo lui-même a été exilé à Zululand après être sorti de prison.

72. Selon d'autres informations portées à la connaissance du Groupe de travail, il y a eu au cours des six premiers mois de 1974 au moins 15 prisonniers politiques remis en liberté qui ont été interdits de séjour pour des périodes de 5 ans ou de 2 ans. Il s'agit des personnes suivantes : Girga Singh, Pipi Riot Mkwana, Alfred Maphanga Duma, David Ndawonde, Dr. Neville Alexander, Elizabeth van der Heyden, Marcus Chinsani Solomon, le Rév. Don John William Davis, Baruch Hirson, Twalamfeme Gobinambo Joyi, Livingstone Russel Mbane, Zolile Hamilton Keke, Joel Gwabeni, Sipho Price Ndabana et Martin Ramokgadi 30/. Les mesures d'interdiction prononcées

---

30/ Star, 9 mars 1974; Government Gazette, No 4254, 19 avril 1974; No 4279, 17 mai 1974; No 4307, 21 juin 1974; No 4135, 4 janvier 1974, No 4152, 1er février 1974; No 4231, 22 mars 1974.

contre au moins cinq autres anciens prisonniers politiques ont été renouvelées 31/, dont la mesure d'interdiction frappant Robert Sobukwe.

c) Renseignements concernant des procès politiques récents

73. Selon des témoignages et des informations reçus par le Groupe de travail, les arrestations et procès politiques qui ont eu lieu au cours de l'année écoulée ont mis en cause principalement des membres d'organisations noires (South African Students' Organisation, Natal Youth Organisation, Black Peoples' Convention, etc.), en particulier d'organisations de jeunes, des étudiants et des membres des organisations à prédominance de Blancs qui sont opposées à l'apartheid (South African Christian Institute, HUSAS, Suro-cas, etc.), et qui font actuellement l'objet d'une enquête par la Commission Schlebusch, commission de sûreté nationale (voir E/CN.4/1135, par. 150-151). Parmi les affaires portées à l'attention du Groupe, il y avait celles décrites ci-après :

i) Recours formé par John Hosey

74. L'appel interjeté par John Hosey, citoyen irlandais, inculpé en juin 1973 au procès des six de Pretoria (voir document E/CN.4/1135, par. 53-55) et condamné à 5 ans de prison en vertu de la loi sur le terrorisme, a été rejeté en novembre 32/.

ii) Procès pour "terrorisme"

75. Mkutsoeu Petrus Matsau a été condamné à 5 ans de prison pour deux actes de "terrorisme" avec intention de porter atteinte à l'ordre public. Un des actes qui lui étaient reprochés était la publication d'un poème intitulé "Kill, Kill". Ayant fait appel, le prisonnier n'a pas été en mesure de prouver qu'il n'avait pas eu l'intention de porter atteinte à l'ordre public 33/.

iii) Contraventions à des arrêtés d'interdiction

76. Deux dirigeants de la SASO, Henry Eric Isaacs (ancien président de la SASO et animateur de la manifestation qui a eu lieu en 1973 à l'Université de Western Cap (voir E/CN.4/1135, par. 119-124), Wehle Nhlapo, organisateur sur le terrain, ont été accusés en novembre de contrevenir à des arrêtés d'interdiction. Les deux ont été inculpés, et H. Isaacs a été condamné à 12 mois, avec sursis de trois ans 34/.

77. Ont également été inculpés pour des chefs d'accusation semblables, Mohammed S. Bhana, condamné à six semaines (avec sursis) 35/; Nyameko Barney Pidyana, condamné à 18 semaines 36/; Sipho Herman Buthelezi, condamné à 27 mois (avec sursis

---

31/ Rand Daily Mail, 31 mai 1974.

32/ Star, 1er décembre 1973.

33/ Rand Daily Mail, 20 août 1974.

34/ Rand Daily Mail, 17 novembre 1973, 19 janvier 1974, 2 avril 1974.

35/ Rand Daily Mail, 30 janvier 1974.

36/ Rand Daily Mail, 13 mars 1974.

de trois ans) 37/; John James Issel, ancien secrétaire régional de la SASO, condamné à 12 mois, les 12 mois moins 7 jours avec sursis de trois ans 38/; Srinivasa Rajoo Moodley, condamné à 7 ans, avec sursis d'un an 39/; et Mme Winnie Mandela (voir E/CN.4/1135, par. 138) qui a été déboutée après avoir fait appel de l'inculpation dont elle a fait l'objet, ainsi que Peter Magubane pour contravention à un arrêté d'interdiction 40/. Sa condamnation et celle de M. Magubane ont toutefois été ramenées d'un an à six mois 41/.

iv) Procès "Schlebusch"

78. Un certain nombre de personnes ont fait l'objet de poursuites en vertu du Commission Act de 1947 pour avoir refusé de déposer devant la Commission Schlebusch (voir E/CN.4/1135, par.151). Le Rév. Beyers Naude du South African Christian Institute a eu gain de cause dans l'appel qu'il a fait de l'inculpation dont il avait fait l'objet en mars, après quoi ont été retirés les chefs d'accusation portés contre le Rév. B. Brown, le Rév. D. van Zyl, le Rév. Roelf Meyer, Dudley Homer et Clive Nettleton 42/. En revanche, l'appel de Mme Dorothy Clemenshaw a été rejeté en mai par la Cour Suprême du Transvaal 43/.

v) Arrestations effectuées à la suite du rallye pro-FRELIMO qui avait été interdit

79. On prévoyait qu'une nouvelle vague de procès politiques 44/ suivrait la série de perquisitions faites à la fin de septembre 1974 chez des membres de la SASO, de la BPC et d'autres organisations noires. Dix-neuf personnes au moins ont été accusées, en vertu du Riotous Assemblies Act, d'avoir participé à Durban à une réunion interdite qui avait été organisée en signe de soutien au FRELIMO. Parmi les personnes arrêtées il y avait M. Myesa, Secrétaire général de la SASO; M. M.Leko, organisateur permanent de la SASO; M. L. Mbanda, Chargé de recherches de la Black Allied Workers Union; et le Rév. C. Mayatula, Président de la Black Peoples'Convention 45/. Selon des informations publiées dans la presse des perquisitions auraient été faites au domicile de trente autres personnes qui seraient en état d'arrestation 46/.

---

37/ Rand Daily Mail, 30 mars 1974.

38/ Rand Daily Mail, 31 juillet 1974.

39/ Rand Daily Mail, 31 août 1974.

40/ Daily Telegraph, 2 octobre 1974.

41/ Cape Times, 1er octobre 1974.

42/ Rand Daily Mail, 13 mars 1974.

43/ Rand Daily Mail, 21 mai 1974.

44/ The Times, 30 septembre 1974.

45/ Cape Times, 27 septembre 1974.

46/ The Times, 30 septembre 1974.

vi) Rôle des tribunaux

80. Le Groupe a entendu un témoignage détaillé sur le rôle des tribunaux sud-africains dans les affaires politiques dont ils sont saisis. M. Sachs a déclaré (RT.156) que l'on se sert des tribunaux "non pas pour protéger les gens mais pour assurer le maintien d'un système de privilèges et priver la majorité de la population de ses droits les plus élémentaires", et cela non seulement parce que ce sont les tribunaux qui font exécuter les toutes puissantes lois relatives aux laissez-passer à l'encontre de la population noire, mais parce que les juges tendent à favoriser les autorités au détriment des individus, et qu'ils ont facilité l'exécution de la torture. M. Carlson (RT.174(II)) a formulé des observations dans le même sens, accusant les tribunaux d'avoir collaboré avec le pouvoir exécutif, en particulier aux fins de l'application des lois relatives à la sûreté nationale.

d) Témoignages concernant la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés aux détenus et aux prisonniers politiques

81. Comme les années précédentes, le Groupe de travail a entendu et pris connaissance de nombreux témoignages oraux et de dépositions écrites sur la question de la torture pratiquée par la police de la sûreté en Afrique du Sud et sur les traitements cruels qui ont cours dans les prisons sud-africaines. M. Carlson a dit au Groupe (RT.174(II)) qu'il avait en sa possession plus de cent déclarations émanant de prisonniers politiques qui avaient été torturés par la police de la sûreté. Il a signalé que ce corps de police est responsable uniquement et directement devant le Premier ministre, et que ses membres ont reçu une formation méticuleuse dans l'application systématique des méthodes de torture les plus avancées, travaillant avec le concours de médecins, de psychiatres et de pathologistes <sup>47/</sup>. Presque tous les anciens détenus politiques qui ont été entendus par le Groupe de travail se sont plaints d'avoir été tenus au régime cellulaire pendant de longues périodes, ce qui était une forme de torture mentale qui, dans bien des cas, conduisait à une forme ou une autre d'effondrement émotif (voir Hirson, RT.150). La plupart d'entre eux avaient, en outre, subi la "torture de la statue" (Naidoo, Mbuli, RT.168; descriptions d'autres cas par Carlson, RT.174 (II)).

82. Les prisonniers africains, en particulier, se plaignaient également de tortures par électrochocs et de violences physiques : coups de fouet au sjambok (Mbuli, RT.168) et raclées qui, dans certains cas, compromettaient de façon permanente la santé des prisonniers ou y portaient atteinte de façon fatale (M. Mbuli a décrit le sort d'un ami, Motsepe, qui est mort à l'étranger en 1966 ou en 1967, le foie et l'épine dorsale totalement endommagés après les coups qu'il avait reçus de la police de la sûreté). M. Leballo a dit (RT.169) que dans la prison New Lock de Pretoria des tisonniers brûlants avaient été appliqués sur les testicules de Sidney Mbuyazwe et de Marcus Motgotle, après que ceux-ci eurent été ramenés en Afrique du Sud après avoir été extradés du Mozambique en 1968. M. Nkosi a dit que lors de son interrogatoire à John Vorster Square on lui avait ôté tous ses vêtements et on lui avait pressé les testicules jusqu'à ce qu'il hurle (RT.172).

---

<sup>47/</sup> Pour un exposé détaillé des techniques de torture, voir Joel Carlson, No Neutral Ground (Londres, Davis-Poynter, 1973), pages 226-245.



83. D'autres témoins ont mentionné, dans leurs témoignages oraux ou écrits, les traitements cruels infligés aux prisonniers politiques qui avaient fait l'objet de condamnations. M. Leballo a parlé "d'un sport favori" de la police de la sûreté à Robben Island : celui d'enterrer un prisonnier debout dans le sable et d'uriner dans sa bouche (RT.169). M. Mkula (voir paragraphe 67 ci-dessus) a parlé des bastonnades systématiques infligées aux prisonniers de la prison de Stoffberg.

84. Un témoin anonyme (365ème séance) a décrit son séjour dans une prison-ferme à Breyten dans le Transvaal oriental, où il a vu un codétenu qu'un gardien frappait de son fusil. Craignant qu'on le tienne pour mort et l'enterre sur place, ce qui semble-t-il était le sort d'autres prisonniers tués dans ces fermes, l'homme avait désarmé son gardien, lui avait tiré dans la jambe et s'était enfui dans les bois où il s'est défendu contre ses poursuivants. Lorsqu'il a été finalement repris, il a été ramené à la cellule qu'il partageait avec le témoin, saignant de quinze blessures de balles et a été de nouveau brutalement attaqué. Lorsque le témoin a protesté, lui aussi a été battu jusqu'à s'évanouir. Le témoin a décrit d'autres pratiques barbares qui avaient cours dans les prisons-fermes, parlant d'un cas dans lequel des prisonniers, qu'il avait interviewés, avaient été "placés" dans un barrage qui avait été électrifié, ce qui avait eu pour effet d'infliger aux victimes de graves brûlures et des chocs.

85. Comme exemple de la brutalité du système pénal sud-africain et du racisme inhérent à ce système, M. Nokwe (RT.163) a évoqué le nombre de personnes qui avaient été fouettées dans les prisons sud-africaines au cours de la période comprise entre le 1er juillet 1972 et le 30 juin 1973. Un total de 3 578 prisonniers ont été fouettés par ordre judiciaire; sur ce nombre 22 seulement étaient des Blancs 48/.

86. D'autres informations portées à la connaissance du Groupe de travail ont mis en lumière plusieurs autres cas d'actes de brutalité commis par les autorités au cours de la période considérée à l'égard des prisonniers dont ils avaient la charge. Un agent de police a tiré sur un africain emmené au commissariat de police de Vereeniging sous l'inculpation d'infraction à la loi le touchant au poignet et à la hanche. L'agent de police a eu une amende de 50 rands pour avoir tiré avec une arme à feu 49/. Il a été enjoint à un agent de police de verser 10 rands par mois de dommages-intérêts à un Africain, M. Ben Bidi, qu'il avait attaqué en mars 1967 avec une batte de cricket, le rendant infirme 50/. Dans une affaire à laquelle la presse sud-africaine a donné une publicité considérable, et dans laquelle cinq gardiens de prison ont été accusés de voies de faits contre deux prisonniers africains, dont un est mort, le juge a révélé qu'il s'était commis des "tortures" et des "voies de faits" dans la prison de Leeukop (Transvaal). Trois gardiens ont été condamnés, respectivement, à des peines de 18 mois, d'un an avec sursis et de six mois avec sursis 51/; et l'on

---

48/ Cape Times, 14 mai 1974.

49/ Rand Daily Mail, 6 juin 1974.

50/ Rand Daily Mail, 16 août 1974.

51/ Times, 9 octobre 1974.

a su qu'un gardien, le capitaine S. Potgieter, qui avait aidé à dissimuler le décès en faisant croire que le prisonnier qui était mort s'était pendu lui-même, avait été promu du rang de lieutenant à celui de capitaine 52/. En octobre, on apprenait que l'enquête qui devait être faite au sujet de l'incident par un comité spécial ne porterait pas sur l'ensemble du régime pénitentiaire mais serait une enquête administrative ayant pour objet d'établir si deux des gardiens en cause pouvaient être maintenus ou non au service de la prison 53/. Le Rand Daily Mail du 2 octobre 1974 indiquait par ailleurs que l'on avait annoncé le 1er octobre la constitution d'une commission d'enquête sur le régime pénal, sous la présidence du Juge Viljoen. On ne sait pas si la commission enquêtera sur les allégations concernant les tortures et les actes de brutalité imputés à la police et au personnel des prisons.

---

52/ Guardian, 10 octobre 1974.

53/ Star, 26 octobre 1974.

## C. LA CONDITION DES AFRICAINS DANS LES "HOMELANDS BANTOUS"

### 1. Historique

87. Les origines de la politique consistant à placer les Africains dans des "réserves autochtones" et la transformation de celles-ci sous le gouvernement actuel en "homelands" (foyers nationaux) bantous ont été décrites en détail dans le rapport de 1970 du Groupe spécial (E/CN.4/1050).

88. Le Groupe a également pris en considération le document de travail intitulé "The Bantu Homeland' policy and the condition of 'Black Labour' in South Africa" 54/ (La politique des homelands bantous et la condition de la main-d'oeuvre noire en Afrique du Sud).

### 2. Aperçu de la législation en vigueur

89. Les dispositions législatives relatives à la création et au développement des homelands ont été décrites et analysées dans des documents précédents du Groupe spécial (E/CN.4/1020 et E/CN.4/1111, par. 104-109). Elles comprennent le Bantu Homelands Citizenship Act No 26 de 1970, aux termes duquel tout Africain devient citoyen d'un bantoustan, qu'il y vive ou non; le Bantu Education Amendment Act No 44 de 1970, aux termes duquel les écoles des bantoustans sont placées sous le contrôle des autorités des bantoustans; le Bantu Homelands Constitution Act No 21 de 1971, qui habilite l'exécutif à créer des assemblées législatives par voie de proclamation et non en vertu d'une loi adoptée par le Parlement; et le General Law Amendment Act No 102 de 1972, aux termes duquel les forces de police intérieure sont placées sous l'autorité des gouvernements des homelands par voie de proclamation. En outre, le Bantu Law Amendment Act No 7 de 1973 (analysé dans le rapport du Groupe spécial du 4 février 1974, E/CN.4/1135) contient des dispositions visant à accélérer les remembrements des terres des homelands et à habiliter les gouvernements locaux à contracter des emprunts à l'étranger, y compris des prêts de développement.

### 3. Analyse des renseignements recueillis

#### a) Remembrement des terres

90. Dans sa déposition, M. Nozwane (RT. 167) a souligné que les bantoustans réclamaient tous des terres supplémentaires. Cependant, même si ces demandes aboutissaient et si les bantoustans parvenaient à se fédérer, la superficie totale des terres dont les Africains disposeraient serait encore très limitée. M. Carlson (RT. 174(II)) a d'ailleurs fait observer que même ces terres n'appartiennent pas à ceux qui vivent sur elles, mais sont "reçues en dépôt" par le chef de l'Etat 55/.

---

54/ The "Bantu Homeland Policy" and the Condition of "Black Labour" in South Africa. Document de travail établi par R. Wimmer sous la direction de M. Ermacora, professeur de droit public à l'Université de Vienne.

55/ Le Vice-Ministre du développement bantou a annoncé en juillet 1973 (voir par. 121 ci-après) que la propriété des terres serait transférée aux gouvernements des homelands, ce qui revient à dire que les Africains ne pourront les acquérir en pleine propriété comme il était prévu dans le rapport de la Commission Tomlinson de 1955 (Southern Africa Information Service (SAIS) de l'International Defence and Aid Fund, juillet-décembre 1973, col. 272).

91. Des renseignements recueillis par le Groupe spécial, il ressort que les plans du gouvernement relatifs au remembrement des homelands, qui sont tous, à l'exception du Basotho Qwaqwa, constitués d'un certain nombre de zones dispersées, ont continué pendant l'année à susciter d'importants conflits avec les autorités des homelands, dont beaucoup de dirigeants ont fait valoir que l'indépendance serait impossible si on ne leur accordait pas davantage de terres. L'Assemblée législative du Lebowa a rejeté en bloc les propositions du gouvernement concernant le remembrement de ce homeland 56/. Elle a demandé davantage de terres, y compris douze villes "blanches" avoisinantes (Pietorsburg, Potgietersrus, Iydenburg, Middelburg, Marble Hall, Phalaborwa, Tzaneen, Belfast, Groblersdal, Burgersfort, Witbank et Mooketsi). Le plan actuel de remembrement du Lebowa prévoit que ce homeland resterait divisé en cinq zones 57/. L'Assemblée législative du Bophuthatswana réclame un foyer national unifié d'une vaste superficie qui engloberait les villes de Mafekeng, de Rustenburg, de Brits, de Zwartkops, de Lichtenburg, de Zeerust et de Vryburg. Selon les plans du gouvernement, le homeland serait constitué de six zones non adjacentes et ne comprendrait aucune ville "blanche" 58/.

92. Lors d'une rencontre avec les dirigeants des homelands en 1974 (voir par. 114 ci-après), le Premier Ministre s'est montré intraitable : il ne reconsidérerait pas sa position en matière de remembrement; le gouvernement s'en tiendrait à la loi de 1936 et ne pourrait distribuer plus de terres que ce texte n'en prévoyait 59/.

93. Dans une déclaration prononcée à l'ouverture de l'Assemblée législative du Bophuthatswana, le ministre de l'administration bantoue a mis en garde contre les "faux espoirs" de ceux qui pensent recevoir une part plus importante des terres sud-africaines. Il fallait se rendre compte qu'historiquement, la division des terres entre Blancs et Bantous était déjà chose faite. Il ne restait plus au gouvernement qu'à acheter des terrains pour les échanger contre les enclaves "noires" et les réserves mal situées et à acquérir les superficies dont il devait encore prendre possession pour atteindre les "quotas" supplémentaires de 1936 60/.

94. Le chef B. M. Gatsha Buthelezi a fait observer que pas un seul dirigeant africain de homeland ne participait à l'élaboration concrète des propositions relatives aux frontières des foyers nationaux: "Tout cela est l'affaire exclusive de Pretoria". "Même quand nous participons à la réalisation de ce que l'homme blanc conçoit comme notre avenir politique, a-t-il ajouté, nous n'avons aucune possibilité d'y travailler concrètement, ni même de proposer des améliorations. Toute suggestion de notre part est suspecte" 61/.

---

56/ Le Rand Daily Mail du 9 juin 1973.

57/ Ibid., 1er mai 1974.

58/ Le Sunday Times du 10 juin 1973.

59/ Ibid., 10 mars 1974.

60/ Le Rand Daily Mail du 13 mars 1974.

61/ "White and black nationalism, ethnicity and the future of the homelands", Alfred and Winifred Hoernle Memorial Lecture, 16 janvier 1974, South African Institute of Race Relations.

95. Le ministre principal du Lebowa, M. C. Phatudi, a révélé que le Lebowa avait mis sur pied sa propre commission foncière pour enquêter sur les opérations et faire valoir son point de vue. Cela s'inscrivait dans la ligne du développement séparé et pouvait être considéré comme un devoir du homeland à l'égard de la population du Nord Sotho 62/. M. M.C. Botha, ministre de l'administration bantoue a répliqué qu'il n'appartenait pas aux gouvernements des foyers nationaux de constituer des commissions pour indiquer au Gouvernement sud-africain quelles étaient les terres qu'ils devaient recevoir 63/.

96. Le numéro de juillet-décembre 1973 du Southern Africa Information Service publié par l'International Defence and Aid Fund, communiqué par M. Alan Brooks, rend compte d'une "réunion au sommet" qui s'est tenue à Umtata en novembre 1973 et à laquelle participaient les dirigeants de six des huit homelands sud-africains. La réunion a approuvé l'idée de fédération comme objectif à long terme et a demandé que les foyers nationaux soient renforcés par l'élimination des "enclaves blanches". Elle a en outre déclaré que les gouvernements des homelands ne devaient pas collaborer avec le Gouvernement sud-africain pour le déplacement forcé (voir par. 103 à 108 ci-après) des populations africaines (SAIS, juillet-décembre 1973, col. 271).

97. Le Vice-Ministre du développement bantou a informé le Parlement des superficies qu'il faudrait encore attribuer pour atteindre les "quotas" prévus par le Land Act de 1936 64/ :

	<u>Hectares</u>
Transvaal	661 304
Le Cap	525 132
Natal	54 849
Etat libre d'Orange	7 142

98. La superficie des terres qu'il faut encore attribuer aux homelands en contrepartie des "îlots noirs" (d'où les Africains ont déjà dans certains cas été déplacés) s'établit comme suit 65/ :

	<u>Hectares</u>
Transvaal	51 847
Le Cap	55 494
Natal	42 157
Etat libre d'Orange	6 464

99. Les plans provisoires relatifs au remembrement de six homelands ont été rendus publics en 1973; ils ont été revus et déposés à nouveau devant le Parlement en 1973

62/ Le Rand Daily Mail du 1er mai 1974.

63/ Le Cape Times du 1er mai 1974; le Star du 5 mai 1974.

64/ House of Assembly Debates, 9 août 1974, col. 14.

65/ Ibid.

à la suite des objections qu'ils avaient suscitées chez les propriétaires blancs 66/. Un plan de cinq ans (1973-1978) pour le remembrement du Ciskei dans la province orientale du Cap a été annoncé en avril, mais les chiffres précis concernant la superficie des terrains ou la population concernée n'ont pas encore été arrêtés. En gros, le plan prévoit le déplacement d'un certain nombre de petites réserves de l'est de la province, près de Stutterheim et au nord d'East London et l'adjonction de la zone de Peddie et de certains terrains à proximité de William's Town et de Queenstown. La seule ville qui serait englobée dans le Ciskei est Peddie. Alice, le centre d'enseignement noir qui dessert toute la province du Cap et qui abrite des écoles, des séminaires et Fort Hare University, demeurerait une ville "blanche" 67/.

100. En ce qui concerne le foyer national du Transkei, les contribuables blancs de Port St John's, le port situé à l'intérieur du homeland, ont voté à une majorité écrasante le rejet d'une proposition tendant au transfert de cette enclave au foyer national 68/. Les propositions concernant le remembrement du Transkei et du Ciskei ont été vivement contestées lors des audiences publiques de la Commission des affaires bantoues, les résidents blancs insistant pour que les districts de Port St John's, Indwe, Matatiele, Elliot, Maclear, Ugie et Alice demeurent entre les mains des Blancs 69/.

101. Le Vice-Ministre du développement bantou, M. A.J. Raubenheimer, a déclaré devant le congrès annuel de la Transvaal Agricultural Union que les frontières définitives délimitant la plupart des homelands seraient connues à la fin de 1974, mais que le remembrement ne serait pas achevé avant cinq ans 70/. Les plans de remembrement, a-t-il précisé, ne tiendraient pas compte de l'expansion de la population africaine. "Si nous le faisons, il nous faudrait sans cesse attribuer de nouvelles terres, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus assez pour les Blancs" 71/. Ce problème est lié à la question de la surpopulation, comme il est indiqué dans le document E/CN.4/1135, par. 77 et 78.

102. Dans le budget de l'exercice 1973/74, le gouvernement a prévu un crédit de 8,5 millions de rands pour l'achat de terres 72/, soit 3 millions de rands de plus que l'année précédente. En Afrique du Sud, cela a été interprété comme un signe de la volonté du gouvernement d'accélérer le processus de déplacement et de regroupement 73/.

---

66/ Voir les estimations reproduites dans le document E/CN.4/1135, par. 72 et 73; voir aussi ibid., par. 75.

67/ Uprooting a Nation, Africa Publications Trust, p. 30.

68/ Le Star du 12 janvier 1974.

69/ Le Cape Times du 25 janvier 1974.

70/ Ibid., 22 août 1973.

71/ Le Sunday Times du 3 février 1974.

72/ Demandes de crédit pour 1973/74 à imputer sur des comptes d'emprunt.

73/ Le Star du 29 mars 1973.

b) Déplacements obligatoires

103. Les déplacements obligatoires servent non seulement à appliquer la politique de regroupement, mais aussi à créer des camps de transit. Il y a des divergences entre les estimations officielles et officieuses du nombre d'Africains déplacés et réinstallés ailleurs en exécution des plans de remembrement 74/ 75/. Le South African Institute of Race Relations a tenté d'établir en 1972 le nombre total d'Africains déplacés et réinstallés en application des plans du gouvernement entre 1960 et 1970. En utilisant des projections, des inférences et des estimations fondées sur les chiffres officiels, il a été calculé que 1 820 000 personnes ont été déplacées. Ces déplacements se ventilaient comme suit 76/:

Abolition de fermages sur des exploitations blanches	340 000
--	---------

Lois interdisant l'occupation sans titre sur des exploitations blanches	656 000
---	---------

Elimination des "îlots noirs" dans les zones rurales	97 000 <sup>77/</sup>
--	-----------------------

Interdiction de séjour dans les zones urbaines au motif d'infractions à la loi sur les laissez-passer et en vertu d'autres textes législatifs réglementant la vie des Africains des villes (en particulier le <u>Bantu Laws Amendment Act de 1964</u> )	400 000
---	---------

Transfert de "townships" urbains dans les réserves avoisinantes	327 000
---	---------

---

74/ Voir le rapport précédent du Groupe spécial, E/CN.4/1135, par. 80, note 58, où le nombre total d'Africains déplacés des zones urbaines et des terres agricoles des Blancs depuis 1960 est évalué à 1,6 million.

75/ Cosmas Desmond : "The discarded people : an account of African resettlement in South Africa", Penguin African Library, Penguin Books, 1971.

76/ Voir "Mass population removals and break-up of family life in South Africa" (Déplacements massifs de population et rupture de la vie familiale en Afrique du Sud), mémorandum du Bureau de l'Afrique, publié par le Groupe de l'apartheid de l'ONU, Notes et Documents, No 13/74.

77/ Le chiffre officiel concernant les déplacements des "îlots noirs" (zones occupées par les Africains non incluses dans un homeland) était 176 000 en mars 1973 (E/CN.4/1135, par. 80). En février 1974, le Parlement a été informé que le nombre d'Africains déplacés était alors de 181 788 au total (îlots noirs, zones classées de faible superficie et districts périphériques d'autres zones classées (House of Assembly Debates, 2, 13 février 1974, col. 78).

104. On prévoit que le remembrement des homelands accroîtra considérablement le nombre d'Africains qui devront être déplacés 78/. Les chiffres officiels pour les divers homelands sont les suivants : 231 000 Africains dans les foyers nationaux du nord, 46 000 Swasis, 120 000 Tswanas et 132 000 Zoulous (mais la Natal Agricultural Union avance le chiffre de 230 000); le nombre de Xhosas du Ciskei qui devront être déplacés n'a pas été rendu public 79/.

105. Dans le cadre des plans de remembrement du Kwazulu, le Département de l'administration bantoue envisage le déplacement de 100 000 Africains près du Drakensburg. Les Africains vivent sur 130 000 hectares répartis sur trois localités, mais les zones qu'ils occupent sont séparées par deux bandes de terres agricoles blanches. Au départ, il était prévu d'englober les zones blanches dans le homeland, mais les fermiers blancs, sous la conduite de la Natal Agricultural Union, s'y sont vigoureusement opposés. Le plan, qui est encore officieux, prévoit maintenant le déplacement des Africains dans deux zones d'une superficie totale de 55 000 hectares 80/, la zone de Drakensberg demeurant entièrement "blanche".

106. La commission foncière du Lebowa, composée de dix membres, a intimé aux tribus de Ramokgopa, de Machaka, de Makgatho, de Dinkonyana et de Mamejata d'avoir à évacuer plus de 200 000 hectares de terres pour faire place aux Blancs et pour permettre la réinstallation des homelands du Gazankulu et du South Ndebele 81/. D'après les chiffres

---

78/ Le Financial Mail du 26 octobre 1973 a avancé le chiffre de plus de deux millions. Selon A Place called Dimbaza, p. 3, "le total général des Africains visés jusqu'ici par les déplacements de population prévus par les plans rendus officiels ou déjà en cours d'exécution n'est pas inférieur à 2 884 000. Il est impossible de savoir combien auront été touchés par ce processus lorsque le programme de transferts de population entrepris en vertu des diverses lois sur l'apartheid aura été intégralement exécuté".

79/ Le Star du 1er décembre 1973.

80/ Le Financial Mail du 8 février 1974; le Daily News du 6 octobre 1973; pour la réaction africaine, voir Uprooting a Nation : The Study of Three Million Evictions in South Africa, Londres, Africa Publication Trust, mars 1974, p. 29. Le Département des affaires bantoues a rendu public le plan provisoire de remembrement du Kwazulu en juin 1972. Il devait servir de base de discussion lors des auditions publiques. Le plan définitif de remembrement recommandé par le Parliamentary Select Committee on Bantu Affairs a été rendu public le 27 avril 1973. Il prévoit le regroupement en dix zones d'environ 44 réserves dispersées et de quelque 144 "îlots noirs". Le chef Buthelezi a rejeté ces propositions, comme d'ailleurs le Conseil provincial du Natal. Mme H. Suzman, membre du Parlement, a qualifié ce plan de "méli-mélo d'excisions et d'ajouts". Le United Party s'est élevé contre ces propositions, estimant qu'en raison de l'explosion démographique, le Parlement n'était pas tenu d'appliquer les quotas de 1936, car il ne fallait pas que "de bonnes terres soient mises entre les mains de tribus qui ne sauraient pas les exploiter convenablement". Voir M. Horrell, The African Homelands of South Africa, South African Institute of Race Relations, p. 17 à 28.

81/ Le Rand Daily Mail du 26 octobre 1973 : "A Ramokgopa, les gens disaient : 'Nous ne pouvons plus continuer de mener une existence nomade. On nous a déplacés en 1945, puis à nouveau en 1968 où on nous a amenés ici; et en 1973, on nous annonce qu'on va nous transférer à Dendron'".



officiels, le nombre de familles à déplacer était le suivant : Makota-Ramokgopa, 25 930; Block 22, qui correspond à la zone de Pala du Seleka-Shongwane, 18 400; Denelton-Elandsdorn, 29 050; Seloane dans le Phalaborwa, 1 500 et plus de 6 000 dans la zone du Mapulaneng dans le Bushbuckridge. Ces chiffres reposent sur le recensement de 1970 et ne comprennent pas les zones de la cheftaine Victoria Dinkonyane et du chef Semenya ainsi que plusieurs autres zones de faible dimension dispersées dans tout le Lebowa. Outre ceux qui doivent être déplacés des zones retranchées, il y aura un grand nombre d'Africains venant de domaines qui sont la propriété des Blancs. Ceux-ci ne sont pas compris dans les chiffres donnés ci-dessus : pour le seul Transvaal oriental, leur nombre est officiellement évalué à plus de 8 000.

107. Dans le cas du homeland souazi, y compris les plans pour la réinstallation des Souazis qui résident à l'extérieur de celui-ci, 818 milles carrés ont été réservés. Les trois principales villes "blanches" limitrophes de la réserve sont Nelspruit, White River et Kaapmuiden. Les habitants des communes africaines de ces villes ont été déplacés dans une zone de la réserve qui porte le nom de Nsikasi. Deux mille six cents familles de Nelspruit ont été transférées à Lekasi, à 25 km de là. Six cents familles de White River ont été transférées à Kabokwebi qui est située à 20 km et qui doit accueillir un total de 40 000 personnes. Un nombre inconnu d'Africains ont été transférés de Kaapmuiden à Matsulu, soit un déplacement de 10 km. Des Africains venant d'exploitations agricoles blanches ont été également transférés dans ces nouvelles communes du homeland 82/.

108. Outre l'élimination des "flots noirs", l'éloignement des occupants sans titre et des fermiers dans les zones rurales "blanches" et le transfert d'Africains des zones urbaines, il a été signalé que dans toutes les régions du pays, des municipalités établies de longue date dans des zones "blanches" ont perdu leur statut et leurs habitants ont été transférés dans des communes nouvellement créées dans les bantoustans 83/. Certains de ces plans de réinstallation sont décrits plus loin à la section D, paragraphes 144 à 162.

#### c) Droits civils et politiques

109. Lors de leur déposition devant le Groupe spécial, plusieurs témoins ont souligné que le pouvoir dont disposent réellement les bantoustans est extrêmement limité. M. Leballo (RT. 169) a dit que la politique des bantoustans était une tromperie. M. Mohammed l'a qualifiée de fraude (RT. 167). M. Nozwane (RT. 167) a dit que les dirigeants bantous devaient être considérés comme des agents du Gouvernement sud-africain.

110. M. Msehego (RT. 168) a informé le Groupe spécial qu'au Transkei, les bantoustans avaient introduit la division chez les Xhosas et que ceux qui étaient hostiles à la politique des foyers nationaux avaient fait l'objet de mesures d'intimidation qui avaient pris la forme de bastonnades, d'arrestations et de détention sans inculpation, de confiscation de biens et de déplacements forcés. La loi d'urgence, a-t-il rappelé, est toujours en vigueur au Transkei.

---

82/ Uprooting a Nation, p. 30.

83/ Le Financial Mail du 26 octobre 1973.

111. Les documents que M. Brooks a communiqués au Groupe spécial au nom de l'International Defence and Aid Fund rapportent des événements politiques au cours desquels les dirigeants des homelands ont réclamé davantage de terres et des pouvoirs plus étendus. Ils contiennent notamment des renseignements sur la rencontre au sommet du 8 novembre 1973 au cours de laquelle des représentants de six des homelands se sont réunis pour élaborer une stratégie commune à l'égard du Gouvernement sud-africain 84/. Les dirigeants de deux des foyers nationaux les plus petits n'ont pas participé à cette rencontre, apparemment par opposition à toute idée de fédéralisme 85/, mais ces conversations ont réuni le chef suprême Kaiser Matanzima du Transkei, le chef Gatsha Buthezi du Kwazulu, le chef Lucas Mangope du Bophuthatswana, le professeur Hudson Ntsanwisi du Gazankulu, M. Colin Ramusi, qui représentait le ministre principal Cedric Phatudi du Lebowa, et M. Lennox Sebe du Ciskei. Dans les résolutions adoptées à cette rencontre, la fédération a été reconnue comme une politique à long terme indispensable à l'unité du peuple africain, à condition que 1) les homelands soient remembrés, ce qui implique l'élimination des enclaves "blanches", 2) les gouvernements des homelands aient un droit illimité de rechercher une aide financière extérieure, 3) que les lois sur les laissez-passer et les règlements relatifs au contrôle des migrations soient abolis et que les Africains soient mis à même de vendre leur travail partout où cela est nécessaire et 4) qu'une fois les homelands constitués, ils jouissent de l'autonomie et soient dotés de tous les services administratifs pertinents 86/.

112. Lorsqu'il a annoncé cette rencontre au sommet, le chef Mangope a déclaré qu'elle aurait pour objet de réaliser un accord entre les dirigeants des bantoustans, de façon qu'ils puissent mieux se faire entendre du Gouvernement sud-africain lorsqu'ils lui présenteraient des "réclamations" 87/. Plusieurs points de divergence sont apparus entre les dirigeants des foyers nationaux. Le chef Mangope (Bophuthatswana) préférait établir un lien entre son homeland et le Botswana, pays indépendant voisin. M. Ntsanwisi préconisait la fédération avant l'indépendance des homelands, alors que le chef Matanzima souhaitait que l'indépendance intervienne d'abord.

113. Quatre mois après la rencontre au sommet, les dirigeants du Lebowa ont signé un accord avec des représentants du parti de l'opposition, le United Party, dans lequel ils déclaraient que "l'idée fédérale" paraissait être le point de départ le plus indiqué pour la recherche d'un cadre constitutionnel en Afrique du Sud 88/. En réponse à la motion de censure déposée par l'opposition pendant la session parlementaire qui s'était ouverte peu après, M. Vorster, premier ministre, s'est élevé contre l'idée de fédération politique; il n'était nullement disposé à céder aucune part de la souveraineté des Blancs 89/.

---

84/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 271; voir aussi Survey of Race Relations, South African Institute of Race Relations, 1973, p. 164.

85/ Il s'agit du chef Patrick Mphahlele du Venda et du chef Wessels Mota du Basotho Qwaqwa.

86/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 271.

87/ Le Star du 30 octobre 1973.

88/ Le Sunday Times du 31 mars 1974.

89/ House of Assembly Debates, 1, 4 février 1974, col. 54-58.

114. Le 6 mars 1974, les huit dirigeants des bantoustans se sont rendus à Pretoria pour des entretiens confidentiels, qui ont duré huit heures, avec le Premier Ministre qui était accompagné du Ministre de l'administration et du développement bantous et de ses deux adjoints. A cette occasion, le Premier Ministre aurait réaffirmé que les dirigeants des homelands étaient libres de demander à tout moment l'ouverture de négociations en vue de l'indépendance. Aucun dirigeant africain n'aurait présenté de demande en ce sens 90/. Les responsables des homelands ont souligné qu'ils n'étaient pas satisfaits de la répartition des terres prévue par la loi de 1936. Le Premier Ministre leur aurait répondu qu'il était lié par ce texte. A propos des remembrements, M. Botha aurait indiqué que le gouvernement allait accélérer l'acquisition de terres au titre de la loi de 1936 91/.

115. Les renseignements reçus par le Groupe spécial font apparaître que l'Assemblée législative du Transkei a constitué un comité de 27 membres, placé sous la présidence du chef Kaiser Matanzima, qui est chargé de "préparer une constitution en vue de l'indépendance" 92/. Cette mesure fait suite à une décision par laquelle le parti au pouvoir, le Transkei National Independence Party, a déclaré que le Transkei devait demander l'indépendance dans un délai de cinq ans, à condition que les terres qui lui avaient été promises aient été effectivement attribuées dans ce délai 93/. L'Assemblée législative du Transkei a entériné cette décision et adopté une motion demandant au Gouvernement sud-africain d'accorder l'indépendance complète au Transkei 94/. Le comité a reçu le mandat suivant : 1) étudier les incidences financières de l'indépendance; 2) établir les frontières d'un Transkei indépendant; 3) étudier les conséquences de l'indépendance sur le système de chefferie; et 4) envisager la possibilité d'une fusion avec le Ciskei 95/. Le comité étudiera aussi les relations internationales entre le Transkei et la République sud-africaine. Le chef Matanzima aurait, en sa qualité de ministre principal, demandé au Gouvernement sud-africain de détacher des fonctionnaires comme conseillers auprès du comité.

---

90/ Le Star du 9 mars 1974. Le mois suivant, le ministre de l'administration et du développement bantous a dit que le Gouvernement sud-africain conserverait le contrôle de la politique étrangère des bantoustans indépendants en agitant la menace de supprimer les subventions qui seront nécessaires pour qu'ils demeurent en existence. Il a ajouté que les bantoustans et l'Afrique du Sud seraient toujours interdépendants et que cette interdépendance serait la garantie de leur sécurité commune et de leur bon voisinage. Voir le Star du 6 avril 1974.

91/ Le Star, édition hebdomadaire, des 9 et 16 mars 1974.

92/ Le Rand Daily Mail du 29 mars 1974.

93/ Le Rand Daily Mail du 26 mars 1974.

94/ Le chef Kaizer Matanzima a rejeté un amendement à la motion présenté par M. Knowledge Guzana, leader de l'opposition, et tendant à ce que les électeurs soient consultés par référendum avant l'ouverture des négociations.

95/ Le Rand Daily Mail du 29 mars 1974.

116. On a fait observer que cette décision du Transkei semble remettre en cause le gentleman's agreement sur lequel les dirigeants des homelands s'étaient accordés lors d'une rencontre au sommet à Umtata en 1973, aux termes duquel nul ne négocierait en vue de l'indépendance sans l'appui des autres dirigeants 96/. On s'est également interrogé sur les effets de la législation actuelle qui confère à l'Afrique du Sud et au Transkei juridiction sur les Xhosas dans les deux zones; lorsque le Transkei sera devenu indépendant, il faudra déterminer qui aura juridiction sur les ressortissants du Transkei qui vivent et travaillent en Afrique du Sud 97/.

117. Le Premier Ministre a informé le Parlement en septembre 1974 que des négociations se déroulaient au sein d'un comité de travail et d'un comité ministériel mixte réunissant des représentants de l'Afrique du Sud et du Transkei 98/. Etant donné que le Transkei jouit d'une autonomie limitée en vertu de laquelle il agit souverainement dans les domaines des finances (le budget étant encore alimenté à 81 % par l'Afrique du Sud), de la justice, de l'enseignement, de l'agriculture et des forêts, des travaux publics et des routes, et des services sanitaires et hospitaliers, il était vraisemblable que les négociations porteraient sur les domaines encore placés sous le contrôle de l'Afrique du Sud, à savoir la défense, les affaires étrangères, les chemins de fer, la sécurité intérieure, les services postaux, l'immigration, la monnaie, la banque, les douanes et les contributions indirectes, l'information et la constitution du Transkei elle-même 99/.

#### Demandes de pouvoirs accrus pour lutter contre la "subversion"

118. La documentation écrite transmise par M. Brooks indique que les ministres de la justice de deux foyers nationaux (Transkei et Ciskei) ont demandé au Gouvernement sud-africain de leur donner le pouvoir de combattre la subversion sans avoir à consulter le gouvernement central. M. Myakaza, Ministre de la justice du Transkei réclame le pouvoir d'incarcérer sans jugement (SAIS, juillet-décembre 1973, col. 276 et 279).

#### Heurts avec des fonctionnaires blancs

119. Une commission chargée d'enquêter sur l'emploi et la classification des fonctionnaires du Lebowa et sur les rapports humains entre fonctionnaires blancs et noirs a déposé son rapport en avril. Selon le Star, la commission, après avoir interrogé 532 fonctionnaires africains, a formulé les conclusions suivantes : dix-neuf fonctionnaires africains ont été maltraités par des fonctionnaires blancs détachés; cent vingt-quatre ont déclaré avoir eu des "heurts graves" avec des fonctionnaires détachés; sur les 759 démissions enregistrées dans tous les grades, 231 étaient motivées par des "mauvais traitements de la part des Blancs"; plus d'un tiers des Africains ont déclaré que les relations avec les fonctionnaires blancs détachés étaient mauvaises; les trois quarts d'entre eux ont dit que les Blancs ne préparaient pas les Noirs à exercer les fonctions qu'ils occupaient; un quart seulement avait reçu une formation en cours d'emploi 100/.

---

96/ Le Financial Mail du 24 mai 1974, p. 743.

97/ Ibid.

98/ Le Financial Mail du 13 septembre 1974, p. 1022.

99/ Ibid.

100/ Le Star du 20 avril 1974.

Dépendance budgétaire

120. D'après les renseignements reçus, le South African Bantu Trust a dépensé un montant de 100 656 936 rands en faveur des homelands pendant l'exercice 1973/74. Ce montant ne comprend pas les sommes distribuées par l'intermédiaire des autorités bantoues, ni les dépenses de divers services gouvernementaux inscrites au budget ordinaire 101/.

121. Pour 1974/75, le budget du Transkei est de 75 millions de rands, dont 58 millions représentent une subvention du Gouvernement sud-africain. M. Knowledge Guzana, leader de l'opposition, a déclaré : "Si nos ressources propres ne représentent qu'un sixième de notre budget, comment pouvons-nous penser sérieusement à l'indépendance ? Nous resterons en vie tant que l'Afrique du Sud nous soutiendra financièrement. Si elle cesse de le faire, nous mourrons" 102/. Le budget du Kwazulu est financé à 77 % par l'Afrique du Sud 103/; le Ciskei recevra une aide financière de 17 222 000 rands au cours de l'exercice 1974/75 104/. Selon une étude récente, cette dépendance financière des homelands, qui résulte de leur incapacité à financer sur leurs recettes propres les dépenses inscrites au budget, est implicitement reconnue par les nationalistes. Leur idée est que les dépenses publiques des homelands seraient financées par des subventions fixes de l'Afrique du Sud, déterminées par la loi, auxquelles viendraient s'ajouter des subventions annuelles supplémentaires dont le montant serait fixé en fonction des besoins de chaque territoire et des disponibilités financières de l'Afrique du Sud. Actuellement, 75 % des recettes budgétaires des foyers nationaux sont votés par le Parlement sud-africain 105/.

122. Le chef Mangope du Bophuthatswana a réclamé au Gouvernement sud-africain une subvention de développement de 12 millions de rands par an pendant 20 ans "en contrepartie de la contribution des Tswanas à l'économie du pays" 106/.

123. A la fin de 1973, M. M.C. Botha, Ministre de l'administration bantoue, a annoncé la création, à compter du 1er décembre, d'un nouveau poste de Directeur des affaires des homelands. C'est M. C.J. Grobler, alors secrétaire adjoint aux affaires communautaires, qui a été nommé à ce poste et chargé de coordonner les activités relatives aux homelands 107/.

d) Développement économique

124. M. Nozwane (RT.167) a déclaré que les bantoustans ne pouvaient être des Etats souverains indépendants à cause de leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud. Celle-ci ne pouvait pour sa part se permettre de laisser les bantoustans se

---

101/ House of Assembly Debates, 1, 5 février 1974, col. 1.

102/ Le Financial Mail du 24 mai 1974.

103/ X-Ray, vol. 4, No 5, février 1974.

104/ Le Star du 14 mars 1974.

105/ G. G. Maasdorp, "Economic Development of the Homelands", South African Institute of Race Relations, mai 1974, p. 7.

106/ Le Rand Daily Mail du 12 juillet 1973.

107/ Le Rand Daily Mail du 19 décembre 1973.

développer au point où leur main-d'œuvre n'irait plus travailler dans les zones "blanches". Les industries installées ou en projet étaient établies non pas dans les bantoustans eux-mêmes, mais dans des zones proches où les travailleurs des bantoustans devaient se rendre. Les sociétés installées dans les zones limitrophes avaient peut-être des directeurs noirs, mais elles n'étaient pas sous contrôle africain. C'étaient des filiales de sociétés sud-africaines qui ne pouvaient être des sources de développement pour les zones des bantoustans proprement dites.

125. Au Transkei, il faudrait des investissements considérables pour faire de Port St John's un port capable de desservir le homeland. Au Kwazulu, il était fort peu probable que le gouvernement central se dessaisirait jamais de Richard's Bay. De ce fait, ces homelands se trouvaient pratiquement privés d'accès à la mer.

126. M. Leballo (RT.169) a souligné que la politique des bantoustans était irréaliste, notamment en tant que moyen d'accéder à l'indépendance, car les terres qui étaient attribuées ne permettaient pas à la population de vivre. La documentation communiquée au Groupe spécial par l'International Defence and Aid Fund montre que la politique agricole du gouvernement à l'égard des homelands, telle qu'elle a été définie par le vice-ministre du développement bantou en juillet 1973, s'écarte sensiblement de la politique actuelle et des prévisions de la Commission Tomlinson de 1955, dont les travaux ont servi de base pour l'élaboration de la politique des homelands. Selon la nouvelle politique, la propriété des terres sera transférée aux gouvernements des homelands (la Commission Tomlinson avait envisagé l'exploitation en pleine propriété); la notion de participation d'organismes blancs doit être étendue de l'industrie à l'agriculture, pour ce qui est de certaines cultures classées comme produits industriels, par exemple, le sucre, le coton et le sisal; et la petite exploitation non rentable doit être éliminée. L'objectif serait de ramener le nombre actuel de petits exploitants, qui est de 500 000 à 50 000 ou au moins à 100 000. Les agriculteurs "excédentaires" seraient invités à s'installer dans les communes nouvellement créées dans les homelands (voir ci-après, section D), et seuls les agriculteurs choisis pour rester seraient autorisés à louer des terres exploitables aux gouvernements locaux. La South African Sugar Association a été prompte à tirer parti de la nouvelle politique concernant la participation d'organismes blancs à l'agriculture : elle a constitué une division des affaires bantoues qui a conclu un accord avec les pouvoirs publics et les dirigeants des homelands en vue de convertir à la culture de la canne à sucre une superficie de 5 000 hectares de terres des homelands, qui sera portée ultérieurement à 20 000 hectares. Une section agricole nouvellement constituée de la Bantu Investment Corporation avait également engagé des entretiens préliminaires avec des sociétés du secteur privé s'intéressant à l'industrie du coton 108/.

127. Des renseignements reçus par le Groupe spécial, il ressort qu'en général, l'économie des homelands est essentiellement caractérisée par l'agriculture de subsistance, avec une faible production de cultures commerciales, une proportion minime du bétail vendu sur les marchés, des méthodes inefficaces, des rendements faibles par rapport à l'agriculture blanche, une surexploitation de la terre conduisant à une grave érosion des sols et à un affaiblissement de la productivité, et une forte croissance démographique 109/. Dans les années 60, il y a eu un renversement défavorable du

---

108/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 273-274; voir aussi Financial Gazette du 20 juillet 1973.

109/ G. G. Maasdorp, "Economic development strategy in the African homelands : the role of agriculture and industry", communication à la quarante-quatrième réunion du Conseil du South African Institute of Race Relations, mai 1974, p. 12.

rapport entre la croissance de la population des homelands et la croissance industrielle des zones limitrophes et des foyers nationaux. On prévoit que les créations d'emploi seront très loin de correspondre au nombre de personnes réinstallées dans les homelands 110/. La viabilité économique future des foyers nationaux est plus qu'incertaine. Si l'on conçoit la viabilité économique comme la capacité de financer les dépenses budgétaires courantes et d'assurer à la population un niveau de vie supérieur à la simple subsistance, le pronostic est "sombre". Il est d'ailleurs aggravé par les déplacements de population 111/.

128. Le Groupe spécial a eu connaissance de statistiques officielles se rapportant à certains aspects du développement économique des bantoustans. Les crédits budgétaires destinés aux gouvernements des homelands pour l'exercice 1973/74 ont été indiqués au Parlement en octobre 1974; ils s'établissaient comme suit 112/ :

	<u>Rands</u>
Transkei	55 980 000
Ciskei	17 163 500
Bophuthatswana	22 080 250
Lebowa	22 670 000
Venda	7 570 750
Gazankula	8 177 840
Kwazulu	47 699 000
Basotho-Qwaqwa	2 867 200
Owambo	5 740 610
Kavango	2 853 500
Caprivi Oriental	1 811 975

Les crédits prévus par le South African Bantu Trust étaient les suivants :

	<u>Rands</u>
République	97 480 000
Sud-Ouest africain	13 505 000
Caprivi	1 355 000

La Bantu Investment Corporation, organisme de création gouvernementale qui contrôle le développement économique de six homelands (à l'exclusion du Transkei et du Ciskei, voir ci-après), a investi 11 304 000 rands pendant l'exercice budgétaire qui s'est terminé en mars 1973. Pendant la même période, les investissements privés dans les bantoustans ont atteint un total de 4 556 000 rands 113/. Pour la première fois, depuis des années, le Gouvernement a publié des statistiques détaillées concernant la production des secteurs de l'agriculture, des industries extractives et de l'industrie de transformation dans les divers bantoustans. Ces statistiques montrent que la production combinée des homelands s'est accrue au fil des ans ainsi qu'il est indiqué ci-dessous 114/ :

---

110/ Ibid., p. 24.

111/ Ibid., p. 29.

112/ House of Assembly Debates, 4 octobre 1974, col. 647.

113/ House of Assembly Debates, 8 février 1974, col. 35-36.

114/ House of Assembly Debates, 18 février 1974, col. 114-116.

<u>Secteur</u>	<u>Montant de la production</u> (millions de rands)		<u>Augmentation</u> (pourcentage)
Agriculture (cultures et élevage)	1968	16,7	90
	1972	31,7	
Industries extractives	1966	32	97
	1970	63,1	
Industries de transformation	1966	8,8	34,8
	1970	11,9	

S'il est vrai que les chiffres donnés par le Ministre font apparaître une augmentation de la production dans la majorité des bantoustans, la production a en réalité décru dans un certain nombre de bantoustans, comme il ressort des chiffres ci-après 115/ :

	<u>Année</u>	<u>Valeur</u> (rands)	<u>Diminution</u> (pourcentage)
<u>Vendaland</u>			
cultures et production pastorale	1968	1 570 602	80
	1972	304 618	
<u>Gazankulu</u>			
cultures	1968	331 448	14,5
	1972	283 380	
<u>Transkei</u>			
production pastorale	1968	752 393	30
	1972	525 838	

129. Néanmoins, l'accroissement de la production doit être rapporté à l'accroissement considérable de la population dans les réserves, conséquence de la politique de déplacement des Africains poursuivie par le gouvernement.

130. Il y a 3,5 millions de têtes de bétail dans les homelands. En 1973, 41 000 bêtes seulement ont été vendues, rapportant à leurs propriétaires africains moins de 5 millions de rands. Parmi les obstacles à l'élevage du bétail, il faut citer l'existence de réseaux monopolisateurs formés par des acheteurs blancs pour imposer leurs prix lors des ventes aux enchères tenues dans les homelands 116/. La Bantu Investment Corporation aurait introduit un "prix d'intervention" en vue de limiter les effets de ces ententes entre négociants 117/.

115/ Ibid.

116/ Le Financial Mail du 23 novembre 1974, p. 809.

117/ La Financial Gazette du 18 janvier 1974.



e) Situation de l'emploi

131. L'importance des courants de travailleurs migrants qui sont employés à l'extérieur des homelands montre à quel point ces régions sont incapables d'offrir des emplois à leurs résidents. On a évalué à 630 000 le nombre d'Africains de sexe masculin entre 15 et 64 ans qui sont employés comme travailleurs migrants dans des zones "blanches"; cela représente plus d'un tiers des hommes en âge de travailler qui résident normalement dans les homelands 118/. Le Parlement a été informé du montant des crédits consacrés à la création d'emplois dans les divers foyers nationaux 119/:

<u>Homeland</u>	<u>Montant des crédits</u> (rands)	<u>Nombre d'emplois</u>
Bophuthatswana	4 888 000	2 293
KwaZulu	4 415 000	597
Basotho Gwaqwa	116 100	46
Lebowa	1 144 000	432
Venda	211 200	70
Gazankulu	523 600	119
Swazi	121 500	136
Transkei	4 874 000	615 120/
Ciskei	592 000	638

132. Pour le Transkei, le chef Kaizer Matanzima a estimé qu'il faudrait créer 57 508 emplois pour satisfaire les besoins des nouveaux venus sur le marché du travail et des personnes en quête d'emploi 121/.

133. La création d'emplois dans les homelands est étroitement liée à la politique de décentralisation industrielle des pouvoirs publics, en vertu de laquelle les industries (blanches) seraient encouragées à s'établir à proximité, mais pas nécessairement à l'intérieur des homelands. Entre 1960 et 1970, la politique de décentralisation a eu pour effet de faire passer de 11,8 à 12,8 % le nombre d'emplois industriels dans les zones limitrophes et les homelands, soit un accroissement d'un seul point de pourcentage. On a calculé que la décentralisation pourrait conduire à la création de 16 000 emplois par an, mais cela est loin de correspondre aux besoins des homelands en matière d'emploi 122/. Selon les chiffres cités par le directeur de la Bantu Investment Corporation, les perspectives à court terme de nouveaux investissements industriels dans les zones limitrophes et les homelands paraissent sombres. Il serait nécessaire de créer environ 60 000 emplois par an, ce qui exigerait des investissements de l'ordre de 160 millions de rands, dont la moitié environ devrait être fournie par le secteur privé. Ce niveau d'investissement est loin d'avoir été atteint jusqu'ici 123/.

---

118/ G.G. Maasdorp, "Economic Development of the homelands", South African Institute of Race Relations, mai 1974, p. 7.

119/ House of Assembly Debates, 8 février 1974, col. 35-36.

120/ Dans le cas du Transkei et du Ciskei, ces dépenses ont été mises à la charge de la Xhosa Development Corporation.

121/ Débats de l'Assemblée législative du Transkei, 1973, p. 165-171, cités dans Survey of Race Relations, 1973, p. 180-181.

122/ Le Financial Mail du 18 janvier 1974, p. 165-166.

123/ Le Financial Mail du 10 mai 1974, déclaration de M. Adendorff, directeur exécutif de la BIC.

f) Investissements étrangers

134. Selon le rapport précédent du Groupe spécial (E/CN.4/1135, par. 86), il semblait que les investissements étrangers dans les homelands allaient être autorisés, sous réserve de l'assentiment du Gouvernement sud-africain. De fait, le Bantu Law Amendment Act No 7 de 1973 permet aux gouvernements des homelands de contracter des emprunts, en consultation avec le Ministre des finances de la République, et aux conditions que celui-ci fixerait (E/CN.4/1135, par. 66 b)).

135. Au milieu de l'année 1974, il a été révélé qu'une "douzaine" d'investisseurs étrangers avaient investi dans les homelands 7,25 millions de rands sur une période de quatre ans. La Bantu Investment Corporation avait servi d'intermédiaire et avait ajouté à ces investissements un montant de 6 millions de rands, prélevé sur ses propres ressources. La Bantu Investment Corporation, dirigée par un conseil d'administration blanc, s'était chargée de la totalité des opérations. Il s'agissait des investissements indiqués ci-après 124/ :

Investissements étrangers dans les homelands

<u>Société locale</u>	<u>Implantation</u>	<u>Investisseur (pas nécessairement direct)</u>
Verreniging Cons. Mills	Thaba'nchu (en projet)	Western Group, Canada
SA General Electric	Babalegi (en construction)	General Electric, Etats-Unis
Nat. Brushware Pty	Babalegi	Bissel Inc., Etats-Unis; AG Asus, Suisse
Sthm Confectionery Pty	Babalegi	Actionnaires privés britanniques
Supersonic Radio & TV Co Pty	Seshego	ITT, New York; Standard Telephones and Cables, Londres
Bus Bodies Letaba Pty	Letaba	British Steel Corporation
Peter Hartmann SA Pty	Sithebe	Hartmann AG, Zurich
Sectional Poles Africa Pty	Babalegi	AEG Telefunken, Allemagne fédérale
Fumalanaga Sawmills Pty	Sibasa	East Asiatic Co., Copenhague
Bulwer Timbers Pty	Bulwer	East Asiatic Co.
Chalwyn Sales	Sithebe	Actionnaires privés britanniques
Mattilix 1959 Pty	Sithebe	Actionnaires privés britanniques

g) La pauvreté

136. Les études parvenues à la connaissance du Groupe spécial indiquent que la pauvreté et la misère continuent d'être très répandues dans les homelands. Au Transkei et au Ciskei, on estime que 88 % des ménages ont un revenu inférieur au seuil local de pauvreté. Pour la zone urbaine d'Umlazi, le chiffre correspondant est de 50 à 55 %. Une misère intense, accompagnée de taux élevés de malnutrition et de mortalité infantile, a été constatée dans les zones de Nqutu, de Maschbank et d'Umbumbulu dans le KwaZulu ainsi que dans d'autres homelands 125/. Le Dr Trudi Thomas a constaté qu'il

124/ Le Financial Mail du 12 juillet 1974, p. 123-125. Pour plus de détails sur les investissements étrangers dans les bantoustans, voir SAIS, juillet-décembre 1973, col. 273, le Star du 15 septembre 1973, le Financial Mail du 24 août 1973 et la Financial Gazette du 19 octobre 1973.

125/ G.G. Maasdorp, "Economic development of the homelands", South African Institute of Race Relations, mai 1974, p. 9; voir aussi le Financial Mail du 18 janvier 1974, p. 166.

y avait au Ciskei des milliers de personnes mal nourries, qui se trouvaient dans un état grave d'épuisement physique et psychologique. Elle a déclaré que la pauvreté, la misère, le chômage, la malnutrition des enfants, les naissances illégitimes et l'abandon des foyers sont la règle dans la société rurale du Ciskei. La solution consistait à fournir des salaires décents et des emplois qui n'exigeraient pas la séparation des familles 126/. Lors d'une étude portant sur les revenus financiers de 150 familles, une sociologue a découvert qu'une famille moyenne de sept membres devait vivre avec un revenu inférieur à 10 rands par mois, complété par les appoints des cultures et de l'élevage. Elle a évalué le seuil local de pauvreté 127/ à environ 85 rands par mois 128/. A Xura, une localité proche de Lusikisiki dans le Transkei, plus de 500 personnes étaient sans eau et devaient l'acheter jusqu'à 2,50 rands le bidon. Le seul puits de la zone était hors d'usage et les femmes devaient marcher huit kilomètres pour aller puiser l'eau à la rivière la plus proche 129/.

#### h) Santé

137. Selon les renseignements reçus par le Groupe, les installations de santé publique et d'hygiène font totalement défaut dans les homelands. Par exemple, les latrines sont très primitives, il n'y a pas de système souterrain, l'approvisionnement en eau est maintenu au minimum et est insuffisant, et il n'y a aucun éclairage. Il a été annoncé qu'à compter du 1er avril 1973, le Département du développement bantou prendrait progressivement le contrôle de tous les hôpitaux de mission avant d'en confier la gestion administrative et financière aux gouvernements des homelands. L'opération s'étendrait sur plusieurs années et commencerait par le Transkei, où un Département de la santé avait été créé. Il y avait 21 hôpitaux de mission dans ce territoire 130/. Les hôpitaux d'Umtata et de Butterworth comprendraient une section blanche, relevant du Département de la santé sud-africain, et une section africaine placée sous l'autorité du gouvernement du Transkei.

138. La documentation communiquée par M. Brooks (Southern Africa Information Service, col. 277) fait cependant apparaître qu'il y a constamment des conflits entre le Gouvernement sud-africain et celui des homelands dans ce domaine. M. A.N. Jonas, Ministre de la santé du Transkei avait nommé le docteur Charles Bikitsha, médecin noir sud-africain qui exerçait en Grande-Bretagne depuis 1939, directeur médical de l'hôpital de Butterworth, mais a vu sa décision annulée par le Département de la santé de Prétoria, qui a nommé le docteur blanc R.Z. Joynt directeur de la section blanche de l'hôpital. Au 1er août 1973, le docteur Joynt avait rejoint son poste alors que le docteur Bikitsha attendait toujours à Londres le visa qui lui permettrait de se rendre en Afrique du Sud. A la suite d'un compromis, dans lequel la presse a vu un "recul" du gouvernement du Transkei, un médecin blanc a été nommé "directeur intérimaire", en attendant que l'hôpital puisse être divisé en une section blanche et une section noire.

---

126/ "Their doctor speaks", Rand Daily Mail du 29 juin 1974.

127/ Calcul fondé sur les besoins de subsistance - nourriture, combustible et vêtements - mais ne comprenant pas l'habitation et jugé de ce fait comme un minimum inadéquat par certains sociologues sud-africains.

128/ Le Rand Daily Mail du 25 mai 1974.

129/ Le Rand Daily Mail du 9 mai 1974

130/ Le Star des 27 et 28 mars 1973. Voir aussi Survey of Race Relations, 1973, p. 350-351.

139. Les statistiques ci-après ont été fournies par le vice-ministre du développement bantou en réponse à des questions posées au Parlement 131/ :

Etablissements en activité dans les homelands

Hôpitaux de mission	93
Autres hôpitaux	12
Dispensaires	543
Nombre de lits d'hôpital	21 908

Personnel médical et sanitaire exerçant dans les homelands

	<u>Blancs</u>	<u>Africains</u>
Médecins	45	9
Infirmières et sages-femmes	586	10 725
Dentistes	4	-
Chimistes et pharmaciens	26	4
Physiothérapeutes	18	26
Radiologues	36	40
Inspecteurs sanitaires	26	11
Assistants sanitaires	-	72

j) Enseignement

140. Selon les chiffres donnés au Parlement en février 1974, le nombre d'élèves inscrits et de professeurs employés par le gouvernement local dans chaque homeland était le suivant 132/ :

	<u>Elèves</u>	<u>Professeurs</u>
Ciskei	192 881	3 617
Bophuthatswana	314 601	5 415
Basotho Qwaqwa	19 906	364
Lebowa	346 303	5 795
Gazankulu	94 623	1 441
Venda	88 157	1 534
KwaZulu	514 170	8 558
Transkei	478 326	8 452
Total	<u>2 048 967</u>	<u>35 176</u>

141. Interrogé sur l'importance des établissements d'enseignement technique dans les homelands, le ministre de l'enseignement bantou a déclaré que ces établissements relevaient des gouvernements locaux 133/. Il y avait deux écoles techniques dans le KwaZulu. Au Ciskei, un projet d'école technique avait été approuvé et des crédits seraient débloqués à cet effet. Au Transkei, on prévoyait de créer une section technique supérieure dans l'école technique existante d'Umtata. Il était prévu d'ouvrir des écoles techniques au Lebowa, au Gazankulu, au Venda, au Basotho-Qwaqwa et au Bophuthatswana.

131/ House of Assembly Debates, Questions et réponses, 9 février 1973, col. 46.

132/ House of Assembly Debates, 3, 22 février 1974, col. 148.

133/ House of Assembly Debates, 3, 22 février 1974, col. 143-144.

142. Le nombre de conseillers agricoles en formation dans les homelands est le suivant 134/ :

Lebowa	140
KwaZulu	122
Bophuthatswana	86
Transkei	93

143. A ce propos, l'attention est appelée sur les paragraphes 94 et 95 du rapport d'activité du Groupe publié dans le document E/CN.4/1135 du 4 février 1974. /

---

134/ House of Assembly Debates, 2, 12 février 1974, col. 53.

## D. CONDITION DES AFRICAINS DANS LES "CAMPES DE TRANSIT"

### 1. Historique

144. L'histoire des "camps de transit" ou "villages de réinstallation" a été retracé dans ses grandes lignes dans un précédent rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1020/Add.2, par. 65 à 105). Il s'agit, rappelons-le, de zones réservées à l'intérieur des homelands et destinées à recevoir les Africains exclus des régions "blanches" en vertu de la politique du gouvernement qui consiste à expulser les Africains "superflus", c'est-à-dire les Africains non nécessaires par rapport aux besoins en main-d'oeuvre. (Cette politique a été une fois de plus affirmée dans le rapport du Ministère de l'administration et du développement bantous pour 1971 où il était déclaré qu'"au cours de l'année, l'accent avait été de plus en plus mis sur l'installation dans les homelands de ceux des Bantous originaires des régions blanches de la République qui ne travaillent pas".)

145. Le Groupe spécial d'experts a rappelé dans son rapport pour 1974 (E/CN.4/1135, par. 98) que les personnes désignées pour les centres de regroupement sont a) les Africains qui ont été chassés d'exploitations agricoles appartenant à des Blancs parce qu'ils étaient trop âgés ou trop infirmes pour travailler; b) les Africains que l'on a fait partir des "îlots noirs"; c) les familles africaines sans terres venant des réserves; d) les hommes, femmes et enfants que l'on a décidé de renvoyer des zones urbaines parce qu'ils étaient "improductifs"; e) les épouses ou les familles d'hommes purgeant des peines de prison; f) les anciens prisonniers politiques qui ont purgé leurs peines. (Pour une évaluation de l'ampleur de ces déplacements voir le paragraphe 103 ci-dessus). Comme il était dit dans le rapport précédent (E/CN.4/1135, par. 101), les plans de réinstallation ne pouvaient être considérés indépendamment de l'intention expresse du gouvernement de transformer finalement tous les travailleurs africains des zones "blanches" en travailleurs migrants. Cette politique signifie que les travailleurs vivant avec leur famille dans des zones blanches seront remplacés par des travailleurs engagés uniquement sous contrat annuel et séparés de leurs familles qui resteront dans les homelands.

146. Un vaste programme de constructions de foyers pour travailleurs migrants célibataires dans les centres industriels du pays, notamment le Witwatersrand et Le Cap, prépare le terrain à l'institutionnalisation de la pratique consistant à séparer les travailleurs productifs de leur environnement social et familial 135/. Des familles déportées dans des homelands où elles n'ont pas d'attaches se retrouvent "réinstallées" en vertu des plans du gouvernement.

### 2. Aperçu de la législation en vigueur

147. Les rapports précédents ont cité les diverses lois autorisant l'expulsion d'Africains et leur installation dans des zones de regroupement, parmi lesquelles le Bantu (Urban Areas) Consolidation Act, de 1945 (voir E/CN.4/1050, par. 160 à 162).

148. On peut également citer à ce propos le Bantu Laws Amendment Act de 1964, qui modifiait le Bantu Trust and Land Act No 18 de 1936 en abolissant le système du métayage dans les exploitations agricoles appartenant à des Blancs et qui fixait à un an la durée des contrats pour les travailleurs migrants. Cette loi dispose également que chaque travailleur migrant devra passer 15 jours par an dans son "homeland".

149. Le Bantu Law Amendment Act No 7 de 1973 (analysé dans le document E/CN.4/1135, par. 66) contient des dispositions visant à simplifier la procédure de déplacement forcé des populations africaines établie par le Bantu Administration Act de 1972.

---

135/ "Hostels for South Africa's urban workers", Africa Bureau Document, Paper No 6, juin 1973.

### 3. Analyse des dépositions et des renseignements recueillis

150. Plusieurs témoins ont parlé du déplacement forcé de communautés entières éloignées des zones déclarées "îlots noirs"; ils ont indiqué que les victimes des déplacements, étaient les Africains considérés comme inutiles sur le marché du travail et fait allusion au sort des gens privés de tous services dans les zones de réinstallation. M. Nokwe (RT. 163) a, par exemple, présenté le "transfert massif d'Africains dans des dépotoirs comme Dimbaza" comme un aspect de l'activité "génocide" du régime raciste.

151. M. Leballo (RT. 169) a dit que le transfert des Africains dans les bantoustans entraînait dans le cadre d'une politique visant à confiner la population sur des zones sans avenir économique, de façon qu'elle soit contrainte à offrir ses services à vil prix pour travailler dans les mines et l'industrie. Cette politique n'avait rien de neuf, mais elle allait s'intensifiant. M. Leballo a signalé plusieurs déplacements récents de population.

152. M. Sibeko (RT. 154) a mentionné le déplacement forcé de communautés entières, arrachées à leurs villages arbitrairement déclarés "îlots noirs" à l'intérieur des zones prétendues blanches. Il a relaté le déplacement de 12 000 Africains de Doornkop, une zone rurale proche de Niddleburg dans le Transvaal oriental; les forces de police en armes ont contraint la population à se réinstaller à Bothashoek dans le bantoustan du Lebowa, à plusieurs centaines de kilomètres de son ancien lieu de résidence. M. Sibeko a cité des reportages, datés du 27 juin 1974, qui décrivaient cette opération et présenté des photos montrant des femmes et des enfants attendant de monter dans les camions de la police et de l'armée à Doornkop ainsi que le site de Bothashoek où on les a laissés. Les maisons des familles déracinées de Doornkop ont été rasées au bulldozer. M. Sibeko a souligné que les victimes des déplacements étaient des Africains jugés inaptes au travail : vieillards, veuves ayant de lourdes charges de famille, orphelins, malades et infirmes.

153. M. Mozwane (RT. 167) a déclaré avoir vu dans le Ciskei les "dépotoirs" où sont laissés les gens qui ont été transférés dans les homelands.

154. M. Smart (RT. 156) a souligné la préoccupation que ressent Amnesty International devant le sort des gens envoyés dans les zones de réinstallation. Amnesty International, en raison de la finalité qui lui est propre, s'intéresse surtout aux anciens prisonniers politiques qui ont été exilés dans ces régions après avoir purgé leur peine (voir paragraphe 70 ci-dessus). Les difficultés habituelles dans toute zone de réinstallation sont des conditions de vie misérables, l'absence d'écoles et de centres médicaux et un taux élevé de chômage qui, s'ajoutant à la pénurie de bonnes terres cultivables, entraînent une pauvreté et une malnutrition généralisées. Ces difficultés sont encore plus grandes pour les anciens prisonniers libérés et exilés qui, à leur arrivée dans les zones de réinstallation, retrouvent leur famille dans un état de misère profonde. M. Smart a dit combien il était difficile de nouer des rapports confiants avec les gens établis dans les zones de réinstallation, en partie à cause de la surveillance policière. Il a cité un certain nombre de cas d'anciens prisonniers politiques qui avaient été expulsés dans ces zones.

155. Selon une étude récente intitulée Uprooting a Nation (le déracinement d'une nation 136/, les évictions hors des zones rurales représentaient l'essentiel des

---

136/ Uprooting a Nation : The Study of Three Million Evictions in South Africa (Londres, Africa Publications Trust, mars 1974). Faisant suite à A Place called Dimbaza, cité dans E/CN.4/1135, par. 105, cette étude est la deuxième d'une série consacrée aux déplacements massifs de population en Afrique du Sud.

déplacements de masse. Le Transvaal septentrional, le Natal septentrional et le Cap occidental sont les régions les plus gravement touchées. Les plans de remembrement des homelands entraînent au Natal et au Transvaal le déplacement de plus d'un demi-million d'Africains d'une zone rurale à une autre - dans bien des cas pour la seconde fois. Outre l'accroissement du nombre de travailleurs migrants, ces déplacements ont pour effet de faire supporter aux administrations nouvelles de bantoustans tout le poids des problèmes du chômage, du surpeuplement, de la pauvreté et de la réinstallation ainsi que des problèmes sociaux qui découlent des conditions économiques et politiques créées par l'Afrique du Sud "blanche".

156. Depuis son dernier rapport, le Groupe spécial a eu connaissance des déplacements indiqués ci-dessous :

a) Le 5 septembre 1973, le village de Makopole Mampuru, près de Groblersdal a été encerclé par la police sud-africaine, qui a informé la population qu'elle était transférée à un centre du homeland du Lebowa, à 60 kilomètres de là. Les 2 000 habitants du village ont été transportés jusqu'à la zone de Steelpoort River dans le Sakhukhumiland dans des camions du gouvernement 137/.

b) A la fin de juin 1974, 12 000 Bapedis ont été chassés de leurs fermes au Transvaal 138/. Le chef Moikangwa déclara qu'il possédait un acte authentique de propriété attestant que ces terres avaient été données au chef des Bapedis en 1905 et refusa de bouger; mais le commissaire principal aux affaires bantoues dit que ceux qui résisteraient seraient remis à la police. La police est intervenue et a détruit les maisons, y compris celle du chef Albert Ramaube, qu'il a fallu emmener de force.

c) En juin également, des familles de la tribu Banogeng qui possédaient des terres à Rietfontein au Transvaal ont été déplacées au Bophuthatswana. Leur chef a déclaré qu'on ne leur avait pas permis de moissonner les récoltes et que le dédommagement promis n'avait pas été payé 139/.

d) En juillet, 50 familles Tswanas ont été chassées de trois fermes domaniales près de Venterdorp, dans le cadre d'un plan qui porte sur 800 familles. Elles ont été réinstallées à Masebudule, à 60 kilomètres de Zeerust dans le Sekhukhumiland. Un journal a rapporté les propos suivants d'une femme : "On nous met dans un sac comme des chats vagabonds et nous ne savons pas où on va nous laisser". 140/.

---

137/ Uprooting a Nation, p. 4; le Rand Daily Mail du 8 septembre 1973.

138/ Le Financial Mail du 5 juillet 1974; The Times du 2 juillet 1974.

139/ Le Rand Daily Mail des 13-15 juin 1974.

140/ Le Rand Daily Mail du 18 juillet 1974.



e) Cent dix familles comprenant 181 adultes et environ 545 enfants qui étaient établies depuis une soixantaine d'années dans la zone de Riemvasmaak au Cap occidental, ont été déplacées dans diverses zones du Ciskei et du Damaraland en Namibie. Il s'agit de gens qui ont été classés comme "Bantous" en 1958 et qui ont été transférés parce que leur zone de résidence était un "îlot noir isolé". Quarante familles ont été déplacées en juillet 1973, 12 en décembre 1973 et 41 en février 1974 141/.

f) Le déplacement de population de loin le plus important jusqu'ici est susceptible d'intéresser de 25 000 à 30 000 Africains de Grahamstown dans le Cap oriental et 5 000 habitants du village de Fingo. Celui-ci a été déclaré zone réservée aux métis, ce qui fait que ses habitants africains, comme la population noire de Grahamstown, seront transférés à Commitees Drift au Ciskei, qui est une zone de regroupement prévue pour 200 000 personnes. Selon le vice-ministre de l'administration bantoue, les plans de Commitees Drift avaient atteint un stade avancé au début de 1972 et devaient être définitivement arrêtés en 1973. Une dépêche de presse de 1974 indiquait cependant que le gouvernement paraissait avoir abandonné le projet d'y construire une zone industrielle. La Xhosa Development Corporation, constatant qu'aucune entreprise n'avait manifesté le désir de s'installer à Commitees Drift, avait décidé d'en faire une commune de réinstallation 142/.

157. Un journal sud-africain a publié un tableau comparatif des conditions de vie de ces groupes avant et après leur déplacement. Ce tableau est reproduit ci-après 143/ :

#### Déplacements et centres de réinstallation

##### BAPEDIS (NORTH SOTHO)

##### Déplacés de :

Doornkop Farm près de Meddelburg.  
Environ 420 familles Bapedis; certains propriétaires, d'autres fermiers. Le déplacement des Bapedis n'est qu'une première phase. Ils seront suivis par des fermiers Ndebeles et Souazis, soit au total près de 16 000 Africains. Le déplacement a eu lieu malgré l'opposition des Bapedis.

##### Facilités et équipements :

Terre arable et pleine propriété.  
Maisons : construites par les habitants, certaines en briques.  
Latrines : construites et creusées par les habitants, la plupart fermées par des murs en zinc, en brique ou en boue.  
Eau : barrage.  
Eglise : oui, construites par les habitants.  
Dispensaire : non, mais Middelburg à 15 km.

##### Réinstallés à :

Centres de réinstallation de Bothashoek, de Praktiseer (près de Burgersfort) et de Illogotlou (près de Groblersdal), tous dans le Lebowa.

##### Facilités et équipements :

Terre arable : non, mais propriété possible de petites parcelles dans la commune.  
Maisons : cabanes d'une seule pièce en tôle ondulée; tentes pour les familles nombreuses.  
Latrines : fosses entourées de zinc avec sièges à Bothashoek et Praktiseer. Seaux hygiéniques à Illogotlou, où le réseau d'évacuation des eaux usées se détériore sous la pression du nombre.  
Eau : fontaines publiques.  
Eglise : aucune à Bothashoek. Le chef Seth Ramaube s'en est plaint.  
Commerces : une petite boutique à Bothashoek. Magasins plus importants à Praktiseer et Illogotlou.

---

141/ House of Assembly Debates, 4, 27 février 1974, col. 197. Voir aussi The Times du 14 janvier 1974.

142/ Le Financial Mail du 5 juillet 1974, p. 21-22.

143/ Le Rand Daily Mail du 29 juillet 1974.

Commerces : petits cafés-épiceries.  
Ecoles : oui, mais vétustes.  
(Indemnité : promise par le gouvernement. Les gens disent qu'ils n'en ont pas entendu parler, sauf par la presse.)

Dispensaires : un, que se partagent Bothashoek et Praktiseer. Avant que la réinstallation soit terminée, le nombre de consultants avait doublé (de 45 à 90). Un près de Illogotlou, qui, officiellement, ne dessert pas la zone.

Ecoles : deux écoles primaires à Bothashoek. Une école primaire, une secondaire à Praktiseer. Une école primaire à Illogotlou.

Rations : oui, pour trois jours. Gruau, soupe et lait en poudre.

#### TSWANAS

##### Déplacés de :

a) Rietfontein farm près de Lichtenburg. 150 familles de la tribu des Banogengs. Prétoria dit qu'ils sont partis volontairement. Le chef élu Freddie Mosiane nie catégoriquement, soutenu par la population.

##### Facilités et équipements :

Terre arable, en pleine propriété pour certains.

Maisons : construites par les habitants. Certaines en briques, d'autres en boue et pisé. Qualité variable.

Latrines : construites et creusées par les habitants, la plupart fermées par un mur.

Eau : puits.

Dispensaire : non.

Eglises : trois.

Commerces : non. Achats à Lichtenburg.

Ecole : une école primaire.

##### Réinstallés à :

a) De Hoop entre Lichtenburg et Mafeking.

##### Facilités et équipements :

Terre arable : oui, mais déjà en partie cultivée par des "colons" Banogengs arrivés précédemment.

Maisons : huttes de tôle ondulée et tentes.

Latrines : fosses entourées de zinc, sans sièges. Installées seulement après leur arrivée.

Eau : 6 fontaines publiques pour 150 familles. La pression est faible. Quand l'une est utilisée, les autres ont un débit réduit.

Eglises : aucune. Objet de plaintes.

Dispensaire : non.

Commerces : un magasin très petit.

Ecole : une école primaire. Un progrès (Indemnité : versée. Les gens sont mécontents. Disent qu'ils s'attendaient à davantage. Le chef a demandé une enquête sur les montants versés et les modalités de paiement.)

Rations : non.

##### Réinstallés à :

Masebule, à 60 km de Zeecrust (aucun service de transports publics entre les deux).

##### Facilités et équipements :

Terre arable : non.

Logement : tentes seulement, que les gens ont dû dresser eux-mêmes. Problème pour les familles dont les hommes travaillaient en ville lors du transfert.

##### Déplacés de :

b) Fermes domaniales près de Ventersdorp. 50 familles déjà déplacées. 150 autres en attente de l'être.

##### Facilités et équipements :

Terre arable : oui.

Maisons : construites par les habitants. Qualité variable.

Latrines : construites par les habitants. La plupart avec sièges et fermées de murs.

Dispensaire : non, mais médecin dans la commune indienne de Ventersdorp.

Eglises : oui.

Eau : barrages.

(Indemnité : les gens n'en savent rien mais espèrent).

Latrines : non. Sol dur et pierreux.

Certaines familles n'ont ni pioche ni pelle.

Eau : barrages partagés avec les habitants déjà sur place.

Ecoles : une école primaire, déjà utilisée par les habitants du village. Trois classes seulement.

Dispensaire : non. Zeecrust est la ville la plus proche.

Eglises : oui. Construites pour les premiers habitants du village.

Rations : non.

#### Conditions économiques et situation de l'emploi

158. L'absence d'emplois sur place demeure le problème économique le plus immédiat de tous les habitants des zones de réinstallation. Les statistiques ci-dessous, concernant les emplois dans trois centres de réinstallation, ont été établies à partir de renseignements fournis par le ministre de l'administration et du développement bantous 144/.

	<u>Illinge</u>	<u>Sada</u>	<u>Dimbaza</u>
Population totale	10 098	14 682	8 486
Nombre d'entreprises employant du personnel	2	5	1 (plus 3 en construction)
Nombre de salariés :			
Hommes	16	180	3
Femmes	245	704	30
Salaires mensuels (rands) :			
Hommes	5,50-30	5,50-60	20
Femmes	4,50-18	5-60	20

159. Interrogé sur le nombre d'Africains ayant un emploi, le ministre a répondu : "Nous n'avons pas de renseignements sur ce point et l'enquête qu'il faudrait entreprendre pour les obtenir ne nous paraît pas justifiée". A une question sur le nombre de chômeurs en âge de travailler, le ministre a répondu : "Mes services ne s'occupent plus de ces détails, sur lesquels nous n'avons aucun chiffre". 145/

160. Les renseignements donnés ci-dessus ne portent donc que sur les emplois de création récente. Il a été indiqué antérieurement qu'à Dimbaza, il y avait 400 hommes occupant un emploi et percevant un salaire moyen de 8 à 10 livres sterling par mois 146/.

161. Dans un rapport précédent (E/CN.4/1111, par. 126), il était question des rations alimentaires fournies aux "personnes indigentes". Dans le camp de Dimbaza au Ciskei, des centaines de personnes n'ont pas reçu leurs rations en octobre 1973 et se sont trouvées au bord de la famine 147/. On a appris par la suite que la non-distribution

---

144/ House of Assembly Debates, 27 février 1974, col. 193-195.

145/ House of Assembly Debates, 27 février 1974, col. 193-195.

146/ A Place Called Dimbaza (Africa Publications Trust, 1973), p. 8.

147/ X-Ray, janvier 1974, p. 2.

des rations était imputable à un "malentendu administratif"<sup>148/</sup>. A ce moment la distribution n'avait repris que pour un petit nombre des familles qui en bénéficiaient antérieurement <sup>149/</sup>. Selon le ministre du développement bantou, des rations alimentaires avaient été distribuées à 2 099 personnes en juillet 1973, mais 781 personnes avaient cessé d'en recevoir après cette date pour "diverses raisons : parce que l'intéressé avait droit à pension au titre d'un des régimes obligatoires de retraite, parce qu'il avait trouvé du travail ou quitté la zone". Les personnes qui ne recevaient plus de rations pouvaient faire une nouvelle demande. Les rations, a dit le ministre, n'étaient pas établies "en fonction d'un critère monétaire". Elles étaient établies après consultation du Département de la santé et répondaient, a-t-il prétendu, aux normes de l'Organisation mondiale de la santé.

### Santé

162. M. Sibeko (RT. 154) a déclaré que dans le cas des personnes déplacées du Doornkop près de Middelburg au Transvaal oriental et transférées dans le bantoustan du Lebowa, rien n'avait été prévu pour répondre aux besoins essentiels des nouveaux arrivants : pas d'égouts ni d'installations sanitaires, pas d'eau, pas de commerces, pas de dispensaires. De ce fait, il y avait un taux élevé de kwashiorkor et d'autres maladies de carence dans les bantoustans. Un témoin anonyme a ajouté (365ème séance) : "Vous seriez dégoûtés au spectacle de la nourriture que l'on trouve dans les camps ... Je crois que même les cochons n'en voudraient pas".

---

<sup>148/</sup> Le Rand Daily Mail du 9 novembre 1973.

<sup>149/</sup> House of Assembly Debates, 22 février 1974, col. 135.

E. RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES CONCERNANT DES MANIFESTATIONS GRAVES D'APARTHEID  
DANS LA SITUATION QUI PREVAUT EN REPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE

163. On se souviendra que, conformément à la résolution 2 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme, le Groupe spécial d'experts a soumis à la Commission à sa vingt-cinquième session un rapport (E/CN.4/984/Add.18) sur la question de savoir si la situation en République sud-africaine révélait des éléments du crime de génocide selon la définition qui en est donnée dans la Convention de 1948.

164. Le Groupe a continué dans ses rapports (E/CN.4/1020/Add.2, par. 106 à 158; E/CN.4/1050, par. 184 à 210; et E/CN.4/1111, par. 128 à 146) à réunir des renseignements sur les manifestations graves d'apartheid et à examiner la question de savoir si la situation dans la République sud-africaine contient ou non des éléments constitutifs du crime de génocide.

165. Les témoignages recueillis par le Groupe au cours de ses auditions de 1974 ont permis de rassembler davantage de preuves de graves manifestations d'apartheid, spécialement en ce qui concerne le système des travailleurs migrants, qui détruit la vie familiale, ôte au travailleur sa dignité d'être humain, maintient les salaires à un niveau de misère et rejette les faibles, les malades et les vieux comme "unité de main-d'oeuvre non productive" (voir les sections C et D ci-dessus). Les autres renseignements recueillis sous cette rubrique ont indiqué qu'il existait de nouvelles menaces aux libertés publiques, y compris la liberté d'expression, pour supprimer toute opposition à l'apartheid; on a également recueilli des renseignements concernant l'éducation, la santé et d'autres questions sociales.

166. En examinant la question de savoir si la situation présentait ou non des éléments constitutifs du crime de génocide, le Groupe a surtout essayé d'analyser l'apartheid en temps que système visant à tenir la main-d'oeuvre dans la misère, c'est-à-dire à continuer à assurer une main-d'oeuvre abondante et bon marché. Dans son témoignage, M. Nokwe (RT.163) a déclaré qu'en Afrique du Sud, 40 % des nouveau-nés meurent avant d'atteindre l'âge d'un an, ce qu'il a décrit comme "une méthode de génocide très efficace sans chambres à gaz"; et il a appelé l'attention également sur les camps de transit où "des enfants en haillons, semblant affamés ou des vieilles femmes courbées sont assis attendant la mort" étant classés dans la catégorie "d'éléments improductifs".

167. Tous ces éléments, si on les rapproche des témoignages mentionnés dans les paragraphes suivants, révèlent l'existence d'éléments constitutifs fondamentaux du crime de génocide selon la définition qui en est donnée dans la Convention de 1948 sur le génocide et dans la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

168. Selon l'opinion de M. Albie Sachs (RT.156), les caractéristiques du système officiel d'Afrique du Sud correspondent aux définitions du génocide. Il a cité la déportation de populations entières; le refus de leurs droits à certains groupes de populations, et les facteurs de pauvreté, maladie et mort précoce. Mais il ne croit pas que le but de l'apartheid puisse être l'extermination : "l'objectif principal de l'apartheid n'est pas de supprimer complètement les noirs d'Afrique du Sud mais de les maintenir en vie afin de les utiliser en tant que population laborieuse au service de l'économie". Il a eu l'impression que le travail forcé plus que le génocide pouvait être le point essentiel dans le système de l'apartheid; encore que dans la mesure où ceux qui ne contribuent pas à l'économie sont envoyés à la mort dans des taudis ruraux, des éléments de génocide peuvent certainement être considérés comme existant dans la situation.

169. M. Joel Carlson (RT.174(II)) a considéré le système de la main-d'oeuvre migrante "pire que l'esclavage; un esclave était considéré comme un avoir et était par conséquent préservé, tandis qu'un travailleur migrant n'est pas considéré comme un avoir; lorsqu'il est malade, il est simplement renvoyé et remplacé par quelqu'un d'autre". Il a appelé ceci "théoriquement le système le plus parfait d'exploitation du travail jamais mis au point".

170. Les témoins sont constamment revenus sur cette situation, où les gens ne sont même pas considérés comme des êtres humains, mais simplement comme des unités de production, comme de simples nombres dans un registre. Un témoin anonyme (365ème séance) a insisté par exemple sur le caractère inhumain d'un système qui traite les gens comme des "unités de travail". Il a décrit comment un fonctionnaire, ne comprenant pas le nom d'un travailleur, l'appelle arbitrairement d'un autre nom, qui est dûment enregistré au tribunal, avec pour effet "que des centaines et centaines de gens ont perdu tout contact avec leurs parents, leurs femmes et leurs enfants".

171. De nombreux témoins ont dit que, contrairement à certains efforts déployés par le Gouvernement sud-africain pour donner à l'étranger l'image d'un gouvernement qui cherche à modifier l'apartheid, l'apartheid s'est en fait intensifié ces dernières années. M. Sachs (RT.156) a estimé qu'il existait une tendance à la "modernisation" de l'apartheid, c'est-à-dire "à maintenir la suprématie des blancs sous une forme plus moderne, plus systématique et plus efficace", de sorte qu'en fait "les contrôles concernant l'économie et la sécurité se sont en fait intensifiés plutôt que réduits". M. John Ennals (RT.157) a exprimé l'opinion "qu'à ce stade, l'apartheid est probablement plus enraciné que jamais". Il a fait observer aussi que l'expansion rapide des investissements étrangers en Afrique du Sud (voir également la déclaration écrite intitulée "The rôle of Western investment and the apartheid environment", remise au nom du mouvement anti-apartheid) "non seulement renforce l'apartheid mais accroît le nombre de personnes qui en profitent".

172. Comme les années précédentes, les témoins ont encore une fois mentionné la discrimination raciale dans les domaines de la santé, de l'éducation et du logement (Dispositions du Group Areas Act, etc.). M. Hirson (RT.150) a parlé de la ségrégation raciale extrêmement stricte qui existe dans l'enseignement supérieur et du contrôle rigide qui est maintenu sur les étudiants dans les collèges noirs qui sont exclusivement contrôlés par les blancs; il a également parlé du racisme dans la teneur (par exemple les manuels d'histoire) des livres scolaires dans les écoles noires comme les écoles blanches. M. Adebé (RT.175) a dit que l'éducation offerte à un africain "déforme son esprit"; c'est "une éducation qui fait de vous un demi-être humain, un être humain de quatrième ordre dans le système sud-africain". Les programmes de "l'éducation bantoue" sont créés par des blancs et, comme il l'a fait observer, on "détruit" l'esprit" de l'homme noir depuis vingt ans (c'est-à-dire depuis la mise en vigueur, en 1954, du Bantu Education Act de 1953).

173. M. Sibeko (RT.154) a appelé l'attention du Groupe spécial sur l'assassinat de l'organisateur national du SASO, M. Abraham Tiro, alors qu'il se trouvait en exil au Botswana. Il a été tué par une bombe "envoyée par la poste par les agents sud-africains du BOSS", selon ce témoin. M. Tiro militait dans le mouvement étudiant depuis 1972, date à laquelle il a été expulsé de l'université du nord. Il a été expulsé encore une fois d'un poste d'enseignant à l'école secondaire de Soweto en 1973, date à laquelle il a commencé à s'occuper à plein temps d'organiser le SASO. Il s'est enfui avec quatre collègues après l'interdiction du SASO en septembre 1973,

et devait présider la deuxième conférence nationale de l'union des étudiants noirs sud-africains à Gaborone en juin 150/.

174. Le Groupe spécial a réuni d'autres renseignements sur la répression des protestations d'étudiants dans les universités "blanches" et "noires". Après les troubles qui se sont produits à l'Université de Western Cape (université "métisse"), décrits dans le rapport précédent (E/CN.4/1135, par. 119 à 124), la Commission Van Wyk a publié son rapport en mars 1974. La Commission est parvenue à la conclusion que les protestations des étudiants n'étaient pas fondées, sauf en ce qui concerne l'absence d'autonomie de l'université et les salaires discriminatoires versés aux métis; elle a recommandé que la perturbation des classes, l'entrave au travail du personnel, l'incitation aux troubles ou à toute autre action visant le fonctionnement normal de l'université soient **considérées** comme des actes illégaux 151/.

175. A la suite des décisions mentionnées ci-dessus, de "nombreux" étudiants expulsés de l'Université tribale de Fort Hare en août 1973 ont été réadmis en 1974 mais ont dû redoubler leurs classes de 1973 152/; cinq étudiants ont été expulsés de l'Ecole normale du Rand en février 1974 153/. A Johannesburg, les étudiants ont été arrêtés, et le nom de nombreux autres a été noté, alors qu'ils distribuaient des tracts au début de la campagne lancée par la NUSAS pour la libération de tous les prisonniers politiques sud-africains au mois de mai 154/. La police a également fait une perquisition dans les bureaux du SRC de l'Université du Witwatersrand 155/.

176. Les chiffres publiés dans l'International Defence and Aid Fund's Southern Africa Information Service (SAIS), en juillet-décembre 1973, déposés comme pièces écrites, indiquent une fois de plus la discrimination raciale qui est à la base de la conception sud-africaine de l'éducation. Un porte-parole du parti travailliste a cité les chiffres suivants pour l'allocation accordée aux élèves pour leurs livres scolaires en 1970 : 6,3 rands par élève blanc, 2,4 rands par élève métis et 40 c par élève africain 156/.

177. M. Carlson a donné quelques statistiques sur la santé en Afrique du Sud pour mettre en lumière la façon dont le racisme se traduit dans la pratique (RT.174 (II)). Il a dit que, dans certaines régions des Homelands bantous, 50 % des enfants meurent avant d'atteindre 10 ans et que, d'une façon générale, le taux de mortalité parmi les enfants africains est 25 fois supérieur à celui des enfants blancs; il a dit aussi que la tuberculose est 10 fois plus répandue parmi les africains que parmi les blancs et qu'elle s'accroît; les blancs ont un docteur pour 455 habitants - ce qui est un des taux les plus élevés du monde - tandis que les noirs n'ont qu'un docteur pour 18 000 habitants, ou 1 docteur pour 100 000 si l'on ne compte que les docteurs noirs, étant donné que 12 noirs seulement reçoivent leur diplôme de médecin chaque année.

---

150/ Cape Times, 4 février 1974; Rand Daily Mail, 5 février 1974.

151/ Cape Times, 1er mars 1974.

152/ Cape Times, 6 février 1974.

153/ Rand Daily Mail, 23 février 1974.

154/ Rand Daily Mail, 7 mai 1974, 29 mai 1974.

155/ Cape Times, 31 mai 1974.

156/ Cape Times, 11 août 1973.

178. Le fait que ces différences qui existent dans la situation sanitaire des noirs et des blancs sont institutionnalisées par politique officielle est confirmé par d'autres renseignements recueillis par le Groupe de travail. Le service hospitalier du Transvaal a pour politique de fournir 5 lits pour 1 000 habitants blancs, 4 lits pour 1 000 habitants métis, 4 lits pour 1 000 habitants d'origine asiatique et 3 lits pour 1 000 africains 157/. Dix hôpitaux sud-africains du Transvaal sont si surpeuplés que jusqu'à 96 % des malades sont par terre ou dans des lits de fortune 158/.

179. M. Sibeko (RT.154) a appelé l'attention du Groupe spécial sur le "massacre de sang froid de la vie familiale normale" chez les africains qui vivent dans les zones urbaines, lesquels sont progressivement classés comme "travailleurs migrants", leur famille étant systématiquement expulsée. Il a cité (sur la base d'un article paru dans le Rand Daily Mail du 26 juin 1974) l'exemple d'une famille de 7 enfants expulsée d'abord de leur foyer à Soweto et ensuite d'une habitation d'une seule pièce d'Alexandra. Le mari et la femme se sont vu offrir des logements séparés dans des foyers pour hommes et pour femmes, mais aucune solution n'a été proposée pour les enfants.

180. M. Sibeko a dit également que la politique des Groups Areas forçait de nombreux africains d'Alexandra à quitter leur foyer alors qu'ils avaient investi les économies d'une vie entière dans des biens qui, espéraient-ils, constitueraient un logement ou une source de revenus pour leurs vieux jours. Leur avenir n'était plus aujourd'hui que "la mort et des funérailles misérables" dans un bantoustan.

181. Selon les autres renseignements recueillis par le Groupe spécial, le nombre de familles a) qui ont dû quitter leur foyer en vertu de cette loi; b) qui ont été réinstallées dans des Group Areas jusqu'au 31 décembre 1973, était le suivant 159/

	Blancs	Métis	Indiens	Chinois
Expulsées	1 648	73 758	38 678	1 233
Réinstallées	1 549	49 145	29 230	71

182. Un témoin anonyme (365ème séance) a appelé l'attention sur les lois concernant la résidence qui empêchent mari et femme de vivre ensemble s'ils n'appartiennent pas au même "groupement ethnique", ce qui affecte même des africains provenant de groupements tribaux différents. Les autres renseignements recueillis par le Groupe montrent en outre qu'en 1973, 493 personnes ont été poursuivies et 304 condamnées en application de l'Immorality Act qui interdit les rapports sexuels entre noirs et blancs 160/.

183. Les témoignages présentés et les renseignements recueillis ont appelé l'attention du Groupe sur d'autres restrictions des libertés d'expression, de réunion et de protestation. Pour trouver "l'expansion du réseau complexe de lois répressives et discriminatoires en Afrique du Sud", M. Niall MacDermont (RT.187) a appelé l'attention.

---

157/ Rand Daily Mail, 23 mai 1974.

158/ Cape Times, 25 juin 1974.

159/ House of Assembly Debates, 18 février 1974, col. 104.

160/ House of Assembly Debates, 15 février 1974, col. 89-90.



sur deux nouvelles lois de répression adoptées pendant la période en considération - l'Affected Organizations Act, No 1 de 1974, et le Riotous Assemblies (Amendment) Act, No 30 de 1974 - ainsi que les répercussions que pourrait avoir sur les libertés publiques une affaire actuellement examinée par les tribunaux sud-africains, dans laquelle un ancien ministre de la justice attaque un particulier pour "diffamation" à la suite de la publication dans un journal d'un article attaquant la politique du gouvernement sur le sujet de la peine capitale.

184. L'Affected Organizations Act interdit à toute organisation désignée par le ministre de la justice de recevoir une assistance financière quelconque de l'étranger, les peines prévues en cas de contravention à cette loi pouvant atteindre 10 000 rands ou 5 ans de prison pour la première infraction, et le double en cas de récidive. M. MacDermot a déclaré que les organisations apparemment menacées étaient celles qui faisaient l'objet d'une enquête de la commission Schiebusch sur la sécurité intérieure, comme le Christian Institute, le South African Institute of Race Relations et la National Union of South African Students, organisations qui ont été jusqu'à présent largement tributaires d'une aide de l'étranger. Selon la Commission internationale des juristes "virtuellement toute organisation que le gouvernement désapprouve peut être déclarée 'affectée'"; M. MacDermot a estimé que cette loi visait principalement à interdire le libre courant des idées (RT.187).

185. La Riotous Assemblies (Amendment) Act (loi portant modification de la loi relative aux rassemblements susceptibles de provoquer des troubles) accroît les pouvoirs des magistrats et de la police d'interdire des rassemblements et interdit à certains groupes de personnes de participer à une réunion; cette loi élargit la définition d'un rassemblement pour inclure le rassemblement, en public ou en privé, de deux personnes ou davantage. Ce pouvoir a été utilisé pour interdire les manifestations dans l'ensemble du pays pendant la visite d'état du dictateur du Paraguay, Alfredo Stroessner, en avril 1974. M. MacDermot a dit que cette loi également était "tout à fait manifestement" une autre arme dans la campagne visant à réduire à l'impuissance les quelques organismes légaux qui continuent à s'opposer à l'apartheid dans le pays.

186. M. MacDermot a également déposé un rapport écrit de l'avocat américain William J. Church concernant l'affaire Pelser contre les South African Associated Newspapers et van Niekerk; M. Church avait été envoyé observer le procès par la Commission internationale des juristes et le United States Lawyers Committee for Civil Rights under the Law (Commission américaine des juristes pour le respect des droits civiques). Cette affaire provient d'un article publié dans un journal par le professeur Barend van Niekerk, opposant de longue date de la peine capitale et de l'apartheid, commentant la grâce accordée par le gouvernement à un seul (le blanc) des deux hommes (l'autre était noir) condamnés à mort pour meurtre (voir plus haut paragraphe 44). M. Petrus C. Pelser, qui était Ministre de la justice au moment de la grâce, a intenté une action civile en diffamation bien qu'aucune personne déterminée, mais seulement le gouvernement, ait été critiquée, alors que le droit sud-africain reconnaît le principe selon lequel "l'Etat ne peut pas agir en diffamation" (document de William J. Church, page 7). M. Church conclut que cette affaire, bien qu'elle semble être une affaire civile, a en fait pour but de renverser le principe selon lequel l'Etat ne peut pas être diffamé (ibid., page 8) et que "le gouvernement cherche en fait à se mettre à l'abri des critiques" (ibid., page 13).

187. Selon les autres renseignements recueillis par le Groupe spécial, un projet de loi déposé au Parlement en septembre 1974 constitue une autre menace à la liberté d'expression. Il s'agit du Defence Amendment Bill (projet de loi portant modification de la loi relative à la défense), apparemment rédigé à la suite d'une résolution adoptée par le Conseil sud-africain des Eglises sanctionnant l'objection de conscience; ce projet qualifie de crime passible d'une peine de prison pouvant atteindre 10 ans le fait pour un ecclésiastique de conseiller l'objection de conscience à un membre de sa congrégation ou de prêcher sur ce sujet 161/.

188. L'International Defence and Aid Fund Southern Africa Information Service, juillet-décembre 1973, déposé comme pièce écrite par M. Brooks, contenait des renseignements sur un projet de loi concernant les publications et les loisirs visant à élargir la censure actuelle des livres, films, etc. Une commission d'enquête de 13 membres a été nommée en juillet 1973, sous l'autorité du vice-ministre de l'Intérieur, à la suite d'accusation d'"inaptitude" et d'"incohérence" formulée par une commission restreinte à l'égard du fonctionnement du Publications Control Board (organe du contrôle des publications). Les faits communiqués à la commission restreinte ont été publiés en septembre 1973, après quoi le gouvernement a interdit la publication du rapport de la commission restreinte, "ou toute tentative d'influencer la commission". Le président de la commission a défendu les travaux du Conseil et préconisé un élargissement de la censure 162/.

189. En 1973, le Publications Control Board a interdit 855 publications et 34 autres objets, dont des films 163/.

190. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, les mesures d'interdiction prises en application de la Suppression of Communism Act ont continué, comme les années précédentes, à être utilisées à l'encontre d'un certain nombre d'opposants à l'apartheid. Les chiffres publiés par le Département de la justice montrent qu'au 30 juin 1974, 186 personnes, dont 31 blancs, avaient fait l'objet de mesures d'interdiction prises en vertu de cette loi 164/.

191. Un document préparé par le South African Institute of Race Relations, et publié pendant la période considérée 165/, a indiqué que le nombre de personnes qualifiées de "communistes" en vertu de cette loi depuis 1951 était de 459 personnes : 188 blancs, 43 métis, 57 asiatiques et 171 africains. Sur ce chiffre, 132 personnes avaient fait l'objet de mesures d'interdiction. Le nombre total de personnes ayant fait l'objet de telles mesures à la fin d'avril 1974 semblait être de 1 240 : 139 blancs, 84 métis, 104 asiatiques et 913 africains. "Au moins" 98 de ces mesures ont été renouvelées une fois, 35 deux fois, 13 trois fois et 7 quatre fois ou davantage. L'auteur note une augmentation régulière, depuis 1966, des mesures d'interdiction de deux ans, généralement prononcées à l'encontre de personnes purgeant "des peines relativement mineures" appliquées en vertu des lois sur la sécurité. En outre, "au moins" 52 mesures d'interdiction de 5 ans ont été prononcées à l'encontre d'anciens détenus condamnés

---

161/ Rapport du Comité spécial de l'apartheid (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, supplément No 22 (A/9622), annexe I, page 19.

162/ Government Gazette, No 3976, 13 août 1973; Rand Daily Mail, 21 août 1973; Sunday Times, 12 août 1973, 30 septembre 1973; Star, 6 octobre 1973, 22 décembre 1973.

163/ House of Assembly Debates, 19 février 1974, col. 105.

164/ Rand Daily Mail, 30 juillet 1974.

165/ "Suppression of Communism Act : notes on action taken against persons" par Muriel Horrell, RR58/1974.

pour des infractions plus graves (voir plus haut paragraphes 71 et 72). L'auteur a indiqué que le nombre total des mesures en vigueur était de 206. Il n'a pas pu donner de statistique globale sur le nombre de personnes faisant l'objet d'assignations à résidence, il a estimé "qu'au moins 109 personnes", et probablement bien davantage, ont fait l'objet de telles mesures.

192. Parmi les arrêtés d'interdiction les plus récentes, tels qu'ils sont détaillés dans le Defence and Aid Fund's Southern Africa Information Service pour la période juillet-décembre 1973, on trouve les noms de Yusuf Cachalia (mesure renouvelée en décembre 1973), qui fait l'objet de mesures d'interdiction depuis 20 ans; de deux membres du Natal Indian Congress; de deux membres de la SASO; de quatre membres de la Black Peoples' Convention; d'un membre du Black Community Programme; du président de la Fédération amateur de natation sud-africaine, qui n'a pas de caractère racial; et d'un ancien président national pour la jeunesse du Coloured Labor Party.

193. L'Information Service indique également que 152 demandes de passeport ont été refusées et 18 passeports retirés en 1973. Parmi ceux qui se sont vu refuser les moyens de voyager, on trouve des membres du Christian Institute et de la SPROCAS, qui ont refusé de témoigner devant la commission Schlebusch 166/.

---

166/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 267-270.

## II. NAMIBIE

## INTRODUCTION

194. Les manoeuvres illégales au moyen desquelles l'Afrique du Sud n'a cessé d'étendre sa juridiction sur la Namibie ont été décrites dans le rapport de 1974 du Groupe spécial d'experts 167/. Dans ce rapport, le Groupe appelait l'attention sur le Development of Self Government for Natives Nations in South West Africa Amendment Act (No 20 de 1973 portant modification de la loi sur l'autonomie des nations autochtones dans le Sud-ouest africain), qui habilite le président d'Etat de l'Afrique du Sud à accorder l'"autonomie" aux "homelands" sans en référer au Parlement; cette loi a également permis à M. Vorster de créer un conseil consultatif "multiracial" pour le Sud-ouest Africain 168/. Dans un rapport précédent, le Groupe spécial a également parlé du South African Affairs Act (loi No 25 de 1969 sur les affaires du Sud-ouest africain), qui a poursuivi l'incorporation illégale de la Namibie à l'Afrique du Sud en élargissant considérablement les domaines dans lesquels l'administration du Sud-ouest Africain n'a pas compétence pour agir 169/. Malgré l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice, les nombreuses résolutions par lesquelles l'Organisation des Nations Unies a demandé à l'Afrique du Sud de retirer son administration, les contacts pris par le Secrétaire général de l'ONU entre février 1972 et décembre 1973 et la nomination du premier Commissaire pour la Namibie à temps complet, M. Sean MacBride, en janvier 1974, l'Afrique du Sud a maintenu intégralement son occupation illégale de la Namibie. Pendant la période considérée, l'Afrique du Sud a continué d'appliquer des mesures d'apartheid au territoire, notamment en consolidant encore davantage les structures des "homelands" et en ayant fréquemment recours à la grande diversité de lois répressives illégalement appliquées dans le territoire pour réprimer toute activité de la population africaine 170/.

195. Les lois qui concernent expressément la peine capitale, le traitement des prisonniers politiques, la situation des Africains dans les "réserves autochtones" ou "homelands" et le contrôle de la main-d'oeuvre sont examinés en détail dans les sections correspondantes du présent chapitre.

196. L'état d'urgence proclamé dans l'Ovamboland en vertu de la Proclamation R17 du 4 février 1972 est demeuré en vigueur pendant toute la période considérée 171/. En octobre-novembre 1973, un groupe d'une centaine d'hommes et de femmes précédemment détenus en vertu des pouvoirs d'urgence par la police sud-africaine a été remis aux tribunaux tribaux de l'Ovamboland, lesquels ont condamné ces personnes à recevoir en public 30 coups de fouet de palmes makalani par la police tribale. Les déclarations sous serment faites par les victimes, qui contiennent des détails sur la procédure suivie lors du procès et la punition qui leur a été infligée, sont résumées dans les sections du présent rapport concernant les prisonniers politiques et les graves manifestations

---

167/ Voir E/CN.4/1135, par. 195.

168/ E/CN.4/1135, par. 196, 198 à 201, 245 à 250, 300 à 307.

169/ E/CN.4/1020/Add.1, par. 2 et 3.

170/ Se reporter aux débats du Conseil de sécurité du 24 octobre et du 15 décembre 1974 concernant la Namibie.

171/ Government Gazette, No 3377. Pour un résumé des pouvoirs d'urgence, voir E/CN.4/1111, par. 149, 164 et 192.

d'apartheid, de colonialisme et de discrimination raciale. La crainte d'autres représailles pour activités politiques infligées par les autorités tribales de l'Ovamboland, ainsi que l'annonce de la création d'une "milice des frontières" qui serait recrutée parmi les jeunes de l'Ovamboland, a entraîné, de juin à septembre 1974, l'exode d'environ 2 000 Africains, qui ont traversé la frontière pour aller en Angola puis, pour la plupart en Zambie (voir plus loin section D).

197. Le Gouvernement sud-africain a sensiblement accru sa présence militaire illégale dans le territoire pendant la période considérée en procédant à un nouveau déploiement d'unités de la South African Defence Force dans la bande de Caprivi et le long de la frontière nord avec l'Angola. Ceci a été officiellement confirmé en juin par le Ministre sud-africain de la défense, M. P.W. Botha, lors d'un voyage qu'il a fait dans la bande de Caprivi en compagnie des chefs d'état-major de la force de défense, de l'armée et de la marine et d'un groupe de journalistes sud-africains 172-173/.

198. Les autres fait marquants survenus pendant la période considérée ont été la détention des dirigeants dans le pays de la South West Africa Peoples' Organization (SWAPO) et de la ligue des jeunes de la SWAPO, dont certains ont été maintenus au secret pendant longtemps en application des dispositions du Terrorism Act. Ces faits sont mentionnés dans les sections pertinentes du présent rapport.

199. Au mois de septembre, le parti nationaliste de Namibie, qui est le parti des Blancs au pouvoir en Namibie, a élaboré une déclaration demandant la convocation d'une conférence "multiraciale" à laquelle participeraient les dirigeants et les représentants des différents "groupes ethniques" pour discuter de l'avenir constitutionnel du territoire. Ces propositions écartaient cependant la participation des organisations politiques ayant une composition multiraciale comme la SWAPO. Selon les renseignements qu'a recueillis le Groupe spécial, ces propositions ont été rejetées par les dirigeants de la SWAPO à Lusaka, ainsi que par les dirigeants de la SWAPO en Namibie, et par la Namibian National Convention 174/.

---

172-173/ South African Digest, Pretoria, semaine du 21 juin 1974. Voir également le par. 257 du présent rapport.

174/ "SWAPO rejects Vorster overture" Africa, novembre 1974, page 46. Voir également : "Namibia : Political developments during 1973/74", document présenté par Roger Murray, du Friends of Namibia Committee, pour la Conférence des ONG sur l'Afrique australe, tenue à Genève du 2 au 5 septembre 1974.

## A. PEINE CAPITALE

### 1. Aperçu de quelques lois pertinentes

200. Comme il est dit dans les rapports précédents du Groupe spécial<sup>175/</sup>, l'application des lois sud-africaines qui prévoient la peine capitale a été étendue illégalement à la Namibie. Parmi ces lois figurent en particulier le Sabotage Act (General Law Amendment Act) (loi sur le sabotage (voir No 76 de 1962 portant modification de la législation générale)) et les amendements relatifs, et le Terrorism Act (loi No 83 de 1967 sur le terrorisme). Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, les dispositions du projet de loi portant modification de la législation générale dont est actuellement saisi le Parlement sud-africain et qui prévoient une peine de mort imposée par la High Court devra être appliquée à l'endroit désigné conformément à la loi, sont applicables à la Namibie. Ces dispositions permettraient à une Cour suprême ou à une High Court établie dans l'un quelconque des "homelands" et habilitée à prononcer la peine de mort de procéder à des exécutions dans son ressort <sup>176/</sup>.

201. Les chiffres concernant les personnes condamnées à mort et exécutées ne sont pas publiés séparément pour la Namibie; ils sont compris dans les totaux établis pour la République et le Sud-Ouest africain.

### 2. Analyse des renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts

202. Les témoins, M. Katjavivi (RT. 151), M. Jiriange (RT. 171) et M. Katjivena (RT. 187) ont mentionné l'intensification de la politique de répression par la police et des troupes sud-africaines au Nord de la Namibie et dans la bande de Caprivi depuis 1973 : plusieurs cas de violence arbitraire et de meurtres avaient été signalés. En particulier, des habitants de l'Ovamboland avaient envoyé à Londres des renseignements concernant les cas de Rauma Ndishishi, Andreas Namene et Mathews Joseph, entre autres, qui avaient été fusillés. Ces meurtres isolés mais constants, signalés régulièrement au bureau de la SWAPO à Lusaka et à Londres par des lettres et par des réfugiés, s'accompagnaient maintenant d'une politique de tueries en masse de civils dans les régions où opéraient les unités militaires de la SWAPO. Ces tueries, ainsi que d'autres actes criminels, n'étaient pas nouveaux, mais faisaient partie d'un système général de terrorisme appliqué dans tout le territoire.

---

<sup>175/</sup> E/CN.4/1020/Add.1, par. 5; E/CN.4/1050, par. 215; E/CN.4/1111, par. 150; E/CN.4/1135, par. 202.

<sup>176/</sup> Windhoek Advertiser, 15 octobre 1974.

203. Une enquête officielle que le Senior Prosecutor de Windhoek a fait sur la mort de M. Benjamin Ekanjo, âgé de 19 ans, originaire de Katutura, à l'occasion d'une descente de police le 16 août 1973 177/, a confirmé que le jeune homme était mort d'une balle. Le policier Hendrik Botha, du Service de la sécurité de la police a témoigné que, la nuit en question, lui-même et cinq autres agents de police avaient essayé d'arrêter plusieurs Africains qui participaient à une réunion dans une maison particulière. Les Africains opposaient résistance, aussi s'était-il posté à l'extérieur de la fenêtre pour les empêcher de s'échapper. Un autre groupe d'Africains s'est approché de lui venant de l'autre côté de la maison : après trois avertissements, il tira dans la direction de l'un d'entre eux qui se mit alors à courir et le dépassa. Le lendemain, il avait été emmené devant le cadavre qui gisait dans un enclos à poules, de l'autre côté d'une haute barrière 178/.

---

177/ Voir E/CN.4/1135, par. 208.

178/ Windhoek Advertiser, 19 octobre 1973; voir également le témoignage écrit présenté par M. Katjavivi, App. A "Political Developments in Namibia, mai/octobre 1973", p. 4.

## B. TRAITEMENT DES PRISONNIERS POLITIQUES ET DES COMBATTANTS DE LA LIBERTE CAPTURES

### 1. Aperçu de quelques lois pertinentes

204. Comme il est indiqué dans les précédents rapports du Groupe spécial, l'application des lois de sécurité de l'Afrique du Sud qui prévoient des peines sévères d'emprisonnement et la détention sans jugement pour les activités anti-apartheid et les délits politiques a été étendue expressément à la Namibie 179/. Elles comprennent le Prisons Act, loi No 8 de 1959 sur les prisons, et le General Law Amendment Act, loi No 101 de 1969 portant modification de la législation générale. En outre, il existe un certain nombre de proclamations qui concernent exclusivement la Namibie 180/ : plus particulièrement la proclamation R17 de 1972 relative à l'Ovamboland qui a proclamé l'état d'urgence dans cette région, et la proclamation R304 de 1972 qui a étendu les pouvoirs de la police dans le nord de la Namibie 181/. Dans un rapport antérieur du Groupe (E/CN.4/1050, par.264 à 267), on a décrit l'incorporation de la police du sud-ouest Sud-africain dans la police sud-africaine, dont les membres ont par conséquent été habilités à exercer les pouvoirs confiés à la police par la législation du territoire sous mandat. Le Directeur général de la police sud-africaine, sous la direction du ministre, a le commandement des forces tant en Namibie qu'en Afrique du Sud.

205. Trois sortes de police opèrent actuellement en Namibie. Outre les éléments de la police sud-africaine stationnés en Namibie, qui sont fortement armés et qui disposent d'hélicoptères et de véhicules militaires, il y a les forces de la police civile des municipalités blanches et de la police tribale de l'Ovamboland, qui est placée sous le contrôle des autorités tribales et qui échappe par conséquent au règlement ministériel et au contrôle des pouvoirs publics 182/.

### 2. Analyse des renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts

206. Les faits soumis au Groupe spécial peuvent être classés en plusieurs catégories : a) les renseignements concernant les arrestations récentes et le nombre des prisonniers politiques; b) les allégations concernant la torture et les traitements cruels, inhumains et dégradants infligés aux prisonniers politiques; c) les allégations concernant des violations du droit de l'accusé à un procès juste et public, et les procédures de plaintes et de réparations.

207. Le Groupe spécial a examiné les faits analysés ci-dessous à la lumière des normes internationales consacrées dans les instruments suivants : la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'ensemble de règles minima concernant le traitement des détenus et la Convention de Genève.

---

179/ Voir E/CN.4/1020/Add.1, chap. XIV, par. 9.

180/ Voir E/CN.4/AC.22/12 pour les détails concernant la Native Urban Areas Proclamation, No 56 de 1951, qui stipule que tout magistrate ou commissaire aux affaires indigènes peut déclarer qu'un ou une "indigène" résidant dans une zone urbaine est "oisif" et qu'il porte atteinte à l'ordre public et ordonner qu'il soit arrêté et placé en détention avant d'être expulsé. Voir également E/CN.4/1050 (par. 261 à 263) pour les détails sur la Native Administration Proclamation No 15 de 1928 et les dispositions de la Government Notice No 6 de 1930 qui délimitait les fonctions des chefs de tribus et de villages.

181/ Voir E/CN.4/1135, par. 252.

182/ Voir E/CN.4/1135, par. 210, et les sections pertinentes du présent rapport.



a) Arrestations effectuées récemment et nombre de prisonniers politiques

208. M. Jiriange (RT. 171) et M. Hishongwa (RT. 180) ont mentionné le grand nombre de Namibiens arrêtés et détenus souvent à la suite du boycottage réussi décrété par la SWAPO contre les élections en Ovamboland en août 1973 183/. Souvent, la police enlève des personnes chez elles, et nul, y compris la famille, ne sait où ces personnes sont détenues et si elles sont encore vivantes. M. Jiriange a dit que plus de 2 000 Namibiens étaient actuellement détenus dans des prisons sud-africaines et en Namibie : sur l'île de Robben, dans la prison de Windhoek et dans plusieurs autres lieux. M. Hishongwa a dit que l'Afrique du Sud avait reconnu détenir 25 membres de la Ligue de jeunesse de la SWAPO, lesquels n'avaient pas fait l'objet d'un jugement, et avait donné une estimation "officielle" du nombre total de membres de la SWAPO qui avaient été arrêtés; ce chiffre serait de 300 personnes; il a ajouté que ce nombre se chiffre en fait par plusieurs milliers. A la suite des élections, des meetings politiques organisés par la Ligue de la jeunesse de la SWAPO avaient eu lieu dans de nombreuses parties du pays; plus de 20 rassemblements "illégaux" avaient eu lieu dans les centres urbains comme à Windhoek, à Walvis Bay et à Swakopmund, et on avait demandé ouvertement l'évacuation immédiate de la Namibie par l'Afrique du Sud. Des déclarations avaient été remises à la presse pour réaffirmer les aspirations à l'indépendance et pour encourager la population à agir. Les noms de 99 Africains arrêtés et détenus à la suite des élections, 79 dans l'Ovamboland et 20 à Windhoek, avaient été envoyés par la Ligue de la jeunesse au bureau de Londres de la SWAPO. Cinquante-huit autres personnes dont les noms étaient inconnus avaient également été arrêtées. 184-185/. Un certain nombre de personnes que l'on savait avoir été arrêtées dans l'Ovamboland figuraient parmi les détenus qui ont été remis ensuite aux autorités tribales, lesquelles les ont condamnés à la flagellation publique (voir plus loin section D).

209. M. Hishongwa (RT. 180), ainsi que M. Vigne (RT. 151) et M. Kaudjue (RT. 166), ont mentionné en particulier les arrestations de membres de la Ligue de la jeunesse de la SWAPO et leur jugement en vertu des dispositions de la loi sur le sabotage. Sur les personnes arrêtées, certaines avaient été condamnées, d'autres acquittées, et d'autres encore demeuraient détenues. Sur les 12 personnes qui ont pris la parole à l'occasion de la réunion de la Ligue de la jeunesse qui a eu lieu le 12 août 1973, 11 avaient été arrêtées à la fin du mois de septembre 186/. Le 12 novembre a commencé le procès de Jeremiah Ekandjo, de 26 ans, Président de la Ligue de la jeunesse, de Jacob Shindika Nghidinua, 22 ans, Vice-Président et de Martin Kapawasa, de 22 ans, à la Cour suprême du sud-ouest africain, siégeant à Swakopmund. Ils ont été accusés d'avoir incité l'assistance, à la manifestation de Windhoek, à blesser ou tuer leurs opposants et à prendre des armes contre les Blancs, ce qui constituait une atteinte à la sécurité et à l'ordre publics. Ils ont été condamnés à 8 ans de prison chacun par le juge, qui a déclaré qu'ils avaient incité 2 000 personnes à commettre des actes de violence 187/.

---

183/ Voir également E/CN.4/1135, par. 253 à 257.

184-185/ Témoignage écrit de M. Katjavivi, Appendice A, "Political Developments in Namibia, May/October 1973", page 10.

186/ Voir E/CN.4/1135, par. 229 et 232.

187/ SAIS, juillet-décembre 1973, cols. 419-420.

210. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, Eliakin Andreas, un autre des orateurs arrêtés à la suite de la manifestation du 12 août, a été gardé à vue jusqu'au 21 janvier 1974 pour avoir incité l'assistance à brûler leurs papiers lorsqu'il a comparu devant le tribunal au mois de novembre. En janvier, le tribunal régional de Swakopmund a prononcé un non-lieu pour une première accusation d'incitation à la haine raciale, mais condamnait pour avoir incité à détruire des papiers d'identité, et condamnait à 3 mois de prison. Il a été condamné à une peine supplémentaire de 3 mois de prison pour avoir déchiré ses propres papiers en prison; il avait dit au magistrat qu'il n'était pas "né avec des papiers d'identité" et qu'il n'en porterait pas 188/. David Shikomba, 23 ans, Secrétaire de la Ligue de la jeunesse, a été arrêté en janvier après avoir échappé à la police pendant 4 mois dans l'Ovamboland. Il a comparu devant la Cour suprême de Swakopmund au mois de mars du chef d'accusation prononcé en application de la loi sur le sabotage à propos d'un discours fait à la manifestation du 12 août. Ce procès était une séquelle de celui du mois de novembre; la principale accusation était qu'il avait exhorté l'assistance à tuer ou à attaquer les opposants politiques de la SWAPO. Il a été reconnu coupable le 15, pour avoir incité l'assistance à prendre les armes contre les Blancs, et condamné à 6 ans de prison 189/.

211. M. de Beer (RT. 151) a dit que les lois relatives aux laissez-passer et le système des permis étaient une arme politique puissante aux mains des autorités sud-africaines; le refus d'accorder des autorisations de voyage d'une ville ou d'une région à une autre était utilisé comme moyen d'empêcher les Africains de s'organiser politiquement et d'empêcher les dirigeants politiques résidant dans différentes parties du pays de se consulter. Une réunion de la Namibian National Convention prévue à Rehoboth au mois de janvier avait dû être retardée parce que les délégués n'avaient pas reçu la permission d'y assister. M. Jirirange (RT. 171) a dit que les anti-colonialistes étaient déportés en masse des zones urbaines vers les "homelands".

212. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, les mesures prises en 1973 contre les "vagabonds" par la police se sont poursuivies pendant la période considérée 190/. En janvier, le général W. Louw, commissaire divisionnaire de la police, a dit que plus de 3 000 Africains, pour la plupart des Ovambos de Walvis Bay et de Windhoek, avaient été rapatriés dans leurs "homelands" à la fin de 1973. Le 30 avril 1974 le général Louw a dit lors d'une conférence de presse, que 700 Africains avaient été rapatriés des zones urbaines depuis le début de l'année 191/.

213. M. de Beer (RT. 151) a mentionné l'usage politique fait du système des laissez-passer le 13 janvier 1974, lorsque 156 Africains - 122 hommes, 22 femmes et 12 enfants - ont été arrêtés à un barrage de police sur la route de Windhoek à Rehoboth, où devait avoir lieu une réunion de la SWAPO. Au poste de police central de Windhoek, 127 personnes ont été détenues puis accusées de se déplacer sans autorisation valable.

---

188/ Windhoek Advertiser, 25 janvier 1974.

189/ Windhoek Advertiser, 14 mars 1974; Cape Times, 16 mars 1974.

190/ Voir E/CN.4/1135, par. 224 à 226.

191/ Windhoek Advertiser, 8 janvier 1974, 30 avril 1974.

On a signalé que la plupart avaient été condamnées à une amende de 5 rands ou à 10 jours de prison, tandis que d'autres avaient été rapatriés dans l'Ovamboland. David Meroro, Président national de la SWAPO, qui dirigeait ce groupe, a été relâché après avoir payé l'amende de 5 rands par laquelle il reconnaissait sa culpabilité 192/. M. de Beer a dit qu'Ezriel Taapopi, Président par intérim, et Joseph Kashea, secrétaire par intérim de la Ligue de la jeunesse, étaient également parmi les personnes arrêtées. M. Taapopi a comparu par la suite devant le Magistrate's Court de Windhoek pour une accusation selon laquelle il aurait fait obstruction aux fonctions d'un policier qui avait perquisitionné chez lui au mois de décembre pour trouver son laissez-passer. Le Magistrate a prononcé un non-lieu le 24 janvier et a considéré que les agissements de la police, qui avait perquisitionné sans mandat, avaient porté atteinte aux droits de Taapopi 193/.

214. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, 141 hommes et 45 femmes ont été arrêtés à Katutura le 17 janvier au cours d'une opération de ratissage à laquelle avait procédé à l'aube la police municipale équipée comme en cas d'émeute, pour rechercher des machines à écrire, des duplicateurs et des documents. L'administrateur, M. B.J. van der Walt, a décrit ce raid comme une "opération de ramassage" des personnes qui se trouvaient "illégalement" à Kukutura 194/. On a également signalé d'autres arrestations de membres de la Ligue de la jeunesse en janvier, mais on manque de renseignements précis étant donné que la presse n'a pas eu accès à leurs sources habituelles et traditionnelles de détails concernant les activités de la police, le bureau du commissaire divisionnaire de police, le 16 janvier. On a annoncé qu'à l'avenir, seul M. van der Walt ferait des déclarations sur les arrestations d'Africains 195/.

215. M. Katjavivi (RT. 151) ainsi que M. Hishongwa (RT. 179) et M. Jiriange (RT. 171) ont mentionné les arrestations de M. David Meroro et de 9 autres personnes qui étaient dirigeants de la SWAPO ou membres de la Ligue de la jeunesse en février, et leur détention en vertu de la section 6 de la loi sur le terrorisme, qui prévoit que les suspects peuvent être détenus indéfiniment, sans représentation d'un avocat et sans avoir le droit de recevoir des visiteurs, des vêtements ou d'avoir des contacts quelconques avec le monde extérieur, à l'exception du Ministre de la justice ou d'un fonctionnaire autorisé. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, la séquence des arrestations a été la suivante : M. Thomas Komati, chargé des relations publiques pour la Ligue de la jeunesse; George Isak Henga, Joseph Kapangwa et Lot Zacharias, membres de la Ligue de la jeunesse, à Ondangwa, dans l'Ovamboland le 29 janvier; Ezriel Taapopi, Benjamin Namalambo, membres exécutifs de la SWAPO, de Windhoek, Daniel Shiwangurula, secrétaire de district de la SWAPO, de Walvis Bay, Shihepo Iibili, membre de la Ligue de la jeunesse à Windhoek et Axel Johannes, secrétaire par intérim de la SWAPO à Windhoek, entre le 1er et 5 février, à Windhoek et à Walvis Bay. Les arrestations ont été rapportées par M. Meroro, qui a déclaré que la police avait refusé de lui dire où ou pourquoi les hommes étaient détenus. M. Meroro a été arrêté chez lui par la police de sécurité dans la matinée du 7 février; tant son magasin que sa maison à Kakutura ont été perquisitionnés automatiquement, et tous les documents ont été enlevés, et la police a refusé d'en donner les raisons soit à sa

---

192/ Windhoek Advertiser, 14 janvier 1974; Guardian, 15 janvier 1974.

193/ Rand Daily Mail, 25 janvier 1974.

194/ Windhoek Advertiser, 18 janvier 1974.

195/ Windhoek Advertiser, 16/29 janvier 1974.

famille, soit à la presse 196/. C'est à la suite d'une déclaration de M. B.J. van der Walt, qui a également dit que Joseph Kashea, membre de la Ligue de la jeunesse, était également détenu, que l'on a appris que ces hommes étaient détenus en vertu de la loi sur le terrorisme. L'administrateur a annoncé par la suite qu'il ne serait pas fait d'autre déclaration (à propos des mesures prises par la police contre les activités de caractère subversif de la Ligue de la jeunesse de la SWAPO). S'agissant des détenus, seul le bureau central de la police de sécurité à Prétoria ferait des déclarations à l'avenir 197/. Selon les rapports publiés, la Ligue de la jeunesse a poursuivi ses activités malgré les arrestations; une manifestation publique a été organisée à Katutura, et l'assistance a été invitée à ne pas se laisser impressionner par les arrestations. Le nouveau Vice-Président par intérim, M. Shindabih Mashalaleh, a déclaré : "La police devra emprisonner toute la Namibie si elle veut briser notre mouvement." 198/

216. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, la police a pris ces mesures à la suite d'une décision qu'a prise la SWAPO dans le pays d'éliminer la présence sud-africaine avant la fin de l'année. Commentant la résolution du Conseil de sécurité tendant à mettre fin au dialogue entre l'Organisation des Nations Unies et l'Afrique du Sud, M. Meroro a dit le 12 décembre : "Nous devons compter sur nos propres efforts. Nous exigerons pacifiquement notre liberté aux yeux du monde entier." Il a dit que l'opposition serait dirigée principalement contre le système des bantoustans et que l'on organiserait des réunions publiques pour forcer l'Afrique du Sud à quitter le territoire. Le 20 décembre, la SWAPO a rendu publiques les décisions prises à l'issue de sa conférence de trois jours à Walvis Bay : organisations de réunions et de manifestations dans toute la Namibie; création de bureaux de la SWAPO dans 8 villes; appel à l'abolition de la proclamation R17; et appel lancé à la jeunesse namibienne pour qu'elle s'affilie à la Ligue de la jeunesse 199/.

217. M. Kaudjue (RT. 166), ainsi que M. Ngava (RT. 167) et M. Katjavivi (RT. 151), ont fait état de la série de procès et de la condamnation de ceux qui avaient été détenus en vertu de la loi sur le terrorisme. Le 30 juillet, M. Ezriel Taapopi et M. Joseph Kashea ont été condamnés à 5 ans de prison, dont 3 avec sursis. Ils ont été reconnus coupables d'inciter l'aile extérieure de la SWAPO à commettre des actes publics de violence en Namibie en écrivant une lettre à M. Sam Nujoma, Président de la SWAPO à Lusaka. Les condamnés ont indiqué qu'ils avaient l'intention de faire appel, mais leur demande de mise en liberté sous caution en attendant l'appel a été refusée par la Cour suprême le 23 septembre. M. Thomas Komati a été libéré sous caution le 11 juin, après avoir été tenu au secret depuis le 31 janvier; il a été accusé d'avoir intentionnellement causé des dommages matériels lors d'une comparution en justice en juin; en août, il a été libéré sous caution. M. David Meroro a été libéré sous caution à la fin du mois de juillet, après avoir été tenu en réclusion depuis son arrestation; lors d'une comparution devant le tribunal de Windhoek, le 3 septembre, il a été accusé de détenir cinq numéros d'une publication interdite, "The African Communist". Le procès a été renvoyé au 14 octobre puis renvoyé à nouveau jusqu'en janvier 1975. M. Axel Johannes et M. Lot Zacharias ont comparu devant le tribunal régional de Gobabis les 16 et 17 septembre et ont été accusés de chercher à sortir illégalement de Namibie; à la suite de dépositions faites pour le parquet par un autre détenu, George Itak Itenga,

---

196/ Windhoek Advertiser, 11 février 1974; Africa Bureau Fact Sheet, No 35, avril 1974

197/ Windhoek Advertiser, 12 février 1974; Star, 16 février 1974.

198/ Star, 16 février 1974; Windhoek Advertiser, 25 février 1974.

199/ SAIS, juillet-décembre 1973, No 16, col. 418.

les accusations de Axel Johannes ont été abandonnées, et Lot Zacharias a été condamné à 21 jours de prison, avec une période de sursis de trois ans. Le tribunal supérieur de Windhoek a accordé la mise en liberté sous caution le 24 septembre, après que celle-ci eut été refusée par le Magistrate à Gobabis. M. Benjamin Namalambo a été libéré de prison le 6 juin sans qu'aucune accusation soit proférée contre lui. Des observateurs diplomatiques de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la Suède et de la République fédérale d'Allemagne ainsi qu'un représentant d'Amnesty International étaient présents au procès de Meroro, et le représentant d'Amnesty International a également assisté à certains des autres procès 200/.

218. On se souviendra que l'on a mentionné, dans un rapport précédent du Groupe spécial (E/CN.4/1111, par. 175), la détention au sud de la Namibie, depuis 1968, de M. Brenden Simbwaye, membre fondateur de la Caprivi African National Union. M. Simbwaye aurait été autorisé à retourner dans la bande de Caprivi en 1972 pour y rencontrer l'envoyé spécial de l'ONU en Namibie, M. Alfred Escher. Mais, par la suite, il a disparu de Katima Mulilo, ayant été emmené dans un véhicule de la police avant l'arrivée de M. Escher, et on n'a aucune nouvelle sur l'endroit où il se trouverait depuis lors 201/.

219. M. de Beer (RT. 151) a mentionné des mesures d'interdiction dont continue de faire l'objet M. Nathaniel Mahuiriri, Vice-Président par intérim de la SWAPO, en application des dispositions de la loi sur la répression du communisme. Il est frappé de cette mesure depuis 1972, et cette mesure ne vient pas à expiration jusqu'en mai 1977, date à laquelle elle peut être imposée à nouveau. Il a été assigné à résidence dans la région de Kuisebmond de Walvis Bay, sauf pour se rendre à son travail, dans une usine située en dehors de cette région; il ne peut participer à aucune réunion politique ou éducative de plus de deux personnes ni pénétrer dans une école ou un lieu de travail autre que le sien.

220. M. Vigne (RT. 151) a dit que le nombre de prisonniers namibiens sur l'île de Robben était de 35, dont la majorité y a été envoyée après le procès de Prétoria le 9 février 1968. Des rapports non confirmés ont cependant signalé qu'il y avait eu plusieurs décès, de sorte que l'on ne peut pas savoir avec exactitude le nombre précis de prisonniers 202/.

221. M. Katjavivi (RT. 151) et M. Vigne (RT. 151) ont mentionné la grave situation dans laquelle se trouvaient les prisonniers namibiens sur l'île de Robben. Les rapports communiqués par les familles de certains des prisonniers avaient **fait état de la mort** en prison de M. Petrus Shilenge, le 8 mars 1974, et son enterrement à Cape Town. Deux autres hommes étaient, savait-on, gravement malades : M. Jonai Shimuefeleni avait une maladie des reins qui pouvait être fatale si l'on ne procédait pas d'urgence à une transplantation, et M. Njabula Tshaningura était pratiquement aveugle à la suite d'une maladie précédente. Ni l'un ni l'autre n'avait été autorisé à quitter l'île pour se faire soigner 203/.

---

200/ Namibia News, juin-juillet 1974, Vol. 7, Nos 6-7; et août-octobre, Col. 7, No 8-10.

201/ Star, 14 septembre 1974.

202/ Voir E/CN.4/1111, par. 169.

203/ Voir également par. 226 du présent rapport.

b) Allégations concernant les tortures et les traitements cruels, inhumains et dégradants infligés aux prisonniers politiques

222. Plusieurs témoins ont parlé de l'usage de la torture contre les prisonniers politiques et des traitements cruels, inhumains et avilissants qui leur sont infligés pendant leur détention. M. Carlson (RT. 174 (II)) et M. Vigne (RT. 151) ont rappelé les mauvais traitements et les tortures infligés aux Namibiens arrêtés en 1966 et jugés à Prétoria en 1968 204/. Les 37 accusés ont été détenus en réclusion pendant des périodes pouvant aller jusqu'à 18 mois en application de la loi sur le terrorisme (voir plus haut, par. 259); en outre, 180 témoins ont également été détenus pendant longtemps. Comme M. Vigne l'a rappelé au Groupe spécial, la loi sur le terrorisme comporte des dispositions s'appliquant rétroactivement à des actes qui auraient été commis longtemps avant l'adoption de la loi elle-même. Cette loi, de plus, ne fixe aucune limite à la durée pendant laquelle aussi bien l'accusé que les témoins peuvent être détenus par la police jusqu'à ce qu'ils fournissent "des réponses satisfaisantes". M. Carlson a mentionné la déclaration faite par M. Herman Ja Toivo, un des 37 accusés purgeant actuellement une peine de 20 ans de prison à l'île de Robben. Il a été interrogé au quartier général de la police de sécurité, Kompol, à Prétoria, par le capitaine (aujourd'hui colonel), Swanepoel, le capitaine van Renburg et les lieutenants van Rensburg et Ferrera. Les méthodes de tortures utilisées sont allées d'un interrogatoire combiné à une réclusion, à diverses formes de coups et à la torture à l'électricité. A une occasion, un prisonnier avait été suspendu, les yeux bandés, à un tuyau d'eau chaude continuellement pendant 4 jours, battu et torturé à l'électricité. De tels traitements ont amené Ja Toivo, et en fin de compte tous les autres prisonniers, à signer des aveux, bien que ceux-ci n'aient pas été produits au procès, la défense ayant contesté la validité car ils n'avaient pas été faits volontairement. M. Carlson a également mentionné la torture d'un professeur de mathématiques d'une école des missions luthériennes à qui l'on avait passé les menottes, que l'on avait suspendu au moyen d'une corde et d'une barre de fer à un poteau de sorte qu'il ne touchait le sol que de ses orteils, et frappé à l'estomac ou au visage, sa barbe et sa moustache lui ont été arrachées. Un traitement similaire avait été infligé à M. Gabriel Mbindi, Namibien de 68 ans, ayant le titre honoraire de trésorier de la SWAPO à Windhoek. Après 5 mois de détention à Windhoek en tant que "terroriste" il a été emmené à Prétoria où il a été lié et battu. Sur la base de notes présentées en Ovambo à d'autres prisonniers, des déclarations sous serment ont été soumises pour obtenir une ordonnance d'habeas corpus; la police a offert à Mbindi de le laisser partir s'il retirait sa déclaration. Il a été libéré à Windhoek après qu'un docteur eut constaté deux perforations de l'oreille interne. M. Mbidi a décidé par la suite de faire une déclaration sous serment rapportant ses tortures : "J'ai plus souffert en leurs mains que je ne souffrirai jamais. Ils ne peuvent pas faire ceci impunément."

223. M. Jiriange a dit (RT. 171) que les Namibiens détenus prisonniers par les autorités sud-africaines étaient tourmentés au point de perdre la raison, ou simplement torturés à mort; les prisonniers politiques se voyaient refuser tous soins médicaux et une alimentation satisfaisante. Il a cité certains passages d'une lettre reçue une année auparavant de l'un des prisonniers détenus sur l'île de Robben et condamné à l'emprisonnement à vie. L'auteur de cette lettre a déclaré qu'il venait d'être interrogé pendant deux semaines à la prison centrale de Prétoria avant d'être transféré au Kompol, où il avait été battu et soumis à des tortures électriques après une douche froide et après avoir été suspendu par les pieds au plafond.

---

204/ Voir également Joel Carlson, No Neutral Ground (Londres, 1973), Davis-Poynter, chapitre X (déposé comme preuve).

224. M. Garoeb (RT. 165) a produit quatre témoins des brutalités sud-africaines en Namibie. M. John Ja Otto (RT. 165, voir également son témoignage écrit) a rapporté les tortures qui lui avaient été infligées pendant la période de réclusion qui lui avait été imposée après son arrestation le 1er décembre 1966. Il avait déjà été battu plusieurs fois pendant son voyage de Windhoek à Prétoria. Le 6 décembre, il a été transféré de la prison centrale de Prétoria au Kompol et interrogé par les capitaines Swanepoel et Erasmus. Il a été forcé d'ôter tous ses vêtements et de courir autour d'une table un balai à la main, tandis que les policiers présents le battaient à l'aide de bâtons, de tuyaux de caoutchouc et d'objets divers. Il a ensuite eu les yeux bandés, on lui a mis les menottes et on l'a suspendu à un tuyau d'eau chaude tandis que des chocs électriques étaient appliqués à son pénis. Il a été également forcé d'ouvrir la bouche pour que les assistants y crachent, et suspendu d'une barre placée entre deux bureaux ses poignets et ses chevilles étant joints par des menottes. Entre temps, on lui a demandé de parler de la formation militaire donnée par la SWAPO. A une occasion, il a essayé d'attraper un revolver pour se suicider. Il a été maintenu en réclusion pendant cinq mois, période au cours de laquelle on le laissait sortir de sa cellule deux minutes par jour pour prendre de l'exercice. Sa seule nourriture était un gruau et du café noir sans sucre, et à l'occasion, certaines bouillies de céréales. En février 1968, il avait été condamné à une peine de cinq ans avec sursis; il n'avait pas été autorisé à vivre à Windhoek et était allé en Ovamboland, où il avait ensuite été maltraité plusieurs fois par la police de sécurité jusqu'à son départ, via l'Angola, en juin 1974.

225. Mlle Ndakundana Shiluwa (RT. 165, voir également son témoignage écrit) a dit que, alors qu'elle purgeait une peine de prison de trois mois à Grootfontein, un agent de police l'avait attaquée avec une barre de fer, ostensiblement pour avoir compté ses vêtements en anglais. Elle avait été condamnée par le Magistrate d'Ondangua le 15 août pour avoir tenu une réunion politique "illégale". Cette attaque avait eu lieu le 8 septembre, et elle en conservait des cicatrices sur le bras droit. Une collègue condamnée avec elle, Frieda Williams, s'était fait casser 5 dents par une "ivrogne" que l'on avait mise dans sa cellule; son visage était resté enflé pendant une semaine, mais elle n'avait pu recevoir aucun soin médical en prison. Pour dormir, il n'y avait que des couvertures sales et déchirées et le sol de ciment; comme nourriture, des bouillies de maïs ou de céréales; elle pouvait recevoir un visiteur par mois. M. Andreas Muukwawo (RT. 165, voir également son témoignage écrit) a dit avoir été détenu dans une cellule à Ondangua du 3 au 24 octobre. Cette cellule était faite de tôles ondulées et, comme il y avait de nombreux détenus dans la cellule, il n'y avait pas assez de couvertures et certaines devaient dormir sur le sol de ciment. La seule alimentation était de la bouillie de maïs, sans viande ni jus; un seau constituait la seule toilette, et les détenus n'avaient pas été autorisés à sortir pour prendre de l'exercice. M. Muukwawo et le quatrième témoin, Mlle Othilie Nangolo (voir également son témoignage écrit) ont dit comment ils avaient été flagellés en public par les autorités tribales de l'Ovamboland (voir plus loin, section D).

226. M. Vigne (RT. 151) et M. Katjavivi (RT. 151) ont mentionné les rapports qui avaient été reçus faisant état de la dégradation des conditions de vie des prisonniers namibiens sur l'île de Robben (voir également les renseignements analogues reçus concernant la dégradation des conditions de vie des prisonniers sud-africains, par. 63 et 64 ci-dessus). Le texte d'une lettre écrite par un groupe de prisonniers en 1969 avait été rendu public par la SWAPO à Londres en 1970; elle faisait état du travail forcé, de l'absence de soins médicaux, d'un régime alimentaire affaiblissant et de l'inexistence de tout contact avec les avocats ou d'autres visiteurs. Les rapports faits par les prisonniers qui avaient purgé leur peine corroboraient ces faits et donnaient clairement l'impression que le travail excessif imposé aux équipes de

prisonniers namibiens était une politique délibérée, de même que l'isolement total des Namibiens des autres prisonniers. En juillet 1973, une autre déclaration des prisonniers aud-africains avait été sortie en fraude de l'île, et cette déclaration mentionnait encore une fois les effets néfastes du nouveau régime alimentaire, la suppression des possibilités d'étude et témoignait de l'existence de "guerre des nerfs" entre le personnel de la prison et les prisonniers politiques détenus sur l'île 205-206/. On avait éprouvé des difficultés à améliorer le sort des Namibiens; des plaintes, reprises par la suite dans la lettre de 1969, avaient été faites lors de la visite d'un commissaire de la Croix-Rouge. Mais lorsque ce dernier les avait communiquées au Gouvernement sud-africain, ce dernier avait fait semblant de remédier à la situation et s'était servi de l'occasion pour faire de la publicité au sujet des efforts qu'il déploierait pour assurer des conditions d'emprisonnement humaines. Aussi les Namibiens avaient-ils décidé de renoncer aux avantages qui auraient pu découler d'une deuxième visite de la Croix-Rouge l'année suivante pour éviter que l'affaire ne soit à nouveau étouffée.

227. M. Kaudjue (RT. 166) a parlé des tortures qui lui avaient été infligées après son arrestation en décembre 1973, pour avoir manifesté contre l'expulsion du séminaire luthérien de l'Ovamboland d'un conférencier allemand. Il a été détenu pendant deux mois sans qu'on le fasse comparaître devant un magistrat, période au cours de laquelle il a été torturé au moyen de chocs électriques et frappé avec des bâtons. Il a été libéré en janvier sans faire l'objet d'aucune accusation formelle, et il a été averti de ne pas manifester à nouveau contre le gouvernement.

228. M. Vigne (RT. 151), ainsi que M. Katjavivi (RT. 151) et M. Kaudjue (RT. 166) ont appelé l'attention sur les tortures infligées aux membres de la SWAPO détenus en vertu de la loi sur le terrorisme en 1974, et en particulier sur le cas de M. David Meroro. M. Vigne a dit que l'on avait reçu des rapports sur les traitements extrêmement sévères, qui lui avaient été infligés pendant sa réclusion de cinq mois. Les autorités sud-africaines semblaient croire qu'il était une personnalité importante dans la chaîne qui liait ce que l'on connaissait sous le nom de la "SWAPO extérieure", l'organisation officielle de la SWAPO en dehors de la Namibie, et l'organisation intérieure. Il aurait participé à la planification d'une action ou d'une insurrection militaire dans le territoire. M. Katjavivi a mentionné un article paru dans l'Observer de Londres 207/ selon lequel : "Il aurait été sévèrement brutalisé par la police et, en mauvaise condition physique avant son arrestation, il se trouverait actuellement dans un état désespéré." M. Kaudjue a dit que lorsque l'une des filles de M. Meroro est allée à la prison pour lui porter quelques vêtements propres, il y avait du sang sur une chemise blanche qui était dans le linge sale qu'il lui avait donné.

229. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, un rapport confidentiel récent présenté à la SWAPO donne des détails sur le traitement infligé en prison et pendant l'interrogatoire à tous les dirigeants de la SWAPO jugés après les opérations de ratissage de la police en janvier-février 1974, et dans ce rapport, on exprime l'opinion que ces traitements constituent à première vue un ensemble de violations

---

205-206/ Cette déclaration a été publiée par la suite dans le Guardian, 22 mars 1974.

207/ Observer, 30 juin 1974.



persistantes et systématiques des droits de l'homme 208/. Kashea, Taapopi, Itenga, Zacharias; Johannes et Komati ont tous déposé sous serment, et Meroro était sur le point de le faire, à propos des effets sur les sens, de la réclusion; ils en ont parlé en termes tels que Taapopi, Kashea, Meroro et Komati ont dit avoir eu le sentiment d'un "début de folie". M. Meroro a dit comment, après lui avoir passé les menottes, on l'avait fait monter et descendre au moyen d'une corde au-dessus d'une fenêtre d'une cellule. Zacharias et Itenga ont déclaré sous serment avoir été soumis à des chocs électriques. Plusieurs ont relaté leur expérience dans des déclarations sous serment; dans certains cas, les interrogateurs ont été identifiés; dans deux cas - ceux des capitaines Griebenau et Botha - on disposait de photographies.

230. M. Meroro, qui est âgé de 57 ans, a été libéré sous une caution de 200 rands en juillet et assigné à résidence dans la zone urbaine de Windhoek. Son procès, pour avoir possédé de la documentation interdite, s'est ouvert au Magistrates' Court de Windhoek le 3 septembre; l'avocat de la défense a déclaré que M. Meroro pouvait témoigner du fait qu'il avait été privé de sommeil et de nourriture, frappé à maintes reprises et forcé de demeurer debout au cours des interrogatoires conduits par Griebenau et d'autres membres de la police de sécurité. Le capitaine Griebenau a rejeté ces allégations devant le tribunal. A la reprise de l'audience, les 14 et 15 octobre, M. Meroro a dit avoir été arrêté par le capitaine Jan Griebenau, de la police de sécurité de Windhoek; les autres agents présents à son interrogatoire étaient un commandant Shoon, de Prétoria, et les capitaines Coffie et Booyson. Il a été interrogé les 8 et 9 février et, à ces occasions, on l'a obligé de demeurer debout, on ne lui a pas permis de se rendre aux toilettes, et on ne lui a rien donné à manger. On lui a posé de nombreuses questions, et on lui a notamment demandé des renseignements sur les gens "se dirigeant vers les frontières" et sur le "numéro 17". Ces officiers et d'autres agents qu'il ne connaissait pas l'avaient frappé à tour de rôle, ce qui l'avait fait saigner du nez, causant une perte de sang importante. Une corde avait été attachée autour de ses mains, tirée à travers la fenêtre de la cellule, et on l'avait soulevé par les bras quatre fois jusqu'au point où il pouvait à peine tenir debout. Par la suite, on ne l'avait plus battu, mais il a été transféré à une cellule de l'aéroport Strijdom, où il a été maintenu en réclusion 6 semaines sans jamais pouvoir sortir pour prendre de l'exercice. Il souffrait d'insomnies et d'hallucinations, pendant lesquelles il croyait voir un rhinocéros à la charge et un serpent mamba. Un psychiatre de Windhoek, le docteur Twomey, l'avait soigné pour de graves tensions psychologiques lors d'une première visite, le 3 juillet; lors d'une autre visite, le 12 juillet, il avait constaté que les réponses de M. Meroro étaient vagues; M. Meroro avait dit que c'était dû aux attaques dont il avait fait l'objet après son arrestation 209/.

231. Tant Axel Johannes que Lot Zacharias ont déposé des déclarations sous serment datées du 14 août lorsqu'ils ont demandé leur mise en liberté sous caution à la High Court de Windhoek en septembre. Axel Johannes avait été interrogé en même temps que David Meroro, par quelques-uns des mêmes interrogateurs; il avait été traité de la même façon, avait subi de graves sévices et avait été mis en réclusion. Il avait essayé de se noyer dans la cuvette du WC, au quartier général de la police à Windhoek, mais, dans un état de faiblesse trop grand, il n'avait pu donner suite à cette tentative.

---

208/ Rapport confidentiel à la SWAPO, troisième partie, septembre/octobre 1974, chap. V, "Political trials" (miméographié).

209/ Times, 4-5 septembre 1974; Windhoek Advertiser, 15-16 octobre 1974; Namibia News, août-septembre, vol. 7, Nos 8-10.

Lot Zacharias a déclaré qu'il avait été torturé à l'électricité à plusieurs reprises et avait fait l'objet de sévices. Au cours de leur procès, George Itenga, qui a comparu comme témoin à charge, a déclaré avoir été torturé à l'électricité, alors qu'il avait les yeux bandés, à Gobabis. Il avait été détenu en réclusion dans la prison d'Etat de Windhoek, à l'aéroport de Strijdom et à Rehoboth. Il avait fait l'objet des mêmes sévices à Windhoek; la police avait essayé de l'obliger à avouer que Daniel Shiwangurula, un autre des détenus, l'avait envoyé à la frontière. Le 14 août, on lui avait fait signer une déposition, et on lui avait dit qu'il devrait déposer au procès le 9 septembre. Aucune de ces dépositions n'a été contestée devant le tribunal 210/.

232. Lorsque le tribunal a été appelé à statuer sur la demande de mise en liberté sous caution présentée par Ezriel Taapopi et Joseph Kashea le 23 septembre en intentant d'interjeter appel devant la Cour suprême de Windhoek, des déclarations sous serment soumises par la défense contenaient des allégations de mauvais traitements de la part de la police. Le juge a dit que la police n'avait pas eu la possibilité de réfuter ces allégations 211/, et a rejeté les demandes.

233. La "solitude terrible" des conditions d'emprisonnement, conduisant à des hallucinations, a été décrite par Thomas Komati dans une déclaration sous serment présentée à la Magistrates' Court de Windhoek dans une demande tendant à l'annulation de sa condamnation pour délit de grande voirie. Il a déclaré qu'indépendamment d'entrevues bimensuelles, il n'a pas été autorisé à sortir de sa cellule pendant ses six mois de réclusion. Ses seuls repas consistaient d'une bouillie et d'un seau d'eau, rempli tous les quatre ou cinq jours, tout aussi bien pour boire que pour se laver. Après quelques semaines, il a commencé à avoir des hallucinations; il a commencé à se souvenir de ses amis, de sa famille et de conversations politiques. A une occasion, il a inscrit avec une cuillère, sur les murs de sa cellule, l'expression "Une Namibie, une nation"; c'est ceci qui avait motivé l'accusation. Alma Hannon, chargé de cours au Département de l'Université du Witwatersrand, a déclaré dans une déclaration sous serment que cette relation des faits correspondait à une hallucination 212/.

234. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, d'autres allégations de tortures infligées aux détenus ont été faites par les Eglises pendant la période considérée 213/. En avril, l'évêque Johannes de Vries, Président de l'Eglise luthérienne évangélique et Vice-Président de l'Eglise luthérienne évangélique Ovambo-Kavango, a fait savoir que huit prélats avaient tenu une série de réunions avec M. Vorster l'année précédente pour parler des allégations de tortures faites par les détenus en 1972. Une liste de 37 Africains disposés à déposer devant une commission impartiale avait été communiquée à M. Vorster, lequel avait promis de faire une enquête approfondie sur la question à condition que le secret soit maintenu. En août 1973, les prélats avaient reçu une lettre du Cabinet du Premier ministre indiquant que l'on avait fait une enquête approfondie et que les allégations avaient été trouvées sans fondement. L'évêque avait jugé de son devoir de révéler ces contacts car les prélats étaient convaincus que rien n'avait été fait et qu'aucun des 37 Africains n'avait été invité à déposer. Il a dit que la torture des détenus se poursuivait indubitablement, et il a demandé la nomination d'une commission d'enquête indépendante pour enquêter sur ces allégations. Cet appel a été appuyé par le Rév. Richard Wood, l'évêque anglican, qui a déclaré que des déclarations sous serment pourraient être produits pour étayer les allégations. Les détenus.

---

210/ Rapport confidentiel à la SWAPO, chap. V.

211/ Rapport confidentiel à la SWAPO, chap. V.

212/ Namibia News, juin-juillet 1974; vol. 7, Nos 6-7.

213/ Voir E/CN.4/1135, par. 237 à 240.

torturés avaient reçu des chocs électriques, avaient été battus, avaient été obligés de porter de lourdes pierres et avaient été emprisonnés dans des huttes dans des conditions de chaleur insupportables. Par la suite, M. Vorster a contesté ne pas avoir fait une enquête appropriée sur ces allégations 214/.

c) Allégations concernant les violations du droit de l'accusé à un procès juste et public, et procédures de plaintes et de recours

235. Il ressort des témoignages soumis au Groupe spécial concernant les procédures de jugement des personnes arrêtées pendant la période considérée que les droits des détenus ont été manifestement violés. Les arrestations dans le cadre des pouvoirs d'urgence en vigueur dans l'Ovamboland et en application de la loi sur le terrorisme ont laissé les détenus sans recours juridique, car il leur a été expressément interdit de consulter un avocat, sauf avec l'autorisation préalable du Ministre de la justice. Un grand nombre des arrestations ont eu lieu dans les parties du territoire qui sont éloignées, ou inaccessibles.

236. On a parlé plus haut de l'état des personnes jugées après leur période de détention en vertu de la loi sur le terrorisme. M. Katjavivi (RT. 151) a dit que lorsque Ezriel Taapopi et Joseph Kasheha ont comparu devant le tribunal le 10 juin, la défense a appelé l'attention sur leur faiblesse physique. Ces hommes venaient de sortir d'une période de réclusion et c'était le matin même de leur comparution devant le tribunal qu'ils avaient rencontré leur avocat pour la première fois; le procès a été renvoyé au 17 juin.

---

214/ Sunday Times, Johannesburg, 14 avril 1974; Rand Daily Mail, 15 et 20 avril 1974.

## C. CONDITIONS DES AFRICAINS DANS LES "HOMELANDS" BANTOUS

### 1. Historique

237. Le système de "réserves indigènes" organisé par l'administration allemande avant la période du mandat, et repris par la suite et élargi par le Gouvernement sud-africain, a été décrit dans un précédent rapport du Groupe spécial; les incidences de la politique des "homelands", telle qu'elle a été établie par la "Commission Odendaal" de 1964, ont également été décrites <sup>215/</sup>. Dans son rapport de 1974, le Groupe a résumé les lois promulguées depuis février 1973 pour continuer à établir des homelands destinés aux soi-disant "nations autochtones" conformément aux dispositions de la loi modifiée sur la préparation des nations autochtones du Sud-Ouest africain à l'autonomie (Development of Self-Government for Native Nations in South West Africa Amendment Act), No 20 de 1973 <sup>216/</sup>.

### 2. Résumé des mesures législatives adoptées récemment

238. La plupart des mesures législatives promulguées pendant la période considérée prolongeaient ou renforçaient le processus législatif analysé dans le précédent rapport du Groupe spécial.

239. La Proclamation R241 de 1973 modifiait certaines dispositions de la Proclamation R348 de 1967 relative aux chefs, sous-chefs et adjoints (Chiefs, Headmen, Chiefs' Deputies and Headmen's Deputies) conformément à l'annexe qui y était jointe. En particulier, elle habilitait le commissaire autochtone à prendre des décisions en matière d'appels criminels et civils si ceux-ci n'avaient pas fait l'objet d'une décision par une cour d'appel de sa juridiction dans un délai de 90 jours, ainsi qu'à lancer des mandats d'arrêt en vue de la détention de toute personne condamnée à une peine de prison, qu'il ait ou non compétence en matière pénale en vertu de la section 7 de la Proclamation relative à l'administration autochtone (Native Administration Proclamation), No 15 de 1928. Un amendement autorisant les forces de police sud-africaines à "fournir leur assistance à tout commissaire autochtone" a été inséré dans la proclamation <sup>217/</sup>.

240. Plusieurs lois des "homelands" kavango et du Caprivi oriental ont été approuvées par le Président de l'Etat de la République sud-africaine et ultérieurement promulguées pendant la période considérée. La loi No 3 de 1973 du Conseil législatif du Kavangoland (Trading and Licensing Enactment of Kavango) avait pour objet de contrôler les opérations commerciales des membres de la "nation kavango" <sup>218/</sup>; la loi No 1 de 1974 du Conseil législatif du Caprivi oriental (Appropriation Enactment) autorisait l'ouverture d'un crédit destiné au compte de dépenses du Revenue Fund pour l'exercice allant jusqu'au 31 mars 1975 <sup>219/</sup>; la loi No 2 de 1974 du Conseil législatif du Caprivi oriental (Taxation Enactment) prévoyait le prélèvement d'un impôt général de 2 rands et d'un impôt sur le revenu égal à 1 % du revenu imposable, avec effet au 1er avril 1975 <sup>220/</sup>.

---

<sup>215/</sup> Voir E/CN.4/1020/Add.1, chap. XV, par. 29 à 36; et A/8723/Add.2, par. 11 à 40.

<sup>216/</sup> Voir E/CN.4/1135, par. 245 à 252.

<sup>217/</sup> Government Gazette, No 4059.

<sup>218/</sup> Government Gazette, No 3999.

<sup>219/</sup> Government Gazette, No 4287.

<sup>220/</sup> Government Gazette, No 4287.

241. Des dispositions réglementaires rattachées à la proclamation sur les affaires du Rehoboth Gebiet (Rehoboth Gebiet Affairs Proclamation) de 1928 et à ses amendements ont été appliquées d'ordre du gouvernement en vue de l'élection de sept membres du Comité consultatif du Rehoboth Gebiet, qui devaient avoir lieu en septembre 1974 221/.

242. Une série de proclamations avaient pour objet d'assurer l'application des dispositions des lois suivantes : Coloured Persons in South West Africa Education Act, No 63 de 1972; Basters of Rehoboth Education Act, No 85 de 1972; Nama Persons in South West Africa Education Act, No 86 de 1972, entrée en vigueur le 1er janvier 1974. En outre, une série de dispositions réglementaires, élaborées en vertu de chacune de ces lois, ont été publiées dans des annexes à ces lois. Ces dispositions portaient sur des questions telles que la nomination et les conditions d'emploi des enseignants, l'admission des candidats dans les écoles publiques, le contrôle des élèves et leur renvoi, la suspension des élèves de ces écoles ou l'imposition d'autres sanctions 222/.

### 3. Analyse des témoignages

#### a) Droits politiques et pouvoirs de la police

243. M. Katjavivi (RT. 151) a évoqué la situation dans le nord de la Namibie et le harcèlement constant de la population par la police, les soldats sud-africains et les autorités tribales. (Voir aussi plus haut, par. 202). Les troupes ne sont pas utilisées seulement contre les combattants de la SWAPO, mais aussi contre la population civile, non armée, de la région, de façon à la démoraliser. Les formes de répression suivantes ont été signalées en Ovamboland : arrestations arbitraires par les autorités tribales, fermeture de magasins et de restaurants, ordres donnés à certaines personnes d'aller habiter ailleurs, confiscation de sommes d'argent, violences; la formation à Ongongo (Ovamboland) d'une nouvelle unité de police tribale, dont les membres sont armés et toujours prompts à se servir de leurs armes; la délivrance de cartes d'identité par les autorités tribales en Ovamboland. Des membres de la SWAPO avaient refusé de porter sur eux ces cartes, ce qui était une condition nécessaire pour obtenir un emploi ou recevoir un traitement médical. M. Katjavivi a en outre déclaré qu'il existait un camp de concentration depuis la mi-1973 à Omidamba, près des chutes de Ruacana, sur la frontière de l'Angola et de la Namibie. Les autorités du "homeland" ovambo avaient récemment décidé de créer un camp spécial pour les dirigeants de la SWAPO, où ceux-ci pourraient être détenus indéfiniment; cette décision avait été prise à la réunion du Conseil législatif ovambo, tenue en juin 1974, au cours de laquelle la création d'unités militaires noires a fait l'objet d'un débat. M. Katjavivi a déclaré que la présence sud-africaine dans le territoire dépendait entièrement de la présence des forces armées; celles-ci s'étaient efforcées d'imposer les Bantoustans, malgré la résistance de la population, afin de consolider l'occupation illégale. La politique officielle consistait à déchoir de leurs fonctions les chefs qui s'associaient à la lutte de libération et à choisir, un à un, parmi les notables des tribus, des individus disposés, pour des motifs divers, à exercer leurs fonctions dans la structure des bantoustans.

---

221/ Government Gazette, No 4338.

222/ Government Gazette, No 4073. Voir aussi E/CN.4/1111, par. 147.

244. Les armes à feu confiées à la police tribale avaient pour but de protéger le ministre principal ovambo et les chefs de tribus et ne visaient pas à "menacer le public", selon une déclaration du ministre ovambo de la justice, faite au cours d'une parade de stagiaires qui venaient d'être formés par la police sud-africaine, au mois de janvier 223/. On a également appris que 10 Africains de l'Ovamboland spécialement choisis devaient entreprendre en juillet 1974 un cours de formation d'instructeurs des forces de défense, le même que suivaient les Blancs, à Prétoria. Les stagiaires formeraient d'autres candidats à leur retour en Ovamboland, sous la supervision des forces de défense sud-africaines 224/. Le Star de Johannesburg a publié des cas détaillés "d'intimidation pure et simple, de violences illégales et de détentions arbitraires pour éliminer l'opposition politique" de la part de la police tribale ovambo. Les responsables blancs, selon cet article, fermaient les yeux sur ce régime de terreur 225/.

245. Plusieurs témoins ont évoqué l'exode d'Africains qui ont quitté l'Ovamboland pour l'Angola en juin-septembre 1974 (voir plus loin, section D) en raison de la politique appliquée actuellement par les autorités sud-africaines.

246. M. Katjavivi (RT. 151) et M. Katjivena (RT. 187) ont mentionné l'annonce faite par le Gouvernement sud-africain concernant l'envoi d'unités des forces de défense qui allaient être stationnées dans la bande de Caprivi et le long de la frontière septentrionale. Selon les renseignements dont dispose le Groupe, la passation de pouvoirs de la police militaire à l'armée a commencé en mars 1973. Les opérations actuelles au Caprivi ont été qualifiées de "campagne psychologique" revêtant un caractère militaire et politique, puisqu'il serait nécessaire de convaincre les habitants pour s'assurer de leur "bonne volonté". L'opération dépendait à 80 % des aspects civils du développement dans la région, d'après une déclaration du ministre de la défense, M. P.W. Botha. Les soldats de carrière devaient prendre en main la direction des diverses bases de la région, avec l'aide de recrues faisant leur service militaire et de traqueurs africains. Le commandant Minnaar Fourie a déclaré que depuis le 19 avril 1971 dix hommes de la police sud-africaine avaient été tués et 46 blessés par l'explosion de mines 226/.

b) Déplacements forcés de populations africaines

247. La mention de "camps de concentration" qui a été faite lors d'un témoignage présenté au Groupe (Katjavivi, RT. 151) semble concerner non des camps de transit ou de réinstallation, mais des camps de la police où celle-ci place l'excédent des personnes qu'elle détient, ou des camps d'urgence organisés par la police à l'intention de détenus.

248. Plusieurs témoins ont évoqué la réinstallation forcée d'individus et de groupes dans les "homelands". M. Ngava (RT. 167) a déclaré qu'il avait connaissance de deux catégories de déplacements : le déplacement de travailleurs Africains, lorsqu'ils deviennent trop âgés pour travailler, depuis Windhoek et d'autres endroits de la "zone de police" à destination des "homelands", et le déplacement de jeunes gens à destination de localités éloignées en raison de leur activités politiques. Ces déplacements ne sont pas

---

223/ Windhoek Advertiser, 8 janvier 1974.

224/ Rand Daily Mail, 27 juin 1974.

225/ Star, 11 mai 1974.

226/ Star, 16 juin 1974; South African Digest, semaine terminée le 21 juin 1974.

uniquement effectués pour les raisons que l'on vient de citer, mais aussi pour accroître artificiellement la population des "homelands". Il existe des concentrations, principalement constituées de personnes déplacées, dans les réserves d'Ochinene, de Kakrara et d'Okombahe.

249. M. de Beer (RT. 151) a déclaré que le Gouvernement sud-africain avait l'intention d'accroître la population des réserves et des zones rurales afin de constituer une base pour les Bantoustans. Son dessein était de déplacer tous les Africains qui ne travaillaient pas dans des villes et n'étaient pas encore installés dans des réserves, et de les envoyer dans les "homelands" auxquels ils étaient affectés, souvent en usant d'encouragements économiques pour les inciter à se déplacer, dans le but de racheter les terres ainsi libérées. Les personnes qui devenaient économiquement inutiles dans des villes comme Windhoek n'étaient pas confiées à des maisons de retraite mais arrachées à leur lieu de résidence, où elles avaient passé toute leur vie, et envoyées dans des réserves qu'elles n'avaient jamais vues auparavant. Il y avait eu une maison de retraite à Windhoek, mais elle servait à présent de camp de transit pour les personnes âgées que l'on envoyait dans les réserves. Il s'agissait d'une tentative concertée non seulement pour diviser la population africaine selon l'appartenance tribale, mais aussi pour renforcer le contrôle des blancs sur les terres qui se prêtaient le mieux à l'agriculture et les régions les plus productives. Les réserves étaient éparpillées sur le pourtour de cette région : pour ce qui est de ce que le Gouvernement nomme "Hereroland", les Hereros disaient qu'ils n'y avaient jamais vécu, car la région ne permettrait pas à leurs vastes troupeaux de subsister et ils perdraient ainsi le peu de richesses qu'ils possédaient. A la fin de 1973, un petit groupe de personnes ont été déplacées de force de Riemvasmaak (Province du Cap) au "Damaraland", sans que les habitants de cette zone aient été consultés au préalable. On a appris qu'un groupe de Damaras s'était installé dans la Province du Cap, une soixantaine d'années auparavant et que ce déplacement entraînerait des séparations familiales, car certains enfants avaient été classés dans la catégorie des métis 227/.

250. Selon les renseignements communiqués au Groupe, 29 % environ de la population africaine (650 000 personnes) devraient être réinstallées si la politique des Bantoustans devait être pleinement appliquée. Environ 95 % des Damaras et 75 % des Hereros vivaient en-dehors des "homelands" auxquels ils étaient affectés. Sur les 150 000 Africains qui vivaient en-dehors des réserves existantes, 44 % environ vivaient dans des zones urbaines et 56 % dans des zones rurales, où ils travaillaient dans des exploitations agricoles appartenant à des Blancs 228/.

c) Liberté individuelle et liberté de mouvement

251. M. de Beer (RT. 151) a évoqué les restrictions apportées à la liberté de mouvement des Africains dans les "réserves autochtones". Ils ne pouvaient en général quitter ces zones, sauf s'ils possédaient un permis attestant qu'ils cherchaient du travail, ce qui les autorisait à se rendre dans une zone urbaine à cette fin. Les visiteurs n'étaient admis dans les réserves que sur autorisation; ce procédé avait été en particulier utilisé pour faire obstacle aux activités des églises en Namibie; on refusait en moyenne

---

227/ Sunday Times, 18 novembre 1973.

228/ Uprooting a Nation (Londres, Africa Publications Trust, mars 1974), p. 31.

une autorisation par mois à des personnes désireuses de se rendre dans une autre réserve pour s'acquitter de fonctions liées à leurs activités religieuses. L'évêque suffragant anglican du Damaraland, le révérend Richard Wood, n'avait pas été autorisé à entrer en Ovamboland, où il y avait 40 000 fidèles. En juin 1974, l'autorisation d'entrer en Ovamboland avait également été refusée à l'évêque anglican de Bloemfontein, le très révérend Frederick Amore. Un prêtre anglican ovambo, le révérend Philip Shilengo, avait été chassé de la propriété d'Odibo, appartenant à la mission, par les autorités tribales de Kwanyana, ce qui l'a rendu incapable de s'acquitter de ses fonctions d'archidiacre à Odibo.

252. Selon les renseignements dont dispose le Groupe, le principal du paulinium d'Otjimbingwe, le pasteur Klaus Eicholz, a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion en mars 1974. C'était le seul Blanc du Conseil exécutif de l'Eglise évangélique luthérienne en Namibie 229/.

d) Possibilités économiques

253. Mme Herbertson (RT. 155; voir aussi son témoignage écrit) a déclaré que la situation déjà peu satisfaisante dans les réserves était aggravée par la politique officielle consistant à n'offrir que le minimum d'emplois, ce qui obligeait les hommes à chercher du travail dans le secteur blanc de l'économie. En Ovamboland, le taux de chômage était évalué à 70 %, mais ce fait était camouflé dans les statistiques officielles en classant les chômeurs dans la catégorie des personnes se livrant à "l'agriculture de subsistance". En Ovamboland comme dans d'autres réserves, chaque famille avait besoin de revenus en espèces pendant au moins une partie de l'année; si les hommes ne pouvaient pas travailler, ils n'avaient d'autre choix que de rester chez eux et de s'occuper de leurs bêtes. Le travail de la terre était lent et pénible; il n'y avait pas de tracteurs; rares étaient ceux qui pouvaient acheter une charrue et des boeufs. Les principales cultures étaient les différents types de maïs et, au deuxième rang, les arachides, les poivrons et les haricots. Lorsqu'il n'avait pas assez plu, la nourriture manquait et peu de familles pouvaient faire des paiements en espèces pour compléter leur alimentation. En Ovamboland, la population augmentait rapidement, ce qui signifiait que les terres devenaient très rares à l'intérieur de la réserve. Les divers établissements de la Bantu Investment Corporation (BIC), qui était censée promouvoir le développement économique des "homelands", avaient mis sur pied des projets qui n'employaient que 587 Africains (et 93 Blancs) dans l'ensemble du territoire et avaient consenti 20 prêts au total à des Africains depuis la création de la BIC en 1959. La situation était pire dans d'autres "homelands", mais la population y était moins dense; les habitants du "Hereroland" et du "Damaraland" pouvaient à peine subsister en grattant le sol sableux. Abstraction faite de quelques magasins de commerce général, il n'y avait pas d'emplois pour la population locale dans ces zones. Au Damaraland, la société qui exploitait les mines de la région (la mine d'étain de l'ISCOR à Uis) faisaient venir des travailleurs contractuels ovambo plutôt que d'utiliser la main-d'oeuvre locale. Dans toutes les réserves, il n'y avait pas de marché intérieur pour la vente de l'excédent de la production agricole, et les Africains ne pouvaient se livrer au commerce du bétail à l'extérieur des réserves. Sauf dans le cas de la minorité qui trouvait du travail dans le commerce ou l'administration, le seul moyen de gagner de l'argent était de devenir un travailleur migrant. Il ressort de tous ces faits qu'aucune possibilité digne de ce nom n'est offerte aux Namibiens sur le plan économique.

---

229/ Windhoek Advertiser, 29 mars 1974; Lutheran World Federation News service, 17 et 25 avril 1974.



254. Selon les renseignements dont dispose le Groupe, le montant des dépenses effectuées par le South African Bantu Trust Fund, responsable dans le cadre de l'administration bantoue des dépenses courantes et des dépenses d'équipement sur le territoire des "homelands", a été de 10,4 millions de rands et de 2,3 millions de rands pour la Namibie et le Caprivi oriental respectivement (pendant l'exercice financier 1972-1973). Le chiffre de dépenses le plus important se rapportait à la construction, à l'irrigation et à l'approvisionnement en eau ainsi qu'aux townships bantous 230/.

#### D. MANIFESTATIONS GRAVES DE COLONIALISME ET DE DISCRIMINATION RACIALE

255. On se souviendra que la Commission des droits de l'homme a décidé, dans sa résolution 21 (XXV) adoptée à sa vingt-cinquième session, que le mandat du Groupe spécial d'experts comporterait une enquête sur les manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale que révèle la situation régnant en Namibie. Conformément à cette résolution, le Groupe spécial d'experts a présenté un rapport préliminaire (E/CN.4/1020/Add.1, par. 1 à 70) à la Commission à sa vingt-sixième session, ainsi qu'un autre rapport (E/CN.4/1050) à sa vingt-septième session.

256. Lors de ses sessions de 1974, le Groupe spécial a continué à étudier la question de savoir si la situation révélait des éléments du crime de génocide et d'autres manifestations de l'application de l'apartheid à la Namibie.

##### i) Massacres et violations du droit à la vie

257. M. Katjavivi (RT. 151) et M. Hishongua (RT. 180) ont mentionné les civils tués par les troupes sud-africaines dans la bande de Caprivi en octobre 1968, et l'exode de réfugiés que cela a entraîné vers la Zambie et le Botswana. Cette région avait été mitraillée et bombardée puis des troupes y étaient entrées la baïonnette au canon, action qui avait entraîné la mort de 63 personnes, l'arrestation de 350 autres et la fuite de 2 000 réfugiés. Sur les centaines de nouveau-nés qui accompagnaient leurs parents lors de la fuite en Zambie, 53 sont morts de faim et de maladies en route. Des bombardements aveugles d'autres villages pacifiques s'étaient également produits dans la région, et de nombreux Namibiens se trouvaient désormais sans abri et avaient perdu leur famille.

258. D'autres témoins, M. Ngava (RT. 167) et M. Sanden (RT. 186) ont dit que les Sud-africains avaient empoisonné des trous d'eau dans les régions où ils pensaient que les combattants de la liberté opéraient. Les trous d'eau étaient maintenant systématiquement gardés par les soldats de la SWAPO de façon à pouvoir lancer un avertissement si des troupes sud-africaines atterriquaient par hélicoptère pour empoisonner l'eau.

259. En ce qui concerne les massacres dans la bande de Caprivi, le Groupe a reçu les renseignements suivants : M. Sanden (RT. 185) et M. Spee (RT. 186) ont apporté le témoignage d'un autre massacre dans la bande de Caprivi, qui se serait produit, ont-ils dit, en septembre 1973. Ils avaient été initialement invités par la SWAPO à se rendre dans les régions de la bande de Caprivi qui se trouvait sous le contrôle des guerrilleros en 1972, mais ce n'est qu'en décembre 1973 que l'on avait pu mettre au point les arrangements en vue de ce voyage, le premier de ce type. En janvier 1974, ils sont arrivés à Caprivi comme journalistes et cinéastes représentant la société suédoise de radio-diffusion et de télévision et se sont déplacés pendant un mois avec une force de la SWAPO. Ils ont été emmenés voir les restes d'un village du district de Kalanga qui,

selon leurs guides de la SWAPO avait été détruit par les troupes sud-africaines en septembre 1973, qui avaient massacré aussi les habitants du village. Ils ont pu voir les restes de huttes, certains instruments de cuisine, et de 25 à 30 crânes, des squelettes et des ossements étant éparpillés dans tout le village. Comme ils étaient arrivés trois mois après le commencement de la saison des pluies, l'herbe avait poussé très vite, et il avait fallu déplacer les crânes pour les photographier et les filmer. Des diapositives de ces vestiges ont été communiquées au Groupe spécial à titre de preuve, et les témoins ont dit que le film qu'ils avaient fait serait mis à la disposition du public après avoir été projeté à la télévision suédoise. Ils ont aussi pris des photos de plusieurs grenades trouvées dans le village et ils ont emporté avec eux une douille et l'ont soumise au Swedish High Command afin de l'identifier. D'après les photographies, les grenades portaient, selon la publication War Monthly à Londres, une ressemblance étroite avec des grenades fumigènes répertoriées dans Satory, un catalogue d'armes françaises ou de grenades américaines fabriquées entre 1950 et 1960. A Lusaka, ils ont interrogé le seul survivant du massacre, M. Aaron Hangula, âgé de 74 ans, par l'intermédiaire d'interprètes mis à leur disposition par la SWAPO. Il avait été prévenu par des soldats de la SWAPO de l'attaque de l'endroit prévue pour le 18 septembre. Au cours de cette attaque, deux Blancs étaient morts et plusieurs guerrilleros avaient été blessés. Le jour suivant, des soldats sud-africains étaient arrivés et avaient tué 105 villageois en les aspergeant d'essence. Il avait été trouvé par les soldats, torturé dans le but de lui faire dire où se trouvaient les unités de la SWAPO, et laissé pour mort dans la savane. Il avait été ensuite trouvé inconscient par les soldats de la SWAPO. Cette version des faits a été confirmée par M. Nanyemba, Secrétaire à la défense de la SWAPO, qui a dit que le massacre avait été une mesure de représailles. Les Sud-africains étaient arrivés en hélicoptères et avaient largué de l'essence, des grenades fumigènes et des bombes à percussion. Ils étaient ensuite entrés dans le village la baïonnette au canon et avaient tué les survivants. Les témoins ont dit qu'ils étaient disposés à se rendre à nouveau dans cette région avec une commission d'enquête impartiale pour identifier le village, lequel avait été atteint après deux jours de marche à partir d'une base de la SWAPO située dans la bande de Caprivi. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, un groupe de 18 journalistes étrangers et de 13 journalistes sud-africains ont participé à une enquête de deux jours dans la bande de Caprivi. Ils se sont déplacés dans des hélicoptères fournis par l'armée de l'air sud-africaine et ont été accompagnés par le commissaire général pour la partie Est de Caprivi et directeur de la Division pour le Sud-Ouest sud-africain du Ministère des affaires étrangères. Les journalistes ont survolé une région située entre le Zambèze et le Chobi, et les représentants du gouvernement qui les accompagnaient avaient fait observer que l'on ne pouvait constater aucun signe visible d'un massacre, ni aucun signe de villages évacués ou de huttes détruites. Les habitants des villages où ce groupe a atterri ont déclaré qu'il n'y avait pas, à leur connaissance, de forces de sécurité sud-africaines dans la région, bien qu'ils connaissent l'existence de la SWAPO. Il ressort des rapports faits à cette occasion que les villageois avaient été placés dans un état de crainte à l'atterrissage soudain d'un hélicoptère transportant un groupe important; dans le village de Sikosi, par exemple, le groupe était arrivé par un convoi de camions de trois tonnes, chaque véhicule transportant six soldats armés 231/. A la suite de la projection d'une partie de leur film dans le cadre d'un programme de nouvelles de la télévision suédoise au mois d'août, ils avaient reçu un telex du ministre sud-africain de la Défense, M. P.W. Botha, démentant le massacre. Les deux

---

231/ Windhoek Advertiser, 20/21 August 1974; Star, 24 August 1974; Times, 21/22 August 1974.

témoins ont été ensuite invités, par l'intermédiaire de la légation sud-africaine à Stockholm, à se rendre dans la région aux frais des Sud-africains pour indiquer le théâtre du massacre à un groupe de journalistes qui devait se rendre dans la bande de Caprivi sur l'invitation du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Hilgard Muller. L'invitation avait été acceptée, à condition que le groupe comprenne le commissaire des Nations Unies pour la Namibie, M. Sean MacBride, un guide namibien choisi par les deux témoins et placé sous la protection du Commissaire des Nations Unies, et à condition aussi que l'on puisse utiliser du matériel cinématographique. Dans une déclaration faite le 18 août, M. Muller a rejeté ces conditions comme étant "sans rapport" avec la question et ayant été introduites pour "des considérations politiques".

ii) Flagellations

260. Plusieurs témoins ont parlé des sentences arbitraires de flagellations publiques imposées aux détenus que la police sud-africaine avait remis aux autorités tribales de l'Ovamboland. M. Katjavivi (RT. 151) et M. Alexander (RT. 188) ont donné des témoignages directs des flagellations dans la copie des déclarations sous serment faite par les intéressés 232/. Ces flagellations ont été imposées pour des "crimes" qui n'en n'étaient pas au regard d'une quelconque loi tribale ou au regard du droit sud-africain, et les procédures suivies pour parvenir à cette condamnation n'avaient aucun rapport avec une procédure que l'on puisse qualifier de légale. Dans la plupart des procès sommaires devant les tribunaux tribaux, le simple fait d'appartenir à la SWAPO suffisait pour être condamné; d'autres "crimes" étaient de chanter des chansons de la SWAPO, d'utiliser le nom de Namibie, d'arborer un drapeau ou un emblème de la SWAPO ou simplement de porter une chemise aux couleurs de la SWAPO, d'arrêter le travail ou de se mettre en grève, de causer des troubles, ou de détenir un couteau lors d'une réunion tribale. On trouvera ci-après quelques exemples :

Nathaniel Homateni : "Lorsque je suis sorti du poste de police, j'ai trouvé un certain nombre de policiers tribaux qui attendaient. J'ai été emmené, avec Franz Nangutuaká, aux bureaux tribaux à Ondangwa." On leur a demandé s'ils appartenaient à la SWAPO, ce à quoi ils ont répondu par l'affirmative. "On nous a dit de ne pas répondre et, si une victime voulait affirmer son droit de se défendre, on lui disait qu'en posant des questions, elle s'exposait à davantage de coups".

Spener Shigwere : "Le secrétaire tribal s'est levé et a dit que j'avais été reconnu coupable parce que j'avais chanté des chansons de la SWAPO et versé une contribution... de 20c. aux fonds de la SWAPO. Il a dit alors que le tribunal me condamnait à recevoir 15 coups de fouet avec la canne de palme".

Philip Alwendo : "Il a répondu que j'avais été condamné ... à recevoir 15 coups de canne de makalani ... pour avoir appartenu à la SWAPO et aussi parce que j'avais assisté à des réunions de la SWAPO et permis que mon café soit utilisé comme lieu de réunion pour les membres de la SWAPO".

Franz Nangutuuala : "Le secrétaire, Julius, a lu un morceau de papier où il était dit que j'avais été accusé et reconnu coupable pour avoir participé aux activités de la SWAPO. Il a dit aussi que, le 15 août 1973, j'avais jeté des pierres à un véhicule de la police sud-africaine. Ceci était un mensonge.

---

232/ Déposition écrite de M. Katjavivi, appendice C. "Affidavits by flogging victims", ISMUN, "Floggings in Namibia (Genève, juillet 1974).

Troisièmement, j'avais une chemise qui indiquait que j'appartenais à la SWAPO... Il a dit que j'avais été reconnu coupable de ces actes et que ma punition était 15 coups de canne. Il a ordonné qu'on m'enlève ma chemise. Lorsqu'il a dit ceci, certains chefs de village ont applaudi et certains des présents, y compris le premier ministre de l'Ovambo, Eliphas, ont ri".

L'absence d'accusation formelle contre les personnes arrêtées, l'impossibilité de prendre la parole ou de produire des témoins à décharge, l'impossibilité de se faire représenter par un avocat, l'aggravation arbitraire de la sentence au milieu de son exécution sont autant d'éléments qui sont des irrégularités, qu'elles se produisent individuellement ou en combinaison, qui entacheraient toute procédure judiciaire normale, comme en témoignent les exemples suivants :

George Hgesheya : "Lorsque le tribunal a prononcé la sentence, j'ai demandé la possibilité de prendre la parole, mais on me la refusée. Aucun témoin n'a été appelé à déposer et je n'ai à aucun moment été informé par la Commission d'une accusation quelconque".

Augustinius Kasepa : "On m'a emmené dans une salle, Je me suis trouvé devant le Chef Eliphas et cinq autres personnes. Je n'ai pas posé de question, car on m'a averti d'avance que si j'en posais, je serais puni plus sévèrement".

Manjo Ja Many : "Aucun de nous n'a reçu la possibilité de se défendre. Si j'en avais reçu la possibilité, j'aurais pu produire des témoins pour prouver mon alibi".

261. M. MacDermot (RT. 187) a dit que cette procédure ne pouvait pas être qualifiée de procès; il n'y avait pas d'accusation, pas de plaidoirie, pas de défense et pas d'avocat. On disait simplement aux victimes, sur la base d'un rapport de la police, qu'elles avaient commis une infraction et qu'elles seraient flagellées. On ne leur a pas parlé d'un droit de faire appel, ni donné la possibilité de le faire; ceux qui ont demandé l'autorisation de faire appel ont simplement été flagellés. Une pétition présentée à la Cour suprême de Windhoek par l'évêque Auala de l'église luthérienne Ovambo-Kavango et l'évêque Wood, tendant à interdire de façon permanente les flagellations avait été rejetée, ainsi qu'une demande tendant à introduire un appel contre cette décision. Cette demande a été acceptée par la suite par le Chief Justice, qu'il a fallu convaincre qu'il existait des motifs raisonnables de croire que l'appel serait accepté. Le 13 juin la Cour suprême du Sud-Ouest africain a refusé d'interdire temporairement les flagellations en attendant l'issue de cet appel, pour le motif que "une telle interdiction temporaire pouvait sérieusement compromettre l'administration de la justice dans l'Ovambo, ce qui l'emporte de loin sur toute considération concernant les difficultés que pouvaient traverser des particuliers, lesquels ont en tout état de cause toute latitude pour saisir le tribunal lorsqu'ils sont personnellement affectés". Le tribunal a considéré qu'il était essentiel d'autoriser la poursuite des flagellations, lesquelles, comme l'a fait observer M. MacDermot, pouvaient être considérées illégales au regard du droit de ce même tribunal. La Commission internationale de juristes avait elle-même écrit une lettre au Ministre sud-africain de la justice dans laquelle il était dit qu'il fallait trouver le moyen de suspendre les flagellations en attendant que la cour d'appel se soit prononcée sur leur légalité. Le Ministre de la justice a répondu que ceci équivalait à lui demander de s'ingérer "irrégulièrement dans l'administration de la justice" par les tribunaux. Il lui avait été adressé une réponse indiquant en détail les mesures administratives qui pouvaient être prises pour mettre fin à ces châtiments en attendant qu'un droit d'appel soit efficacement assuré et que la légalité de ces châtiments ait été déterminée.

262. M. Rubin (RT. 251) a dit que les fonctionnaires des Bantoustans avaient été habilités, en vertu des pouvoirs administratifs qui leur avaient été conférés par le régime illégal, à imposer des flagellations. La raison donnée par le Gouvernement sud-africain était qu'il s'agissait d'actes administratifs qui échappaient à la compétence des tribunaux.

263. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial, la Cour suprême du Sud-ouest africain a par la suite, le 19 novembre, ordonné l'interdiction temporaire des flagellations publiques et fixé un maximum de 10 coups de fouets jusqu'au 22 février 1974, date à laquelle les autorités tribales devraient indiquer à la Cour suprême les raisons pour lesquelles cette interdiction ne devrait pas être confirmée à titre permanent. Cette décision a été prise à la suite d'une pétition de Thomas Komati, qui avait reçu 30 coups de fouets, pétition appuyée par les évêques Auala et Wood. Le 22 mars, à la suite d'un certain nombre d'ajournements, la Cour suprême du Sud-ouest africain a rejeté les pétitions présentées par ces prélats tendant à ce que l'interdiction des flagellations soit permanente. On avait nommé un commissaire du Gouvernement pour représenter les autorités tribales, et le tribunal avait reçu les déclarations sous serment des victimes. La requête a été rejetée pour des raisons de pure procédure : les évêques Auala ou Wood n'avaient pas d'intérêt à agir ni de droit d'intervenir; Komati, ayant déjà été flagellé, n'avait pas le droit de faire appel; l'interdiction était superflue étant donné qu'il existait un droit de faire appel devant une cour d'appel tribale. Cette décision écartait également toute possibilité, d'appel, mais elle a été annulée par la chambre d'appel, laquelle a accordé un droit d'interjeter un recours en mai. D'autres requêtes tendant à obtenir une interdiction provisoire ont également été refusées, de même qu'une demande tendant à obtenir l'autorisation d'interjeter appel contre cette décision 233/. On a signalé que deux hommes, John Kalola et Salom Ndeulita, avaient reçu 16 et 20 coups de fouets, respectivement, après que l'interdiction temporaire eût été levée, en mars 234/. En septembre, le ministre Ovambo de la justice, le chef Mukundji a dit que des mesures étaient prises pour éliminer les "ennuis" que représentait "l'ingérence" dans la procédure criminelle des tribunaux de l'Ovamboland. A l'avenir, les châtiments corporels devaient être épargnés aux femmes, et un Conseil d'appel de l'Ovamboland devait être créé. Un tel organe devrait servir en tant que contre-mesure partielle contre de futures applications possibles d'interdits et de critiques étrangères défavorables. Une personne récusant un jugement de tribunal tribal pourrait faire appel à cet organe, qui serait composé d'un président ayant les qualifications légales d'un magistrat, et d'un maximum de sept autres personnes 235/.

264. M. Alexander (RT. 188) a dit que les deux affidavits de M. David Shihepo réfutaient effectivement l'assertion du département de l'administration bantoue faite le 13 novembre 1973, selon laquelle la flagellation en Ovamboland était "résolument une question tribale et que c'est une vieille coutume de la tribu". M. Shihepo est né en 1885 et, depuis 1912, a assisté aux sessions du tribunal tribal Kwanyama où il s'est familiarisé avec les lois et coutumes de la tribu. La flagellation n'avait jamais été imposée avant les années 1940 et l'a été seulement sur les instructions d'un commissaire aux Affaires indigènes du nom de Hahn. Elle était assignée aux personnes accusées de crimes, mais le nombre de coups n'excédait jamais six, même dans le cas d'infractions graves. Les condamnations tribales avaient toujours été des amendes, notamment sous forme de paiements en tête de bétail ou, pour certaines infractions, la peine de mort. Les actes consistant à quitter le travail ou à faire grève n'étaient pas des infractions au regard du droit tribal, et les traditions des lois et des coutumes Kwanyama n'avaient jamais considéré comme une infraction pénale le fait d'inciter à des troubles politiques.

233/ ISMUN, op cit, p. 4  
Windhoek Advertiser, 22 mars 1974

234/ Star, 6 avril 1974;  
Windhoek Advertiser, 11 avril 1974.

235/ Windhoek Advertiser, 8 septembre 1974.

265. M. Smart (RT. 156) a déclaré que les autorités sud-africaines s'étaient efforcées d'incapaciter les organisations politiques opposées à l'apartheid en détenant leurs responsables et en remettant les détenus remis en liberté à la police tribale; les flagellations publiques étaient devenues un moyen quasiment habituel de punir des opposants politiques pacifiques. Bien qu'ils aient en mains tous les leviers de la vie politique et économique, les Sud-africains maintiennent toutefois qu'ils ne peuvent intervenir. M. Rubin (RT. 151) a déclaré que tous les "homelands" étaient des organisations subordonnées qu'ils soient ou non "autonomes", ils sont assujettis à la législation souveraine de l'Afrique du Sud.

266. M. MacDermot (RT. 187), M. Alexander (RT. 188) et M. Katjavivi (RT. 151) ont témoigné de la complicité de la police sud-africaine dans les flagellations et de l'extrême brutalité de ces dernières, qui laissaient les victimes inconscientes et perdant abondamment leur sang; les blessures infligées pouvaient être mortelles. M. MacDermot a déclaré que les tribunaux tribaux étaient de toute évidence sous la domination de la police sud-africaine de sécurité et étaient disposés à intervenir lorsqu'ils recevaient un rapport de la police ne contenant aucun témoignage direct mais seulement des ouï-dire. M. Katjavivi a déclaré qu'un grand nombre des victimes avaient été frappées à l'aide de cannes de makalani utilisées non seulement du côté plat mais aussi du côté tranchant; dans la plupart des cas, elles avaient été contraintes de se dévêtir complètement. M. Alexander a mentionné des déclarations faites par des victimes dans leurs affidavits :

Spener Shigwele : "Nakwafila m'a ordonné d'ôter mon pantalon et mon slip ... il m'a ordonné de m'allonger sur une chaise située au milieu de la salle ... Les coups m'infligeaient une douleur atroce et il y avait de longues pauses entre les coups ... Après m'avoir frappé plusieurs fois, Nakwafila a alors changé la canne de position et m'a frappé en utilisant le côté étroit; la canne pénétra dans la chair et je me mis à saigner."

Franz Nangutuuala : "On m'ordonna de me déshabiller. J'étais nu et on m'ordonna de m'allonger sur la chaise ... Je leur dis que je ne me sentais pas bien car j'avais été violemment battu le jour de mon arrivée par la police sud-africaine. J'ai dit que j'étais innocent et qu'il n'y avait en aucune façon lieu de me châtier... On m'a maintenu de force (c'étaient des policiers de la police tribale). Les coups étaient terribles et il me frappa non seulement en utilisant le côté plat, mais aussi en utilisant le côté étroit de la branche de makalani. Je saignais et je hurlais de douleur ... J'avais déjà reçu 15 coups; des membres de l'autorité tribale hurlèrent qu'il fallait continuer. Alors, Nakwafila recommença à me frapper et je perdis conscience."

Nathaniel Homateni : "Je desserrai et tirai mon pantalon et je baissai mon slip jusqu'en dessous de mes genoux ... J'ai 47 ans et je me sentis extrêmement humilié et rabaissé ... La douleur était terrible et causa des blessures ouvertes. Au huitième coup, je perdis conscience." 236/

267. Deux témoins, Andreas Muukwano (RT. 165, et déposition écrite) et Othili Nangolo (RT. 165, et déposition écrite) ont donné au Groupe un témoignage direct des flagellations qu'ils avaient subies. M. Muukwano a été condamné à une peine de 16 coups le 25 octobre 1973, après que son cas eût été examiné par un conseil de chefs Ndonga sans que M. Muukwano soit représenté. Il a été accusé, dans une déclaration dont on lui donna

lecture, d'être un membre de la SWAPO, un adversaire du Bantoustan, et d'avoir écrit des articles incitant les travailleurs à faire grève et dévoilant les mauvais traitements infligés à des Africains par les autorités sud-africaines. Après la flagellation, il pouvait à peine marcher et dut être transporté à un hôpital; il passa ensuite deux semaines au lit, incapable de s'asseoir.

268. Mlle Othilie Nangolo a déclaré qu'elle avait reçu six coups devant une foule de 1 000 personnes, en même temps que deux autres infirmières. On ne l'avait pas complètement dévêtue, mais la plus grande partie de ses vêtements de laine avaient été "remontés vers sa tête". La personne qui donnait les coups tenait la canne des deux mains; elle avait perdu conscience après le deuxième coup et pouvait à peine marcher ensuite. Elle avait été ramenée chez elle par des amis et, étant une infirmière diplômée, elle avait elle-même soigné ses blessures. Elle avait eu du mal à marcher pendant une semaine, et la douleur avait ensuite persisté pendant un mois.

269. Toutes les victimes n'avaient pas été transportées directement à l'hôpital pour y recevoir un traitement. M. Augustinius Kasepa fut contraint de rentrer à pied chez lui pour aller chercher deux rands afin de payer une taxe, bien qu'il fût tombé à terre, inconscient, immédiatement après la flagellation. M. Katjavivi (RT. 151) a déclaré que les conséquences des flagellations pouvaient être mortelles. Le Dr. Bernard May, un médecin qui avait examiné Frans Nangutuuala, a déclaré dans un affidavit que les blessures avaient été une cause de nécrose et de décollements, et que la cellulite risquait de se propager, ce qui pouvait entraîner la mort. Il y avait également un risque de septicémie, une infection du sang considérée comme très dangereuse.

270. Plusieurs témoins ont évoqué l'exode de Namibiens en Angola à partir du mois de juin, notamment M. Shindjoba (RT. 160), M. Haikali (RT. 160) et M. Hishongwa (RT. 180). L'exode résultait, disaient-ils, de la répression exercée dans le nord et de la crainte de nouvelles flagellations.

271. Le Groupe spécial d'experts a également constaté de visu des traces de blessures sur les corps des témoins qui ont été torturés.

iii) Exploitation économique par l'intermédiaire de sociétés multinationales

272. M. Vigne (RT. 151), parlant du rôle des sociétés multinationales dans l'exploitation économique du peuple namibien, a dit que ces sociétés ne se contentaient pas d'exploiter les richesses de la Namibie et de se désintéresser totalement du sort de leurs ouvriers, mais qu'elles appuyaient activement le Gouvernement Sud-africain de diverses manières. Par exemple, elles contrôlent et administrent le système de contrats de travail imposé par l'Afrique du Sud et elles imposent aux travailleurs la politique sud-africaine. Dans ses rapports à l'Assemblée générale à ses vingt-neuvième et trentième sessions (A/9024 et A/9624), le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a décrit les activités récentes des sociétés multinationales en Namibie. La participation de sociétés sud-africaines dans ces sociétés multinationales (exprimée en pourcentage) est indiquée de manière détaillée dans l'annexe I au document A/9024. Le document A/9624 donne la liste des sociétés étrangères qui exercent des activités en Namibie.

273. Parmi les activités des sociétés multinationales, il faut citer les suivantes : industrie minière, extraction de métaux de base et de diamants; prospection de minéraux de base; exploration pétrolière; prospection et commercialisation; pêche; agriculture; construction et fabrication; banque; services; etc. Le projet concernant le bassin du fleuve Guneue n'est qu'un projet parmi tant d'autres exécutés par les sociétés multinationales qui exercent des activités en Namibie.

iv) Oppression culturelle

274. S'agissant des droits culturels des Africains en Namibie et en Afrique du Sud, H. Jiriange (RT. 171) a dit qu'il n'y avait aucun musée des cultures africaines et aucun théâtre où les Africains pourraient donner des représentations et affirmer leur identité culturelle. Aucune loi Sud-africaine ne dénie aux Noirs le droit de développer leur propre culture, mais la situation est telle qu'il est pratiquement impossible aux Africains de le faire parce que le Gouvernement n'encourage pas ce développement. Dans toute la ville de Windhoek, par exemple, les Africains ne disposent que d'une seule salle de réunion, alors qu'il en existe plusieurs pour les Blancs. Les cirques et les autres spectacles qui se produisent à Windhoek donnent généralement trois représentations réservées aux Blancs et une seule à l'intention des Noirs.

275. En ce qui concerne le niveau de l'enseignement en Namibie, M. Ngava (RT 167), qui était alors poursuivi en application de la loi sur le terrorisme, a dit que son avocat était un blanc car il n'y avait pas suffisamment de noirs qualifiés en Namibie. Il a dit qu'il fallait multiplier les possibilités offertes aux Namibiens dans le domaine des études. M. Jackson Kandjue (RT 166), étudiant au séminaire de Namibie, a dit, dans sa déposition, qu'il avait été arrêté pour avoir manifesté contre l'expulsion de l'un des professeurs du Séminaire 237/ qui l'avait aidé dans ses études.

v) Autres manifestations

276. M. Katjivena (RT. 187) a également déclaré que l'un des facteurs importants avait été la nouvelle d'une décision prise par le Gouvernement sud-africain d'enrôler de jeunes membres de la SWAPO dans une milice qui serait envoyée combattre d'autres Namibiens. Selon les renseignements dont dispose le Groupe, des hommes et des femmes, dont le nombre se situait entre 500 et 600, se sont enfuis en traversant la frontière durant le mois de juin. John Ya Otto, qui fut l'un des premiers à partir, a déclaré que les raisons principales de son départ avaient été la brutalité manifestée d'une manière générale par la police tribale et l'élimination de l'opposition politique. Parmi les Namibiens qui ont ainsi pris la fuite figuraient la plupart des Namibiens de l'Ovamboland qui avaient acquis une certaine formation ou étaient plus ou moins instruits : enseignants, personnel infirmier, employés, employés des postes, employés de missions et étudiants de centres de formation professionnelle. Il a été signalé, dans un premier temps, qu'environ 150 réfugiés avaient été appréhendés par les autorités portugaises en Angola, et l'on craignait que celles-ci les renvoient en Namibie. Les réfugiés ont été ultérieurement interrogés, puis autorisés à poursuivre leur voyage par la route jusqu'en Zambie, ou en empruntant le chemin de fer de Benguela, à travers le Zaïre. Le Gouvernement sud-africain avait affirmé que la SWAPO incitait les gens à traverser la frontière pour leur donner une "formation au terrorisme". M. Jannie de Wet, Commissaire général à la population autochtone, a déclaré qu'une "organisation subversive inconnue" avait organisé le passage de la frontière. Le Ministre de la justice ovambo, le chef Mukundi, a averti les Namibiens que le châtierait pour traverser

---

237/ Pour de plus amples renseignements sur les cas d'expulsion d'étudiants et de professeurs en Namibie, ainsi que pour d'autres renseignements concernant l'éducation dans le territoire, voir E/CN.4/1135, par. 277 à 279.



illégalement la frontière était une amende de 4 000 rands ou une année de prison, et que la peine de mort pouvait être imposée lorsqu'il y avait incitation de personnes à acquérir une formation constituant une menace à la loi et à l'ordre. Ces allégations ont été réfutées dans un communiqué de presse de la SWAPO daté du 21 juin et qualifiées de tentative visant à détourner l'attention des crimes qui étaient alors commis contre le peuple namibien. La raison de cet exode était une instruction secrète du 18 juin adressée au Gouvernement de l'Ovamboland par Prétoria et ordonnant le recrutement d'une force chargée de surveiller la frontière. Cette instruction avait été communiquée à des activistes de la SWAPO. A la mi-septembre 1974, on signalait que 2 000 personnes environ avaient fui en Angola, mais le nombre des personnes qui seraient arrivées en Zambie était plus faible (700 environ). 238/

277. La plupart des témoins ont estimé que la politique générale pratiquée par l'Afrique du Sud en Namibie, notamment le traitement infligé aux prisonniers politiques et aux personnes détenues en vertu des dispositions d'urgence et de la loi sur le terrorisme (Terrorism Act), la politique adoptée en matière de droits syndicaux, les conditions de vie et le système de recrutement des travailleurs africains et la situation des Africains dans les "réserves autochtones", constituaient des manifestations graves de colonialisme et de racisme ainsi que des atteintes aux droits de l'homme. Plusieurs témoins ont appelé en particulier l'attention sur la situation qui règne dans le nord de la Namibie, la politique brutale de flagellations adoptée par les dirigeants tribaux de l'Ovamboland et l'exode d'un grand nombre de jeunes Namibiens au-delà de la frontière septentrionale, en Angola. Mention a également été faite des massacres perpétrés au Caprivi (voir plus haut, section A).

278. M. Albie Sachs (RT. 156) a souligné qu'en droit international toutes les personnes capturées en Namibie "sont détenues illégalement car l'administration dirige illégalement le pays" et que les prisonniers namibiens jugés à Prétoria ou détenus à Robben Island étaient également victimes d'une forme de kidnapping international, ce qui constituait probablement en soi une infraction au droit international.

279. M. Katjavivi (RT. 151) a déclaré que la torture et les brimades étaient la norme; cette situation était le résultat direct de la présence persistante de l'Afrique du Sud. Les Namibiens avaient subi les effets de cette situation pendant de nombreuses années; l'année 1974 marquait le soixante-dixième anniversaire de la guerre d'extermination menée par les Allemands en 1904. M. Katjivena (RT. 187) a déclaré que, malgré l'apparition de nouvelles tendances sur la scène internationale, la situation en Namibie se détériorait. M. Jiriange (RT. 171) a fait mention de plusieurs sortes de violations des droits de l'homme en Namibie : l'expérience du travail forcé, le non-respect de la liberté d'expression et d'opinion, du droit à l'égalité de traitement devant la loi et du droit à ne pas être soumis à une peine dégradante. L'Afrique du Sud encourageait les autorités tribales à infliger des châtiments à ses adversaires.

---

238/ Star, 29 juin 1974; Guardian, 19 et 26 juin, 2 et 3 juillet, 17 juillet 1974. Rapport confidentiel à la SWAPO, troisième partie, septembre/octobre 1974, chap. VII (miméographié).

### III. RHODESIE DU SUD

#### INTRODUCTION

280. La procédure par laquelle le régime rebelle a unilatéralement et illégalement proclamé l'indépendance de la Rhodésie du Sud vis-à-vis de la puissance coloniale, le Royaume-Uni, le 11 novembre 1965, et a adopté une soi-disant "constitution", est décrite en détail dans les documents E/CN.4/AC.22/13, paragraphes 1 à 11, et E/CN.4/1020/Add.1, paragraphes 72 à 74. Le 17 novembre 1969, le "Parlement" sud-rhodésien a adopté une nouvelle "constitution", en même temps qu'une loi sur le régime foncier (Land Tenure Act) et une loi électorale (Electoral Act), dont certaines dispositions ont valeur de clauses rigides, comme celles de la "constitution". Ces deux lois ont été analysées dans un rapport antérieur du Groupe spécial (E/CN.4/1020, par. 369 à 373) et la "constitution" dans un additif à ce rapport (E/CN.4/1020/Add.1, par. 73 et 74).

281. Comme le Groupe spécial l'a noté dans son rapport de 1973 (E/CN.4/1111, par. 232), les propositions de règlement négociées entre le Gouvernement britannique et le régime rebelle en novembre 1971 239/ préoyaient l'acceptation de la "constitution" de 1969 en tant qu'instrument directeur de base d'une république rhodésienne indépendante. Bien que ces propositions aient été rejetées énergiquement par le peuple rhodésien dans son ensemble 240/, le Gouvernement britannique les a maintenues. Cependant, à la suite du changement de gouvernement intervenu en Grande-Bretagne en février 1974, le nouveau Premier Ministre, M. Harold Wilson, a déclaré le 4 juillet à la Chambre des Communes que toutes les offres antérieures de règlement faites par le Gouvernement britannique au régime rebelle étaient désormais invalides.

282. Comme le Groupe spécial l'a souligné dans des rapports antérieurs (E/CN.4/1111, par. 231; E/CN.4/1135, par. 327), si le Royaume-Uni a toujours refusé de prendre des mesures appropriées en vue du rétablissement d'un gouvernement légal en Rhodésie du Sud, le territoire demeure en droit international, du point de vue de la législation britannique et aux termes des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, une colonie de la Couronne britannique à laquelle toutes les conventions internationales signées et ratifiées par le Royaume-Uni sont également applicables.

283. Pendant la période considérée, le régime rebelle n'a à aucun moment présenté de propositions acceptables pour la majorité africaine. Après presque dix mois de négociations entre le "Premier Ministre" rebelle, M. Ian Smith, et le Président du Conseil national africain, l'Evêque Abel Muzorewa, les changements constitutionnels offerts par le régime ont été décrits par le Comité central du Conseil, qui les a rejetés à l'unanimité, comme étant "virtuellement ceux de 1971" 241/. En même temps, l'escalade constante des activités de guérilla a incité le régime à tenter de consolider son autorité, en particulier dans les zones d'opérations, en adoptant de nouvelles dispositions législatives de caractère répressif et en prenant des mesures concrètes.

284. Cependant il importe de noter un certain nombre d'éléments politiques nouveaux tendant à ouvrir la voie à la possibilité d'un règlement de la situation en Rhodésie du Sud. En effet, au cours du mois de décembre 1974 des négociations ont été engagées

---

239/ Rhodesia : Proposals for a Settlement, Cmd 4835.

240/ Rhodesia : Report of the Commission of Rhodesian Opinion under the Chairmanship of Lord Pearce, Cmd 4964.

241/ Moto, 8 juin 1974.

pour tenter de trouver une solution au problème constitutionnel. Le 4 décembre 1974 se tenait à Lusaka (Zambie) une conférence réunissant les Présidents Kenneth Kaunda, de Zambie, Julius Nyerere, de Tanzanie, Seretse Khama, de Botswana, le Premier Ministre de Rhodésie, Ian Smith, ainsi que les dirigeants des trois principaux mouvements noirs de Rhodésie : l'Evêque Abel Muzorewa, Président du Conseil national africain (ANC), Joshua Nkomo, Président de l'Union africaine nationale de Zimbabwe (ZAPU) et le Révérend Ndabaningi Sithole, dirigeant de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU) 242/. Pour la première fois depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de novembre 1965, le "gouvernement" de Ian Smith acceptait de discuter directement avec les dirigeants des mouvements nationalistes africains. Le 11 décembre 1974 un accord de cessez-le-feu en Rhodésie a été signé qui ouvre la voie à une prochaine conférence pour discuter des modalités de règlement du problème constitutionnel.

---

242/ M. Nkomo et le Révérend Sithole, détenus depuis une dizaine d'années dans les prisons rhodésiennes, avaient été libérés sur parole pour participer à la Conférence de Lusaka.

## A. PEINE CAPITALE

### 1. Aperçu des lois pertinentes

285. La législation en vigueur en Rhodésie du Sud en matière de peine capitale a été analysée en détail dans le précédent rapport du Groupe (E/CN.4/1020/Add.1, par. 75 à 77). On sait que la principale loi pertinente est la loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Act), qui prévoit éventuellement la peine de mort pour toute une variété de crimes et délits et impose à l'accusé la responsabilité de faire la preuve de son innocence.

286. La loi modifiée sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Amendment (No 2) Act) (No 44 de 1973), promulguée le 8 novembre 1973, a accru la peine maximale (désormais la réclusion à perpétuité ou la mort) prévue pour avoir suivi un cours "ayant pour objet de favoriser un but politique par divers moyens illégaux" ou pour avoir encouragé quelqu'un à suivre un cours de ce type et pour avoir donné asile à des "terroristes", réels ou supposés, ou négligé de les signaler aux autorités (sections 23A, 48B). Elle prévoyait également l'application extra-territoriale d'un certain nombre de dispositions (par. 251). Il y a lieu de noter que, aux termes du Criminal Procedure and Evidence Act, la peine de mort est applicable à tout coupable âgé de plus de 15 ans 243/.

### 2. Analyse des renseignements et témoignages reçus par le Groupe spécial

#### a) Renseignements concernant la peine capitale appliquée à l'issue d'une procédure judiciaire

287. Le Groupe a noté dans son rapport précédent (E/CN.4/1135, par. 331, 333, 337) que le régime illégal semblait avoir repris pour politique de procéder à l'exécution des condamnés à mort. Pendant la période considérée, la peine capitale a continué à être largement appliquée, en particulier contre des combattants de la liberté capturés. Par des articles de presse 244/, on a eu connaissance de 32 cas, entre janvier 1973 et mi-septembre 1974, où la peine de mort a été demandée pour des crimes politiques, tous liés à la guérilla; la sentence a été exécutée dans tous les cas sauf sept; cinq accusés ont bénéficié d'une commutation de peine en appel (réclusion à perpétuité) et l'issue des deux autres cas n'est pas connue.

288. Cependant, le secret dont, selon plusieurs témoignages, le régime entoure le jugement des personnes accusées de crimes "contre la sécurité" ne permet pas d'évaluer de façon appropriée le nombre des peines de mort prononcées et celui des exécutions. M. Makonese (BT.162) a déclaré que les exécutions secrètes sont la norme; en 1968, par exemple, lorsque le fait que trois combattants de la liberté avaient été pendus a été rendu public, des renseignements ont été reçus indiquant que 35 d'entre eux (ou un chiffre voisin) avaient été pendus secrètement à la prison à sécurité maximum de Salisbury. (Voir aussi E/CN.4/1111, par. 238.) Un prisonnier **politique** britannique, M. C. Hewitson, a déclaré à sa sortie de prison, le 8 janvier 1974, après y avoir

243/ Rhodesia Herald, 12 juin 1974.

244/ Rhodesia Herald, dates diverses; résumé pour 1973 dans Southern Africa Information Service (SAIS) et présenté en tant que témoignage écrit par l'International Defence and Aid Fund.

passé huit mois, que lorsqu'il était en prison à Salisbury il avait lui-même compté 20 pendants 245/.

289. Il n'a pas été possible de déterminer si certaines des personnes condamnées à mort - d'après les témoignages fournis au Groupe en 1972 (E/CN.4/1111, par. 237) - ont été entre-temps exécutées. Cependant, un témoin qui souhaite conserver l'anonymat a déclaré que trois des personnes condamnées quelques années auparavant pour possession d'armes avaient été exécutées au début de 1974. Le fait que ces exécutions n'ont pas été mentionnées dans la presse ne contribue guère à dissiper l'incertitude quant au sort des autres condamnés.

290. Les cas indiqués ci-après sont ceux qui se sont produits entre novembre 1973 et septembre 1974 et où, selon la presse, la peine de mort a été imposée et exécutée pour des crimes politiques, tous imputables à la guérilla. On pourra observer que dans plusieurs cas les crimes invoqués n'étaient pas des crimes contre des personnes et que, dans la plupart des cas, l'exécution a eu lieu quelques semaines après la condamnation ou l'échec de la procédure subséquente d'appel (M. Makonese, RT.162, et articles de presse).

a). Le 14 décembre 1973, deux Africains ont été pendus à la prison de Salisbury. M. Hatituduzi Guvamatanga, un ancien enseignant du district de Gokwe, qui aurait été le chef d'une patrouille de six hommes du FROLIZI, a été condamné à mort le 21 septembre; il n'avait admis sa culpabilité qu'en ce qui concernait l'un des deux chefs d'accusation, à savoir la possession d'armes. Pour ce qui était de l'autre chef d'accusation, l'assassinat d'un agriculteur, M. A.H. Joubert, le 30 mars 1973, il a déclaré qu'il avait tiré sur Joubert en légitime défense après que celui-ci eût tiré sur lui. M. Rivers Peter Chimunondo a été jugé coupable et condamné à mort le 26 septembre; les chefs d'accusation étaient les suivants : l'assassinat de M. L. Jellicoe le 4 février; vol de marchandises et incendie d'un magasin; pose d'une mine qui détruisit un véhicule militaire. L'accusation ne soutenait pas que l'accusé se trouvait sur les lieux du meurtre, mais seulement qu'il avait un objectif commun avec les responsables (SAIS, col. 176, 178, 460 à 462).

b) Le 1er mars 1974, deux Africains ont été pendus à la prison de Salisbury. M. Lovemore Dube a été jugé coupable et condamné à mort le 9 novembre pour avoir commis des actes de terrorisme et possédé des armes de guerre. Un Africain de nom inconnu a été jugé coupable et condamné à mort le 6 décembre pour avoir participé avec des guérilleros à une attaque contre la ferme Nyansewe le 25 avril 1973 (SAIS, col. 177, 462; Rhodesia Herald, 2 mars 1974).

c) Le 19 avril, M. Lovemore Fanny Gombwe a été pendu à la prison de Salisbury, après avoir été jugé coupable du meurtre d'un chef (headman) le 17 août 1973, ainsi que d'une série de crimes commis en juillet et août, représentant trois chefs d'accusation au titre de la loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Act). Selon l'accusation, ces crimes équivalaient à une "campagne individuelle de terreur" (SAIS, col. 459; Rhodesia Herald, 31 janvier 1974; 1-3 février 1974, 23 avril 1974).

d) Le 7 juin, cinq des neuf Africains de nom inconnu, qui avaient été condamnés à mort le 5 mars pour possession d'armes, ont été pendus à la prison de Salisbury. Cinq au moins d'entre eux étaient des adolescents : un était âgé de 18 ans, trois de 17 ans et un de 19 ans. Quatre de ces derniers ont bénéficié d'une commutation de peine (réclusion à perpétuité) en appel. L'accusation affirmait que les neuf faisaient partie d'un groupe de guérilleros qui se seraient battus avec une unité du régiment Rhodesia African Rifles dans le district de Sipolilo le 22 juin 1973 (Rhodesia Herald, 26 et 28 février 1974, 1<sup>er</sup>, 2, 5, 6 mars 1974, 17 mai 1974, 8 juin 1974; Cape Times, 8 mai 1974).

e) Le 21 juin, M. Neveson Mutandiro et M. Cuthbert Phiri ont été pendus à la prison de Salisbury, après avoir été jugés coupables et condamnés à mort le 29 mars pour avoir possédé des armes et commis des actes de terrorisme. M. Mutandiro aurait déclaré que les deux hommes faisaient partie d'une patrouille de guérilleros forte de 19 hommes qui a été attaquée par des forces rhodésiennes et sud-africaines le 19 septembre 1973 dans la zone de Mount Darwin (Rhodesia Herald, 28-30 mars 1974, 23 juin 1974).

f) Le 16 août, M. Eriya Taruvinga Nyambesi a été pendu, après avoir été jugé coupable et condamné à mort pour meurtre et sabotage. L'accusation l'a décrit comme étant un "membre secondaire d'une bande de terroristes" composée de huit personnes qui avait posé une mine, qui a ultérieurement explosé sous un véhicule (Rhodesia Herald, 24, 25, 28 mai 1974, 27 juillet 1974; Times, 17 août 1974).

g) Le 30 août, l'aîné de deux adolescents africains, âgés de 15 et 17 ans, a été pendu à la prison de Salisbury. Ils avaient été jugés coupables (quatre chefs d'accusation) du meurtre de M. et Mme E. Fletcher et du réserviste de la police P. Rouse à la mi-février 1974, et d'avoir tiré sur un camion de livraison le 13 janvier (Rhodesia Herald, 5-7, 12 juin 1974, 31 août 1974).

291. En ce qui concerne la série de procès en cours, et pour ce qui est des cas connus de condamnations à mort prononcées entre février 1973 et septembre 1974, seules deux exécutions n'ont pas jusqu'à présent été mentionnées dans la presse. Il s'agit de deux guérilleros qui avaient déserté en 1970 et travaillaient depuis comme domestiques; condamnés à mort pour infraction à la loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Act) par le tribunal de Bulawayo le 26 mars 1973, leur appel a été rejeté le 28 mai (SAIS, col. 178-9). Bien que plusieurs autres procès aient eu lieu en août et septembre 1974 pour infraction à la même loi, aucune autre condamnation à mort n'a été signalée.

b) Renseignements concernant le décès de personnes dans des circonstances suspectes, en prison ou sous la garde de la police

292. Plusieurs témoins ont évoqué le décès d'un certain nombre de personnes dans des circonstances suspectes, en prison ou lorsqu'elles étaient gardées par la police. Certains de ces cas, en particulier ceux de M. Leopold Takawira (M. Nkomo, RT.153; M. Mukono, témoignage écrit présenté à la 356ème séance, page 1), de M. Michel Chacha (M. Nkomo, RT.153), qui serait mort pendant son transport à l'hôpital Mpilo de Bulawayo, et de M. M. Mashawira (M. Mhangagwa, RT.165), qui serait mort sous la torture au commissariat central de police de Salisbury en 1965, ont été évoqués dans des témoignages soumis au Groupe en 1972 (E/CN.4/1111, par. 239).

293. Selon des renseignements reçus par le Groupe, les nouveaux cas ci-après ont été signalés pendant la période considérée :

a) Trois prisonniers politiques, M. Peter Mabena, M. Phillimon Nyakabavu et M. Johnson Sigodo Dube, morts en prison (date et lieu non indiqués) (M. Moyo, memorandum daté de septembre 1973, présenté en tant que témoignage écrit à la 341ème séance, page 3).

b) Deux prisonniers de la prison de Khami (noms indiqués : Pumulo et Mabuki) seraient morts par suite de la négligence délibérée du médecin de la prison, le premier de tuberculose à l'hôpital Mpilo, le second d'une maladie gastrique, dans sa cellule (M. Mandizha, RT.152).

c) M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) et M. Mnangagwa (RT.165) ont l'un et l'autre mentionné le décès d'un prisonnier à la suite de tortures. Ce dernier cas se serait produit à la prison de Khami; le prisonnier (nom indiqué : Ken Zira) aurait fait partie d'un groupe de six personnes conduit à la prison en provenance de la zone de guerre la veille même de sa mort.

d) M. Kenneth Chisanga, un prisonnier de longue date à Gwelo, est décédé le 15 janvier 1974 de cirrhose du foie. M. Smart (RT.156) a déclaré que, selon un grand nombre de prisonniers, l'une des principales causes du décès était que le médecin de la prison n'avait pas traité le malade comme il convenait. Selon M. Mandizha (RT.152), le médecin avait également refusé d'envoyer M. Chisanga à l'hôpital. M. Chisanga a en fin de compte été libéré et renvoyé chez lui à Rusape, dans le coma, en ambulance; il est décédé ultérieurement à son domicile (voir aussi Guardian, 1er février 1974).

e) M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré que M. Sami Mukahiwa Chiwumbe a été battu à mort le matin du 3 mars 1973 près d'un commissariat de police de Mazoe par deux sergents de police africains et un officier de police européen, qui l'avaient arrêté la veille au camp de transit de Gutsa.

f) On a appris par une déclaration de la police en date du 5 avril que M. A.T. Tambo, des terres tribales spéciales Chiweshe, qui avait été arrêté par des "forces de sécurité" le 31 janvier, a été abattu le 4 février alors qu'il s'efforçait d'échapper à ses gardes. Cette version n'a été publiée qu'après que sa famille se fût plainte qu'il avait été battu à mort par des soldats (Rhodesia Herald, 6 avril 1974).

g) Entre le 4 et le 12 janvier 1973, M. Jackson Ndaramba est décédé alors qu'il était gardé à vue par la police. Avec tous les autres hommes de son village, il avait été emmené, à la suite de l'explosion d'une mine dans la région de Silverberg, à un camp de police voisin où il fut gravement battu pendant son interrogatoire. On ne l'a plus revu vivant et, le 12 janvier, un hélicoptère de la police a atterri dans son village pour annoncer son décès. Les explications données ultérieurement par le "gouvernement" se sont révélées contradictoires; des experts ont contesté la cause officielle du décès (dislocation d'une ancienne fracture cervicale à la suite d'un brusque mouvement de tête) et le régime a refusé de restituer le corps ou d'ouvrir une enquête publique 246/.

246/ Guardian, 2 juillet 1974; Dossier relatif à des allégations concernant la torture de prisonniers, distribué par des personnalités religieuses en Rhodésie, 22 août 1974, projet de déclaration No 31.

c) Exécutions sommaires de combattants de la liberté

294. M. Musikavanhu (RT.152) a déclaré que pendant l'année 1973 et les premiers mois de 1974, les forces de sécurité avaient sommairement exécuté de 20 à 25 combattants de la liberté et que cette pratique se poursuit; il estime, de même que M. Nkomo (RT.153), que si l'on avait agi ainsi c'était dans le but d'éviter la publicité à laquelle avaient donné lieu les procès antérieurs (voir E/CN.4/1111, par. 241). M. Makonese (RT.162 et témoignage écrit présenté à la 353ème séance, page 4) a déclaré que certains des combattants de la liberté sont "jugés en pleine nature" et fusillés par des "forces de sécurité" au moment de leur capture. Des témoins directs 247/ ont indiqué que les "forces de sécurité" n'attachent pas une grande importance à la capture de guérilleros vivants et que dans certains cas on n'offre pas à ces derniers la possibilité réelle de se rendre. Dans les zones dites "interdites" du nord-est, d'où la population africaine a été déplacée massivement (voir plus loin paragraphes 338 à 353), il a été signalé que "les forces de sécurité auront le droit de tirer à vue sur toute personne étrangère" 248/.

---

247/ Voir Daily Telegraph, 16 novembre 1973; Times, 16 août 1964.

248/ The Times, 11 janvier 1974.



B. TRAITEMENT DES PRISONNIERS POLITIQUES  
ET DES COMBATTANTS DE LA LIBERTE CAPTURES

1. Aperçu des lois pertinentes

295. On trouvera dans le rapport du Groupe spécial pour 1973 (E/CN.4/1111, par. 242 à 252) un historique complet de la question et un exposé de la législation pertinente. La loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Act), souvent modifiée, définit une grande variété de crimes politiques et, avec les nombreuses dispositions réglementaires adoptées du fait de l'état d'urgence, (renouvelé le 20 juin 1974 249/), elle confère au "gouvernement" rebelle des pouvoirs considérables en matière de décrets. Parmi les autres principaux éléments de la législation en vigueur en matière de sécurité, il y a lieu de citer le Unlawful Organisations Act (loi sur les organisations illicites) (No 55 de 1972) et le Departure from Rhodesia (Control) Amendment Act (loi modifiée sur le contrôle des départs de Rhodésie), de 1972.

296. Pendant la période considérée, des changements importants ont été apportés à certaines sections de la loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Act) ainsi qu'aux pouvoirs stipulés dans cette loi. Un amendement (Amendment (No 2) Act) (No 44 de 1973) promulgué le 11 novembre habilite le "Président", conformément à une résolution de la Chambre d'Assemblée, à donner une application extra-territoriale à toute disposition du Preservation of Constitutional Government Act; dans le même amendement, une application extra-territoriale est donnée aux sections 29, 31, 37, 44, 48, 48A, 36 (dans la mesure où elle se rapporte à des armes de guerre) et 48B; la peine maximale au titre des sections 23A et 48B a été alourdie (désormais la réclusion à perpétuité ou la mort - voir paragraphe 286); la peine maximale au titre de la section 48A (actes de "terrorisme" en Rhodésie ou dans un "territoire voisin") passe de 30 ans de prison ou la mort à la réclusion à perpétuité ou la mort; enfin, la confiscation des biens est prévue en tant que peine complémentaire (section 49A(1)).

297. Des dispositions réglementaires promulguées le 8 février 1974 (GN140-74) 250/ confèrent non seulement aux "Forces de sécurité" mais aussi à tout le personnel du ministère des affaires intérieures, depuis le ministre jusqu'aux responsables de district, des pouvoirs étendus, en tant qu'"autorités chargées de la protection" dans la zone de guerre (voir paragraphes 341 à 344), y compris le pouvoir de procéder à des arrestations sans mandat d'arrêt au titre de ces dispositions ou de la loi sur les affaires africaines (African Affairs Act) ainsi qu'un pouvoir de détention de 60 jours au lieu de 30 jours (sections 31(3), 47(1a)). Le "Ministre de la justice" peut aussi convoquer un tribunal en tout endroit, sans avertissement préalable quant à la date et au lieu de réunion (section 52A(1)). Le crime de "terrorisme" englobe désormais toute "menace de porter atteinte à la sécurité publique ou de troubler l'ordre public en Rhodésie" (section 2). La loi modifiée sur les tribunaux (Magistrates Courts Amendment Act) (No 33 of 1973) habilite les magistrats régionaux à imposer des

---

249/ Rhodesian Parliamentary Debates, House of Assembly, 20 juin 1974 (Parl. Deb. dans la suite du document).

250/ Modifiant les dispositions réglementaires Emergency Powers (Maintenance of Law and Order) Regulations (GN 739-73); à leur sujet, voir RT.154, IDAF, témoignage écrit, pages 2 et 3; SAIS, juillet-décembre 1973, col. 182-183.

sentences pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison ou une amende de \$ 2 000 "dans les cas de violence publique"; contrairement aux juges des tribunaux supérieurs, ils ne sont pas tenus d'avoir auprès d'eux des assesseurs.

298. La loi modifiée sur les prisons (Prisons Amendment Act) (No 38 de 1973) stipule que les peines d'emprisonnement s'entendent désormais avec "travaux forcés", sauf indication contraire, et que dans les prisons les responsables sont habilités à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la "santé" et le "bien-être" des prisonniers, même contre leur gré.

## 2. Analyse des renseignements reçus

### a) Renseignements concernant le nombre de prisonniers et de combattants de la liberté capturés

299. M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 341ème séance, page 1) a déclaré qu'en raison du secret qui entourait les arrestations de personnes accusées de crimes politiques, ainsi que leur jugement et leur emprisonnement, il n'était pas possible de déterminer leur nombre avec précision. On se souviendra que sur la base des éléments de preuves fournis par Amnesty International, le Groupe spécial, dans son rapport précédent (E/CN.4/1135, par.345) a estimé à environ 250 le nombre des détenus (estimation au mois d'octobre 1973).

300. Les renseignements reçus par le Groupe indiquent que le nombre de détenus pour toutes les catégories a augmenté pendant la période considérée. Le numéro de février de l'organe officiel du ZAPU (Zimbabwe African People's Union) contenait une liste de 288 noms de prisonniers politiques et de personnes maintenues en détention préventive ou frappées d'interdiction pour des motifs d'ordre politique; en outre 291 faisaient l'objet de mesures de détention préventive ou d'interdiction 251/. Le même mois, James Wardlow, citant des "sources dignes de foi", évaluait à 351 le nombre des détenus, dont 40 environ à Gwelo, 120 à Whawha, 90 à Khami, 46 à Gonakudzingwa et les autres à Que Que, Marandelas et Salisbury. La presse a indiqué 252/ que 190 Africains avaient été arrêtés, sur "ordre ministériel" pendant l'année 1973. M. Moyo (RT.150) a déclaré qu'il y avait alors (juillet 1974) environ 400 détenus à titre officiel, dont la majorité, selon M. Smart (RT.156), depuis 1972. Selon l'International Trade Union News (15 septembre 1973), 65 des personnes qui se trouvaient en détention en septembre 1973 étaient des dirigeants syndicaux, y compris les membres de la direction du syndicat des travailleurs agricoles et des travailleurs des plantations (Agricultural and Plantation Workers' Union), qui avaient été arrêtés peu de temps auparavant. D'après des listes publiées par l'Anti-Apartheid Movement de Londres en octobre 1974, le nombre des prisonniers politiques et détenus dont on avait connaissance était alors de 390; ils se trouvaient dans les prisons de Gwelo (43), Salisbury (Remand) (48), Whawha (Detainees Section) (230), Buffalo Range (6), Que Que (11), Wankie (2), Marandelas (2), Chikumbi (9), Mtoko (1), Gatooma (1) et Khami (37).

---

251/ Observer, 3 février 1974; aussi : S. Ndlovu, Directeur de l'information du ZAPU, dans Morning Star, 3 mai 1974.

252/ Daily Telegraph, 13 décembre 1973.

301. Selon des articles parus dans The Observer, le nombre de prisonniers politiques condamnés à une peine de longue durée au mois de février 1974 était estimé à "270 au moins", et "environ 350" en juin. En outre, un nombre inconnu mais important de personnes ont été jugées et condamnées dans le contexte de la guérilla, souvent à de longues périodes d'emprisonnement. Il a été indiqué 253/ que, selon le rapport de 1974 de la police des terres réservées aux acheteurs noirs, "près de 1 200 personnes ont été arrêtées" en 1973 dans cette catégorie. En outre, selon les articles parus dans la presse, des milliers de personnes sont arrêtées sans mandat d'amener, et emprisonnées pour des périodes variables.

302. Il a été signalé en juin 1974 qu'un grand nombre des détenus les plus importants de Gonakudzingwa avaient été transportés en grand secret vers d'autres centres. M. Makonese (témoignage écrit présenté à la 353ème séance, page 4) a déclaré que M. Joshua Nkomo, M. Joseph Msika et M. Clement Machachi étaient maintenant détenus dans un nouveau camp "construit dans une montagne" au Buffalo Range; M. Mukono (témoignage écrit présenté à la 356ème séance, page 1) a déclaré que le Rév. Vdabamngi Sithole et des membres du Comité central du ZANU avaient été transportés à la prison de Connemara, près de Que Que 254/.

b) Allégations concernant des traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés à des prisonniers politiques, des combattants de la liberté et des personnes détenues par la police

303. Les renseignements dont dispose le Groupe indiquent que la torture et les traitements dégradants continuent à être largement appliqués par la police et les responsables des prisons à l'encontre des personnes qui se trouvent sous leur garde, en particulier les prétendus criminels politiques (voir E/CN.4/1111, par. 261 à 273). M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153), un détenu relâché le 31 mars 1974, a estimé que les cas de torture se sont multipliés avec l'escalade de la guérilla.

304. Selon M. Makonese (témoignage écrit présenté à la 353ème séance, page 4), les méthodes de torture utilisées sont notamment les suivantes : "coups de poing, coups de bâton, coups infligés avec un marteau de caoutchouc, application de chocs électriques, utilisation d'aiguilles pour percer le bout des doigts, de pinces pour arracher les ongles, testicules pincés ou broyés, application de cigarettes allumées sur les oreilles et les lèvres, réclusion dans des cellules complètement obscures ou trop éclairées où règne une température anormale."

305. M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré que lorsqu'il était détenu à la prison Béatrice, un "centre de détention agricole" en 1964 et 1965, il avait été obligé d'exécuter des exercices pénibles et de se tenir debout face à un mur nu pendant un long interrogatoire 255/. En 1966, à Goromonzi, à la geôle de la police, on lui a appliqué des chocs électriques, on l'a ébloui avec une lampe électrique 256/, on l'a

---

253/ African Research Bulletin, août 1974, citant Radio Salisbury, 28 août 1974.

254/ Décrit par un témoin anonyme (351ème séance) sous le nom de "Mine de Komoro", à 30 kilomètres de Gwelo.

255/ Voir aussi le témoignage de M. Makonese (RT.162).

256/ Voir aussi le témoignage de M. Nkomo (RT.153).

battu avec un marteau de caoutchouc, et on a percé son poignet gauche, qui resta paralysé pendant trois ans, avec une aiguille de 50 centimètres. M. Mhangagwa, qui en a eu personnellement l'expérience (RT.165), et M. Nkomo (RT.153), ont l'un et l'autre décrit l'emploi d'illusions électroniques - un "serpent électrique" - dans les cellules plongées dans l'obscurité. M. Mhangagwa (RT.165) a déclaré que lorsqu'il était à la prison centrale de Salisbury, ses tortionnaires utilisaient une machine qui insérait sans cesse des aiguilles dans ses doigts, molestait ses organes sexuels 257/ et frappait la plante de ses pieds en les perçant d'épingles. M. Mandizha (RT.152) a déclaré que M. Peter Mutsvuku, qui était incapable de marcher lorsqu'il l'a vu à la prison de Khami, avait eu la plante des pieds brûlée au feu.

306. Le témoignage des témoins qui avaient connu la prison indique que les coups sont la forme de torture la plus courante. M. Mhangagwa (RT.165) a raconté qu'on l'avait pendu par les pieds à une barre et qu'il avait ensuite été battu par plusieurs officiers de police simultanément 258/, qui l'avaient frappé avec grande violence en utilisant de longs bâtons de bois. Il a déclaré qu'un traitement semblable avait causé la mort de l'un de ses compagnons de prison. M. Mandizha (RT.152) a déclaré qu'il avait été battu à plusieurs reprises alors qu'il était à la prison de Khami en tant que prisonnier politique.

307. Plusieurs témoins ont témoigné avoir vu des prisonniers ou des suspects à qui des coups étaient administrés, ou avoir entendu parler de cas semblables. M. Nkomo (RT.153) indique les noms de trois prisonniers - M. John Mbesi, M. Norman Mapena et M. Reginald Mabachi (ce dernier avait des côtes fracturées) - qui avaient été battus avec une grande violence en 1964, et de trois autres - M. Nhamburo, M. Mzimela et M. Manvika - qui avaient été "battus à coups de matraques par des gardiens" en 1967 à la prison de Gwelo; l'un d'eux avait perdu quelques dents, et un autre les avait toutes perdues à la suite des coups reçus. M. Kote (RT.168) a déclaré qu'alors qu'il se trouvait à la prison de Khami, il avait vu des guérilleros capturés qui avaient été gravement torturés, au point que certains d'eux étaient devenus des "invalides" 259/.

308. M. Mutasa (RT.156) a estimé que le régime cellulaire, qu'il a subi pendant neuf mois, était une forme de torture. Plusieurs témoins ont attesté de son emploi généralisé dans le cas de prisonniers politiques. Selon M. Mandizha (RT.152) et M. Mhangagwa (RT.165), les prisonniers qui arrivaient à la prison de Khami étaient généralement enfermés dans les cellules du hall "B", prévues chacune pour accueillir une seule personne. Pendant deux ans (1965 à 1967), ils n'ont pu sortir que quelques minutes par jour; les prisonniers ne pouvaient pas non plus se parler. M. Mutasa (RT.156) a déclaré qu'alors qu'il était lui-même détenu à la prison de Sinoia en 1971, un guérillero capturé qui avait été condamné à une longue peine de prison était tenu au secret et ne pouvait prendre que 30 minutes d'exercice par jour 260/. M. Mhanganga Nyashanu (RT.155) a déclaré qu'il avait été mis au régime cellulaire d'abord à Goromonzi puis en prison pendant un certain temps, malgré de graves troubles

---

257/ Ibid.

258/ Voir aussi le témoignage de M. Mandizha (RT.152) et E/CN.4/1111, par. 268.

259/ Voir aussi le témoignage de M. Mhangagwa (RT.165) et de M. Mandizha (RT.152).

260/ Voir aussi le témoignage de M. Kote (RT.168) et de M. Mangwende (RT.157).

mentaux consécutifs aux tortures subies. M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 341ème séance, page 3) a déclaré que certains détenus dans des prisons n'avaient pas reçu l'autorisation d'aller à l'extérieur depuis huit ans (contrairement aux prisonniers "condamnés", les détenus ne sont pas astreints au travail).

309. M. Makonese (RT.162) a déclaré que le camp de détention de Goromonzi et la prison Béatrice de Salisbury étaient spécialisés dans l'utilisation de la torture pour faciliter les interrogatoires (voir E/CN.4/1111, par.270). M. Mandizha (RT.152) a fait mention d'une section spécialisée dans les "coups à la tête" et M. Mnangagwa (RT.165) de la "boucherie" souterraine, l'une et l'autre au commissariat central de police de Salisbury. Plusieurs témoins ont indiqué 261/ que l'emploi systématique de la torture avait pour objet principal d'obtenir des renseignements sur les activités militaires ou politiques clandestines.

310. Selon des articles parus dans la presse à l'occasion des procès liés à la guérilla, entre janvier et septembre 1974, 16 accusés au total, au cours de 10 procès différents, ont contesté, sans succès, la recevabilité de déclarations qu'ils avaient faites à la police, du fait que des violences avaient été exercées contre eux (voir E/CN.4/1135, par. 350). Les méthodes de torture utilisées, suivant ces allégations, comprenaient les chocs électriques et les coups (coups de poing, coups de bâton et de tuyaux souples). Dans une lettre jointe à un dossier contenant 10 cas relatifs à des allégations concernant des mauvais traitements infligés à des Africains par des "forces de sécurité", publiée le 22 août 1974, 11 personnalités religieuses ont déclaré que "les cas (en question) étaient révélateurs d'un type de comportement illégal délibéré et persistant de la part de certains membres des forces de sécurité" et "comportent des exemples de violences prolongées brutalement infligées à des innocents, de coups de bâton au visage et sur le corps, de coups de bottes et l'emploi de chocs électriques"; aucune des victimes n'a ultérieurement fait l'objet d'une condamnation 262/. Malgré les demandes réitérées qui ont été faites en 1973 et en 1974, le "gouvernement" a refusé de constituer un groupe d'enquête indépendant pour examiner ces allégations.

311. Plusieurs témoins ont témoigné de traitements dégradants dans les prisons. A Khami - "la prison la plus célèbre de Rhodésie" - M. Mandizha (RT.152), un ancien détenu (1965-1972), a déclaré que les coups étaient la norme et constituaient un instrument de discipline quotidien 263/, que les prisonniers n'avaient que très peu de temps pour se laver 264/, qu'on ne leur donnait pas assez d'eau et que dans les grandes cellules ils étaient obligés de boire l'eau souillée des toilettes, que dans la plupart des cas ils n'avaient pas le droit de se parler, qu'on les surchargeait de travail ou qu'on leur refusait tout exercice, qu'en dépit des rigueurs du climat on leur interdisait parfois de se servir de leurs couvertures, qui devaient en ce cas servir à "décorer" les cellules. M. Mnangagwa, lui aussi un ancien prisonnier de Khami (1966-1972) a déclaré (RT.165) que l'on enlevait aux prisonniers tous leurs

---

261/ Voir en particulier le témoignage de M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153).

262/ Voir aussi les allégations de M. R. Sadomba dans House of Assembly Debates, 7 décembre 1973 et 27 et 28 mars 1974.

263/ Voir E/CN.4/1111, par. 265 et 266.

264/ Voir aussi le témoignage de M. Mnangagwa (RT.165).

vêtements à 15 h 30 et qu'on les leur rendait vers 8 h du matin le lendemain. M. Nkomo, un prisonnier politique alors détenu à la prison de Gwelo (1967-1971), a décrit (RT.153) la fouille humiliante à laquelle les prisonniers devaient se soumettre, entièrement nus, lorsqu'ils rentraient à la prison après avoir travaillé à l'extérieur 265/.

312. M. Silongoma (témoignage recueilli à l'hôpital universitaire de Lusaka, RT.189), qui suivait un traitement depuis avril 1973 à la section de psychiatrie de l'hôpital universitaire de Lusaka, a parlé d'utilisation sur sa personne de moyens de tortures tels que électrochocs (en particulier sur le crâne), et d'insertion d'objets métalliques sur certaines parties du corps. M. Tamaï (RT.189) a déclaré avoir été blessé à la suite d'un bombardement de son village par l'aviation rhodésienne, ce qui a provoqué l'amputation de sa jambe droite.

c) Allégations concernant le mauvais traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés, sur le plan du logement, de l'alimentation, de l'habillement, des soins médicaux et autres éléments de bien-être

313. M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 341ème séance, page 3) a déclaré que les combattants de la liberté capturés ne sont pas traités comme des prisonniers de guerre, mais comme des criminels, et que les détenus qui se trouvaient dans les prisons étaient traités plus ou moins de la même manière que les prisonniers politiques condamnés à une peine de prison 266/. Selon le témoignage d'anciens prisonniers, le harcèlement continu est un élément intégrant de la discipline dans la prison (voir paragraphe 311), en particulier la règle du silence pendant le travail, l'éclairage incessant des cellules, les coups frappés sur la porte des cellules à intervalles réguliers pendant la nuit et les restrictions apportées en ce qui concerne l'accès à des services disponibles. M. Nkomo (RT.153) a déclaré que le surintendant de la prison de Gwelo avait refusé de communiquer aux prisonniers des exemplaires du règlement intérieur de la prison. M. Mandizha (RT.152) a déclaré que lorsque des prisonniers se plaignaient, on leur interdisait de rencontrer le juge qui se rendait chaque mois en tournée d'inspection à la prison.

i) Logement

314. Plusieurs témoins ont témoigné du surpeuplement des prisons. M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré que la longueur des six cellules individuelles à Gomomzi était inférieure à sa propre taille (1 m. 70) et que la prison de Gwelo était vraiment surchargée, avec 8 à 10 prisonniers par cellule. M. Nkomo (RT.153) a déclaré que lorsqu'il se trouvait dans cette même prison, il partageait la cellule 24 avec 10 autres prisonniers. M. Mandizha (RT.152) a déclaré que dans le hall "A" de la section à haute sécurité de la prison de Khami, il occupait, de même que beaucoup d'autres prisonniers, une cellule individuelle "minuscule" mais que dans le hall "B", il y avait des cellules qui recevaient 4 ou 30 hommes chacune, ainsi que des cellules individuelles de "châtiment".

---

265/ Voir aussi le témoignage de M. Mandizha (RT.152) et E/CN.4/1111, par.264.

266/ Voir aussi le témoignage de M. Mandizha (RT.152).

315. Les témoignages portés par d'anciens prisonniers lors des sessions du Groupe indiquent que, d'une manière générale, les autorités responsables se refusent à satisfaire les besoins essentiels des prisonniers. Dans plusieurs prisons, les prisonniers n'avaient pour dormir, indépendamment des variations de la température, qu'une paille végétale et deux ou trois minces couvertures, parfois sales ou infestées de poux; ils n'avaient ni oreiller ni pyjamas. M. Mandizha (RT.152) a déclaré que, abstraction faite de la literie, les prisonniers qui se trouvaient dans les cellules individuelles ou les cellules pour quatre à Khami ne disposaient que d'une timbale et d'un pot de chambre; dans les cellules pour 30, il n'y avait qu'une latrine, qui était souvent sale. La pluie pénétrait par les fenêtres béantes et inondait les cellules, que les gardiens empêchaient les prisonniers de nettoyer. M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré que ses rhumatismes avaient été causés par l'humidité de sa cellule à Gwelo - les seaux des latrines débordaient sans cesse et inondaient la cellule 267/; M. Mandizha (RT.152) a déclaré que de nombreux prisonniers à Khami attrapaient la tuberculose 268/. D'après les témoins, les prisonniers ne sont pas autorisés à utiliser de façon appropriée les services existants - toilettes (M. Mandizha, RT.152; M. Nkomo, RT.153; M. Mnangagwa, RT.165), eau potable (M. Mandizha, RT.152) exercice - pour des raisons de pure discipline quotidienne.

316. Selon un article de M. Peter Niesewand paru dans la presse, les incertitudes et la dureté de la vie de prison dans les camps de détention provoquent chez les prisonniers des maladies psychologiques aussi bien que physiques. L'article citait le cas de M. Joel Ndlovu, détenu pendant la plus grande partie de ses 10 ans d'emprisonnement à Gonakudzingwa, qui fut admis en juillet 1973 à l'hôpital de Mpilo : il souffrait de "vertiges, dépression et douleurs dans la poitrine" 269/.

317. D'après les témoignages, les conditions de vie sont plus pénibles pour les "détenus pour 30 jours" - les personnes arrêtées sans mandat d'arrêt - que pour les autres catégories de prisonniers. Une prison "tribale" récemment construite au centre commercial de Chitsa, où étaient détenus plusieurs prisonniers simultanément, a été décrite de la façon suivante en octobre 1973 270/ : un "cube d'environ 2 m 50", sans lumière, avec "deux petits trous juste en-dessous du toit (plat)", et pas de toilettes.

## ii) Alimentation

318. M. Mnangagwa (RT.165) et M. Mandizha (RT.152) ont déclaré que la nourriture habituelle consistait uniquement de "porridge" (à base de maïs), de haricots ou de cacahuètes, de 2 onces de viande (62 grammes) et de café noir. M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 341ème séance, page 3) a déclaré que le régime habituel pour les Africains (catégorie 3) dans les sections spéciales réservées aux prisonniers politiques et aux détenus, comportait, outre la viande et le café, du condiment ("relish"), des légumes ("en général") et des rognures de viande ("irrégulièrement"). M. Mandizha (RT.152) a déclaré que les détenus du camp de Whawha avaient le droit de faire pousser leurs propres légumes. M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré que lorsqu'il est

---

267/ Ibid.

268/ Voir aussi le témoignage de M. Smart (RT.156).

269/ Guardian, 26 novembre 1973.

270/ Moto, 6 octobre 1973.

arrivé en Angleterre en avril 1974 après avoir passé près de 10 ans en prison, les médecins ont déclaré qu'il souffrait de malnutrition, et un dentiste a déclaré que ses dents et ses gencives avaient souffert de la mauvaise qualité de son alimentation.

iii) Habillement

319. Selon les témoins (M. Moyo, RT.150; M. Mandisha, RT.152; M. Kote, RT.168; M. Nhangagwa, RT.165), les prisonniers portent un uniforme du type dit "crow's feet", ou bien des shorts et une chemise; ils sont pieds-nus, sauf en hiver où on leur distribue parfois des sandales taillées dans des pneus de caoutchouc.

iv) Soins médicaux

320. Plusieurs anciens prisonniers ont cité des cas précis de négligence, parfois délibérée, de la part des autorités médicales dans les prisons. M. Smart (RT.156) a déclaré que pour transférer un détenu à l'hôpital, il fallait une autorisation du "Ministre de l'ordre public" 271/. M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré qu'il n'avait pas été soigné lorsqu'il était atteint d'une maladie mentale, à la suite des tortures subies à Goromonzi, qu'on avait refusé de le soigner à l'hôpital de Gwelo sans l'autorisation écrite du responsable de la prison et qu'en mars 1974, après s'être plaint de souffrir de glaucome à l'hôpital de Mpilo, on le renvoya à un médecin de la police qui refusa de le soigner 272/. Il a également déclaré qu'à la prison de Gwelo, le médecin, qui ne venait que tous les quinze jours, ne voyait que les prisonniers qui figuraient sur une liste établie par les responsables de la prison, dont certains n'étaient pas qualifiés 273/; en conséquence, le traitement dépendait en fin de compte du bon-vouloir de la direction.

321. Lorsqu'ils étaient dispensés, les soins médicaux étaient, selon les témoins, de mauvaise qualité. Le service médical de Gonakudzingwa n'était, selon M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 34ème séance, page 4), qu'un "petit dispensaire plein de somnifères". M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) et M. Mandizha (RT.152), qui étaient emprisonnés respectivement à Gwelo et à Khami, ont déclaré qu'en général les prisonniers ne recevaient jamais les bons médicaments - c'est ainsi que M. Mandizha, qui se plaignait de douleurs dans la poitrine, reçut de l'huile de ricin - et comme le règlement interdisait aux prisonniers de refuser un médicament prescrit, il s'ensuivait souvent de graves complications. D'anciens prisonniers de Gwelo et de Khami ont affirmé que dans les deux prisons, les médecins avaient une attitude discriminatoire à l'égard des prisonniers politiques et des détenus, et dans un cas ils avaient même refusé tout traitement.

322. Dans un grand nombre de cas qui ont entraîné le décès d'un prisonnier ou de graves maladies, des témoins et des articles de presse ont affirmé que la mauvaise qualité et l'insuffisance des soins médicaux avaient joué un rôle particulièrement important. Il convient en particulier de citer les cas de M. Michael Chacha, de M. Kenneth Chisanga et de M. Shadrack Chipanga (voir par. 283).

---

271/ Voir aussi les témoignages de M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) et de M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 34ème séance, annexes 5-6).

272/ Voir aussi le témoignage de M. Nkomo (RT.153).

273/ Voir aussi le témoignage de M. Mandizha (RT.152).



v) Travail forcé

323. M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 341ème séance, page 3) a déclaré que les prisonniers africains sont affectés à des "travaux manuels ou domestiques exécutés en équipes sous la surveillance de gardiens armés"; à Khami, selon M. Mandizha (RT.152) et M. Mhangagwa (RT.165), il s'agissait en particulier de casser des pierres et de dépouiller le maïs, et dans les deux cas des efforts considérables étaient nécessaires aux prisonniers pour s'acquitter des quotas fixés pour chacun d'eux. Dans le premier cas, selon M. Mhangagwa, on ne fournissait aux prisonniers aucun matériel de protection - pas de lunettes en particulier - sauf lorsque passaient les représentants de la Croix-Rouge. Cependant, faute de matériel de protection, des prisonniers étaient blessés en cassant des pierres.

vi) Autres éléments de bien-être

324. M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré que toutes les visites étaient interdites à la prison de Goromonzi, y compris celles de la Croix-Rouge; à Gwelo et au centre de détention provisoire de Salisbury, elles n'étaient permises que sur autorisation de la Section spéciale (Special Branch); dans certains cas, les visiteurs étaient arrêtés pour être interrogés. Dans toutes les prisons, sauf à Gonakudzingwa (actuellement fermée), le seul contact autorisé était de part et d'autre d'un écran de verre et, en général, par téléphone, les conversations étant surveillées. D'après les renseignements reçus par le Groupe, les autorités des prisons ont parfois empêché des visites, même dans le cas de parents proches (témoin anonyme, 358ème séance; témoin anonyme, 350ème séance; Newsbrief Rhodesia '73, novembre 1973; Guardian, 8 juin 1974; Moto, 15 juin 1974).

325. Selon les renseignements reçus par le Groupe, des pouvoirs de censure illimités pour toutes les communications se référant à des questions d'éducation ont été octroyés, en vertu de nouveaux ordres de caractère permanent - appliqués dès le 8 février 1974 à Gwelo et probablement dans d'autres prisons aussi - à l'aumônier principal de Bulawayo, dont relèvent plusieurs prisons des "midlands". Ces pouvoirs auraient été utilisés pour interdire à des prisonniers de poser leur candidature pour des cours de perfectionnement ou de posséder une documentation à ce sujet. M. Smart (RT.156) a déclaré que les cours destinés aux prisonniers de la catégorie "D" ont été suspendus en permanence en 1971 à la prison de Khami.

326. M. Mhangagwa (RT.165) a déclaré qu'à Khami les prisonniers étaient "complètement coupés du monde extérieur" <sup>274/</sup> et que les lettres qu'ils envoyaient et recevaient - à raison d'une par mois et par prisonnier - étaient fortement censurées. Plusieurs témoins ont affirmé que des privilèges courants - tels que les dons d'argent ou de nourriture - étaient souvent interdits ou soulevaient des complications.

---

<sup>274/</sup> Voir aussi le témoignage de M. Nkomo (RT.153).

d) Allégations concernant des violations du droit des accusés à un procès équitable

327. D'après les renseignements reçus par le Groupe, un grand nombre des procès politiques qui ont eu lieu en 1973 et en 1974 dans le contexte des activités de guérilla se sont déroulés de façon secrète, sur "ordre ministériel" (en général, en vertu de la section 405A du Code pénal); dans certains cas, seules la section de la loi sur laquelle est fondée l'accusation et la sentence rendue sont publiées. On trouvera dans les rapports antérieurs du Groupe de travail (E/CN.4/1050, par. 366 à 368; E/CN.4/1111, par. 282 à 284; E/CN.4/1135, par. 352 à 354) des détails sur la censure exercée lors du déroulement des procès, les cas de détention sans jugement par "ordre ministériel" ou en vertu de la loi sur l'état d'urgence (State of Emergency), le caractère inadéquat du dispositif permettant aux détenus de se pourvoir en appel et le parti pris de l'appareil judiciaire en faveur de l'accusation; des témoins ont à nouveau présenté des témoignages sur chacun de ces points.

C. CONDITION DES AFRICAINS DANS LES "RESERVES INDIGENES"  
ET LES "CAMPS DE TRANSIT"

1. Aperçu de la législation pertinente

328. Le rapport de 1970 du Groupe spécial (E/CN.4/1020/Add.1) contenait un bref historique de la situation dans les zones rurales réservées aux Africains et, avec le rapport de 1971 (E/CN.4/1050), il constituait une analyse détaillée des principales dispositions législatives en vigueur. Dans les rapports ultérieurs, peu de changements importants ont été signalés.

329. La législation n'a pas été considérablement modifiée pendant la période considérée. La loi sur les conseils africains a fait l'objet d'un amendement (African Councils Amendment Act No. 50 de 1973) dans le but, selon le "Ministre adjoint des affaires intérieures", de donner aux chefs des "pouvoirs exécutifs et administratifs" spéciaux supérieurs à ceux des conseils africains (section 4) et de renforcer ainsi leur autorité. En août 1974, le "Ministre des questions foncières", parlant du projet de loi intitulé "Natural Resources Amendment Bill", a annoncé que les peines applicables en cas d'infraction à cette loi allaient devenir plus dures. 275/

330. Des amendements apportés aux dispositions concernant les pouvoirs d'urgence (Emergency Powers (Maintenance of Law and Order) Regulations) (GN739-73) et promulgués le 8 février 1974 (GN140-73) ont considérablement étendu les pouvoirs exécutifs et judiciaires de l'Administration dans des domaines déterminés. Le "Ministre de l'ordre public" peut désormais octroyer à tout commissaire de district la qualité d'"autorité chargée de la protection" (section 3 (I)), l'habilitant ainsi à détruire ou confisquer récoltes et bétail, à centraliser la distribution des denrées alimentaires et à régler les déplacements, le contrôle et la sécurité des troupeaux (sections 16B (1-3), 16C (1), 4 (2)a, 11 (2)), à interdire l'entrée dans une "zone protégée" de toute personne qui n'y réside pas ordinairement (section 13 (1)), à réquisitionner des travailleurs (section 16A (1)) et à prendre "toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires ou utiles" pour assurer l'exécution de ses ordres (section 48 (6)). D'autres dispositions, concernant également les pouvoirs d'urgence (Emergency Powers (Identity Books) Regulations) (GN615-28/6/74) et complétant des dispositions promulguées en novembre 1973 (GN1136) pour obliger tous les Africains résidant dans les districts du nord-est à demander de nouveaux carnets d'immatriculation, habilitaient le "Président" à faire de n'importe quelle zone une zone "spécifiée", à l'intérieur de laquelle tous les Africains âgés de 12 à 60 ans compris seraient tenus de posséder et de porter sur eux des documents d'identité.

2. Analyse des renseignements et témoignages reçus

a) Situation économique et sociale

331. Dans son précédent rapport, le Groupe de travail a indiqué (E/CN.4/1135, par. 357 à 361) que la loi sur le régime foncier (Land Tenure Act) de 1969, qui demeurait la pierre angulaire de la politique du "gouvernement", 276/ répartissait les terres de façon égale entre les Européens et les Africains, que la zone réservée aux Africains était divisée en 164 terres tribales spéciales et 71 terres réservées aux acheteurs noirs et que les terres qui se prêtent le mieux à l'agriculture, en particulier dans le centre (highveld), se trouvaient en grande majorité dans le secteur européen.

275/ Rhodesia Herald, 12 décembre 1973, 31 août 1974.

276/ Voir : Rhodesia Front : Principles and Policies, septembre 1973, p. 6, 24.

332. Selon les renseignements dont on dispose, la population rurale africaine continue à s'appauvrir, la production dans les terres tribales spéciales étant évaluée en 1974 à moins de 5 % du produit national brut. 277/ M. J.R. Sly, président adjoint de l'Association des chambres de commerce de Rhodésie, a déclaré en juillet 1974 278/ que plus des deux tiers des familles des terres tribales spéciales avaient une production alimentaire insuffisante au cours d'une saison "inférieure à la normale". Dans le rapport du Conseil des ressources naturelles pour 1973 il est indiqué que la destruction des ressources naturelles dans certaines des zones tribales de Rhodésie se poursuivait et avait atteint un niveau quasiment catastrophique, la population ne parvenant qu'avec difficulté à maintenir l'économie au niveau de subsistance." 279/ Des renseignements publiés en novembre 1973 indiquaient que dans la zone européenne Norton Intensive Conservation Area, la production annuelle était de 47 sacs à l'hectare pour le maïs et de 1,247 kg à l'hectare pour le coton et la densité du bétail était de 31 têtes à l'hectare, alors que dans les terres tribales spéciales voisines, (Mondoro), les chiffres respectifs étaient : moins de 5, moins de 700 et 63. La première zone était décrite comme étant constituée de vastes terres arables entourées de pâturages étendus couverts d'une herbe abondante et d'une végétation "propre à la consommation" alors que "de vastes étendues de terres tribales sont presque dépourvues de végétation et très sujettes à l'érosion"; quant au bétail, il s'agissait de "bêtes squelettiques". Le responsable provincial de l'agriculture pour le Manicaland a déclaré en août 1974 que plus de 200 000 hectares de terres tribales spéciales dans sa seule province étaient épuisés au-delà de toute possibilité de reconstitution naturelle et que la situation était identique ailleurs. 280/

333. Les dépenses relatives aux réserves semblent avoir un faible rang de priorité lors de la planification à l'échelle de l'ensemble du pays. La plupart des hausses importantes annoncées au titre des dépenses des budgets pour 1973 et 1974 portaient directement sur des mesures de "sécurité". L'aide financière, lorsqu'elle était disponible, bénéficiait aux agriculteurs blancs : en 1972, les prêts à court terme consentis aux agriculteurs blancs atteignaient au total 85 millions de \$; à la fin de 1973, une réserve de 19,8 millions de \$ était constituée pour aider les victimes de la sécheresse et en juin 1974, on a annoncé un programme de prêts et de subventions à des conditions avantageuses destiné aux zones agricoles européennes moins prospères. En revanche, les efforts de "développement" dans les réserves continuent à dépendre de projets d'auto-assistance à financement local, et les secours au titre de la sécheresse ne sont accordés aux agriculteurs africains que s'ils sont en mesure de prouver qu'ils ont eu des frais d'investissement. Dans les terres tribales spéciales, il n'est possible d'obtenir des secours qu'en vendant du bétail et en participant à des programmes "travailler pour manger" (food for work) 281/

---

277/ Rhodesia Herald, 5 avril 1974; voir aussi E/CN.4/1135, par. 373.

278/ Rhodesia Herald, 22 juillet 1974.

279/ Rhodesia Herald, 3 juillet 1974; point de vue partagé par M. G.P.S. Lowe, président de l'Association, lors de son congrès annuel (cité dans le Star du 18 mai 1974).

280/ Rhodesia Herald, 19 novembre 1973, 13 août 1974.

281/ Articles de presse; Newsbrief Rhodesia '73, novembre 1973; SAIS, col. 437-9.

b) Situation administrative et politique

334. On sait que dans le sillage du rapport de la Commission Pearce, le régime illégal avait élaboré une politique de "provincialisation" dans le style de l'apartheid et avait pris des mesures législatives à cet effet; en mars 1973, il avait annoncé son intention de constituer des "parlements" pour le Mashonaland et le Matabeleland. 282/ Selon les renseignements reçus, 283/ le "Ministre des affaires intérieures" a déclaré en novembre 1973 que des autorités régionales, auxquelles seraient délégués des pouvoirs limités en matière d'administration locale, avaient été constituées dans deux des sept provinces, le Mashonaland-Nord et le Matabeleland-Sud. Les membres en auraient été choisis par les deux assemblées provinciales de chefs : un membre - un chef - provenant de chaque district, un membre choisi parmi les présidents des terres réservées aux acheteurs noirs, et un membre choisi parmi les présidents des conseils des terres tribales spéciales; ils auraient suivi un stage d'une durée d'un mois à Domboshawa, le principal centre de formation du gouvernement.

335. Pendant la période considérée, le "gouvernement" a continué à renforcer l'autorité des chefs au niveau de l'administration locale ainsi que sa propre autorité vis-à-vis d'eux. A la suite du changement "important" de politique annoncé par le "Ministre des affaires intérieures" (voir E/CN.4/1135, par. 371), certains ont affirmé 284/ que l'on avait modifié les dispositions de base relatives à un certain nombre de conseils, de sorte que leurs membres ne soient plus élus mais désignés par les chefs ou les commissaires de district. En même temps, le régime a accordé des pouvoirs judiciaires plus étendus à un certain nombre de chefs, promulgué la loi "African Councils Amendment Act" (voir par. 315), autorisé les conseils à nommer des "chefs adjoints" à leurs propres frais et doublé les traitements des 26 membres du Conseil des chefs. En contrepartie, certains chefs se sont prêtés à la propagande gouvernementale et ont harassé l'opposition dans ses activités politiques. 285/ M. Makonese (RT.162) et M. Kote (RT.168) ont à nouveau souligné que les chefs ne sont pas élus de la façon traditionnelle mais nommés par le régime (voir E/CN.4/1135, par. 364 à 367).

336. Le régime a délégué des pouvoirs étendus aux "autorités des terres tribales" pour ce qui est d'assurer l'application de sa législation relative à la conservation des sols. Le "Ministre adjoint des affaires intérieures" a déclaré en août 1973 que, d'ordre du gouvernement, les chefs de tribu ("chiefs" et "headmen") promulguent des mesures spécifiques de conservation des sols sous forme de réglementation locale et en assurent l'exécution. C'est ainsi qu'à la fin de 1973, nombre d'eux avaient adopté, sans amendement aucun, des dispositions (Tribal Land Authorities (Model) (Grazing and Cultivation) By-Laws) (GN809, 17 août 1973), qui les habilitaient à interdire cultures ou pâturages dans certaines zones (section 3 (1)), et à contraindre, à l'intérieur de toute zone

---

282/ Voir E/CN.4/1111, par. 293; E/CN.4/1135, par. 370; International Defence and Aid Fund, The Rhodesia-Zambia Border Closure, January-February 1973, Special Report No 1, p. 3.

283/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 464; Moto, 1er décembre 1973.

284/ Moto, 8 septembre 1973; Parl. Deb. 30 novembre 1973.

285/ Radio Salisbury, 7 septembre 1973; Parl. Deb., 30 novembre 1973; Moto, 3 et 10 novembre 1973.

déclarée comme étant "en cours d'amélioration", (sect.4 (3)) tous ceux qui se refusent à coopérer, et tous les occupants en général, à respecter les normes de conservation des sols relatives à la zone en question. Les contrevenants s'exposent à la confiscation de leur terre ou de leur bétail (sections 5 (2-3), 7), la peine maximum consistant en une amende de 100. \$ ou trois mois de prison.

337. En octobre 1973, M. Lot Dewa, membre du Parlement, alléguant l'abus arbitraire et indiscriminé des sanctions judiciaires par des agents gouvernementaux, a décrit en détail plusieurs cas qui se sont produits pendant l'année 1973 dans le district de Belingwe, district dans lequel 74 Africains au total ont été reconnus coupables d'infraction à la loi sur les ressources naturelles (Natural Resources Act) pendant la période allant du 1er janvier au 22 août 1973. 286/ Dans l'un des cas, des Africains ont été cités à comparaître, sans avertissement préalable, le jour même où un inspecteur se rendait dans la zone en question pour préciser la nature des réparations nécessaires; neuf Africains, dont six femmes (légalement responsables en l'absence de leur mari) ont été condamnés par des juges à 20 \$ d'amende ou à un mois de prison, douze jours avant l'expiration du délai fixé par l'inspecteur, alors que certains d'entre eux avaient achevé les réparations demandées, et que tous les avaient entreprises.

c) Déplacement forcé de populations

338. Dans son rapport de 1973, le Groupe avait établi une distinction entre deux catégories de "camps de transit" : les zones de "réinstallation", souvent situées dans des régions infertiles, où devaient aller vivre les Africains provenant des terres dites "européennes", conformément à la loi sur le régime foncier (Land Tenure Act), et les "camps de travail" pour les chômeurs des zones rurales.

339. Le Groupe n'a pas reçu beaucoup de renseignements nouveaux sur ces deux phénomènes. M. Molife (RT.150) a indiqué que lorsque de l'uranium a été découvert dans une zone qui devait être occupée par des Africains (Dorowa), celle-ci a été immédiatement reclassée "zone européenne" et les habitants ont été déplacés. Un témoin qui souhaite conserver l'anonymat (350ème séance) a déclaré que les déplacements de populations au titre de la loi sur le régime foncier (Land Tenure Act) (No 55 de 1969) se poursuivaient. M. Molife a déclaré que les Tangwenas, périodiquement harassés par la police, avaient dû quitter leurs terres pour gagner les montagnes. Dans une déclaration adressée à l'hebdomadaire africain Moto (16 février 1974), le chef Rekayi Tangwena a affirmé que les autorités tracassaient le peuple Tangwena, que l'on brûlait les huttes de ceux qui le suivaient et que des innocents étaient arrêtés parce qu'ils refusaient de quitter leur "héritage". En conséquence, selon M. Molife (RT.150) et M. Mangwende (RT.157), les enfants du peuple Tangwena, enlevés en juillet 1972 (E/CN.4/1111, par. 290, 307; E/CN.4/1135, par. 383) demeurent sous la tutelle du Ministère de la protection sociale, privés d'éducation et des services nécessaires à leur bien-être. Le Ministère lui-même a déclaré en mai 287/ que "trois enfants seulement" avaient été réclamés et que "107 se trouvent dans divers établissements, aux frais du gouvernement".

---

286/ Parl. Deb., 22 août 1973; L. Dewa, article paru dans Moto, 6 octobre 1973.

287/ "secrétaire aux affaires intérieures", lettre publiée dans Rhodesia Herald, 25 mai 1974.

340. Le "Ministre des affaires intérieures" a admis 288/ que l'on avait envisagé la possibilité de créer des "camps de travail", mais que le projet avait été abandonné car on ne le jugeait pas encore nécessaire. Cependant, M. Makonese (RT.162) et un témoin anonyme (351ème séance) ont l'un et l'autre qualifié de travail forcé le recrutement d'hommes provenant de "villages protégés" (voir plus loin).

341. Pendant la période considérée, le régime rebelle, répondant à l'escalade de la guérilla, a entrepris un troisième programme de réinstallation, plus énergique que les précédents et comportant le déplacement forcé d'une grande partie de la population africaine dans la zone de guerre nord-est, à destination de "villages protégés" fortifiés qui ont été décrits par des témoins comme étant des "camps de concentration". Une déclaration des "forces de sécurité" datée de juillet 1974 289/ affirme que leur raison d'être est "de priver les terroristes de leurs contacts essentiels avec la population civile" et un "haut fonctionnaire du Ministère des affaires intérieures" a admis, selon un rapport de M. Angus Shaw daté du mois d'août 290/, qu'il "ne fait aucun doute que notre succès futur contre le terrorisme dans le nord-est en dépend". Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait encore été faite à ce sujet (témoignage d'un témoin anonyme, 351ème séance), le commissaire de district de Shamva a dit en septembre 291/ que ces villages pourraient devenir permanents.

342. On se souviendra que dans son rapport précédent (E/CN.4/1135, par. 402), le Groupe de travail a décrit la création de la première zone "interdite" le long de la frontière du nord-est ainsi que l'évacuation de ses habitants. Le "Ministre des finances" a annoncé dans son discours de présentation du budget en juillet 1973 l'ouverture d'un crédit de un million de \$ (2,6 millions de \$ l'an suivant) pour le dégagement d'un "corridor de sécurité" le long de la frontière, ce qui - selon un rapport ultérieur - représentait une région d'environ 200 miles de long sur 10 de large. M. Ian Colvin a décrit l'escarpement du Zambèze en décembre comme "une vaste région stérile composée de villages "morts" et de champs de maïs dénudés, dégagée par les forces de sécurité pour empêcher les terroristes de se reposer ou de se restaurer". 292/ Selon le régime, plus de 8 000 personnes, dont plus de 6 000 sont passées par un camp de transit situé à Gutsa en juin et juillet, ont été "réinstallées" ailleurs entre juin et décembre 1973, la moitié d'entre eux dans trois "villages protégés". Selon une estimation de source officieuse, le nombre des personnes déplacées se situerait entre 15 000 et 20 000 et elles n'ont pas toutes reçu une autre terre en contrepartie. Un membre africain du parlement, M. Ronald Sadomba, a affirmé que certaines personnes n'avaient reçu aucun avertissement et que les soldats leur avaient simplement dit de partir. 293/

---

288/ Rhodesia Herald, 28 janvier 1974.

289/ Daily Telegraph, 25 juillet 1974.

290/ Rhodesia Herald, 11 août 1973.

291/ Témoignage d'un témoin anonyme (351ème séance); Sunday Mail, 8 septembre 1974; Rhodesia Herald, 9 septembre 1974.

292/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 471; Christian Science Monitor, 22 février 1974; Daily Telegraph, 13 décembre 1973.

293/ Rhodesia Herald et Times, 10 janvier 1974; Christian Science Monitor, 22 février 1974; Parl. Deb., 7 décembre 1973.

343. En même temps, selon des articles parus dans la presse, le régime a construit des camps fortifiés et des "zones protégées" le long de la frontière avec le Mozambique. Dès le début de juin 1974, trois camps et zones étaient prêts; 4 000 personnes étaient déjà rassemblées dans deux d'entre eux, la capacité totale prévue étant de 6 000 personnes; trois nouvelles "zones protégées" devaient recevoir 15 000 autres personnes avant la fin du mois d'octobre. Selon M. Shaw, 294/ "si tout se déroule conformément aux plans, la population entière de la vallée du Zambèze en Rhodésie aura été réinstallée dans des "zones protégées" avant la saison des pluies de cette année".

344. Sur les hauteurs voisines du highveld, les Africains devaient, selon une déclaration du "Ministre des affaires intérieures" datée de février 1974 295/, être "encouragés à se rassembler dans de grands villages", protégés par des "points forts", un système d'alarme et une milice armée, ainsi que des "sous-postes fortifiés" pour des responsables armés du Ministère. Bien que cette politique semble avoir été appliquée dans le district de Mount Darwin, le régime a entrepris le 24 juillet un programme intitulé "Operation Overload", consistant à réinstaller de force la population entière des terres tribales spéciales Chiweshe, estimée officiellement à 46 940 habitants, officieusement à 60 000, dans 21 "villages protégés" à l'intérieur de la réserve, l'opération devant être achevée pour le 15 août. 296/

345. Trois jours après la mort d'un assistant de district, le 29 janvier 1974, selon un témoin anonyme (351ème séance) et des articles parus dans la presse, des "forces de sécurité" ont procédé à la fermeture de toutes les institutions dans une partie des terres tribales spéciales voisines (Madziwa), ainsi qu'à une rafle "massive" dans toute la zone. Le 15 février, 110 habitants du Kraal Musiwa ainsi qu'un dirigeant de l'Armée du Salut et un chef, ont été arrêtés et retenus captifs au commissariat de police de Bindua; le 29 mars, la population tout entière, soit 255 personnes (21 hommes, 47 femmes et 187 enfants) a été déportée à plus de 400 miles de distance, sur les terres tribales spéciales Diti près du Beit Bridge, pour les "punir d'avoir aidé des terroristes et pour permettre leur relèvement". M. Makonese (témoignage écrit présenté à la 353ème séance, page 3) dit qu'en tout 1 100 personnes ont été déportées des districts Centenary, Mount Darwin et Mukumbura vers le Beit Bridge et l'Hippo Valley entre janvier et mars 1974. En mars, les autorités ont refusé de dévoiler le lieu où les habitants du Kraal Masawi de Shamva, récemment détruit, avaient été réinstallés, ce renseignement "n'étant pas d'intérêt public". 297/

346. Le 7 septembre, il a été annoncé 298/ que la population entière des terres tribales spéciales Madziwa (environ 16 500 personnes) avait reçu l'ordre de partir avant le 30 octobre pour gagner 10 "villages protégés", dont deux rassemblaient déjà 3 000 personnes. M. Davil Holden a déclaré 299/ que, début octobre, il devait bien y avoir en tout 30 à 40 villages protégés rassemblant "environ 100 000 personnes".

294/ Rhodesia Herald, 11 août 1974.

295/ Rhodesia Herald, 27 février 1974, 6 juin 1974.

296/ Rhodesia Herald, 25 juillet 1974, 15 août 1974; Daily Telegraph, 25 juillet 1974.

297/ Bulawayo Chronicle, 21 mars 1974.

298/ "Operation Overload 2", Sunday Mail, 8 septembre 1974; Rhodesia Herald, 9 septembre 1974.

299/ Sunday Times, 6 octobre 1974.



347. Dans aucun des cas de réinstallation forcée décrits ci-dessus les habitants n'ont eu d'autre choix que de quitter leur terre. Dans la zone "interdite" ainsi créée, comme le "Ministre des affaires intérieures" l'a lui-même confirmé, les récoltes sont détruites dans les champs et le bétail est vendu, le montant de la vente n'étant remboursé que "lorsqu'il est possible d'identifier le propriétaire". 300/ Selon des articles de presse, 301/ les Africains de Madziwa devaient être autorisés à conserver leurs bêtes; cependant, dès la mi-août le bétail Chiweshe restant "souffrait" de la mauvaise qualité des pâturages et dans l'un des camps de réinstallation (Zunga), créé en 1973, les habitants ne pouvaient garder leurs bêtes à cause de la mouche tsé-tsé. M. Mukanganga-Nyashanu (RT.150) a déclaré que les autorités distribuaient des rations, mais en quantités insuffisantes.

348. Le régime a également refusé de verser une indemnité au titre des maisons que les Africains ont dû abandonner, sauf lorsque celles-ci sont démolies en exécution d'ordres reçus. Le "Secrétaire adjoint aux affaires intérieures" a admis, en août, que "le facteur coût est si élevé que chacun cherche à éviter la question". Il semblerait que de nombreux Chiweshe possédaient des "fermes solides en briques" et, selon M. Sadomba, certaines maisons de Madzewa valaient 5 000 \$. 302/

349. Selon des témoins directs, la situation dans les premiers camps de réinstallation était difficile. Selon M. Sadomba, 303/ il y avait à un moment donné près de 6 000 personnes sur un terrain de deux acres à Gutsa, avec seulement trois robinets pour l'eau; lors d'une épidémie de rougeole, le service médical n'était assuré que par deux aides-soignants africains et quatre ou cinq enfants mouraient chaque jour. Après s'être rendu dans un village le 11 décembre 1973, M. Henry Miller a déclaré 304/ qu'il s'y trouvait 1 500 personnes et que "les maisons rassemblaient à des abris pour voitures, ouverts sur les côtés et couverts de hessian". M. Mukanganga-Nyashanu (RT.153) a déclaré que l'un des occupants lui avait dit que dans l'un des camps toutes les familles, quel que soit le nombre de personnes, recevaient une hutte d'une seule pièce, qu'il n'y avait qu'un robinet pour tout le village et que l'effet combiné de la malnutrition, du manque d'hygiène et de la maladie entraînait chaque jour la mort de 10 à 15 enfants.

350. Le premier journaliste qui a été autorisé à se rendre dans les terres tribales spéciales Diti pour voir le village déporté de Madziwa, quatre mois et demi après les événements, a déclaré 305/ que le nouveau village était situé sur un "terrain plat

---

300/ Rhodesia Herald, 29 mars 1974; voir également le témoignage de M. Makanganga-Nyashanu (RT.153) et Rhodesia Herald, 10 février 1974.

301/ Sunday Mail, 8 septembre 1974; Guardian, 29 août 1974; Parl. Deb., 7 décembre 1973.

302/ Rhodesia Herald, 15 et 31 août 1974, 26 septembre 1974; International Herald Tribune, 28 août 1974.

303/ Parl. Deb., 7 décembre 1973.

304/ Guardian, 13 décembre 1973; voir aussi Rhodesia Herald, 11 août 1974.

305/ Rhodesia Herald, 13 août 1974; Guardian, 13 avril 1974.

couvert de broussailles (mopani"), plus aride que l'endroit où ils se trouvaient auparavant, selon M. Makonese (RT.162), et si chacun disposait maintenant d'une hutte pour dormir, la construction de magasins et de cuisines n'était pas encore achevée. Le "gouvernement" n'avait offert aucune indemnité et n'avait pas apporté son aide pour les travaux de construction. Pour l'approvisionnement en eau, il n'y avait que de simples trous. Le magasin le plus proche était "à quelques kilomètres" et l'école à 8 kilomètres. Les responsables faisaient observer à ceux qui s'en plaignaient que certains enfants avaient à faire un trajet encore plus long.

351. Selon des renseignements reçus par le Groupe, la situation dans les "villages protégés" des terres tribales spéciales Chiweshe pendant et après les opérations de réinstallation de masse étaient, selon deux témoins directs, "épouvantables". 306/ Les secteurs de onze acres étaient officiellement considérés comme des secteurs de 50 acres, ceux de neuf acres comme des secteurs de 100 acres et l'un des plus grands, avec 4 500 à 5 000 occupants, comme un secteur de 110 acres, soit une densité moyenne de population de 30 à 38 personnes par acre, chaque famille, quelle que soit sa dimension, recevant une parcelle de 15 m<sup>2</sup>. Des "groupes confessionnels rhodésiens" auraient déclaré à la fin du mois d'août 307/ que les villages n'étaient "pas encore construits", que de "nombreux" Africains "dormaient à la belle étoile" malgré le froid qui sévit en hiver sur le highveld. Selon M. Holden, "des missionnaires disent que nombre de ces villages ressemblent à des camps de concentration" et bien que la majorité des habitants aient, semble-t-il, construit des installations rudimentaires dès le début septembre, nombre d'entre eux dormaient encore sur la terre nue un mois plus tard, car ils n'avaient rien pour s'abriter. Des témoins directs, y compris M. A.T. Mungate, un Africain membre du parlement qui vivait dans l'un des villages, affirmaient que l'on ne leur avait pas donné de matériaux de construction, que certains habitants n'avaient pas les moyens d'en acheter et que d'autres étaient trop âgés pour reconstruire leur maison. 308/

352. M. Mungate a affirmé que six semaines après la fin des opérations de réinstallation des Chiweshe, la plupart des villages n'étaient pas approvisionnés en eau de façon adéquate; dans l'un d'eux, il y avait trois robinets pour 3 000 personnes; dans un autre, les femmes devaient faire quatre kilomètres et demi par jour à pied pour aller chercher de l'eau. Trois semaines auparavant, le commissaire de district Johnson admettait 309/ que trois villages n'étaient pas encore approvisionnés en eau et qu'ailleurs, des trous avaient été creusés mais on manquait de pompes. A cette date, sept villages recevaient de l'eau, mais dans l'un d'eux, Bari, l'eau était paraît-il sale et les habitants creusaient des puits. Ceux qui s'étaient rendus sur place confirmaient les dires des groupes confessionnels en question, qui affirmaient que le déplacement des populations avait été "organisé en hâte, sans tenir aucun compte des besoins des personnes déplacées"; au début de septembre, seulement 60 % des habitants disposaient de toilettes, et encore

---

306/ Rhodesia Herald, 7 août 1974; Guardian, 4 octobre 1974; Morning Star, 10 septembre 1974.

307/ Guardian, 29 août 1974.

308/ Sunday Times, 6 octobre 1974; Rhodesia Herald, 21 juillet 1974, 24 août 1974, 7 et 26 septembre 1974; Guardian, 4 octobre 1974.

309/ Rhodesia Herald, 7 septembre 1974.

s'agissait-il d'installations temporaires. Dans les terres tribales spéciales Chiweshe et Madziwa, les opérations militaires et les déplacements auraient entraîné la fermeture de certaines écoles alors que d'autres étaient surchargées. Selon le "secrétaire adjoint aux affaires intérieures", les camps de réinstallation devaient recevoir des "centres de premiers secours" et "ultérieurement" des dispensaires. Quinze jours plus tard, le sénateur Alves évoquait des bruits selon lesquels des cas de typhoïde s'étaient produits dans des "villages protégés" Chiweshe; ces bruits ont été démentis ultérieurement. 310/

353. Entre novembre 1973 et juin 1974, des mesures de quarantaine pour cause de choléra étaient en vigueur sur les réserves africaines dans de vastes régions du nord-est et de l'est de la Rhodésie du Sud, et un certain nombre des mesures initiales ont dû être renouvelées en avril et mai 1974. Bien que dès le mois de décembre 1973 79 cas, dont 6 mortels, aient été signalés, et deux mois plus tard 321 cas, dont 32 mortels, le régime n'a à aucun moment organisé une campagne massive de vaccination. 311/ Trois mois après que les mesures de quarantaine aient été levées, le "Ministre de la santé" a admis que de nouveaux cas s'étaient produits dans les zones de Chipinga et de Chiredzi; selon une source, il y avait eu jusqu'alors 35 cas, dont deux mortels, au Manicaland. 312/ On se souviendra que dans son rapport de 1972 (RR28/73), le Secrétaire à la santé a annoncé une "augmentation très alarmante du nombre de cas de fièvre typhoïde (pour les Africains : 1 991 cas, dont 32 mortels), par suite de la contamination de l'eau fournie aux zones rurales. Ce fait souligne le danger considérable auquel seraient exposées les communautés rurales de ce pays au cas où le choléra atteindrait la Rhodésie."

---

310/ Rhodesia Herald, 15 août 1974, 7 septembre 1974; Radio Salisbury, 30 août 1974.

311/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 474; Zambia Daily Mail, 2 novembre 1973, 9 février 1974; Times of Zambia, 17 décembre 1973; témoignage de M. Mukono (témoignage écrit présenté à la 356ème séance, page 2).

312/ Rhodesia Herald, 9 septembre 1974.

D. MANIFESTATIONS GRAVES DE COLONIALISME ET DE  
DISCRIMINATION RACIALE

a) Mesures de répression contre les partis politiques africains

354. Le régime rebelle a le pouvoir illimité de restreindre, d'interdire ou de rendre illégales les activités politiques des individus et des organisations en vertu d'une série de dispositions législatives, en particulier la loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order Maintenance Act), qui a fait l'objet de nombreux amendements, et la loi sur l'état d'urgence (State of Emergency) ainsi que les règlements qui en découlent. Dans ses rapports précédents (E/CN.4/1111, par. 306; E/CN.4/1135, par. 387 à 394), le Groupe a montré, avec preuves à l'appui, comment le régime harasse systématiquement le seul parti africain d'opposition auquel il a accordé une assistance "légale", le Conseil national africain (African National Council) (ANC). Pendant toute la période considérée, les réunions politiques de toute nature étaient interdites dans les terres réservées aux acheteurs noirs et dans les zones "européennes", à l'exception des réunions en salles publiques (RN1356-7, 1819-20-73). Interviewé dans To the Point (22 septembre 1973), le "Premier Ministre" Smith a prétendu qu'un "grand nombre" des membres du Conseil étaient "associés à l'incursion terroriste". Au cours du procès, en août 1974, de cinq hommes - y compris le Secrétaire et ancien Président et Vice-Président d'une section du Conseil - accusés d'avoir organisé une cellule de recrutement pour la guérilla à Salisbury, procès à l'issue duquel chacun des accusés a été condamné à 25 ans de prison, le témoignage d'un détective "agent secret" africain a fait l'objet d'une grande publicité et a donné l'impression qu'il s'agissait d'une tentative pour établir un lien entre le Conseil et la guérilla 313/.

355. On se souviendra (E/CN.4/1135, par. 388, 391) qu'un grand nombre de dirigeants du Conseil ont été arrêtés en août 1973. Le 20 juin 1974, M. Edson Sithole, Secrétaire de publicité du Conseil, déjà emprisonné auparavant, a été à nouveau arrêté, peu après avoir été désigné par l'Evêque Muzorewa pour faire partie de son équipe de négociation en vue d'entretiens avec M. Smith. Selon les renseignements dont on dispose, la détention sans mandat d'arrêt est pratiquée régulièrement contre les responsables du Conseil et ses sympathisants. Sept membres du Conseil ont été emprisonnés pendant près de deux semaines en novembre 1973; la police leur a dit que "cela (n'avait) rien d'extraordinaire" (Moto, 24 novembre 1973); six responsables appartenant à diverses sections ont été arrêtés et se trouvaient au commissariat de police de Zipolilo à la mi-mars 1974 (Moto, 23 mars 1974); un certain nombre de responsables - des responsables de district et des responsables provinciaux - ont été appréhendés en mai, et 16 d'entre eux étaient toujours en prison au 15 mai (Moto, 4, 11, 18 mai 1974); en outre, une vingtaine de responsables de la région du sud-ouest ont été arrêtés pendant le mois d'octobre (The Times, 17 octobre 1974). De la même façon, des représentants du Conseil ont été accusés d'infractions mineures à la législation criminelle; M. Sithole a été appréhendé, gardé à vue pendant plusieurs heures et puni d'une amende parce qu'il n'avait pas sur lui son carnet d'immatriculation (SAIS, col. 466);

---

313/ Rhodesia Herald, 9 et 13 août 1974; Daily Telegraph, 15 août 1974.

M. J. Mangwende, un ancien membre de la Direction du Conseil, frappé d'interdiction, s'est vu refuser l'autorisation de se rendre à l'enterrement de son fils, qui avait été assassiné (Moto, 1er décembre 1973); M. N. Gumbo, trésorier de district du Conseil pour Umtali, a été condamné à une amende de 10 % ou à 20 jours de prison pour avoir fixé sur des arbres, sans l'autorisation de la municipalité, des affiches annonçant une réunion du Conseil - ce qu'il avait toujours fait depuis 1962, a-t-il dit (Moto, 27 avril 1974).

356. Selon des renseignements reçus, rares ont été les réunions du Conseil ou ayant un rapport avec lui qui ont échappé à l'obstruction officielle. Dans les zones urbaines, où les réunions politiques ne peuvent légalement avoir lieu que dans des salles publiques, de nombreuses réunions durent être annulées en raison de conditions de location restrictives (voir RN100-18, janvier 1974; GN185, 1er mars 1974), de l'obstruction bureaucratique ou, en dernier ressort, d'une interdiction ministérielle. Dans les terres tribales spéciales, la politique semble être, comme l'a dit à une délégation du Conseil, le Commissaire de district pour Essexvale après avoir refusé d'autoriser une réunion, que "la législation gouvernementale ne permet pas la tenue de telles réunions ..." (Moto, 13 juillet 1974); dans certaines terres, en particulier celles de Tjolotjo, des chefs ont usé de leurs pouvoirs locaux non seulement pour interdire toute réunion mais aussi pour entraver les travaux d'organisation 314/ et même, semble-t-il, pour truquer des élections. M. J.M. Khabo, un membre du Parlement élu par les tribus, a affirmé qu'il n'avait pu obtenir que les documents relatifs à sa nomination pour l'élection du 30 juillet soient signés par un chef, comme cela était nécessaire, qu'un chef lui avait dit qu'il avait reçu pour instruction de ne rien signer jusqu'à une réunion qui devait avoir lieu le 1er juillet, et que le 2 juillet, un autre lui avait dit de "ne plus penser au Parlement. Aucun de vous quatre candidats du Matabeleland ne serez réélus." 315/

357. Il a été signalé en août 1973 qu'une liste noire confidentielle indiquant, en tant que bénéficiaires, les noms des dirigeants du Conseil et de plusieurs dirigeants de l'opposition et, en tant que donateurs, un certain nombre d'organisations étrangères, avait été adressée aux banques, qui avaient reçu pour instruction de tenir la section spéciale (Special Branch) au courant de toute transaction avec l'étranger 316/. Les restrictions en matière de déplacements à l'étranger étaient telles qu'il était "pratiquement impossible à un membre d'une famille politiquement active contre Smith de quitter le pays par des voies normales". (Observer, 20 janvier 1974). Les demandes de restitution du passeport de l'Evêque Muzorewa, notamment pour lui permettre d'assister à la cérémonie de présentation de son prix des droits de l'homme décerné par l'ONU, ont constamment été rejetées.

---

314/ Moto, 13 juillet 1974, 20 et 27 avril 1974, 15 juin 1974, 13 novembre 1973.

315/ Rhodesia Herald, 17 juillet 1974.

316/ Guardian, 14 août 1974.

358. Pendant toute la période considérée, une série de procès ont eu lieu, en relation avec les activités de guérilla; certaines personnes ont été accusées d'avoir commis des actes de terrorisme ou de posséder des armes, d'autres d'avoir aidé des guérilleros ou d'avoir négligé de signaler leur présence. Pour tous les cas dont on a connaissance pour la période allant de juillet 1973 à août 1974 317/, plus de 100 condamnations ont été prononcées, dont plus de 70 % à des peines de prison de cinq ans ou plus.

b) Mesures de répression contre la population africaine

359. Pendant la période considérée, le "gouvernement" a assumé de nouveaux pouvoirs, plus étendus, en particulier grâce à des dispositions prises en vertu de la loi sur le maintien de l'ordre public (Law and order Maintenance Act) et les pouvoirs d'urgence (Emergency Powers), aux fins de réglementer la vie quotidienne sous de multiples aspects et de réprimer toute forme d'opposition dans la zone de guerre. Il convient également de noter que le personnel des Affaires intérieures, jusqu'au moindre fonctionnaire de district, est habilité à prononcer des sanctions sommaires - amendes jusqu'à concurrence de 50 \$ ou, si le contrevenant est âgé de moins de 19 ans, huit coups - à l'encontre de tout individu en sa présence considéré par lui comme éprouvant "un sentiment d'hostilité" à son égard ou l'exposant "au mépris, au ridicule ou au dédain" (section 52B 1)a, 4)). Il a été signalé en août 1974 que de nouvelles dispositions (Emergency Powers (Civil Defence) Regulations) donneraient des "pouvoirs étendus" aux maires pour aider au "maintien des services essentiels dans les cas d'urgence" - y compris en cas de "grèves étendues". 318/

360. Les renseignements dont dispose le Groupe indiquent que la répression s'est encore intensifiée dans les zones de guerre du nord-est. Le 21 février 1974, le "Ministre des Affaires intérieures" a annoncé la création d'une milice contrôlée par le gouvernement et dont les membres seraient choisis un à un dans les villages; l'organisation de stages de formation au maniement des armes pour les assistants de district africains, dont certains groupes seraient déjà en train d'organiser des patrouilles de nuit dans les villages de la zone de Mount Darwin 319/, et l'installation de systèmes "automatiques" d'alarme reliant les villages à des postes "des forces de sécurité". Le simple fait de ne pas sonner l'alarme lorsque l'on suppose que des guérilleros se trouvent aux environs constituerait un délit grave. Les descriptions des "villages protégés" semblent indiquer qu'ils sont tous entourés de barrières de sécurité, parfois éclairées par des projecteurs, et que la plupart sont fortifiés et défendus par des membres des Affaires intérieures, dont certains sont secondés par des soldats de l'armée nationale, par une vingtaine d'assistants de district africains, dont on avait formé plus d'un millier jusqu'au début de septembre 1974, et parfois par des détachements de la police ou de l'armée. Des couvre-feu de douze heures ont été imposés la nuit dans de vastes régions et dans certains "villages protégés", non seulement les habitants ne pouvaient pas quitter

---

317/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 460-463; articles de presse.

318/ Rhodesia Herald; Radio Salisbury, 30 août 1974.

319/ Daily Telegraph, 27 février 1974.

les camps sans une permission officielle mais en outre, selon M. Sadomba, un certain nombre de personnes qui voulaient visiter le camp de transit de Gutsa n'ont pas été autorisés à y entrer et ont été soumises à un interrogatoire prolongé 320/.

361. Il a été allégué à plusieurs reprises que des atrocités avaient été commises par des "forces de sécurité" contre la population africaine, et il n'est guère possible d'évoquer ici tous ces cas. Parmi les allégations ainsi faites par M. Sadomba en mars à la "Chambre d'assemblée", on peut citer le cas où deux policiers sud-africains, en décembre 1973, alors qu'ils interrogeaient une femme africaine sur les déplacements d'un guérillero, "saisirent l'enfant qu'elle portait sur son dos et lui tranchèrent la gorge". Les noms des policiers étaient Quinn et Visser. (Rhodesia Herald, 28 mars 1974). M. Mukono (RT.165) a présenté au Groupe spécial des personnes - une mère et son enfant, et une fillette de 9 ans - qui auraient été victimes de deux massacres distincts au cours desquels des forces rhodésiennes avaient encerclé les villages et tiré sur les habitants. Un exemple caractéristique des cas ainsi signalés est celui où, d'après leur propre témoignage (Guardian, 1er juin 1974) les "forces de sécurité" ont tué quatre civils africains, dont deux femmes, et blessé deux autres, qui étaient tombés dans une embuscade destinée à des guérilleros. Dans un autre cas 321/, il a été officiellement reconnu qu'en avril un "avion léger" sur lequel on avait tiré a "immédiatement attaqué" un groupe au sol, qui se trouvait paraît-il près d'une patrouille de guérilleros, mais il s'agissait en fait de sept enfants africains qui gardaient un troupeau; ils étaient âgés de 6 à 13 ans; trois d'entre eux ont été tués; et les autres blessés. L'affaire était décrite dans la déclaration officielle comme un "risque opérationnel normal" et l'on n'a nullement donné l'assurance que cela ne se renouvelerait pas. Le Président de la Commission catholique pour la justice et la paix a affirmé qu'aucun effort n'a été fait pour informer les parents des enfants, dont le village ne se trouvait qu'à quelques centaines de mètres, et que le corps de l'un des enfants n'a été remis à sa mère que cinq jours plus tard - elle ignorait encore ce qui était arrivé - et ce, en un lieu assez éloigné de son village. Dans un troisième cas, où des "témoins directs" étaient cités, on a allégué que cinq Africains se trouvaient sur un arbre en surveillance, sur ordre d'un agriculteur, et quatre d'entre eux ont été tués par une patrouille rhodésienne, qui les a pris pour des guérilleros; on a ajouté que les autres travailleurs africains avaient dû jurer de tenir la chose secrète et que les victimes ont été considérées comme des "terroristes" - pratique qui, selon plusieurs témoins, est courante dans des cas semblables 322/.

---

320/ Guardian, 13 décembre 1973; Zambia Daily Mail, 14 décembre 1973; Parl. Deb., 7 décembre 1973; Rhodesia Herald, 6 juin 1974.

321/ Rhodesia Herald, 15 et 22 juin 1974; Sunday Times, 16 juin 1974.

322/ Zimbabwe News, mai 1974, p. 23; M. Mukanganga-Nyashanu, (RT.153) a déclaré avoir été le témoin d'un cas semblable (voir par. 280 e) ci-dessus).

362. Selon les témoignages reçus par le Groupe, le régime illégal a consacré des efforts considérables à un programme d'endoctrinement et d'intimidation des Africains dans les zones rurales. M. Mukono (RT.165) a affirmé que des atrocités attribuées à des "terroristes" étaient en fait commises par les "forces de sécurité" elles-mêmes; il a aussi été affirmé 323/ que les hommes de la section spéciale (Special Branch) "masquaradent en se faisant passer pour des combattants de la liberté" dans la zone de guerre. Un ancien fonctionnaire qui travaillait dans la zone de guerre a déclaré en mars 1974 que les soldats rhodésiens terrorisaient délibérément et fusillaient des villageois pour les décourager d'aider les combattants de la liberté 324/. On a distribué des prospectus montrant des photographies de "terroristes" fusillés; le texte de l'un d'eux commençait ainsi : "Ces hommes sont morts parce qu'ils ont aidé les terroristes qui luttent contre nos soldats" 325/. Les cadavres de prétendus guérilleros sont régulièrement exposés en public. On a cité un cas où, en avril, des parents ont été enfermés dans une école pendant cinq heures, puis obligés à défiler devant les cadavres de sept "terroristes" 326/. En avril, le régime a annoncé des récompenses atteignant 5 000 \$ en échange de divers types de renseignements concernant les combattants de la liberté (Daily Telegraph, 19 avril 1974). Des spectacles cinématographiques de propagande et des visites de chefs et d'Africains progouvernementaux ont été organisés à maintes reprises dans les zones rurales. Par ailleurs des instructions confidentielles ont été distribuées aux Blancs dans une banlieue de Salisbury pour les avertir "d'avoir à l'oeil tous les nouveaux employés. Vérifiez la loyauté de vos Africains. Encouragez vos travailleurs à signaler les mauvais Africains". En mars, les travailleurs africains sur les plantations de tabac étaient, selon ces renseignements, "passés au crible" par les "forces de sécurité" 327/. Parmi les exemples de censure de renseignements indésirables on peut citer la condamnation le 23 octobre 1973 de M. T.M. Wild, ancien éditeur du journal de l'Union des étudiants, à trois mois de prison, avec un an de suspension, pour avoir publié certains articles dans le numéro de mai, ainsi que l'interdiction pour trois mois, le 26 septembre, de l'hebdomadaire africain à grand tirage Moto, qui a en général appuyé les politiques du Conseil national africain 328/.

c) Discrimination fondée sur des motifs politiques, religieux ou raciaux

363. Un témoin anonyme (350ème séance) a déclaré que conformément à la "constitution" de 1969 et à la législation qui en découle (voir par. 280), le nombre des électeurs inscrits était de 79 846 pour les Blancs, alors qu'il n'était que de 6 938 pour les Africains, de 1 516 pour les Métis et de 1 352 pour les Asiatiques 329/.

---

323/ Zimbabwe News, mai 1974, p. 22.

324/ Zambia Daily Mail, 25 mars 1974.

325/ Exemplaires reproduits dans Guardian, 2 juillet 1974; Zimbabwe News, février 1974, p. 6 à 8; Sunday Times, 11 mars 1974.

326/ Dossier, projet de déclaration No 28.

327/ Guardian, 5 décembre 1973; Daily Telegraph, 26 mars 1974.

328/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 463; Financial Times, Daily Telegraph, 27 septembre 1974; Guardian, 28 septembre 1974.

329/ La population totale en Rhodésie était estimée en 1972 à 5 690 000 habitants, dont plus de 5 millions d'Africains, environ 270 000 Européens et près de 280 000 Eurafricains et Asiatiques.



364. Alors que les Africains représentent 96 % de la population totale, le montant des dépenses prévues en matière d'éducation pour les Africains, pour 1973-1974, était de 24,1 millions de shillings, soit à peine plus que pour le secteur européen (voir E/CN.4/1135, par. 406 et 407). M. Lot Dewa, un membre du Parlement africain également directeur d'école, fait observer 330/ que l'enseignement est gratuit et obligatoire pour les Blancs alors que les Africains doivent payer des droits de scolarité, et prendre en charge le coût du matériel et des bâtiments; les coefficients quant au nombre des élèves et aux effectifs d'enseignants sont fixés par le Ministère pour chaque école; pour chaque niveau, l'admission est limitée à un groupe d'âge très étroit, ce qui complique souvent la tâche des candidats, qui ne disposent pas de la documentation nécessaire. M. Molife (RT.150) a également attesté que l'embouteillage est tel, dans le système d'enseignement, que des étudiants qualifiés ne peuvent poursuivre leurs études. N. J. Hanks, maître de conférences à l'Université de Rhodésie, a déclaré en mai 1974 que 56 % des adultes africains sont des "analphabètes fonctionnels"; "selon Mlle A. Sanderson, Directrice de l'Organisation d'alphabetisation des adultes de Rhodésie, 70 % de la population africaine de Rhodésie ne savent ni lire ni écrire". 331/ Le "Ministre de l'éducation" a déclaré en août 1973 que 72 double sessions étaient alors en cours dans les écoles publiques et qu'on ne prévoyait que sept écoles primaires nouvelles pour 1974 (Moto, 1er septembre 1973); depuis lors, un grand nombre d'écoles ont été fermées dans le nord-est.

365. Dans son rapport précédent (E/CN.4/1135, par. 410), le Groupe spécial a décrit en détail les mesures répressives prises par le gouvernement contre des étudiants africains à l'Université de Rhodésie, à la suite de manifestations organisées sur le campus en août 1973. A la fin de l'année, 106 étudiants, nombre desquels figuraient parmi les 115 qui avaient déjà purgé des peines de prison, ont été déclarés frappés d'interdiction à Salisbury et dans un rayon de 30 kilomètres, pour une durée de trois ans - ce qui les empêchait de retourner à l'Université (RN 1767, 1826 de 1973, 19 de 1974). Dans 9 cas, les mesures d'interdiction ont été levées en février; dans 69 autres, elles l'ont été temporairement, pour permettre aux étudiants en question de se présenter à des examens. Il a été signalé qu'une "soixantaine" d'étudiants avaient dû fuir la Rhodésie depuis août 1973 332/. Des mesures identiques ont été prises en juillet 1974 contre des élèves africains de l'enseignement secondaire lorsque le "Secrétaire à l'éducation africaine" a menacé de fermer l'école secondaire de Goromonzi et de réadmettre les élèves "en opérant une sélection" si le "désordre" se poursuivait. Le 5 juillet, la police est venue monter la garde avec des chiens, alors qu'aucun trouble ne s'était produit, pendant que l'on expulsait

---

330/ Moto, 9 mars 1974; voir également le témoignage de M. Nkomo (RT.153)

331/ Rhodesia Herald, 11 mai 1974; Moto, 23 mars 1974, aussi 26 janvier 1974.

332/ Guardian, 1er octobre 1974; voir aussi le témoignage de M. Mangwende, l'ancien Président de l'Union des étudiants (RT.157).

neuf prétendus "chefs de file" qui s'étaient "plaints de la mauvaise qualité de la nourriture et d'avoir trouvé des vers dans leur brouet" 333/.

366. Le "Ministre de la santé" a admis en mars 1974 que 10 à 15 % seulement des dépenses publiques en matière de santé étaient affectés à la médecine préventive. Pendant la grave épidémie de paludisme qui s'est produite le même mois dans les terres basses (lowveld) orientales, il a été signalé qu'un hôpital rural dépendant du gouvernement, où n'exerçaient que cinq assistants médicaux africains, n'avait reçu qu'une seule fois la visite d'un docteur pendant le semestre précédent, alors qu'il traitait en moyenne 99 malades par jour; l'hôpital d'une mission voisine n'avait reçu pour sa part que des pilules jusqu'à ce qu'un appel fût lancé à Salisbury directement 334/. Le rapport du "Secrétaire à la santé" pour 1972 qualifiait les taux de "morbidité et de mortalité" des Africains de "plus ou moins caractéristiques des pays en voie de développement". Dans le même rapport, le surintendant médical de l'hôpital de Gwelo, qui a doublé ses tarifs pour les Africains le 1er décembre 1973, a déclaré que les efforts entrepris pour réduire les dépenses consistaient surtout à "limiter le nombre des consultations de malades qui ne séjournaient pas à l'hôpital" (ce type de consultation a été totalement supprimé le 3 septembre 1973 à l'hôpital Mpilo de Bulawayo), "à exercer une stricte sélection en matière d'admission et à ne prescrire que les traitements strictement nécessaires ...". A Gwelo, les malades qui ne séjournent pas à l'hôpital ne reçoivent, dit-on, de médicaments qu'en quantité suffisante pour une journée; le prix standard de la consultation doit être versé à chaque visite, qui peut donner lieu à plusieurs heures d'attente. Il a été signalé en juillet 1974 qu'un médecin de Salisbury demandait 3 \$ par consultation. On dit que des "milliers" d'Africains meurent parce qu'ils n'ont pas les moyens de se soigner 335/.

367. M. Moyo (témoignage écrit présenté à la 341ème séance, page 2) et M. Nkomo (RT.153) ont déclaré que les prisonniers sont classés par race et non par catégorie de crime commis, et que les prisonniers européens et métis (catégories A et B) jouissent d'un certain confort et de privilèges non négligeables, quelle que soit la nature de leur condamnation.

368. La loi sur la citoyenneté (Citizenship of Rhodesia Amendment Act) (No 48 de 1973), en vertu de laquelle les infractions à la loi sur la défense (Defence Act) vinrent s'ajouter à la liste des infractions justifiant la perte de citoyenneté, et la loi modifiée sur la défense (Defence Amendment Act) (No 56 de 1973), en vertu de laquelle les forces de défense (Defence Forces) furent ajoutées aux forces territoriales et aux forces de réserve dans la définition du personnel militaire non autorisé

---

333/ Sunday Mail, 7 juillet 1974; Rhodesia Herald, 12 juillet 1974: Moto, 20 juillet 1974; voir aussi SAIS, col. 473.

334/ Rhodesia Herald, 9 mars 1974; Star, 7 mars 1974; Rand Daily Mail, 8 mars 1974; Rhodesia Herald, Chronicle, 9 mars 1974.

335/ Parl. Deb., 24 août 1973; Moto, 8 septembre 1973, 1er décembre 1973, 20 juillet 1974.

à faire appel pour des motifs d'ordre religieux en matière de service militaire, s'inscrivaient dans une campagne concertée contre les objecteurs de conscience blancs, en particulier les Témoins de Jéhovah, dont 56 avaient été condamnés avant septembre 1973 (SAIS, col. 469 et 470), et 15 autres en janvier et février 1974.

369. Entre octobre 1973 et octobre 1974, le régime a déporté ostensiblement plusieurs personnes pour des motifs d'ordre politique, y compris en octobre 1974 Mme Barbara Harvey, qui avait travaillé pendant deux ans pour le Parti du Centre; il a en outre empêché plusieurs autres personnes de pénétrer dans le pays, y compris en octobre 1973 M. Adam Raphael et en novembre M. A. de Crespigny, qui venait d'être nommé chef du Département de sciences politiques de l'Université de Rhodésie 336/.

370. Au Synode de Rome, l'Evêque Donal Lamont aurait déclaré que "la politique raciale du gouvernement restreint considérablement la liberté tant de l'Eglise catholique que des autres églises chrétiennes dans le pays" (Times, 3 octobre 1974). En janvier 1974, le "gouvernement" a frappé d'interdiction sept missionnaires, des Pères suisses de Bethléem, alors qu'ils arrivaient dans le pays pour travailler dans le diocèse de Gwelo; il aurait prétendu que les missionnaires influençaient les Africains contre le "gouvernement", que certains d'entre eux avaient commis des actes "immoraux" et que l'hebdomadaire catholique Moto était anti-gouvernemental et rendait la population "déloyale". Il a été également signalé que 15 membres de l'United Methodist Church n'avaient pu entrer dans le pays, que sept membres de l'United Church of Christ et deux méthodistes avaient été déportés, et qu'un "comité jouissant de pouvoirs étendus et composé de hauts fonctionnaires et de ministres" avait été constitué pour s'occuper des autorisations d'entrée pour les missionnaires 337/. Le 6 juin 1974, le "gouvernement" a publié un bail-type à l'intention des missions des terres tribales spéciales (RN957-74) qui comporte une liste des cas justifiant l'annulation sans préavis; cette liste est si vaste qu'elle couvre pratiquement toutes les activités politiques d'opposition : en acte, en parole ou par association.

371. Selon les renseignements reçus par le Groupe, les droits de diverses personnes ont été violés aussi bien dans le cas de ressortissants étrangers se rendant en Rhodésie du Sud que dans celui de citoyens rhodésiens à l'étranger. Fr. Valverde (RT.149 (II)) a déclaré qu'au passage de la frontière pour entrer en Rhodésie, il a été appréhendé et interrogé, de même que deux collègues; on a confisqué leurs bagages et leurs papiers et on les a obligés à signer un arrêt les expulsant de Rhodésie; l'une des personnes du groupe reçut l'ordre de partir sous 24 heures; les autres furent envoyés par avion - un avion militaire rhodésien - à Tete (Mozambique) où ils furent remis à la police secrète portugaise. Dans une déclaration publiée le 16 octobre 1974, le Haut Commissariat pour le Botswana à Londres a affirmé que M. Ethan Dube, un responsable du ZAPU, avait été kidnappé quatre jours auparavant par deux hommes blancs armés et un Noir alors qu'il se trouvait dans une maison de Francistown (Botswana) pour une courte visite. La police, arrivant peu après, a trouvé de "nombreuses taches de sang" par terre et sur une voiture à l'extérieur. Une déclaration ultérieure précisait que les kidnappeurs avaient pénétré "en Rhodésie du Sud près du commissariat de police rhodésien de Mphoengs" et attribuait à des "agents du régime illégal" la responsabilité de cet enlèvement, ainsi que d'un enlèvement similaire au cours duquel, en mars 1974, un enseignant rhodésien africain, M. Joel Mthimkala, "disparut" 338/.

---

336/ SAIS, juillet-décembre 1973, col. 467; Guardian, 15 octobre 1974.

337/ Times, Guardian, Daily Telegraph, 24 janvier 1974; Moto, 26 janvier 1974  
2 février 1974.

338/ Guardian, 17 et 19 octobre 1974.

## IV. ANGOLA, MOZAMBIQUE, GUINEE-BISSAU ET ILES DU CAP-VERT

Introduction générale

372. En vertu de l'article premier de la Constitution du Portugal de 1933, telle qu'elle avait été modifiée, les territoires africains sous domination portugaise étaient des "provinces d'outre-mer". Après le 25 avril 1974, le Programme du Mouvement des forces armées, qui a pris forme législative dans la loi No 3/74 du 14 mai 1974, a proclamé (No 8, par. A, chap. B) le principe selon lequel la solution aux guerres d'outre-mer est politique et non militaire. Le 24 juillet 1974 a été promulguée une nouvelle loi constitutionnelle dont le dispositif se lit comme suit :

Article premier

"Le principe selon lequel la solution aux guerres d'outre-mer est politique et non militaire, énoncé au No 8, paragraphe A, chapitre B du Programme du Mouvement des forces armées, implique la reconnaissance par le Portugal du droit des peuples à l'autodétermination, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Article 2

La reconnaissance du droit à l'autodétermination, avec toutes ses conséquences, comprend l'acceptation de l'indépendance des Territoires d'outre-mer et l'abrogation de la partie correspondante de l'article premier de la Constitution politique de 1933.

Article 3

Il appartient au Président de la République, après consultation avec la Junte de salut national, le Conseil d'Etat et le gouvernement provisoire, de conclure les accords relatifs à l'exercice du droit reconnu dans les articles précédents" 339/

373. La Guinée-Bissau a proclamé l'indépendance le 27 septembre 1973. Elle a été reconnue par l'OUA et par un certain nombre d'Etats.

374. Dans un mémorandum en date du 3 août 1974<sup>340/</sup> remis au Secrétaire général au cours de sa visite à Lisbonne du 2 au 4 août 1974, le Gouvernement portugais a déclaré notamment qu'il s'engageait à coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies à l'application des dispositions de la Charte, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des résolutions pertinentes en ce qui concerne les territoires sous administration portugaise, et qu'il reconnaissait le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de tous les territoires d'outre-mer sous son administration. Il a déclaré en outre qu'il s'engageait à apporter son plein appui à l'unité et à l'intégrité territoriale de chaque territoire et qu'il s'opposerait à toute tentative de sécession ou à toute tentative de démembrement d'où qu'elle vienne. Le mémorandum contient en outre des sections traitant spécifiquement de la Guinée-Bissau, des îles du Cap-Vert, du Mozambique, de l'Angola et de São Tomé et Príncipe; aux termes desquelles le Gouvernement portugais s'efforce de tenir compte des circonstances propres à chaque territoire.

---

339/ A/9697, annexe.

340/ A/9623/Add.1 (première partie), par. 24.

A. ANGOLA

1. Faits nouveaux d'ordre politique et constitutionnel  
intervenüs depuis le 25 avril 1974

375. Conformément aux dispositions générales de la nouvelle loi constitutionnelle portugaise du 24 juillet 1974 et à la déclaration faite par le Président Spínola le 27 juillet 1974, la politique du Gouvernement portugais relative à l'Angola a été définie comme suit par ce Gouvernement dans le memorandum du 3 août 1974 :

"Le Gouvernement portugais reconnaît pleinement le droit du peuple de l'Angola à l'autodétermination et à l'indépendance et est disposé à appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies à cet égard. Il a l'intention d'établir rapidement des contacts avec les mouvements de libération de façon que les négociations officielles puissent commencer aussitôt que possible 341/."

376. En juillet 1974, un "Gouvernement provisoire de l'Etat d'Angola", formé en majorité de militaires, a été nommé par le Gouvernement portugais.

377. A plusieurs reprises, des membres du Gouvernement portugais, dont le Ministre des affaires étrangères, M. Mario Soares, et des membres du Gouvernement provisoire de l'Angola ont déclaré qu'ils avaient l'intention de négocier avec les trois principaux mouvements de libération de l'Angola - le FNLA, le MPLA et l'UNITA - en vue de former un nouveau gouvernement provisoire, composé des représentants de ces trois partis et chargé d'organiser l'élection d'une Assemblée constituante 342/. Les négociations ont été entamées et se poursuivent à l'heure actuelle.

378. Selon les dernières informations reçues au moment de la rédaction du présent chapitre, un front commun avait été constitué à la Conférence de Mombasa (Kenya).

379. Malgré cette évolution politique et constitutionnelle, certains secteurs de la population blanche, désavoués par le Gouvernement portugais, suscitent des tensions et commettent de temps à autre des actes de violence qui ont fait un certain nombre de victimes.

380. En décembre, le Ministre chargé de la coordination interterritoriale du Gouvernement portugais a annoncé qu'en Angola la prochaine étape serait la constitution d'un gouvernement provisoire, composé de techniciens chargés des divers départements, qui serait dirigé par un haut commissaire nommé par le Président de la République; le haut commissaire serait assisté par un collège de ministres sans portefeuille composé de représentants des trois Mouvements de libération, à égalité. Il était prévu que, dès le début, le nouveau Gouvernement serait investi de tous les pouvoirs législatifs et exécutifs en ce qui concerne le territoire, ce qui mettrait fin à l'état de dépendance dans lequel celui-ci se trouvait vis-à-vis de Lisbonne sur le plan politique et administratif (voir A/PV.2305 et A/AC.109/PV.989).

381. Selon les dernières informations reçues par le Groupe, l'Angola accèdera à l'indépendance le 11 novembre 1975 343/.

---

341/ Ibid., par. 24.

342/ Voir par exemple : The Financial Times, 5 septembre 1974; le Monde, 17 septembre 1974.

343/ International Herald Tribune, 16 janvier 1975.

## 2. Analyse des témoignages

### a) Peine capitale; violations du droit à la vie

382. Le Groupe spécial d'experts n'a pas entendu de témoignage concernant expressément la condamnation de personnes à la peine capitale par une autorité judiciaire ou administrative, à la suite d'un procès pour infraction pénale prévue par la loi, ni l'exécution de telles sentences. Le code pénal portugais ne prévoit pas la peine capitale, mais le code de justice militaire contient (article 26 et suivants) des dispositions concernant l'application de cette peine pour certains crimes commis en temps de guerre.

383. Par contre, on a fait état du meurtre de prisonniers politiques et de combattants de la liberté capturés, perpétré dans des conditions inhumaines par des membres de la police spéciale (PIDE, DGS) ou par des commandants de camps de concentration. C'est ainsi que M. Paive Domingo da Silva (RT.178) a déclaré avoir été le témoin oculaire des atrocités suivantes : des détenus, au camp de concentration de Miçombo, soupçonnés de tentative d'évasion, auraient été fusillés et éviscérés; en 1961, dans une prison ou un poste de police à Luanda, un membre de la PIDE nommé Sabino aurait abattu plusieurs amis du témoin dont M. Fabian Pasqual et M. Adrião Salvador; le 12 mai 1961, à la prison de São Pedro da Barra, deux autres agents de la PIDE, nommés Valdemar et Antonio, auraient tué 96 détenus après leur avoir percé les mains avec du fil de fer; enfin, certains prisonniers auraient été transpercés par des sabres tandis que d'autres auraient été brûlés vifs après avoir été forcés de boire de l'essence. Selon le témoin, les policiers auteurs de ces meurtres auraient dit qu'ils voulaient "liquider" les Africains.

384. Il convient également de signaler les massacres d'Africains commis de temps à autre par des extrémistes, comme ceux par exemple du 11 au 15 juillet 1974 (voir plus loin par. 400 à 404).

### b) Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés

385. Les témoignages s'accordent en général à reconnaître qu'après le 25 avril 1974, les prisonniers politiques ont été libérés (M. Manuel Cordeiro, RT.176 et Mlle Sebastião, RT.178).

386. Les témoignages reçus concernant le traitement des prisonniers politiques se rapportent donc tous à la période antérieure au 25 avril 1974. Encore apparaît-il, selon certaines déclarations, que les anciens prisonniers politiques font encore l'objet d'une surveillance spéciale de la part des autorités (M. José Neto, RT.176).

387. Plusieurs témoignages ont fait état de tortures et de traitements cruels ou inhumains infligés par la police spéciale (PIDE, DGS) aux prisonniers politiques. Tous les témoins qui ont parlé de ces questions ont dit qu'ils avaient été battus à plusieurs reprises, pendant plusieurs jours, à coup de poing, de pied et de bâton. Un grand nombre d'entre eux ont déclaré avoir été fouettés ou battus avec la palmatoria de sinistre renommée (Mlle Sebastião, M. da Silva et M. de Mezquiya Octavio, RT.178). S'y ajoutait parfois la bastonnade à l'aide d'un bâton armé d'un crochet (M. José Neto, RT.176).

388. On a mentionné que des détenus avaient eu leurs ongles arrachés (M. Dos Santos, RT.176) ou brûlés (M. Tukayana, RT.178).

389. Plusieurs témoins ont déclaré avoir subi le supplice dit de "la statue", qui consiste à être obligé de rester debout sans bouger pendant plusieurs heures et même plusieurs jours (M. José Neto et M. Dos Santos, RT.176; M. de Mezquita Octavio, RT.178).

390. Un des types de torture les plus atroces dont il a été fait état, et qui entraînait la mort des victimes, consistait à enduire le détenu d'essence, ou à le forcer à tenir dans sa bouche un papier imbibé d'essence et à le brûler vif (M. da Silva et M. Cristóvão, RT.178).

391. Passée la phase des interrogatoires par la police spéciale, les prisonniers étaient généralement transportés dans des prisons ou camps de concentration, comme le camp - souvent mentionné - de São Nicolau, la prison de São Pedro da Barra ou même, hors de l'Angola, la prison de Tarrafal. Aucun d'entre eux, cependant, n'avait été condamné à la suite d'un procès devant un tribunal. Les accusations dont ils étaient l'objet ne leur avaient même pas été précisées, non plus que la durée probable de leur détention.

392. Dans ces prisons et ces camps, selon plusieurs témoins, les prisonniers étaient victimes de conditions d'existence pénibles et souvent cruelles. On a souvent fait état du nombre excessif de prisonniers entassés dans des cellules exiguës et mal aérées (M. José Neto, RT.176; M. Julio, M. da Silva et M. Assis Neto, RT.178). Pendant certaines périodes tout au moins, les détenus n'auraient reçu que du pain et de l'eau et ils devaient puiser cette eau dans la cuvette des W.C. (M. José Neto, RT.176). La nourriture, essentiellement des haricots et du "mealie", aurait été insipide et de valeur nutritive réduite (M. da Silva et M. Julio, RT.178). Les soins médicaux auraient été inadéquats ou inexistants (M. de Mezquita Octavio et M. Tukayana, RT.178).

393. On a dit que, dans ces camps et prisons, étaient détenus ensemble, sans distinction, les prisonniers politiques et les condamnés pour délits de droit commun (M. de Mezquita Octavio, RT.178).

394. Les détenus devaient effectuer des travaux pénibles, comme transporter des pierres et scier de gros arbres. (M. José Neto, RT.176; M. de Mezquita Octavio, RT.178). Ces travaux n'avaient d'autre objet que d'épuiser les prisonniers, dont cependant, dans la plupart des cas, les services étaient loués à des colons, moyennant paiement à la PIDE.

395. Les manquements à la discipline de la prison étaient sévèrement punis, par exemple par la mise au cachot. Selon plusieurs témoins, les gardes avaient coutume de prévenir toute protestation en terrorisant les détenus avec des chiens féroces qu'ils lâchaient sur eux (M. José Neto, RT.176; M. da Silva, RT.178). Les tentatives d'évasion étaient, au camp de São Nicolau, punies de mort par fusillade et éviscération (M. da Silva, RT.178).

396. Selon certains témoignages, il existait théoriquement une procédure de recours contre les abus du personnel des prisons, mais il s'agissait de garanties totalement illusoires (M. de Mezquita Octavio, RT.178).

397. Au cours de sa visite dans un camp de combattants de la liberté, le Groupe spécial d'experts a entendu des récits émanant de certains combattants précédemment capturés. M. Nkenda (témoignage recueilli dans un camp de combattants de la liberté à Kinshasa (RT.190)) fait état des tortures infligées à tous les prisonniers combattants de la liberté capturés. M. A. Joses (RT.190) déclare avoir été torturé et obligé de manger un morceau de sa propre chair. D'autres prisonniers avaient également été obligés de manger la chair d'un combattant du Front national battu et tué le jour de Noël 1969.

398. Plusieurs témoins ont déclaré que des représentants de la Croix-Rouge internationale avaient visité certains camps et prisons, mais que les gardiens avaient en fait été avertis à l'avance et qu'ils avaient présenté aux délégués un tableau complètement trompeur du traitement des détenus (M. José Neto, RT.176).

399. Les témoins ont nommé certains agents de la PIDE ou commandants de camps qu'ils ont accusés d'avoir perpétré des actes de torture ou des mauvais traitements : le sous-inspecteur de la PIDE, Alipio Vieira, à Luanda, a été accusé par Mlle Sebastiao d'être son tortionnaire (RT.178) et par M. Julio (RT.178) d'avoir torturé M. José Alberto Pinho; le sous-inspecteur de la PIDE Pinto de Almeida a été accusé par M. Cristávão (RT.178) d'avoir torturé M. Bernardo Julio et le directeur du camp de São Nicolau, João José Baltazar de Lima a été accusé par M. Assis Neto (RT.178). Selon les témoignages, aucune de ces personnes ne résiderait à l'heure actuelle en Angola; ils se seraient réfugiés ailleurs, peut-être en Afrique du Sud. La presse a fait état de l'arrestation d'un certain nombre d'agents de la PIDE. En règle générale, d'après les témoignages, aucun agent de la PIDE n'aurait été emprisonné en Angola depuis le 25 avril 1974 (M. Manuel Cordeiro. RT.176).

c) Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale

i) Massacres d'Africains

400. Les représentants du FNLA et du MPLA, dans leurs déclarations liminaires au Groupe spécial d'experts, ont exprimé leur profonde inquiétude en ce qui concerne les actes d'intimidation et de brutalité, culminant en des massacres d'Africains, commis en Angola depuis le 25 avril 1974 par des groupes d'extrémistes blancs (M. Abrigada du FNLA, RT.176; M. Larra du MPLA, RT.178). Ces atrocités continueraient à l'heure actuelle et iraient en s'intensifiant. M. Abrigada a déclaré que, selon certains, environ 1 500 Angolais auraient été massacrés depuis le 25 avril, tandis que M. Larra a estimé qu'en moyenne une dizaine d'Africains étaient tués chaque jour par les colonialistes, depuis la mi-juillet à Luanda.

401. Selon plusieurs témoins, il s'agirait là d'actions systématiques de la part de groupes de terroristes blancs, composés de membres de la petite bourgeoisie colonialiste - chauffeurs de taxi, boutiquiers, etc. - dont l'objectif serait peut-être d'établir un régime à l'instar de celui de Ian Smith en Rhodésie, et qui en général disposent d'un nombre considérable d'armes à feu. L'un des témoins a attiré l'attention sur la création d'un mouvement terroriste colonialiste appelé la RUA (résistance unie de l'Angola), qui groupe surtout des chauffeurs de taxi, d'anciens militaires et d'anciens policiers, qui est dirigé par un certain capitaine de réserve José Mendoza, fils, et dont les armes seraient fournies par l'Afrique du Sud et de grandes sociétés coloniales (M. Macedo). Selon ce même témoin, deux bombardiers sud-africains ainsi que d'autre matériel de guerre auraient été envoyés à Luanda en avril pour soutenir ce mouvement, mais le général Costa Gomes, membre de la Junte, aurait ordonné le retour de ces avions en Afrique du Sud. Cependant, malgré les souhaits exprimés par la population angolaise, les autorités gouvernementales n'auraient pas mis fin aux activités de ce groupe terroriste.

402. Selon tous les témoins, contrastant avec ces organisations colonialistes bien armées, la population noire était totalement privée d'armes à feu.

403. Certains témoins ont donné des précisions sur les massacres de juillet 1974 qui ont eu lieu dans la zone urbaine de Luanda à la suite du meurtre d'un chauffeur de taxi blanc (M. Damião, M. Domingo et M. Sampaio, RT.177; M. Tukayana, RT.178). Les témoins ont catégoriquement réfuté la version présentée par les groupes colonialistes selon laquelle ce chauffeur de taxi, dont le corps avait été retrouvé au matin du 11 juillet dans un quartier africain de Luanda à Kazenga, avait été étranglé par des Noirs. Ils ont souligné l'invraisemblance de cette version, étant donné, en particulier, que la mort était



intervenue vers 1 heure du matin et que les chauffeurs de taxi blancs n'acceptaient jamais de prendre en charge des clients africains ou de se rendre dans les quartiers africains la nuit. Il apparaîtrait bien plutôt que le meurtre avait été commis par un autre Blanc, peut-être pour des raisons de rivalité sentimentale (M. Tukayana). A la suite de la découverte de ce meurtre, le 11 juillet, des bandes armées de Blancs sont allées répandre la terreur et le massacre dans les quartiers africains, tuant plus d'une dizaine de personnes et en blessant environ une quarantaine. Après ces événements, le 12 juillet, plusieurs Africains seraient allés chercher à l'hôpital de São Paulo les cadavres de trois des victimes et les auraient transportés devant la résidence du Gouverneur général. La police aurait alors encerclé les manifestants et les aurait battus (M. Tukayana); selon certains témoins, la police aurait aussi ouvert le feu, faisant de nouvelles victimes (M. Sampaio). Le 15 juillet, une grande démonstration pacifique des Africains s'est déroulée à l'occasion de l'enterrement de certaines des victimes des émeutes du 11 et du 12 juillet. L'armée aurait tiré sur la foule et plusieurs manifestants auraient été tués, les estimations oscillant entre 12 morts (chiffre officiel) et une trentaine de morts (M. Tukayana). Un journaliste espagnol, présent, aurait pris des photographies du massacre, mais les soldats l'auraient battu et auraient confisqué son appareil photographique et exposé le film (M. Sampaio, M. Tukayana). M. Sampaio, qui a déclaré avoir été le témoin oculaire de plusieurs des événements survenus entre le 11 et le 15 juillet, a fait état d'atrocités telles que l'attaque par un groupe de Blancs d'une ambulance transportant des blessés africains et le meurtre de ces blessés. Selon M. Damião, le chiffre des morts et des blessés serait très supérieur aux estimations officielles et les hôpitaux auraient été débordés : le témoin a cité le chiffre de 50 morts et de 200 blessés par jour à l'hôpital de l'Université. Un témoin qui a comparu à huis clos (355ème séance) a déclaré qu'environ 220 Africains auraient disparu durant cette période en juillet. M. Damião a déclaré que des groupes de terroristes blancs attaquaient de nuit les Africains, même dans leurs maisons, dans le faubourg de Sambizanga, kidnappaient les Noirs et les tuaient secrètement dans une forêt appartenant à Petrangol, la compagnie pétrolière de l'Angola.

404. Les témoins se sont accordés à souligner que, lors de ces incidents, les autorités gouvernementales n'ont pas pris d'action efficace contre les groupes terroristes et, souvent, les ont laissé faire. Selon un témoin entendu à huis clos (355ème séance), une commission du Gouvernement portugais se serait créée en Angola pour enquêter sur ces massacres, mais on ignore les conclusions de cette commission.

. ii) Discrimination dans le domaine de l'éducation et en ce qui concerne l'accès à la fonction publique

405. M. Manuel Cordeiro a déclaré que les écoles où étudiaient les enfants africains étaient mal équipées, souvent sans pupitres et sans water-closet. En ce qui concerne l'enseignement universitaire, selon ce même témoin, l'accès en était légalement reconnu aux Africains, mais des obstacles considérables rendaient ces lois presque totalement illusoires : il y avait très peu de bourses accordées aux Africains; les Africains de l'université étaient particulièrement soupçonnés d'idées subversives par la police et souvent arrêtés; ils ne pouvaient en fait se diriger vers la faculté de droit, matière considérée comme trop "politique". Selon M. Julio (RT.178), l'histoire de l'Angola n'était nullement enseignée dans les écoles, dont les programmes comprenaient par contre l'histoire du Portugal.

406. En ce qui concerne l'accès à la fonction publique, qui était théoriquement reconnu aux Africains, il leur était très difficile en fait d'être admis à se présenter aux concours d'entrée pour devenir cadre moyen et supérieur. Ce n'est que depuis le 25 avril que quelques Africains ont été admis aux postes supérieurs. Encore constate-t-on une disparité sur le plan des traitements, à capacité et travail égaux (M. Manuel Cordeiro)

iii) Discrimination dans le domaine du logement

407. M. Manuel Cordeiro (RT.176) a souligné que les demeures construites dans les faubourgs africains étaient à la fois mal équipées et beaucoup trop chères eu égard aux ressources des Africains : par exemple, une famille africaine ayant un revenu d'environ 1 000 escudos pourrait avoir à payer un loyer atteignant 500 escudos. M. Manuel Cordeiro a estimé que le Gouvernement, dans ses plans d'urbanisme, avait pour objectif d'implanter les Africains dans des faubourgs de plus en plus éloignés du centre de la ville. A Lusaka, le Groupe spécial d'experts a eu l'occasion de voir des diapositives montrant les équipements insuffisants dans les faubourgs africains et les installations luxueuses dans les quartiers blancs (Rwanda).

iv) Discrimination concernant les soins médicaux

408. M. Manuel Cordeiro (RT.176) a déclaré avoir été le témoin de pratiques discriminatoires à l'égard des patients africains à l'hôpital Don João III à Luanda; essentiellement, parce que les Noirs ne peuvent pas payer le prix des meilleures chambres. Ils sont placés dans une salle commune dans des conditions d'hygiène qui laissent beaucoup à désirer. M. da Mata (RT.176) a également fait un témoignage dans ce sens. Il a en outre allégué l'existence d'une pratique qui constitue une violation très grave des droits de l'homme des Africains : certains médecins, dont le Docteur David Santos, se seraient livrés à des expérimentations médicales ou scientifiques dangereuses sur des Noirs, et, dans bien des cas, ceux-ci seraient morts des suites de ces expériences.

## B. MOZAMBIQUE

1. Faits nouveaux d'ordre politique et constitutionnel  
intervenues depuis le 25 avril 1974

409. Dans le memorandum du 3 août 1974, mentionné au paragraphe 359 ci-dessus, la section relative au Mozambique est la suivante:

"Le Gouvernement du Portugal reconnaît pleinement le droit du peuple du Mozambique à l'autodétermination et à l'indépendance et est disposé à appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies à cet égard. Pour donner suite à cette déclaration de principe, le Gouvernement portugais, qui avait précédemment établi des contacts avec les représentants du FRELIMO, prendra immédiatement des mesures pour ouvrir des négociations avec le FRELIMO en vue d'accélérer le processus de l'indépendance pour le territoire"344/.

410. Pendant que les négociations avec le Gouvernement portugais étaient en cours, les dirigeants du FRELIMO ont fait plusieurs déclarations précisant leur position sur divers problèmes politiques et constitutionnels. Notamment, dans un télégramme du 2 septembre 1974 345/, adressé au Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le Président du FRELIMO a fait connaître sa détermination d'obtenir l'indépendance totale pour le Mozambique, et il a affirmé que le FRELIMO était le seul représentant légitime de l'ensemble du peuple du Mozambique, sans distinction de couleur, d'origine ethnique ou de religion. Le FRELIMO, enfin, a proclamé son respect pour les droits de l'homme, y compris les droits des Portugais qui vivent au Mozambique.

411. Le 7 septembre 1974, à l'issue de négociations à Lusaka, les représentants du Gouvernement portugais et du FRELIMO ont signé un accord 346/ prévoyant que l'indépendance complète du Mozambique serait proclamée le 25 juin 1975. Pendant la période de transition, du 7 septembre 1974 au 25 juin 1975, de nouvelles structures gouvernementales seraient instituées, comprenant un Haut Commissaire, nommé par le Président de la République portugaise, un gouvernement transitoire, nommé par voie d'accord entre le FRELIMO et l'Etat portugais, et une commission militaire mixte, nommée par voie d'accord entre le FRELIMO et l'Etat portugais. Il était prévu notamment que le Haut Commissaire assurerait "le respect des garanties réciproques, c'est-à-dire celles qui ont été approuvées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme" (par. 4, alinéa d)), et que le gouvernement transitoire assurerait en particulier, "la défense et la sauvegarde de l'ordre public ainsi que la sécurité des personnes et des biens" et garantirait "le principe de la non-discrimination pour des motifs de race, d'ethnie, de religion ou de sexe" (par. 5, alinéas c) et f)). Les Parties déclaraient également s'engager "à agir de concert en vue d'éliminer tous les vestiges du colonialisme et de créer une harmonie raciale authentique" (par. 15).

412. Malgré l'évolution politique et constitutionnelle, certains secteurs de la population blanche provoquaient des troubles au Mozambique, en particulier à Lourenço Marques.347/

344/ A/9623/Add.1 (première partie), par. 24.

345/ A/9623/Add.1 (deuxième partie), annexe V.

346/ A/9769, annexe I.

347/ Les informations contenues dans ce paragraphe sont basées sur des articles de presse; voir notamment: Le Monde, 10 et 11 septembre 1974; The Guardian, 13 septembre 1974; The Sunday Times, 15 septembre 1974. Voir également par. 421 et suivants.

## 2. Analyse des témoignages

### a) Peine capitale; violation du droit à la vie

413. Comme l'a souligné le père Valverde dans son témoignage (RT.149(II)), la peine capitale n'est pas prévue par la loi pénale portugaise, tout au moins en dehors de l'état d'urgence. Toutefois, divers témoins ont fait état de meurtres et de massacres perpétrés par les autorités portugaises, dont des civils africains ont été les victimes.

414. Le père Valverde a déclaré avoir vu les cadavres des victimes - en grande partie des femmes et des enfants - de quatre massacres qui ont eu lieu près de sa mission à Mukumbura, province de Tete, de mai à novembre 1971. Le nombre total des tués aurait atteint une centaine (voir par. 420 ci-après). M. Nkwalembo (RT.158) a dit qu'il avait fui le Mozambique après que son père et sa mère avaient été brûlés vifs dans un de ces massacres.

415. Les pasteurs Andrié et Morier-Genoud (RT.184) ont donné des précisions sur le décès en prison, en 1972, après interrogatoire par la police, de trois membres de l'Eglise presbytérienne autonome du Mozambique, dont son président, le pasteur Manganhela. Bien que la thèse officielle ait été celle du suicide, plusieurs circonstances conduisent à penser que les victimes ont été battues à mort (voir par. 418).

### b) Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés

416. Les témoignages reçus (le père Valverde, RT.149 (II); M. Andrié et M. Morier-Genoud, RT.184) portent essentiellement sur la prison de Machava, à Lourenço Marques.

417. On a fait état de tortures systématiques par la police pour faire avouer les prisonniers. Le père Valverde, qui a été incarcéré 20 mois dans la prison de Machava, a déclaré que tous les détenus africains avec lesquels il avait pu se mettre en rapport lui avaient dit avoir été sévèrement battus avec la palmatoria et fouettés avec des lanières en peau d'hippopotame. Selon les pasteurs Andrié et Morier-Genoud, à Machava on voyait quotidiennement revenir de la salle des interrogatoires des prisonniers couverts de sang après avoir été battus.

418. M. Andrié et M. Morier-Genoud ont décrit l'arrestation et la détention de 60 membres de l'Eglise presbytérienne du Mozambique en 1972, sous l'inculpation - intervenue plusieurs mois après l'arrestation - d'avoir envoyé à FRELIMO des fonds recueillis auprès des fidèles lors des services religieux. Trois des personnes arrêtées sont décédées en prison: M. José Sidomu, en juillet 1972; le pasteur Manganhela, président du Conseil synodal, le 11 décembre 1972; et un autre membre, M. Cardoso Mtamele. La version officielle a été celle du suicide, et, dans le cas du pasteur Manganhela tout au moins, il y avait une lettre dans laquelle il déclarait avoir mis fin à ses jours; mais cette lettre n'était pas signée. En outre, certains médecins auraient refusé de signer un certificat indiquant le suicide comme cause du décès. Enfin, selon des déclarations écrites d'un M. Thompson au Conseil des missions de Suisse, cette personne, détenue dans une cellule adjacente à celle où était interrogé le pasteur Manganhela, aurait entendu les policiers battre la victime pour la forcer à signer un document. Les dernières paroles du pasteur auraient été pour dire que, même s'il devait mourir, il ne signerait pas. Il semblerait donc que la mort du pasteur puisse être attribuée à la torture, après 45 jours d'un interrogatoire intensif, de 7 heures du matin à minuit, et six mois de cachot, qui avaient épuisé la victime physiquement et psychiquement. Selon M. Thompson, pendant les 10 mois qu'il avait passés à la prison de Machava, environ 50 prisonniers étaient morts et leurs corps avaient été jetés dans une fosse

commune. Dans le cas de M. Manganhela, une autopsie et une enquête judiciaire avaient été ordonnées, sans doute par crainte de protestations de la part des Eglises, mais les conclusions de cette enquête n'ont jamais été publiées.

419. Mise à part la question de la torture pendant les interrogatoires, les conditions de vie à la prison de Machava étaient très dures, les pires traitements étant infligés aux détenus africains: souvent ces derniers devaient dormir à même le sol avec seulement deux couvertures (le père Valverde et M. Morier-Genoud) et leur nourriture, différente de celle des blancs, était insipide et sans valeur nutritive (le père Valverde). La sanction disciplinaire pour tentative d'évasion ou de mutinerie était la privation de nourriture et de boisson et la détention dans un cachot; le père Valverde lui-même, comme punition pour avoir communiqué certains renseignements sur la vie en prison à un consul, a été condamné à passer 9 mois sans parler dans une cellule de 2 mètres sur 2,50 mètres.

c) Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale

Massacres d'Africains

420. Le père Valverde (RT.149) a dit qu'il avait vu les corps des victimes de quatre massacres d'Africains, qui avaient eu lieu près de sa mission à Mukumbura, dans la province de Tete, en mai, septembre, octobre et novembre 1971. Il avait vu notamment des cadavres de femmes et d'enfants brûlés vifs avec des grenades incendiaires. Au total, les massacres auraient fait environ 100 victimes. Le massacre de septembre 1971, aurait été perpétré non pas par les forces portugaises, mais par l'armée rhodésienne. A ce sujet, le père Valverde a déclaré qu'il existait à l'époque une entr'aide continue et multiforme entre les polices portugaise et rhodésienne: échanges d'informations sur les suspects, droit de franchir la frontière pour poursuivre des guerilleros, etc. Le père Valverde et d'autres prêtres de la mission étaient intervenus auprès de l'évêque portugais de Tete et des autorités militaire et policière pour faire cesser ces atrocités, mais leurs efforts n'avaient eu aucun résultat. Au contraire, le père Valverde a, par la suite, été incarcéré sans jugement pendant 23 mois.

421. Dans son rapport à l'Assemblée générale (A/9621), la Commission d'enquête sur les massacres signalés au Mozambique a noté qu'au cours d'une étape ultérieure de la guerre coloniale, la population civile a été soumise à une répression de plus en plus violente par les autorités colonialistes portugaises. Pour empêcher le FRELIMO de bénéficier d'un appui généralisé dans la population africaine, les autorités colonialistes portugaises ont adopté une politique fondée sur la création d'aldeamentos (villages fortifiés). Cette pratique a été introduite au Mozambique vers la fin des années 60 et a été généralisée à partir de 1969. En août 1973, près d'un million d'Africains étaient déjà regroupés dans 895 aldeamentos dans les districts de Cabo Delgado, Miassa et Tibo. La Commission a conclu que les aldeamentos étaient une source de difficultés inouïes. Le transport de toute la population d'un village dans les conditions les plus primitives, et l'absence non seulement de toute installation, mais aussi des denrées nécessaires à la vie, entraînaient dans les nouveaux centres de population de nombreux décès dus à l'épuisement, à la faim et à la maladie. La Commission a également déclaré qu'elle avait été totalement convaincue par les preuves qui lui avaient été soumises et qui confirmaient que, le 16 décembre 1972, des troupes portugaises dirigées par des agents de la DGS avaient encerclé les villages de Chawola, Juwau et Wiriyamu, y avaient pénétré, avaient tué tous les habitants qui avaient été découverts et avaient détruit les villages. Le nombre des victimes était estimé à plus de 400 pour les trois villages.

422. Dans son rapport d'activité (E/CN.4/1135), le Groupe spécial avait inclus une déposition écrite du père Blanc César Bertulli concernant les massacres perpétrés dans les villages de Wiriyamu et de Juwau, dans la province de Tete, au cours desquels entre 400 et 500 personnes avaient perdu la vie. Dans sa déposition, le père décrivait de manière détaillée la brutalité de l'attaque et du massacre. Le rapport d'activité contenait également d'autres témoignages qui confirmaient que les massacres susmentionnés avaient effectivement eu lieu. En outre, le rapport contenait d'autres témoignages concernant des massacres moins importants perpétrés dans d'autres villages comme Jaco, Xidecunda, Angonia et Mukumbura, pendant la période 1970-1973.

423. Pendant les réunions qu'il a tenues à Genève en janvier 1975, le Groupe d'experts a assisté à la projection d'un film montrant certaines des localités où les massacres avaient été perpétrés au Mozambique.

#### Résistance violente à l'indépendance du Mozambique opposée par des extrémistes blancs

424. Le 7 septembre 1974, le jour où les représentants du Gouvernement portugais et du FRELIMO ont signé l'accord prévoyant l'indépendance totale du Mozambique, à Lourenço Marques 348/, un groupe d'extrémistes blancs s'est emparé de l'émetteur de la station "Radio-Clube" et a lancé des appels à la population pour l'inviter à poursuivre la lutte contre les "assassins" du FRELIMO et le "communisme". Selon la presse, ces groupes d'insurgés, composés en majeure partie d'anciens militaires, étaient dirigés par des organisations armées clandestines d'extrémistes, les "dragons de la mort" et "Fico". On a appris, dans les jours suivants, que les insurgés reniaient formellement les accords de Lusaka, envisageaient de créer un nouveau gouvernement provisoire et avaient libéré un grand nombre d'anciens policiers de la PIDE détenus depuis le 25 avril 1974. Les tensions se développaient très rapidement entre ces Européens extrémistes et la population africaine. De violents accidents ont éclaté dans les quartiers africains, faisant, selon les estimations officielles, environ 100 morts et 200 blessés, et il y a eu un exode d'environ 2 000 Blancs de Lourenço Marques vers l'Afrique du Sud. Toutefois, après que le Gouvernement portugais et les autorités du FRELIMO eurent fermement condamné les insurgés et lancé des appels au calme et à l'harmonie raciale, les insurgés se sont rendus, le 10 septembre, aux forces de police régulières.

348/ Les informations contenues dans ce paragraphe sont fondées sur des articles de presse; voir en particulier : Le Monde, 10 et 11 septembre 1974; The Guardian, 13 septembre 1974; The Sunday Times, 15 septembre 1974.

C. VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME PAR LES AUTORITES PORTUGAISES  
EN GUINEE-BISSAU ET AUX ILES DU CAP-VERT

1. Faits nouveaux d'ordre politique et constitutionnel  
intervenus depuis le 25 avril 1954

425. Dans le mémorandum du 3 août 1974, mentionné plus haut au paragraphe 359, le Gouvernement portugais a déclaré ce qui suit à propos de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert :

"3) Guinée-Bissau

a) Le Gouvernement du Portugal est prêt à reconnaître la République de Guinée-Bissau en tant qu'Etat indépendant et est disposé à conclure sur-le-champ des arrangements avec la République de Guinée-Bissau en vue du transfert immédiat de l'administration;

b) En conséquence, il apportera son plein appui à la demande d'admission de la Guinée-Bissau à l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

4) Iles du Cap-Vert

Le Gouvernement portugais reconnaît pleinement le droit du peuple des îles du Cap-Vert à l'autodétermination et à l'indépendance et est disposé à appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies.

Pour accélérer le processus de décolonisation dans les îles du Cap-Vert, le Gouvernement portugais est disposé à coopérer étroitement avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies 349/".

426. Au cours du même mois, à l'issue des négociations d'Alger, le Portugal a reconnu formellement l'indépendance de la Guinée-Bissau. La Guinée-Bissau, qui était déjà membre de plusieurs institutions spécialisées, a été admise à l'Organisation des Nations Unies à l'ouverture de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, en septembre 1974. La question des îles du Cap-Vert, toutefois, n'était pas encore définitivement réglée 350/. Il est reconnu que les îles du Cap-Vert font partie de la Guinée-Bissau.

427. Le 14 août 1974, à Dakar, avant d'interroger des témoins de la Guinée-Bissau, le Groupe d'experts a entendu M. Abilio Duarte, membre du Conseil exécutif du PAIGC. M. Duarte a déclaré que, malgré la cessation des hostilités et l'accession imminente de la Guinée-Bissau à l'indépendance universellement reconnue, le peuple de la Guinée-Bissau estimait nécessaire de présenter aux Nations Unies des témoignages sur les violations des droits de l'homme commises par les autorités colonialistes portugaises avant le 25 avril 1974. Il importait, en effet, que le monde connaisse

---

349/ A/9623/Add.1 (première partie), par. 24.

350/ Sur ce point, voir notamment la résolution adoptée le 5 avril 1974 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/9623/Add.1 (première partie), annexe II, B), et la lettre du 20 mai 1974 adressée au Président du Comité spécial par l'observateur permanent de la Guinée-Bissau auprès de l'Organisation des Nations Unies (Ibid., annexe IV).

la gravité de ces violations et l'étendue des souffrances subies par le peuple de Guinée-Bissau, tant pour mettre en lumière la vérité historique que pour mieux faire comprendre les appels à la coopération internationale que ce peuple pourrait être amené à faire en vue d'effacer et de surmonter les conséquences de l'oppression coloniale (RT.179).

## 2. Analyse des témoignages

### a) Peine capitale; violations du droit à la vie

428. Plusieurs témoins (M. Soares de Carvalho, M. Sampa et M. Mago, RT.179) ont déclaré que les prisonniers politiques étaient décédés à la suite de tortures infligées par la PIDE, ou des travaux forcés très pénibles qu'ils avaient dû effectuer (voir plus loin par. 433 à 436). Le Code pénal portugais ne prévoit pas la peine capitale, mais le code de justice militaire contient (articles 26 et suivants) des dispositions concernant l'application de cette peine pour certains crimes commis en temps de guerre.

429. M. Delgado (RT.180), parlant du sous-développement économique des îles du Cap-Vert, l'a imputé principalement au régime colonial et a rappelé à ce propos que c'était pour cette raison que le territoire avait dans le passé souffert de la famine et de la faim, qui avaient causé la mort de 50 000 personnes.

430. Ce témoin a également parlé des conditions inhumaines de travail infligées aux travailleurs migrants des îles du Cap-Vert dans les plantations de l'île de São Tomé, conditions qui auraient provoqué la mort de plusieurs travailleurs, dont des enfants (voir plus loin par. 437) 351/. M. Soares de Carvalho et d'autres témoins ont fait état de nombreux décès causés par les conditions inhumaines du travail forcé en Guinée-Bissau, en particulier vers 1940.

431. Enfin, M. Delgado a déclaré que, à la suite de la répression policière arbitraire de manifestations pacifiques aux îles du Cap-Vert, après le 25 avril 1974, des personnes avaient été grièvement blessées et une au moins avait été tuée.

### b) Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés

432. Divers témoins ont décrit les tortures et les traitements cruels ou inhumains auxquels eux-mêmes ou leurs camarades auraient été soumis lors des interrogatoires policiers. M. Soares de Carvalho (RT.179) a déclaré que l'une des tortures pratiquées couramment consistait à prendre les prisonniers par les pieds, ce qui entraînait souvent leur mort. Selon M. Mago (RT.179), au camp de concentration de Tite, en 1962, plusieurs prisonniers politiques auraient été exposés à l'extérieur des bâtiments, par tous les temps, pieds et poings liés, et n'auraient reçu comme nourriture que des restes pourris; beaucoup d'entre eux seraient décédés des suites de ce traitement. M. Delgado (RT.180) a déclaré avoir subi pendant 12 jours le supplice de la "statue", qui est aussi mentionné dans le témoignage de M. Barry (RT.179). Ce dernier s'est référé au cas d'un certain Utana Sucubaia, son camarade de cellule, dont les oreilles auraient été coupées par les Portugais. Selon M. Soares de Carvalho, l'un de ses amis, Duarte Marques de Veida, serait mort des suites d'une torture par chocs électriques infligée par la PIDE. La plupart des témoins ont en outre mentionné les coups de poing, coups de pied, coups de fouet et coups de palmatoria.

---

351/ Voir également le rapport du Groupe spécial d'experts préparé conformément à la résolution 1796 (LIV) du Conseil économique et social (E/CN.4/AC.22/CRP.6 et Add.1 à 6).



433. Systématiquement, semble-t-il, avant d'être interrogés, les prisonniers politiques étaient mis au secret dans des cellules exigües pour des périodes de plusieurs semaines (M. Delgado) qui pouvaient même se prolonger jusqu'à un an (M. Mago).

434. Après interrogatoire et torture par la PIDE, les détenus étaient sommairement "condamnés" par la police, sans procès ni jugement, à des périodes variables d'emprisonnement dans des prisons ou camps tels que celui de l'île des Galinhas, en Guinée-Bissau, et celui de Tarrafal, dans les îles du Cap-Vert. Dans ces deux camps, selon les témoignages, les prisonniers étaient souvent entassés dans des cellules étroites, sans lit (M. Soares de Carvalho et M. Sampa, RT.179). La nourriture était fréquemment pourrie, préparée avec de l'huile rance et immangeable, à tel point qu'il y avait eu une grève de la faim à Tarrafal en 1966 ou 1967 (M. Soares de Carvalho). Les peines disciplinaires étaient cruelles et consistaient souvent à flageller les détenus.

435. Plusieurs témoins ont fait état de travaux exténuants que les prisonniers devaient effectuer, par exemple le transport d'énormes pièces de bois ou de grosses pierres, auxquels s'ajoutaient les travaux agricoles nécessaires pour assurer leur propre alimentation.

c) Manifestations graves de colonialisme et de discrimination raciale

i) Pratiques assimilables à l'esclavage et travail forcé

436. M. Sampa (RT.179) et M. Delgado (RT.180) ont donné des témoignages détaillés sur le système de recrutement forcé des Africains et sur les conditions de travail des travailleurs migrants ordinaires du Cap-Vert employés dans l'île de São Tomé 352/.

ii) Traitements cruels

437. M. Barry (RT.179) a déclaré avoir vu, pendant la période de son internement, un prisonnier qui avait eu les oreilles coupées. Il est arrivé en prison dans un état tel qu'il ne pouvait marcher du fait des tortures qu'il avait subies. M. Barry a également décrit les méthodes atroces utilisées pour torturer les prisonniers. Il a rapporté en particulier le cas d'un prisonnier qui avait été torturé jusqu'à la mort. Par ailleurs, il a également rappelé l'obligation qui était faite à certains prisonniers de confession musulmane de boire du vin et de manger du porc.

iii) Discrimination dans le domaine de l'éducation

438. M. Mago (RT.179) et M. Delgado (RT.180) ont déclaré qu'il existait une discrimination très nette à l'encontre des élèves africains. Par exemple, seuls ces derniers, comme d'ailleurs leurs maîtres africains, devaient nettoyer les salles de classe, les Blancs se refusant à faire ce travail. Selon M. Delgado il n'y avait jusqu'en 1970, en Guinée-Bissau, que 14 Africains qui avaient suivi l'enseignement universitaire. Ce nombre était plus élevé dans les îles du Cap-Vert, car les Portugais avaient toujours utilisé la population, en majorité métissée, de cet archipel, pour remplir des fonctions de cadre moyen dans l'administration coloniale de tout l'empire portugais.

---

352/ Pour une analyse de ces témoignages, voir le rapport mentionné dans la note 351.

439. Les deux témoins ont souligné que les programmes d'études à tous les niveaux, visant à l'"assimilation", ignoraient totalement l'histoire et la civilisation africaines et n'étaient pas du tout adaptés aux besoins et aux aspirations du peuple. Les traditions culturelles africaines (chants, danses, etc.) étaient systématiquement dévalorisées par les autorités.

iv) Discrimination en ce qui concerne les soins médicaux

440. Selon M. Sampa (RT.179), les Noirs auraient souffert de pratiques discriminatoires en ce qui concerne les soins médicaux, en particulier dans les hôpitaux trop peu nombreux qui existaient en Guinée-Bissau et dans les îles du Cap-Vert. Parce qu'ils étaient forcés de céder la place aux Blancs sur les listes d'attente, beaucoup d'Africains mouraient faute d'être soignés à temps. Dans d'autres cas - tel celui d'une mère et de ses jeunes enfants, dont a parlé M. Delgado - ils étaient simplement contraints de quitter l'hôpital avant leur guérison. L'hospitalisation n'était pas gratuite, sauf pour les personnes sans aucun travail que l'administration coloniale certifiait habilitées à bénéficier de l'assistance publique. Dès qu'un Africain avait le moindre revenu qui pouvait être évalué en argent, il devait payer les soins médicaux.

441. Selon la déclaration écrite d'une ancienne institutrice, lue par M. Delgado (RT.180), celle-ci aurait vu, dans un hôpital, des enfants au ventre ballonné, souffrant de déficiences alimentaires graves, à même le sol, dans des conditions complètement anti-hygiéniques.

442. Selon M. Delgado, les statistiques officielles du Ministère des finances d'outre-mer, publiées avant le 25 avril 1974, indiquaient que, pour une population de 280 000 habitants, il n'y avait dans tout l'archipel des îles du Cap-Vert que 19 médecins, 53 infirmières, 37 assistants paramédicaux et 367 lits d'hôpital.

v) Discrimination dans les forces armées

443. Selon M. Barry (RT.179), qui avait été enrôlé dans l'armée coloniale portugaise, les Africains, à tous les grades, étaient victimes de la discrimination. En particulier, les soldats noirs faisaient presque tous les travaux manuels dans les camps militaires. En matière disciplinaire, si un incident opposait un soldat portugais à un soldat africain, la parole du premier l'emportait généralement et c'est l'Africain qui était puni. Dans certaines unités, composées exclusivement de Noirs, il y avait des officiers africains, mais leur grade ne dépassait pas celui de capitaine.

vi) Massacres d'Africains

444. M. Delgado (RT.180) a affirmé que, lors de son séjour dans une école d'élèves-officiers de l'armée portugaise, à Mafra, les élèves recevaient des instructions et un entraînement les incitant à massacrer aveuglément les populations civiles dans les villages. "Tirer à vue sur tout ce qui bouge" était la directive essentielle de leur manuel de guerre anti-insurrectionnelle.

445. Par ailleurs, ce témoin a déclaré que, même après le 25 avril 1974, à Praia, capitale des îles du Cap-Vert, la police avait tiré sur des manifestants qui célébraient l'avènement du nouveau régime et réclamaient l'indépendance. Ces répressions, qui ont eu lieu les 1er, 3, 18 et 19 mai 1974, auraient fait au moins un mort et plusieurs blessés graves, lesquels auraient d'ailleurs été mal soignés à l'hôpital.

## V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### A. AFRIQUE DU SUD

#### 1. Conclusions

1. L'Afrique du Sud inflige régulièrement des tortures physiques et mentales à ses prisonniers politiques. La torture est devenue une "pratique administrative" qui a pour objet, outre l'obtention de renseignements, d'intimider ceux qui y ont été soumis et ceux qui en ont entendu parler.
2. Le nombre d'exécutions a augmenté. Parmi les condamnés à mort dont la sentence a été exécutée, les non-Blancs sont beaucoup plus nombreux que les Blancs. Il en est de même en ce qui concerne le nombre de condamnations à mort prononcées pour un même crime. Par exemple, en ce qui concerne le viol, les condamnations à mort sont beaucoup plus nombreuses lorsqu'il s'agit de non-Blancs, le nombre de Blancs condamnés à mort dans ce cas étant infime.
3. Il existe un élément de discrimination raciale dans la politique appliquée par les tribunaux sud-africains en matière de condamnation.
4. Le nombre de personnes tuées par la police a augmenté en 1973 par rapport à 1972 (117 contre 74).
5. Les mesures disciplinaires internes dans les prisons, en particulier dans la prison de Robben Island, ont été renforcées; le système de surveillance des personnes qui ont purgé leur peine a été étendu.
6. Le nombre de procès intentés aux organisations opposées à la politique d'apartheid ne cesse d'augmenter.
7. Le pouvoir judiciaire collabore avec le pouvoir exécutif, en particulier pour ce qui est de l'application des lois de sécurité racistes.
8. Il ressort des dépositions sous serment dont dispose le Groupe d'experts que les tortures et les traitements cruels et dégradants infligés aux détenus et aux prisonniers politiques demeurent pratique courante. Les équipes de tortionnaires auraient été renforcées.
9. Les prisons "privées" ou les "fermes-prisons", dans lesquelles les travailleurs agricoles employés dans les fermes sont envoyés pour raisons disciplinaires, sont très nombreuses; ce sont des endroits inhumains, échappant à tout contrôle et présentant un caractère esclavagiste.
10. Le système des homelands est un moyen de ségrégation; il s'agit tout simplement d'une forme d'apartheid. Son application a permis de réduire le nombre des Noirs dans les zones "blanches". En réalité, les homelands n'améliorent en rien les conditions de vie des Africains; les installations existantes - ou inexistantes - en matière de santé, d'éducation, de profession et d'emploi témoignent d'une discrimination très nette à l'encontre des Noirs.

11. Les plans de regroupement concernant les homelands contribuent à renforcer la politique d'apartheid. Les homelands attirent les investissements étrangers, mais les emplois offerts aux Noirs n'ont pas augmenté.

12. Les camps de transit ont été agrandis et constituent la méthode la plus inhumaine de déplacement de population et d'entrave à la liberté de mouvement des temps modernes. Le Groupe d'experts a constaté que les catégories de personnes envoyées dans ces camps sont les suivantes : a) les familles africaines des réserves qui ne possèdent pas de terres; b) les Africains qui ont été expulsés des "îlots noirs"; c) les Africains qui ont été expulsés des fermes blanches lorsqu'ils sont devenus trop vieux ou infirmes pour travailler; d) les hommes, les femmes et les enfants expulsés des zones urbaines en tant qu'éléments improductifs; e) les épouses et les familles d'hommes purgeant une peine de prison; f) les anciens prisonniers politiques après qu'ils ont purgé leur peine.

13. Les plans de déplacement forcé de population sont imposés à des milliers d'Africains; la séparation des familles est l'une des conséquences inhumaines de ces plans. Une partie de la presse aud-africaine rend compte tout à fait ouvertement des conditions inhumaines dans lesquelles sont accomplis ces déplacements forcés.

14. Le système des travailleurs migrants constitue également aux yeux du Groupe d'experts une grave manifestation d'apartheid. Ce système entraîne la rupture de la famille. L'apartheid se caractérise également par la fréquence des arrêtés d'interdiction de séjour.

15. Les étudiants de l'Université du Cap auraient fait l'objet d'une discrimination sévère. Les organisations d'étudiants sont interdites.

16. Le Groupe d'experts note avec regret qu'aucune des recommandations contenues dans des rapports antérieurs n'a été appliquée par les autorités sud-africaines.

## 2. Recommandations

17. Le Groupe réitère ses recommandations antérieures concernant les traitements inhumains et dégradants infligés aux personnes arrêtées et détenues du seul fait de leur opposition à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

18. Une étude spéciale sur le système des fermes-prisons devrait être effectuée, en vue de déterminer l'étendue, l'ampleur et le caractère illégal de cette forme d'oppression et d'exposer la façon dont ce système dénie au Noir son humanité et sa personnalité.

19. Une autre étude spéciale devrait être effectuée pour étudier le processus historique qui a abouti à la politique des homelands distincts et pour obtenir des données à jour sur la situation politique, civile, économique, sociale et culturelle dans ces zones. Cette étude devra en outre éclairer les vrais desseins du Gouvernement sud-africain à travers ses plans et ses projets.

20. Un séminaire devrait être organisé en Afrique australe, en un lieu approprié, en vue d'appeler l'attention : i) sur l'exploitation économique et culturelle des Noirs en Afrique du Sud et en Namibie, et ii) sur la situation dans les prisons

sud-africaines, en particulier la prison spéciale (haute sécurité) de Robben Island, de sinistre réputation. Des invitations à participer au Séminaire devraient être adressées en particulier aux organes appropriés et compétents de l'ONU, ainsi qu'à l'OUA, Amnesty International, la Commission internationale de juristes et d'autres organismes intéressés, des ONG de Sud-Africains noirs, et d'anciens prisonniers. Les résultats du séminaire devraient être communiqués pour étude à la Commission des droits de l'homme.

21. Le Groupe devrait faire une enquête sur les mouvements d'étudiants en Afrique du Sud et en Namibie et établir un rapport détaillé sur les effets de la politique de discrimination et de répression appliquée par le Gouvernement sud-africain.

22. Le Groupe spécial présente ci-après les conclusions et recommandations issues des enquêtes qu'il a effectuées en 1973 et 1974 et recommande à la Commission des droits de l'homme de prier le Secrétaire général de les transmettre aux ministres des affaires étrangères des Etats Membres.

23. Le Groupe recommande qu'il soit procédé à une étude destinée à faire apparaître les conséquences néfastes de la politique d'apartheid sur la famille africaine.

B. NAMIBIE

1. Conclusions

24. Il n'existe pas le moindre signe qui indique que l'Afrique du Sud ait renoncé à son occupation illégale de la Namibie, territoire placé sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies. Au contraire, l'application des lois d'apartheid est renforcée, la discrimination raciale s'intensifie, et les résolutions de l'ONU - seul organe juridiquement compétent en ce qui concerne la Namibie - sont violées.
25. L'état d'urgence proclamé en 1972 est toujours en vigueur. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées en vertu des pouvoirs d'urgence.
26. Le supplice du fouet infligé en public, contre lequel le monde entier s'est élevé, est l'un des aspects les plus répugnants du châtiment infligé aux adversaires de la politique d'apartheid en Namibie. Les condamnés reçoivent de 10 à 30 coups de fouet. Ce supplice public infligé aux femmes aussi bien qu'aux hommes, ne peut absolument pas être justifié. Il est contraire aux coutumes et aux traditions tribales africaines, ainsi qu'à toutes les normes internationales applicables en matière de droits de l'homme et de traitement des détenus.
27. Dans la bande de Caprivi, les déplacements forcés de population et l'occupation militaire se poursuivent. Il y aurait des tués dans cette zone. En conséquence, plusieurs milliers d'Africains s'enfuient vers la Zambie et l'Angola.
28. Les prisonniers politiques sont envoyés dans les prisons d'Afrique du Sud, par exemple à Robben Island.
29. Selon des informations reçues, 2 000 Namibiens seraient actuellement détenus en Afrique du Sud et en Namibie; les personnes arrêtées seraient des membres de la SWAPO et des détenus auraient été torturés.
30. Le système des laissez-passer est utilisé à des fins de répression politique.
31. Selon des renseignements reçus, le fait de porter un emblème namibien et d'employer le nom "Namibie" constitue un motif suffisant pour être persécuté, y compris pour être soumis au supplice du fouet.
32. Les détenus politiques ne jouissent d'aucune garantie en ce qui concerne le droit à un procès impartial : il n'y a pas d'accusation, pas de plaidoyer, pas de défense et pas d'avocat.
33. La politique des homelands bantous en Namibie n'a pas été modifiée, mais au contraire intensifiée. Les méthodes utilisées sont les mêmes qu'en Afrique du Sud.
34. Il y aurait eu un massacre dans la bande de Caprivi. Des centaines de personnes auraient été tuées et un village détruit. Le Gouvernement sud-africain a officiellement nié les faits.
35. Le Groupe spécial note avec regret qu'aucune des recommandations contenues dans des rapports antérieurs n'a été appliquée par les autorités sud-africaines.

## 2. Recommandations

36. Le Groupe spécial réitère les recommandations qu'il a formulées dans son dernier rapport.

37. Puisque aucune mesure ne semble avoir été prise pour donner suite aux recommandations formulées dans le dernier rapport, il conviendrait de porter une fois de plus ces recommandations à l'attention du Gouvernement sud-africain, qui continue d'occuper illégalement la Namibie.

38. Les recommandations contenues dans le dernier rapport aussi bien que dans celui-ci devraient être communiquées au Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et au Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, à toute fin qu'ils jugeraient utile.

39. L'attention de la presse mondiale devrait être appelée sur le sort des prisonniers politiques namibiens qui ont été illégalement transférés d'Afrique du Sud à la prison de Robben Island, ainsi que sur les sévices qui leur sont infligés en violation des normes minima applicables en ce qui concerne le traitement des détenus politiques. Il conviendrait de placer l'accent sur les conditions dégradantes qui sont faites à ces prisonniers.

40. Le supplice public du fouet (acte inhumain et illégal), infligé à des hommes, des femmes et des adolescents, devrait retenir davantage l'attention de tous les organes compétents de l'ONU. Il faudrait adopter des résolutions appropriées afin d'exercer des pressions internationales sur le Gouvernement sud-africain, y compris par l'intermédiaire d'Etats qui entretiennent avec ce gouvernement des relations amicales. Il faudrait voir là l'un des nombreux moyens utilisables pour mettre fin à cette forme de châtiment cruelle et barbare. On pourrait également désigner et célébrer dans le monde entier une journée contre la torture.

41. Maintenant que l'Angola est sur le point d'accéder à l'indépendance, il faudrait prier le Gouvernement provisoire de ce pays d'accorder toute la protection et toute l'assistance possible aux Namibiens qui fuient les persécutions que continuent de leur infliger la police et les forces militaires sud-africaines qui opèrent illégalement en Namibie.

42. Il faudrait organiser un séminaire mondial consacré exclusivement aux violations massives des droits de l'homme qui se produisent chaque jour en Namibie. Le thème général du séminaire devrait être le déni des droits de l'homme, sous tous ses aspects, et une attention particulière devrait être accordée à l'exploitation politique, économique, sociale et culturelle des Namibiens par le régime illégal d'Afrique du Sud et par des intérêts économiques et commerciaux étrangers.

43. Le Groupe recommande qu'il soit procédé à une étude destinée à faire apparaître les conséquences néfastes de la politique d'apartheid sur la famille africaine.

## C. RHODESIE DU SUD

### 1. Conclusions

44. La politique d'apartheid sous ses diverses formes est appliquée d'une manière générale en Rhodésie du Sud. On ne constate aucune modification en ce qui concerne la politique du régime raciste.

45. Les négociations entre les représentants de la population noire et le régime ont marqué le pas.

46. La peine capitale a continué d'être appliquée entre janvier 1973 et septembre 1974. Trente-deux condamnations à mort ont été prononcées; il a été procédé à 25 exécutions. Les condamnations à mort ont frappé en particulier les combattants de la liberté capturés.

47. De nouveaux cas de décès dans des circonstances suspectes, sur lesquelles on ne disposait pas antérieurement de renseignements, ont été portés à la connaissance du Groupe spécial. Des combattants de la liberté auraient été exécutés sommairement.

48. Le nombre de prisonniers politiques et de combattants de la liberté emprisonnés a augmenté.

49. Les cas de torture et de traitements dégradants infligés par la police et les autorités pénitentiaires aux personnes soupçonnées d'activités politiques seraient nombreux.

50. La politique des "réserves" a été poursuivie. Des déplacements massifs de population ont encore lieu. Le sort de la tribu Tangwena et des enfants des membres de cette tribu cause encore de graves inquiétudes.

51. En Rhodésie du Sud, le système des "villages protégés" - introduit pour la première fois dans les territoires d'Afrique administrés par le Portugal - a également été institué et mis en pratique. En outre, des "zones interdites" ont été créées; les récoltes et les habitations à l'intérieur de ces zones ont été détruites. Le bétail n'y est autorisé que partiellement. Les nouveaux centres de peuplement créés récemment seraient dans un état lamentable en ce qui concerne les installations et les conditions de vie. De par sa nature, la politique de déplacement des populations s'apparente au génocide.

52. La liberté de rassemblement et de parole est restreinte ou inexistante en ce qui concerne les opposants au régime.

### 2. Recommandations

53. Le Groupe recommande que le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, intercède auprès des autorités de la Rhodésie du Sud et soulève le cas des personnes condamnées à mort de façon à mettre fin à l'exécution de toute sentence prévoyant la peine capitale.

54. Le Groupe recommande que le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, fasse procéder à une enquête judiciaire sur les décès survenus dans des circonstances suspectes dans des prisons ou des commissariats de police.



55. Le Groupe recommande une fois de plus que le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, fasse procéder à une enquête sur l'exécution sommaire de combattants de la liberté capturés par les forces de sécurité du régime minoritaire illégal.
56. Le Groupe recommande que la République sud-africaine s'abstienne de soutenir les forces de sécurité du régime illégal de Rhodésie du Sud et que le Royaume-Uni exige de l'Afrique du Sud qu'elle retire ses troupes de la Rhodésie du Sud.
57. La libération de tous les prisonniers politiques revêt un caractère d'extrême urgence et aucune entrave ne doit être apportée à la liberté d'aller et venir de ceux qui ont été libérés et à leurs activités.
58. Toutes les populations doivent bénéficier, sans aucune restriction, de la liberté de mouvement et ne doivent en aucune façon être maintenues dans des villages dit "protégés".
59. Une amnistie générale doit être proclamée pour tous les prisonniers politiques et les personnes condamnées pour des motifs politiques, ainsi que pour les personnes résidant à l'étranger.
60. La liberté de parole et de rassemblement pacifique doit être rétablie pour tous.
61. Il doit être mis fin immédiatement à l'état d'urgence.
62. Le Groupe recommande qu'il soit procédé à une étude destinée à faire apparaître les conséquences néfastes de la politique d'apartheid sur la famille africaine.

D. ANGOLA, MOZAMBIQUE, GUINEE-BISSAU ET ILES DU CAP-VERT

1. Conclusions

63. Pendant la durée du mandat du Groupe, des changements politiques importants sont intervenus en ce qui concerne les territoires en question. Le Portugal a officiellement reconnu l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert. L'indépendance totale a été annoncée en ce qui concerne le Mozambique et l'Angola. Dans ces deux derniers pays, un gouvernement provisoire majoritaire a été constitué.

64. Un membre du Conseil exécutif du PAIGC a déclaré que le peuple de la Guinée-Bissau estimait nécessaire de soumettre à l'Organisation des Nations Unies des preuves concernant des violations des droits de l'homme commises par les autorités coloniales portugaises avant le 25 avril 1974.

65. Des combattants de la liberté capturés et des familles de combattants de la liberté ont été soumis à des méthodes de torture brutales, inhumaines et sauvages; des familles ont été arrachées à leurs villages traditionnels et installées dans des centres stratégiques et des camps pacifiés; il y aurait eu des morts dans des circonstances suspectes; des villages soupçonnés d'avoir hébergé des guerrilleros ou d'être informés des déplacements des combattants de la liberté ont été décimés.

66. Des renseignements concernant des massacres dans la région de Tete ont été présentés; le Groupe n'a pas étudié ces renseignements de manière approfondie parce que l'Assemblée générale, par sa résolution 3114 (XXVIII), a nommé une commission d'enquête chargée d'effectuer une enquête sur les atrocités qui auraient été commises.

67. En raison des négociations relatives à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique, des troubles raciaux, suscités par des extrémistes blancs désavoués par le Gouvernement portugais, se sont produits dans ces deux territoires. Il y aurait eu plusieurs centaines de morts et de blessés. On ne dispose pas de chiffres exacts. Selon de nombreux témoins oculaires, les Noirs ne disposaient d'aucune arme à feu. En Angola, les autorités portugaises ont procédé à une enquête sur les massacres. Les résultats de ces enquêtes ne sont pas encore connus du Groupe, bien que deux demandes aient été adressées à cet effet aux autorités portugaises.

68. La discrimination sévirait dans les domaines du logement, de l'éducation, de l'accès à la fonction publique et des soins médicaux, bien qu'il s'agisse dans tous les cas d'une discrimination de fait et non pas de droit.

69. Dans les forces armées, la discrimination apparaît dans les corvées, qui incombent aux Africains, et dans les mesures disciplinaires. Dans les unités entièrement composées de Noirs, les officiers noirs ne peuvent jamais être qu'officiers subalternes et ne sont en aucun cas promus à un grade supérieur à celui de capitaine.

2. Recommandations

70. Les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies devraient demeurer vigilants en ce qui concerne les principales recommandations formulées dans les rapports antérieurs du Groupe aussi longtemps que les territoires en question n'auront pas accédé à l'indépendance totale.

71. Les centres stratégiques et les camps pacifiés devraient être dissous, si cela n'a pas déjà été fait. La population devrait disposer de moyens concrets lui permettant de regagner et de reconstruire ses villages traditionnels.

72. Les membres de la PIDE et des forces armées accusés d'avoir commis des crimes contre l'humanité devraient être poursuivis devant les organes compétents.

#### VI. ADOPTION DU RAPPORT

Le présent rapport a été approuvé et signé par les membres du Groupe spécial d'experts, à savoir :

M. K. M'Baye  
Président-Rapporteur

M. H. Diaz Casanueva

M. Felix Ermacora

M. Branimir Jankovic

M. A.S. Mani

M. N.M. Rattansey

---

Annexe 1

Lettre datée du 6 janvier 1975, adressée au  
Ministre des affaires étrangères du Portugal par le  
Groupe spécial d'experts

G/SO 234(13-3)

Le 6 janvier 1975

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Groupe spécial d'experts, constitué conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, est actuellement réuni au Palais des Nations, à Genève, pour mettre au point et adopter les rapports préparés à la suite de la mission d'enquête qu'il a effectuée en Afrique au mois d'août 1974. Ces rapports doivent être présentés à la Commission des droits de l'homme à sa trente et unième session en février 1975, et au Conseil économique et social à sa cinquante-huitième session en avril 1975, conformément aux résolutions pertinentes adoptées par ces deux organes.

Aux termes de sa résolution 19 (XXIX) adoptée le 3 avril 1973, la Commission des droits de l'homme a décidé que le Groupe spécial d'experts devrait continuer à suivre de près l'évolution des politiques d'apartheid et de discrimination raciale qui caractérisent la situation actuelle, notamment en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau, du fait des actes accomplis par le régime portugais dans ces territoires, d'accorder une attention particulière aux situations qui entravent la jouissance des droits de l'homme en Guinée-Bissau, de rester actif et vigilant dans l'observation des pratiques colonialistes et de discrimination raciale, et de lui soumettre, à sa trente et unième session au plus tard, un rapport sur ses constatations.

De son côté, le Conseil économique et social, dans sa résolution 1796 (LIV) du 18 mai 1973, a prié le Groupe spécial d'experts de continuer à surveiller le système de recrutement des travailleurs africains, ainsi que les inégalités de salaires entre les travailleurs noirs et les travailleurs blancs, notamment dans les territoires africains sous domination portugaise, et de présenter un rapport au Conseil économique et social, à sa cinquante-huitième session au plus tard. En outre, dans sa résolution 1868 (LVI) du 17 mai 1974, le Conseil économique et social a invité le Groupe spécial d'experts à rester actif et vigilant à tout moment et à faire rapport à la Commission des droits de l'homme, à sa trente et unième session, sur les événements constituant des violations graves des droits de l'homme, qui nécessiteraient des investigations urgentes et qui surviendraient notamment dans les territoires sous domination portugaise.

Son Excellence Monsieur Mario Soares  
Ministre des Affaires étrangères  
Ministère des Affaires étrangères  
Jorge Rilvas  
LISBONNE 3  
Portugal

Dans le cadre des mandats qui lui ont été ainsi confiés par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social, le Groupe spécial d'experts serait désireux de savoir si le Gouvernement portugais aurait des observations à formuler ou des renseignements à communiquer au sujet des questions dont le Groupe doit traiter dans les rapports qu'il est appelé à présenter.

Dans l'affirmative, le Groupe spécial d'experts serait reconnaissant au Gouvernement de Votre Excellence si ces observations ou renseignements pouvaient lui parvenir dans les meilleurs délais et en tout cas avant le 17 janvier 1975, date à laquelle le Groupe spécial doit clôturer ses travaux et adopter ses rapports.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Vice-Président, ff. de Président  
du Groupe spécial d'experts de la  
Commission des droits de l'homme

Branimir Jankovic

Annexe 2

Les lois sur les laissez-passer et les prisons - comment les Blancs  
maintiennent la suprématie raciale en Afrique du Sud

de Joël Carlson

Les lois sur les laissez-passer et les prisons - comment les Blancs  
maintiennent la suprématie raciale en Afrique du Sud

de Joël Carlson

Le cas de Herman Ndhlovu et de ses enfants n'est qu'un exemple de plus de la situation existante. Il n'est pas particulièrement tragique : un fait divers, tout simplement. C'est pourquoi il est significatif et explique comment on aboutira, en définitive, à la destruction du régime de la suprématie blanche. La société sera alors édiflée sur de nouvelles bases et Blancs et Noirs vivront côte à côte sur un pied d'égalité dans le même pays.

Pour le moment, c'est le règne de l'inégalité, de l'injustice et de la discrimination raciale. Il n'y a là rien d'extraordinaire, car dans le monde entier les sociétés sont imparfaites. Pourtant, en Afrique du Sud ce n'est pas comme ailleurs. Ce pays est unique parce que les dirigeants blancs ont érigé leur société, leur législation, leur religion, leur philosophie et jusqu'à leur vie quotidienne de manière à perpétuer la domination blanche et la subordination noire. Il n'existe aucune autre société au monde qui possède de telles lois ou qui propose sérieusement la discrimination raciale comme un mode de vie normal.

Herman Ndhlovu venait de perdre sa femme. Son habitation de quatre pièces était ; parmi les plus vastes que les autorités construisent pour les Noirs, qui peuvent les louer à bail mais non en devenir propriétaires. Dix membres de la famille y vivaient, n'ayant pas d'autre foyer. La fille cadette, Adélaïde, était intelligente et recevait de bons rapports de ses professeurs et du directeur de l'école ; toute la famille contribuait donc à lui payer ses études. Son frère jumeau, Wellington, ayant atteint l'âge de 16 ans, avait obtenu son laissez-passer et trouvé du travail. Les difficultés ont commencé lorsque le surintendant local du ghetto de Soweto, à Johannesburg, a refusé de délivrer à Adélaïde le document dont elle avait besoin pour se procurer son laissez-passer auprès du service compétent. Ce fonctionnaire blanc exerçait une autorité absolue sur la vie de tous les résidents de "sa zone". Il s'est refusé à croire qu'Adélaïde était née à Soweto. Ne tenant aucun compte de ce que Herman Ndhlovu lui avait dit, non plus que des lettres qu'il avait pris la peine de se procurer auprès de tous les professeurs et directeurs d'établissements d'enseignement, le fonctionnaire a déclaré qu'Adélaïde devait quitter la maison paternelle. Il l'a avertie que, si elle persistait à y vivre, elle serait arrêtée. Il s'est refusé en outre à lui dire où aller, se bornant à ces mots : "Retourne d'où tu viens".

On a fait appel à moi pour obtenir un avis juridique. Une fois de plus, nous nous sommes procuré la copie des lettres qu'Herman avait présentées. Herman Ndhlovu et sa soeur, qui était présente à la naissance d'Adélaïde, ont affirmé sous serment que Wellington et Adélaïde étaient jumeaux, nés de l'épouse de Herman, Suzanne, et que la naissance avait eu lieu à Pimville, Soweto. Herman, au surplus, a indiqué ses différents lieux de résidence depuis vingt ans et présenté des quittances de loyer. Enfin, le pasteur a donné une lettre, témoignant que les parents avaient fait inscrire les jumeaux sur le registre de son église, ce qui a pu être vérifié. Toutefois, comme l'enregistrement des naissances n'est pas obligatoire pour la population noire, les parents n'avaient pas fait inscrire la naissance d'Adélaïde auprès des services d'état civil.

Je savais que la politique des pouvoirs publics était appliquée strictement par les municipalités locales, bien que la mairie ait toujours été, et soit encore, sous la direction et le contrôle du parti officiel d'opposition. Les Noirs n'ont pas le droit

de résider dans les zones urbaines. Ils n'y sont que "tolérés", en tant que main-d'oeuvre non en tant qu'individus. Wellington faisait partie de la main-d'oeuvre productive; Adélaïde en revanche entraînait dans la catégorie de "la main-d'oeuvre non productive" - qui comprend les vieillards, les malades, les enfants et les chômeurs. Dans son cas, le surintendant appliquait la politique à sa discrétion. Pour de pareils fonctionnaires, la maxime est la suivante : "Dans le doute, refuser l'autorisation de séjour aux Bantous". (En d'autres termes, les Noirs sont tenus de quitter les zones urbaines s'ils ne travaillent pas pour des Blancs).

Le samedi à 2 heures du matin, la police municipale - les "blackjacks" comme on les appelle - a fait irruption chez Herman Ndhlovu et perquisitionné. Les agents ont arrêté Adélaïde sous l'inculpation de non-présentation de laissez-passer sur demande. Tous les autres membres de la famille ont présenté le leur. Adélaïde a pleuré : ces hommes, qui lui mettaient les menottes et la forçaient à les suivre, l'effrayaient. C'était une jolie fille et légèrement vêtue lorsque la police l'a emmenée. Herman a protesté, promettant de la conduire au Bureau du surintendant dès 8 heures; mais ce fut en vain. Le surintendant l'avait avertie qu'elle devait quitter la zone. Elle avait désobéi à son ordre. Maintenant, ont dit les agents, elle allait être punie.

Pendant le reste de la nuit, Adélaïde, accompagnée d'un petit groupe d'autres personnes toutes liées les unes aux autres par des menottes, fut traînée de par la ville, d'une maison et d'une rue à l'autre, jusqu'à 8 heures du matin où le groupe est arrivé dans les bureaux de la municipalité. A 9 heures, le surintendant était là. Il a renvoyé Herman sans tenir compte de ses plaintes. Herman est immédiatement venu chez moi. Mais au moment où il a pu me joindre, les bureaux de la municipalité étaient déjà fermés. Tous les postes de police du voisinage ont déclaré qu'ils ignoraient complètement où se trouvait Adélaïde; ils ont ajouté qu'ils avaient beaucoup à faire et je savais que c'était exact.

Le lundi, nous avons découvert où l'on allait envoyer Adélaïde et je me suis rendu au Tribunal sans perdre un instant. A la suite d'une cinquantaine d'autres affaires, celle d'Adélaïde fut examinée. J'ai comparu et expliqué la situation. Le représentant du ministère public, faute d'instructions, a demandé l'ajournement, qui lui a été accordé et l'affaire, comme tant d'autres, a été ajournée pour deux semaines. Mais, à la différence des autres, j'ai sollicité la mise en liberté sous caution, à quoi Adélaïde avait droit. Personne n'avait jamais expliqué aux autres inculpés qu'ils avaient ce droit, et la mise en liberté sous caution ne leur a pas été accordée. Les tribunaux seraient débordés si la caution était admise dans le cas de tous ceux qui y ont droit. Adélaïde fut relaxée moyennant le versement de 50 dollars et, après avoir passé un long week-end en prison, elle se trouva de nouveau libre. Libre jusqu'à sa prochaine arrestation. En attendant le jugement, le surintendant l'a fait arrêter à nouveau cinq fois. C'est ainsi qu'Adélaïde a pu constater que, pour les Noirs, l'Afrique du Sud est une prison.

Après un procès de trois jours, le juge a acquitté Adélaïde, ayant admis que les preuves prépondérantes qui lui avaient été soumises l'avaient convaincu qu'elle était bien née à Pimville, Soweto, Johannesburg. J'ai demandé que le jugement soit consigné par écrit et j'ai remis le document qui m'a été délivré au maire, accompagné des attestations habituelles. Il n'a pas voulu admettre qu'Adélaïde était née à Johannesburg et lui a refusé l'autorisation de séjour. Le litige a duré deux ans, sans qu'on parvienne à une conclusion; mais j'ai réussi à obtenir des pouvoirs publics qu'ils délivrent un laissez-passer à Adélaïde. Cependant, elle n'avait pas encore obtenu l'autorisation de demeurer à Johannesburg lorsque j'ai quitté l'Afrique du Sud en 1971.



Le cas d'Adélaïde est en tous points semblable à celui de Joshua et Elizabeth Dhlamini. Ils se sont mariés, ont fait enregistrer leur mariage, ont vécu ensemble et ont eu deux enfants. La police a arrêté Mme Dhlamini dans la rue, avec son fils de 3 ans et un enfant en bas âge. M. Dhlamini avait bien le droit, lui, de vivre, de travailler et de séjourner dans le district urbain d'Alexandra, un ghetto noir situé au nord de Johannesburg; mais sa femme, venue d'une zone rurale, n'avait jamais obtenu l'autorisation de vivre avec son mari. Lorsque, citant les paroles de la cérémonie du mariage, j'ai prié le fonctionnaire de ne pas diviser ce couple uni par des liens matrimoniaux sacrés, il m'a fait des remontrances. Il m'a rappelé qu'en tant que juriste je devais connaître la loi. Joshua et les enfants pouvaient rester à Johannesburg, mais non la femme. L'épouse a fait deux séjours en prison; puis elle est retournée vivre chez ses parents.

Les lois sur les laissez-passer et le système des travailleurs migrants résultant de la politique d'apartheid font de l'Afrique du Sud la société esclavagiste la plus raffinée qui ait jamais existé. La main-d'oeuvre n'est pas précieuse comme l'étaient les esclaves : un travailleur peut toujours être remplacé par un autre. Le travailleur migrant non spécialisé, engagé par un employeur pour une durée déterminée, ne coûte pas cher : il reste sans formation et pauvre. Les arrestations de Noirs contribuent à remplir les prisons d'assez de travailleurs pour répondre aux besoins de tous les employeurs blancs.

En 1969, le Ministre de la Justice de l'opposition, M. M. Mitchell, a révélé qu'au cours de l'année parlementaire précédente, 1 777 662 Africains avaient été arrêtés en application des lois sur les laissez-passer (Rand Daily Mail du 20 avril 1969).

Les lois sur les laissez-passer sont l'élément clé de la domination politique, économique et sociale des Blancs sur les Noirs. Du simple fait que les Africains sont les plus nombreux et offrent la principale source de main-d'oeuvre, les lois sur les laissez-passer leur sont appliquées plus rigoureusement qu'aux Bantous ou aux Asiatiques. Mais tous les Noirs sont contrôlés, classifiés, enrégimentés : on prend leurs empreintes digitales et l'on tient un dossier sur chacun.

Les Britanniques ont d'abord introduit les lois sur les laissez-passer au Cap. Comme les autorités étaient obligées, d'ordre du Parlement du Royaume-Uni, d'abolir l'esclavage, les gouverneurs de Sa Majesté au Cap ont exécuté les ordres, malgré l'opposition blanche locale. C'est une des raisons pour lesquelles les Afrikaners ont quitté le Cap pendant les années 1830 (le Grand Trek).

Dès que l'on eut découvert des gisements de diamant et d'or, les réglementations locales furent remplacées par des lois d'Etat. Cecil John Rhodes a fait promulguer par son gouvernement le Glen Grey Act de 1886. Présentant le texte de cette loi, il disait que les "indigènes" seraient assujettis à un impôt du travailleur de façon que les autorités puissent

"...les arracher à leur vie de paresse et d'indolence, leur apprendre la dignité du travail et les faire contribuer à la prospérité de l'Etat, en procurant des recettes à notre bon et sage Gouvernement." [C'est moi qui souligne]

En 1884, il avait répété cette nécessité pour les "indigènes" de quitter les réserves et de travailler, et avait dit à la Chambre d'assemblée au Cap :

"Nous voulons qu'ils mettent la main sur ces jeunes hommes et qu'ils les fassent travailler.... Il faut qu'ils comprennent bien qu'à l'avenir les neuf dixièmes d'entre eux devront passer leur vie comme travailleurs à la journée, appelés à effectuer des travaux matériels, des tâches manuelles."

En 1893, la Chambre des mines, groupe de propriétaires de mines dominé par Cecil John Rhodes, magnat de l'industrie minière, a mis en place le "Native Labour Department" (Département de la main-d'oeuvre indigène). Son objectif consistait expressément à assurer une main-d'oeuvre indigène suffisante et bon marché. Sa réalisation a été rendue possible par la stricte application des lois relatives aux laissez-passer et par la création d'organismes de recrutement qui dirigeaient vers les exploitations minières les ouvriers noirs obligés de chercher du travail.

En 1885, la Chambre des mines a élaboré à l'intention du Transvaal des lois relatives aux laissez-passer qui ont été promulguées la même année. Les organismes de recrutement reçurent en outre pour instructions de fournir en quantité suffisante des travailleurs au Transvaal et au Mozambique et de prendre "des mesures actives en vue de l'abaissement progressif des salaires indigènes à un niveau raisonnable".

Mécontente du Département de la main-d'oeuvre indigène, la Chambre des mines a créé en 1896 un organisme de recrutement, l'Association de la main-d'oeuvre indigène du Witwatersrand, qui fonctionne encore de nos jours. Dès 1899 la Chambre avait réussi à recruter une main-d'oeuvre de 99 000 hommes. Elle se vantait, et c'était vrai, d'avoir réduit les salaires pendant la période allant de 1889 à 1899 \*/.

Les Africains recevaient en 1889 un salaire annuel de 117 dollars, mais celui-ci était tombé à 87 dollars en 1897. En 1901, le salaire annuel des mineurs africains a été abaissé de nouveau et se chiffrait à 54 dollars.

Les lois relatives aux laissez-passer et les organismes de recrutement dominaient la vie des travailleurs noirs dans la société blanche. Ceux-ci étaient logés dans de vastes compounds : bâtiments de brique et de béton comprenant 12 à 90 blocs dans chaque section, un dortoir de béton, des installations communes pour dormir, manger, se doucher et faire sa toilette. Les ouvriers faisaient la queue pour recevoir leur nourriture consistant en une bouillie de maïs jetée dans leur gamelle de fer blanc. C'était là une entreprise de dépersonnalisation et de déshumanisation. Ils représentaient alors et continuent de représenter aujourd'hui 90 % de la main-d'oeuvre.

Une étude faite par M. Francis Wilson, professeur d'économie politique à l'Université du Cap, a montré qu'en 50 ans, entre 1911 et 1967, les salaires des mineurs blancs ont progressé de 70 % alors que ceux des mineurs noirs diminuaient de 0,01 %.

Le Conseil des représentants des étudiants de la même université a constitué une commission des salaires chargée d'étudier la situation des salaires des mineurs. Ses constatations ont été publiées en 1974. Elles montrent entre autres choses qu'en 1972 la masse salariale des mineurs noirs dans les mines d'or se chiffrait au total à 138,5 millions de dollars. La même année, l'industrie d'extraction du métal précieux avait réalisé des bénéfices avant impôts qui se montaient à 873 millions de dollars, soit 63 % de plus qu'en 1971. Avec le renchérissement du prix de l'or, les profits de cette industrie ont de nouveau progressé. Toutefois, leur augmentation en 1972 par rapport à 1971 dépasse de plus du double la masse salariale totale des mineurs noirs.

---

\*/ Tous les chiffres qui suivent sont exprimés en dollars. L'unité monétaire sud-africaine équivalait à une livre sterling jusqu'à la fin des années 60, après quoi l'Afrique du Sud a changé le nom de sa monnaie qu'elle a appelée "rand" : 2 rands = 1 livre sterling. Pour faciliter les conversions, je mets le rand à environ 1,50 dollar, étant entendu que le prix actuel de l'or sur le marché des lingots de Londres est d'environ 190 dollars l'once, ce qui donnerait au rand 20 à 40 cents supplémentaires.

L'industrie minière qui a tant contribué à l'enrichissement de l'Afrique du Sud a également servi de modèle aux autres employeurs blancs. Qu'y a-t-il de mauvais dans le système de la main-d'oeuvre migrante ? Le Secrétaire de l'administration et du développement bantous a donné la réponse en septembre 1971 :

"Toutefois, aucun particulier ne peut prétendre au droit de vivre ici [dans les quartiers blancs] en permanence. Il s'y trouve exclusivement pour y travailler et non dans un contexte de résidence permanente susceptible de lui donner accès aux droits que peuvent avoir les Blancs dans les domaines économique ou politique et dans d'autres, comme celui du travail." [M. I.P. van Onselen]

Le système détruit la vie familiale. Maris et femmes sont séparés. Les hommes et les femmes, qu'ils soient mariés ou célibataires, sont obligés de vivre dans des logements séparés où les conditions sont abominables. Les femmes et les enfants sont forcés de rester au foyer dans les régions rurales et sont laissés dans l'insécurité. Pour leur subsistance, ils dépendent du soutien de famille qui est parti au loin et qui leur envoie de l'argent. Les enfants sont séparés de leur père onze mois sur douze. Les familles ne sont pas non plus autorisées à pénétrer dans les villes. La loi le leur interdit. Les épouses n'ont aucun recours si le mari dans sa solitude cède aux tentations de la ville et réduit ou arrête les versements d'argent qu'il envoyait chez lui. Les hommes seuls sont des proies faciles pour la prostitution, tant masculine que féminine avec comme conséquences, les situations irrégulières, l'adultère et la bigamie. La vie en compound pour les hommes a conduit à l'homosexualité. Celle-ci, ignorée jusque-là dans l'Afrique tribale, gagne du terrain dans les baraquements ouvriers des villes.

Le système des travailleurs migrants assure que les ouvriers noirs resteront une main-d'oeuvre pauvre, sans spécialisation et bon marché. Ils ne gardent pas leur emploi assez longtemps pour acquérir des qualifications. Dans un document d'information générale Spro-Cas sur la main-d'oeuvre migrante, le juriste et chercheur John Kane-Berman indiquait qu'en juillet 1972, il y avait au moins 1,5 million de travailleurs migrants africains en Afrique du Sud et en Namibie. Si l'on tient compte de leurs familles, la population concernée représente environ 6 millions de personnes.

Nyanga, Langa et Guguletu abritent 56 000 ouvriers dans des compounds au Cap. D'autres logements ont été construits en 1972 à Alexandra (Johannesburg) pour 40 000 hommes et 20 000 femmes.

Quelles sont les raisons de cette situation en Afrique du Sud ? L'homme blanc a conquis le Noir et l'a ensuite asservi dans le cadre d'un système de lois.

Quand le Royaume-Uni a accordé l'indépendance et la souveraineté aux Blancs en Afrique du Sud, Keir Hardie, le leader de l'opposition en Grande-Bretagne, a dit devant le Parlement britannique en 1909 :

"Pour la première fois, on nous demande d'écrire sur les portes de l'Empire britannique : "Toi qui entres ici, abandonne tout espoir". Ce projet de loi dispose que les personnes de couleur ne pourront jamais prétendre siéger au Parlement. Les priver du droit de vote est une mesure mesquine et à courte vue. C'est un projet de loi qui vise à unifier les races blanches, à priver de leurs droits civiques les gens de couleur, et non pas à promouvoir l'union entre les races en Afrique du Sud, mais qui risque plutôt d'envenimer encore davantage leurs relations."

Ces paroles prophétiques se sont trouvées confirmées à mesure que les Blancs dépouillaient lentement les Noirs de leur droit de vote au fil des années.

En 1946, le Général Smuts a promulgué une loi intitulée Electoral Consolidation Act N° 46 de 1946 (loi relative au regroupement électoral) dont la section 3 dispose que seules les "personnes de race blanche" ont le droit de vote.

En 1961, le Parlement a promulgué la loi intitulée Republic of South Africa Act N° 32 de 1961, dont les sections 34 et 46 disposent que seules les "personnes de race blanche" sont éligibles; aux termes de la section 59 de cette loi, le Parlement est investi de l'autorité suprême. Cependant, en 1934, le Chief Justice par intérim de l'Afrique du Sud, M. Stratford, avait déclaré (affaire Sachs contre Ministre de la Justice - 1934 A.D. 11, page 36) :

.....le Parlement est libre d'empiéter comme il l'entend sur la vie, la liberté ou les biens de tout individu soumis à son autorité, et le rôle des tribunaux est de faire respecter sa volonté.

En 1913, les Blancs d'Afrique du Sud ont promulgué la loi intitulée Land Act N° 11 de 1913, aux termes de laquelle 87 % de toutes les terres étaient réservés aux Blancs, les Africains n'étant autorisés à occuper que les 13 % restants situés dans des réserves. Le Premier Ministre en exercice de l'Afrique du Sud a déclaré au Parlement qui siège à l'heure actuelle que les Africains ont droit à la totalité de ces 13 %, et il a promis que l'homme blanc tiendrait parole. Il convient de noter à ce propos que la répartition des terres est faite en proportion inverse de la population. Selon les chiffres du recensement sud-africain, on compte 3 960 000 Blancs et près de 19 millions de Noirs (répartis comme suit):

Africains	16 217 000
Métis	2 144 000
Asiatiques	668 000

La population totale s'élève donc à 22 989 000 habitants. Aux termes de la loi intitulée Population Registration Act N° 30 de 1950, telle qu'elle a été modifiée, les individus sont classés selon leur race; les droits dont ils jouissent - ou ne jouissent pas - dépendent de la classe dans laquelle ils sont rangés.

La section I de cette loi donne une définition des termes "Bantou" (Noir), "personne de race blanche" et "métis". Les métis sont tout simplement des personnes qui ne sont ni "de race blanche", ni des "Bantous". La section 5 décrit la procédure à appliquer pour classer les individus selon leur race. Cette procédure et les présomptions qui sont établies sont aussi simplistes en pratique qu'en théorie. Je peux en témoigner, car j'ai traité nombre d'affaires de ce type. Selon le paragraphe 1 de la section 19, toute personne qui, d'après son apparence, est de toute évidence membre d'une "race ou tribu indigène d'Afrique" est un Bantou (Noir), à moins qu'il ne soit prouvé qu'en fait elle ne l'est pas et qu'elle n'est généralement pas considérée comme telle. Une définition des races est incluse dans les autres textes législatifs par référence à cette loi.

Une "personne de race blanche" est une personne qui, d'après son apparence, est de toute évidence de race blanche et n'est pas considérée comme un métis, ou qui est généralement considérée comme étant une personne de race blanche.

D'après la section 4, toute personne résidant en Afrique du Sud de façon permanente doit être enregistrée.

La loi intitulée Bantu Act (Abolition of Passes and Coordination of Documents) N° 51 de 1952 est évidemment conçue en vue d'un résultat exactement inverse à celui que son nom laisse entendre : elle n'a pas pour effet de supprimer les laissez-passer, mais de définir une nouvelle procédure uniforme communément appelée laissez-passer. Le laissez-passer est divisé en cinq parties 1/ et tout Africain doit le présenter sur demande; toutes les parties doivent être en règle à tout moment. Selon le Professeur Barend Van Niekerk (Law Justice Society, rapport de la Commission juridique Spró-Cas, Johannesburg, 1972), un Africain sur quatre serait arrêté chaque année. En 1971, année pendant laquelle il n'y a pas eu de troubles graves, le Commissioner of Police a indiqué dans son rapport annuel que près d'un million d'Africains avaient été poursuivis (le chiffre des personnes arrêtées étant plus élevé). La majorité des personnes poursuivies l'ont été pour les motifs suivants :

Infraction aux règlements relatifs au couvre-feu .....	136 118
Infraction aux règlements concernant les documents (laissez-passer pas en règle) .....	282 684
Infraction aux règlements relatifs au contrôle des entrées ..	159 122
Infraction aux règlements fiscaux (défaut de production d'un récépissé fiscal à jour sur demande) .....	105 576
Présence non autorisée .....	178 085

L'immense majorité des 500 000 personnes emprisonnées chaque année sont des Noirs. En Afrique du Sud, le nombre moyen de personnes détenues chaque jour est supérieur à 91 555, alors que le chiffre total de la population noire et blanche dans toute l'Afrique du Sud est de 22 millions.

D'après les sources sud-africaines, 52 % des Africains résident dans des zones rurales et 48 % dans des zones urbaines; or, le nombre des Africains dans les zones urbaines demeure supérieur au nombre des Blancs, et il en sera toujours ainsi : en effet, même après 20 ans d'apartheid, 53,5 % des Africains résident en dehors des homelands bantous, car ceux-ci ne peuvent accueillir toute la population africaine dont le nombre ne cesse de croître.

---

1/ Ces cinq parties sont les suivantes :

A. Bureau du travail, entrées et sorties  
Contrôle et enregistrement  
(Réservé à l'administration)

B. Nom, adresse et signature de l'employeur

C. Impôt fédéral  
(Réservé à l'administration)

D. Impôt des autorités bantoues  
(Réservé à l'administration)

E. Renseignements supplémentaires (y compris les sauf-conduits pour le  
couvre-feu, les lois et coutumes indigènes, etc.)  
(Réservé à l'administration)

Selon la loi intitulée Bantu Urban Areas Consolidation Act N° 25 de 1945 (loi relative au regroupement des zones urbaines bantoues), telle qu'elle a été modifiée, tout Africain résidant dans une zone urbaine doit prouver qu'il est autorisé à "être présent, demeurer, résider et travailler dans cette zone", faute de quoi il est passible d'arrestation et d'emprisonnement et peut être expulsé de la zone urbaine en question (section 10). La preuve est à la charge de l'Africain. Depuis l'adoption des règlements intitulés Bantu Labor Regulations de 1911 (règlements relatifs à la main-d'oeuvre bantoue), les Africains sont tenus d'accepter un emploi sous peine d'être poursuivis pour infraction. En 1968, les Bantu Labor Regulations ont été publiés dans le Bulletin officiel N° 74 du 29 mars. Selon ces règlements, aucun Africain, lorsqu'il devient travailleur contractuel, ne peut accepter un contrat d'une durée supérieure à 12 mois. Les employeurs seraient peu avisés d'investir dans une main-d'oeuvre tellement mouvante, et les travailleurs vivent dans la misère. En 1972, 80 % des Africains gagnaient moins que ce dont ils avaient besoin pour vivre. Ce pourcentage n'a cessé d'augmenter au cours des années. Les chiffres concernant la mortalité infantile et les décès imputables à la malnutrition et à d'autres maladies évitables ont également augmenté. Il en est de même en ce qui concerne l'écart entre les salaires.

En 1973, l'Institut sud-africain de gestion du personnel a fait une enquête sur les salaires et a conclu que les salaires des Blancs s'élevaient en moyenne à 476,80 rands par mois, alors que celui des Noirs n'atteignait en moyenne que 59,60 rands par mois. Ainsi, dans l'ensemble, le rapport entre les salaires des Blancs et ceux des Noirs est de 8 à 1. Cet écart s'est aggravé au cours des années du fait que les Noirs ne peuvent apprendre un métier ou constituer un syndicat. Le revenu moyen par habitant des Blancs est 14 fois supérieur à celui des Noirs : 133 rands par mois et par personne pour les Blancs, 9,80 rands par mois et par personne pour les Africains.

Aux termes de la loi intitulée Mines and Works Act N° 27 de 1956 (loi relative aux mines et aux entreprises), les Noirs ne peuvent obtenir un certificat d'aptitude professionnelle, même lorsque les mines sont situées dans les réserves noires. La loi intitulée Factories Machinery and Building Works Act N° 22 de 1941 (loi relative aux usines, aux machines et aux entreprises de construction) a pour effet d'imposer la séparation des races dans les usines.

L'Industrial Conciliation Act N° 28 de 1956 donne une définition du terme "salarié" qui exclut les Noirs et les empêche de participer aux négociations collectives. La section 77 de cette loi réserve certains emplois à un groupe racial particulier. L'Apprenticeship Act N° 37 de 1944 prive les Noirs du bénéfice des programmes de formation.

La liste de ces lois est trop longue pour que l'on puisse les énumérer et les étudier dans un article aussi bref, mais les quelques indications données ci-dessus montrent comment la loi est utilisée pour préserver la suprématie des Blancs et maintenir les Noirs dans l'asservissement. Avant que des transformations vraiment significatives puissent avoir lieu en Afrique du Sud, il faudrait d'abord que toutes ces lois qui perpétuent l'apartheid et la suprématie des Blancs soient abrogées. Seule une majorité parlementaire noire pourrait obtenir ce résultat, et les Noirs devront se battre pour avoir le droit de vote.

Quant aux Noirs d'Afrique du Sud qui ont encouru les peines rigoureuses prévues par les lois sur l'apartheid, et en particulier la majorité des délinquants, ceux qui ont contrevenu aux lois sur les laissez-passer, qu'en advient-il en prison ?

Le travail des prisonniers a remplacé celui des esclaves et on a commencé à l'utiliser au Cap peu après l'abolition de l'esclavage. En 1860, des prisonniers noirs travaillaient dans les docks et sur les routes de Cape Town. Ultérieurement, on a commencé à les faire travailler dans les fermes du Cap et, en 1889, le Directeur des prisons faisait savoir que tous les prisonniers disponibles pour travailler au Cap étaient employés par les viticulteurs. Cette situation s'est maintenue jusqu'au moment de la grande crise économique du début des années 1930. A partir de ce moment, les rapports du Directeur des prisons montrent que les particuliers ont commencé à utiliser largement la main-d'oeuvre des prisons. C'est ce qui se passait, notamment, dans les fermes. Les salaires des ouvriers agricoles étaient toujours très bas et leurs conditions de travail déplorables. Pour cette raison, les fermiers ne trouvaient pas toute la main-d'oeuvre dont ils avaient besoin. Ils avaient donc de plus en plus tendance à demander aux prisons une main-d'oeuvre noire peu qualifiée et peu coûteuse. Pour renforcer la main-d'oeuvre agricole, l'administration pénitentiaire a mis en application, en 1934, un système (le "sixpenny scheme") selon lequel les prisonniers étaient obligés de travailler dans les fermes et recevaient 10 cents par journée de travail.

En 1947, dans la circonscription du tribunal pour bantous de Fordsburg, le "système de volontariat" est entré en application. J'étais au tribunal et j'ai essayé de dénoncer ce système dans la presse, mais le journaliste qui était alors rédacteur en chef du Rand Daily Mail m'a traité de communiste. Plus tard, dans l'exercice de ma profession juridique, j'ai montré l'injustice du système en soumettant au tribunal plus de vingt demandes d'habeas corpus. Voici comment fonctionnait ce système, selon la Circulaire générale N° 23 de 1954. Aux termes de cette circulaire :

"Paragraphe 1. Il est de notoriété publique que tous les jours un grand nombre d'autochtones sont arrêtés et poursuivis pour des infractions de caractère purement technique.

Paragraphe 2. Ces arrestations coûtent cher à l'Etat et ne servent à rien.

Paragraphe 3. Le Ministère de la Justice, la police sud-africaine et la Direction des prisons ont donc tenu des consultations à ce sujet et ont mis au point un système qui a pour objet d'inciter les chômeurs autochtones qui errent dans les rues de divers quartiers urbains à accepter un emploi hors de ces quartiers."  
[Voir page 59, No Neutral Ground, Thomas Y. Crowell, 1973].

Selon ce système, que j'expose de façon plus détaillée dans mon livre, voici une description caractéristique des conditions de travail, extraite d'une déposition faite sous serment et qui n'a pas été contestée par le fermier incriminé; ce dernier, tout en prétendant que ce témoignage n'était pas vrai, a refusé de venir à la barre des témoins pour le contester.

A propos de sa première journée à la ferme, [Josiah, l'ouvrier agricole] a déclaré ce qui suit : "Quand je suis arrivé dans le champ, j'ai vu Potgieter assis sur le capot de sa Ford, qui surveillait tous les travailleurs dans le champ. Peu après m'être mis à travailler, j'ai vu s'approcher de moi deux des surveillants, Abram et Philip, qui m'ont demandé si j'avais de l'argent. Je leur ai répondu que je n'en avais pas. Ils se sont mis à me frapper à la tête et sur tout le corps avec leur canne. J'ai commencé à saigner de la bouche, je suis tombé, et l'un d'eux m'a porté des coups de pied à la tête. Pendant tout ce temps, Potgieter était là; je l'ai revu quand je me suis relevé. J'ai également remarqué que les deux surveillants frappaient également les autres nouveaux et qu'ensuite ils se mettaient à frapper tous les ouvriers alors qu'ils se déplaçaient parmi eux.

Ces actes de brutalité se reproduisaient régulièrement, et j'ai remarqué que dès que Potgieter arrivait à l'endroit où nous étions en train de travailler et donnait un coup de klaxon, les surveillants commençaient aussitôt à circuler parmi nous et à frapper tous ceux qui se trouvaient à portée de canne. De temps en temps, Potgieter criait aussi : "Slaan hulle dood" (Battez-les jusqu'à ce que mort s'ensuive).

Au début, je voulais rendre les coups reçus, mais ceux qui étaient arrivés avant moi m'ont conseillé de n'en rien faire. Ils m'ont dit qu'en novembre, l'un des surveillants avait tué un homme à coups de canne sur la tête. Ils m'ont montré l'endroit où on l'avait enterré.

J'ai vu des cas où mes compagnons de travail, après avoir été battus ou après s'être évanouis parce qu'ils n'avaient rien à boire par une journée très chaude, étaient étendus, inanimés, sur le sol et où les surveillants, Abram et Philip, leur urinaient dans la bouche et nous invitaient à en faire autant pour faire reprendre connaissance à ces malheureux. Il est aussi arrivé que ceux qui s'étaient évanouis étaient encore battus par Potgieter lui-même, qui affirmait que c'était des paresseux qui faisaient semblant de se trouver mal." [No Neutral Ground, p. 83-84].

Près de 80 % des prisonniers condamnés à six mois de prison ou moins ont été incités à purger leur peine en travaillant à la ferme, pour 9 pence par journée de travail.

En 1947, une "ferme-prison" a été construite à Belleville dans l'Ouest de la province du Cap. Selon le système de la "ferme-prison", les fermiers des environs fournissent le terrain, prennent à leur charge les frais de construction des bâtiments pénitentiaires et des logements du personnel d'encadrement. A cette fin, les agriculteurs forment une coopérative et fournissent le capital, représenté par des actions dont le nombre est proportionnel au nombre d'ouvriers employés par le fermier. Les fermiers assurent également, au besoin, le transport des prisonniers entre la prison et la ferme et emploient des surveillants à la ferme, pour 15 à 50 cents par jour et par prisonnier à surveiller. La Direction des prisons prend à sa charge les dépenses courantes de la prison.

Grâce au "système du volontariat" et au "système des fermes-prisons", la Direction des prisons fournissait une main-d'oeuvre noire peu coûteuse aux agriculteurs qui manquaient toujours de travailleurs. Cette pénurie de main-d'oeuvre a été encore aggravée par le développement industriel rapide qui a suivi la deuxième guerre mondiale.

Quand le Gouvernement est venu au pouvoir en 1948, il a mis un plus grand nombre de prisonniers à la disposition des agriculteurs. On a commencé à faire travailler à la ferme des prisonniers frappés de peines de longue durée et la "réussite" du système a été confirmée peu à peu par le fait que les fermiers y avaient de plus en plus recours. En 1966, il y avait au total 23 fermes-prisons où se trouvaient 6 000 prisonniers purgeant des peines de longue durée. De nombreux rapports de tribunaux racontent la même longue histoire, celle des mauvais traitements infligés par des fermiers sans scrupules à ces prisonniers qui n'avaient aucun moyen de recours devant une autorité à laquelle ils auraient pu exposer leurs doléances. C'est à peu de chose près un système d'esclavage. Le prisonnier peut être en esclavage pendant longtemps, mais il finira tôt ou tard par échapper à sa condition d'esclave. Cependant, un autre viendra immédiatement prendre sa place, de sorte que le fermier est assuré de toujours avoir la main-d'oeuvre nécessaire.



En 1959, le Directeur des prisons se plaignait, à Riverdale, dans la province du Cap, dans les termes suivants : "Les fermiers nous demandent de la main-d'oeuvre, mais nous ne pouvons pas satisfaire toutes leurs demandes; cependant, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour leur donner satisfaction." En 1963, les fermiers de Klapmuts ayant décidé de demander la création d'une "ferme-prison", il leur a été répondu qu'il y avait déjà 30 demandes analogues sur la liste d'attente.

Comme l'a fait observer, dans son rapport, la Commission des salaires du Conseil des étudiants de l'Université de Cape Town :

"Dans l'Est du Transvaal, un actionnaire de coopérative estime que le droit d'employer des prisonniers a fait augmenter la valeur de la ferme de 2 à 3 livres sterling par morgen en 1952. En 1965, dans l'Ouest de la province du Cap, le droit d'employer des prisonniers était évalué à 500 livres sterling par travailleur. Une action de ferme-prison achetée 1 000 livres sterling s'est vendue récemment 2 000 livres sterling. [C'est l'auteur qui souligne ces mots].

L'Institut des relations raciales d'Afrique du Sud a estimé que "le fermier dépense au total 40 cents par jour pour chaque ouvrier" [y compris l'amortissement des dépenses d'équipement]. Il est évident que les travailleurs des prisons constituent la main-d'oeuvre la plus avantageuse pour les fermiers.

L'OIT a condamné l'emploi de prisonniers comme main-d'oeuvre depuis longtemps déjà, et de nombreux pays ont promulgué des lois interdisant l'importation des produits fabriqués par cette main-d'oeuvre. Ainsi, aux Etats-Unis, le Tariff Act de 1930 interdit l'importation de produits du travail de prisonniers ou de personnes engagées sous contrat non résiliable. C'est une disposition qui n'avait jamais été appliquée. Depuis 1971, nous avons cherché à dénoncer le système d'utilisation des prisonniers comme main-d'oeuvre qui est appliqué actuellement en Afrique du Sud, et finalement, en 1974, l'Attorney General des Etats-Unis en Alabama et l'avoué représentant le Syndicat des mineurs ont entrepris des démarches pour empêcher les Etats-Unis d'importer du charbon (2,5 millions de tonnes) en provenance d'Afrique du Sud. Etant donné que le South African Master and Servants Act prévoyait, il y a déjà cent ans, des dispositions pénales contre les travailleurs noirs non qualifiés, et que cette loi et d'autres lois analogues s'appliquent aux mineurs noirs, il était tout à fait légitime de demander aux tribunaux d'interdire ces importations. Pour faire échec à cette mesure, le Ministre de la justice de l'Afrique du Sud a fait adopter précipitamment par le Parlement une loi abrogeant les dispositions pénales. Selon le journal Star du 9 novembre, cette mesure "semble avoir contrecarré l'une des plus ingénieuses et des plus dangereuses" des attaques lancées jusqu'à présent contre le commerce entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis.

D'autres syndicats et d'autres gouvernements pourraient bien suivre cet exemple. L'emploi de prisonniers comme travailleurs en Afrique du Sud est contraire à l'esprit de libre concurrence qui anime l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Par l'intermédiaire des fermes-prisons, les agriculteurs, la police et la Direction des prisons profitent de la criminalité. Il est évident que des fermiers qui construisent une ferme-prison qui leur coûte 25 000 livres sterling seront mécontents s'il n'y a pas assez de prisonniers pour la remplir. La raison d'être de la ferme-prison est d'accueillir des prisonniers qui sont forcés à travailler. Dans la province du Cap, une annonce publiée récemment dans la presse au sujet de la vente d'une ferme contenait l'indication suivante : "Prix : 120 000 livres sterling, y compris les chais et 10 forçats". Le système des travailleurs migrants et des fermes-prisons est le système d'esclavage le plus ingénieux et le plus solidement établi qui existe de nos jours.

Ce régime est fondamentalement contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Tous les pays qui font du commerce avec l'Afrique du Sud doivent comprendre sur quelle base ce commerce est fondé. Dans un très grand nombre de pays, il existe des lois qui interdisent ce commerce. Il faut que les syndicats prennent conscience des diverses formes d'exploitation de la main-d'oeuvre qui sont pratiquées en Afrique du Sud. Aucun travailleur syndiqué ne devrait toucher des marchandises venant d'Afrique du Sud.

Les Sud-Africains ont réagi promptement à une faible menace venant du Syndicat des mineurs des Etats-Unis, en modifiant près de 41 lois et règlements. Le combat contre l'apartheid, contre un système qui est un crime contre l'humanité, doit être livré sur tous les fronts. Tout acte, qu'il soit politique, social ou économique, qui apporte un appui à l'apartheid, aide l'apartheid à survivre et fait obstacle au changement. La communauté des Etats-Membres des Nations Unies, le monde syndical et la communauté mondiale n'auraient qu'un petit effort à faire pour trouver les moyens d'isoler le système cruel de la suprématie blanche et d'y mettre un terme. Savoir que le mal existe et ne rien faire, c'est le tolérer et l'encourager. Pour changer quelque chose, il faut de la volonté, de la résistance, du courage et même des sacrifices. Il n'y aura de changement que si nous passons à l'action. Nous entendons persévérer, vaincre et rétablir la paix, la liberté et la justice pour tous les habitants de l'Afrique du Sud.

Joël Carlson

Annexe 3

Liste des sources<sup>a/</sup>

Africa Bureau, London. Mass population removals and break-up of family life in South Africa. Memorandum. United Nations Unit on Apartheid, Notes and documents No 13/74. Juillet 1974.

\_\_\_\_\_. Hostels for SA's urban workers. Document.

Africa Publications Trust. A place called Dimbaza. London, 1973.

\_\_\_\_\_. Uprooting a nation : the study of three million evictions in South Africa. London, 1974.

Carlson, Joel. No neutral ground. London, Davis-Poynter, 1973.

Desmond, Cosmas. The discarded people : an account of African resettlement in South Africa. Penguin African Library. London, Penguin Books, 1971.

Hoernle, Alfred, and Hoernle, Winifred. White and black nationalism, ethnicity and the future of the homelands. Memorial lecture. South African Institute of Race Relations, janvier 1974.

Horrel, H. The African homelands of South Africa. South African Institute of Race Relations.

International Defence and Aid Fund. Southern Africa information service. London, 1973.

International Youth and Students Movement for the United Nations (ISMUN). Floggings in Namibia. Document No 3. Geneva, juillet 1974.

Lewis, Hugh. Bandiet. London, Barrie and Jenkins, 1974.

Maasdorp, G. G. Economic development of the homelands. South African Institute of Race Relations, mai 1974.

Namibia News.

Rhodesia. Government gazette.

\_\_\_\_\_. Parliamentary debates.

Sachs, Albie. Justice in South Africa. London, Chatto-Heinemann, 1973.

---

<sup>a/</sup> Cette liste comprend les principales sources qui ont été utilisées pour la préparation du rapport en sus des dépositions orales et écrites des témoins.

South Africa. Government gazette.

\_\_\_\_\_. House of Assembly debates.

South African Institute of Race Relations. Survey of race relations in South Africa, 1973. Johannesburg, 1974.

Wimmer, R. The "Bantu homeland" policy and the condition of "black labour" in South Africa. Working paper prepared under the direction of Mr. Ermacora, professor of public law at Vienna University.

#### Newspapers

Cape Times (Cape Town)  
Christian Science Monitor (Boston)  
Chronicle (Bulawayo)  
Daily News (Durban)  
Daily Telegraph (Londres)  
Financial Mail (Johannesburg)  
Guardian (Manchester)  
International Herald Tribune (Paris)  
Le Monde (Paris)  
Morning Star (Londres)  
Observer (London)  
Rand Daily Mail (Johannesburg)  
Rhodesia Herald (Salisbury)  
Star (Johannesburg)  
Sunday Mail (Salisbury)  
Sunday Times (Johannesburg)  
Times (Londres)  
Times of Zambia  
Windhoek Advertiser  
Zambia Mail